



document d'enregistrement universel

ÉDITION 2021

COVIVIO
HOTELS

Sommaire

	CHIFFRES CLÉS 2021	2
RFA	1 RAPPORT DE GESTION	5
	1.1 Stratégie et perspectives	6
	1.2 Activité de la société et de ses filiales	6
	1.3 Patrimoine	19
	1.4 Valorisation du patrimoine et actif net réévalué	22
	1.5 Résultats financiers	31
	1.6 Actionnariat au 31 décembre 2021	40
	1.7 Bourse et dividende	45
	1.8 Informations relatives à la société et à ses participations	47
	1.9 Rapport complémentaire du Gérant à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	49
	2 FACTEURS DE RISQUES, CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES	57
	2.1 Facteurs de risques	58
	2.2 Politique de contrôle interne, de gestion des risques et conformité	70
	2.3 Évolutions et perspectives 2022	76
	3 DÉVELOPPEMENT DURABLE	79
	4 COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021	83
	4.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2021	84
	4.2 Annexe aux comptes consolidés	89
	4.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	130
	4.4 Comptes individuels au 31 décembre 2021	135
	4.5 Annexes aux comptes individuels	138
	4.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	166
	4.7 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	170
	4.8 Résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	172
	4.9 Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital	183
	4.10 Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription	184
	4.11 Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de diverses valeurs mobilières réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise	186
	5 CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ	189
	5.1 Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	190
	5.2 Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise	192
	6 RENSEIGNEMENTS ET GESTION	245
	6.1 Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital	246
	6.2 Présentation de la société	250
	6.3 Administration, Direction et Conseil de Surveillance	253
	6.4 Responsable du document	256
	6.5 Document d'information annuel (art. 221-1-1 du règlement général de l'AMF)	257
	6.6 Rapport condensé des experts	258
	TABLES DE CONCORDANCE	265
	Table de concordance de référence	266
	Table de concordance du rapport financier annuel	268
	Table de concordance du rapport à l'Assemblée Générale annuelle	268

2021

Document d'enregistrement universel

incluant le Rapport financier annuel



Ce Document d'Enregistrement Universel a été déposé le 14 mars 2022 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n° 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement. Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux titres financiers et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n° 2017/1129.

Covivio Hotels

Société en commandite par actions au capital de 592 565 808 €
Siège social : 30, avenue Kléber 75116 Paris
RCS Paris 955 515 895

Chiffres clés 2021

Covivio Hotels est une société d'investissement immobiliers cotée (SIIC), leader sur le marché de l'hôtellerie.



Covivio Hotels est aujourd'hui le premier investisseur en immobilier hôtelier en Europe. Avec 325 hôtels en patrimoine, Covivio Hotels possède un patrimoine hôtelier unique, implanté dans le centre des grandes métropoles européennes et est aujourd'hui le partenaire de près de 16 enseignes hôtelières, représentant une trentaine de marques en Europe, avec un patrimoine constitué à 75% d'établissements milieu et haut de gamme.

Covivio Hotels accompagne les enseignes dans leurs projets en bail, en murs et fonds ou en développement, et se positionne à leurs côtés dans les métropoles européennes les plus dynamiques.

Covivio Hotels s'appuie sur un actionariat institutionnel comprenant Covivio, les filiales assurance vie des groupes Crédit Agricole, Crédit Mutuel-CIC, BNP Paribas, Generali, Société Générale, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

La politique d'investissement de la société privilégie les partenariats avec des opérateurs leaders de leur secteur d'activité, et les acteurs les plus innovants qui se distinguent par des concepts novateurs et rentables, cela en vue d'offrir un rendement récurrent à ses actionnaires.

La classification sectorielle des portefeuilles reflète les secteurs de reporting suivis par le *management* de Covivio Hotels. Les secteurs sont au nombre de trois :

- l'hôtellerie en murs (Accor, B&B, NH Hotel Group, IHG, Motel One, Barcelo Group, Pierre et Vacances, Club Med, MEININGER)
- les hôtels en gestion (Rezidor, Marriott, Accor, IHG)
- les commerces d'exploitation (Courtepaille, Jardiland).

Répartition globale du patrimoine part du groupe en valeur au 31/12/2021



(en k€)	Exercice 2021	Exercice 2020
Revenus part du groupe	188 202	144 035
dont : Hôtels en murs (Loyers)	161 739	124 546
Hôtels en gestion (Ebitda)	20 965	7 565
Commerces d'exploitation (Loyers)	5 498	11 924

(en M€)	Exercice 2021	Exercice 2020
Valeur du patrimoine part du groupe	5 942	5 937
dont : Hôtels en murs	4 690	4 644
Hôtels en gestion	1 190	1 174
Commerces d'exploitation	61	120

Compte de résultat consolidé simplifié

(en k€)	Exercice 2021	Exercice 2020
Loyers nets	163 377	132 991
Résultat des hôtels en gestion	21 426	7 877
Coûts de fonctionnement nets	- 19 593	- 20 827
Amortissement des biens d'exploitation	- 42 341	- 42 858
Variation nette des provisions et autres	16 518	4 745
Résultat opérationnel courant	139 387	81 928
Résultat des cessions d'actifs	- 455	- 1 133
Résultat des ajustements de valeurs	- 16 294	- 327 627
Résultat de cession des titres	- 1 151	- 92
Résultat des variations de périmètre	- 22 497	- 3 802
Résultat opérationnel	98 990	- 250 725
Résultat financier	- 4 131	- 117 174
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	10 691	- 13 509
Résultat net avant impôts	105 550	- 381 409
Impôts	- 31 110	46 280
Résultat net	74 441	- 335 129
Résultat des activités abandonnées	0	0
Part revenant aux minoritaires	- 24 151	- 2 267
Résultat net part du groupe	50 288	- 337 396

Données part du groupe

	Exercice 2021	Exercice 2020
Résultat net part du groupe (€ par action)	0,36	- 2,64
EPRA Earnings (M€)	99,0	38,8
EPRA Earnings (€ par action)	0,70	0,30
Actif net réévalué EPRA NTA (M€)	3 498	3 195
Actif net réévalué EPRA NTA (€ par action)	23,6	24,1
Actif net réévalué EPRA NDV (M€)	3 167	2 819
Actif net réévalué EPRA NDV (€ par action)	21,4	21,3
Dividende* (€ par action)	0,65	0,26

* Dividende 2021 proposé à l'Assemblée Générale du 7 avril 2022

	Exercice 2021	Exercice 2020
Nombre d'actions sur la période		
Nombre d'actions à l'ouverture	132 547 616	121 036 633
Nombre d'actions créées par augmentation de capital	15 593 836	11 510 983
Nombre d'actions en fin de période*	148 141 452	132 547 616
Nombre moyen d'actions	141 125 610	127 735 648

* Y compris les actions auto détenues : 9 297 au 31/12/2021 (contre 10 497 au 31/12/2020)

Bilan consolidé simplifié

(en k€)	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020		Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
ACTIF			PASSIF		
Actifs non courants	6 430 606	6 553 360	Capitaux propres	3 398 665	3 117 712
Actifs courants	280 194	150 669	Passifs non courants	3 232 754	3 284 478
Trésorerie	145 181	101 759	Passifs courants	224 562	403 598
ACTIF	6 855 981	6 805 788	PASSIF	6 855 981	6 805 788

Caractéristiques de la dette au 31 décembre 2021

La dette financière nette s'élève au 31 décembre 2021 à 2 417 M€ en part du groupe, avec un taux moyen sur l'exercice de 1,94% et une maturité moyenne de 4,9 ans. Le taux de couverture active moyen en 2021 ressort à 81,1%.



Barceló Torre de Madrid
© Covivio / DR

325

hôtels au cœur des principales
métropoles européennes,
d'une valeur de 6,6 Md€.



1

Rapport de gestion RFA

1.1	Stratégie et perspectives	6	1.7	Bourse et dividende	45
1.2	Activité de la société et de ses filiales	6	1.7.1	Cours de bourse au 31 décembre 2021	45
1.2.1	Événements 2021	6	1.7.2	Distribution de dividende	46
1.2.2	Portefeuille hôtellerie	8	1.7.3	Actions détenues par les mandataires sociaux	46
1.2.3	Portefeuille commerces d'exploitation	16	1.8	Informations relatives à la société et à ses participations	47
1.3	Patrimoine	19	1.8.1	Organisation du groupe	47
1.3.1	Répartition géographique	19	1.8.2	Prises de participation	48
1.3.2	Répartition des revenus	20	1.8.3	Résultats des filiales et participations	48
1.3.3	Échéancier des baux	21	1.8.4	Activités de recherche et développement de la société et de ses filiales	48
1.3.4	Taux d'occupation hôtels	21	1.8.5	Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice	48
1.4	Valorisation du patrimoine et actif net réévalué	22	1.8.6	Informations sur les tendances	48
1.4.1	Expertises	23	1.8.7	Opérations entre apparentés	48
1.4.2	Actif net réévalué (ANR) – format EPRA	28	1.8.8	Position concurrentielle	48
1.5	Résultats financiers	31	1.9	Rapport complémentaire du Gérant à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	49
1.5.1	Comptes consolidés au 31 décembre 2021	31			
1.5.2	Comptes individuels au 31 décembre 2021	35			
1.6	Actionnariat au 31 décembre 2021	40			
1.6.1	Information sur le capital	40			
1.6.2	Répartition du capital et des droits de vote	41			
1.6.3	Déclarations de franchissement de seuils et déclarations d'intention	41			
1.6.4	Évolution du capital au cours des cinq derniers exercices	42			
1.6.5	Informations relatives à l'autocontrôle et au programme de rachat d'actions	43			
1.6.6	Options de souscription ou d'achat d'actions de la société	44			
1.6.7	Opérations réalisées par les mandataires sociaux et les personnes liées sur les titres de la société	44			

1.1 Stratégie et perspectives

Covivio Hotels, société foncière cotée sur le compartiment A du marché réglementé d'Euronext à Paris ayant opté pour le statut SIIIC, détient au 31 décembre 2021, un patrimoine composé de 373 actifs, dont 325 hôtels, d'une valeur d'expertise totale de 6,6 Md€ (5,9 Md€ en part du groupe), répartis en France et en Europe.

La stratégie de Covivio Hotels, première foncière hôtelière en Europe, s'appuie sur des partenariats conclus avec les opérateurs hôteliers les plus innovants en France et dans le reste de l'Europe. C'est dans cet esprit partenarial, que Covivio Hotels a continué à œuvrer en 2021, pour la mise en place de solutions d'accompagnement permettant d'aider ses locataires à traverser la crise sans précédent à laquelle a été confrontée l'ensemble des acteurs du secteur.

Afin de définir les actions de valorisation des portefeuilles, d'analyser l'activité et l'exploitation, et de suivre la mise en œuvre des programmes de travaux, des Comités de partenariat ont lieu régulièrement entre Covivio Hotels et l'ensemble de ses partenaires.

Perspectives

La reprise de l'activité observée dès l'été 2021 a démontré la capacité de rebond rapide des performances hôtelières lors de la levée des restrictions en Europe. Ainsi, le contexte actuel devrait permettre une reprise rapide de l'activité hôtelière. Covivio Hotels pourra alors s'appuyer sur la qualité et la diversité de son patrimoine, loué et exploité par les grands opérateurs européens et internationaux, pour afficher une croissance de ses résultats.

1.2 Activité de la société et de ses filiales

1.2.1 Événements 2021

Des performances encourageantes

L'industrie hôtelière a été marquée en 2021 par deux périodes distinctes : un 1er semestre encore très impacté par la crise sanitaire et les différentes restrictions gouvernementales, et un 2ème semestre particulièrement encourageant, dépassant même, parfois, les performances de 2019.

Au global, la performance du marché en 2021 est bien meilleure qu'en 2020, avec une hausse de RevPAR de +42%, même si elle reste encore en retrait de -54% par rapport à 2019.

En Europe, la reprise de l'activité hôtelière a été soutenue sur le 2ème semestre 2021, les RevPAR passant de -66% en juin par rapport à 2019 à -36% en décembre. Les performances des mois d'été ont confirmé le fort rebond des pays bénéficiant d'une importante clientèle domestique, notamment la France et l'Allemagne, représentant 57% des revenus de Covivio Hotels, et ont par ailleurs, témoigné des bons fondamentaux de l'hôtellerie, particulièrement du segment loisirs. La France, et notamment Paris, a bénéficié d'une reprise forte tout au long du 2ème semestre, avec un RevPAR en hausse de +110% entre juillet et novembre 2021 démontrant qu'au-delà du segment loisirs, la clientèle business est

aussi revenue rapidement. La croissance allemande a été interrompue en novembre avec la mise en place de nouvelles restrictions.

Le Royaume-Uni : un marché stratégique

Le Royaume-Uni est le pays où la reprise a été la plus importante en Europe, avec des RevPAR proches des niveaux de 2019 depuis septembre 2021. Le marché britannique est l'un des plus larges d'Europe, avec une partie domestique comparable à celle de la France et de l'Allemagne, ainsi qu'une partie internationale comparable à celle de l'Espagne.

C'est dans ce contexte, qu'au début de l'année 2022, Covivio Hotels et InterContinental Hotels Group ont revu leurs accords sur le portefeuille de 12 hôtels situés dans des localisations prime au cœur des principales métropoles britanniques (Londres, Edimbourg, Glasgow, etc.). Les parties ont signé un term-sheet portant sur la conclusion d'avenants aux baux. Cet accord prévoit notamment un réajustement du loyer minimum garanti et la mise en place d'un loyer variable indexé sur le chiffre d'affaires, ainsi que des tests de performance. Un accord ferme devrait être signé fin mars, permettant de cibler un rendement sur ce portefeuille de l'ordre de 6%, une fois passée la phase de reprise de l'activité.

Hausse des valeurs du patrimoine sur le 2^e semestre

Covivio Hotels détient à fin décembre 2021, un patrimoine unique en Europe, d'une valeur de 5 942 M€ (6 645 M€ à 100%). Ce patrimoine stratégique est caractérisé par :

- des emplacements de qualité : la note moyenne concernant la « situation géographique » des hôtels attribuée par les clients sur Booking.com s'élève à 8,8 / 10 ;
- un portefeuille diversifié, en termes de pays (12 pays, aucun ne représentant plus de 33% du total du portefeuille) et de segment (69% d'hôtels économiques et moyenne gamme; 31% d'hôtels haut de gamme) ;
- des baux long terme avec les principaux opérateurs hôteliers : 16 opérateurs, avec une durée résiduelle des baux de 13,3 ans en moyenne.

Après un 1^{er} semestre en baisse de -1,0% à périmètre constant, la valeur du patrimoine est en hausse de +0,7% sur le 2^{ème} semestre, avec notamment une hausse des actifs en loyer fixe (+1,3%) et des actifs en loyers variables AccorInvest (+0,6%).

Sur l'exercice, Covivio Hotels a poursuivi les cessions de ses actifs non stratégiques, pour un montant en part du groupe, de 70 M€, en ligne avec les valeurs d'expertises 2020. Covivio Hotels a par ailleurs signé de nouvelles promesses sur des actifs hôteliers, pour un montant de 71 M€, avec une marge moyenne de l'ordre de 20% sur les valeurs à fin 2020, dont 63 M€ concernent la promesse de vente d'un Club Med situé à Samoëns.

Le taux de certification environnementale du patrimoine de Covivio Hotels s'élève à 80,4% à fin 2021, contre 72,5% à fin 2020, suite à la certification d'actifs en Italie, en Irlande et en Hongrie.

Renforcement du bilan et désendettement

En juin 2021, Covivio Hotels a réalisé avec succès une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant de 250 M€. Cette opération a permis de rembourser des dettes à échéances 2022/2023 et d'améliorer le ratio d'endettement (LTV) de près de 500 bps, à 37,1% fin 2021 (vs 41,9% fin 2020). La dette nette de Covivio Hotels s'établit à 2 417 M€, contre 2 690 M€ à fin décembre 2020. Le ratio d'ICR s'améliore également, à 3,08 contre 2,20 fin 2020.

Covivio Hotels a également émis en juillet et octobre 2021 pour 599 M€ d'emprunts obligataires à 8 ans et 1% de coupon.

La maturité moyenne de la dette de Covivio Hotels est de 4,9 ans, sans échéances majeures pour les 12 mois à venir, et en hausse par rapport à fin 2020 (+0,5 an).

Covivio Hotels dispose, à fin décembre 2021, d'une liquidité et de lignes de crédits non tirées, d'un montant de 483 M€.

Grâce au soutien de ses actionnaires, Covivio Hotels sort de cette crise majeure avec un bilan solide lui permettant d'envisager sereinement la poursuite de son développement.

Les revenus 2021 bénéficient de la reprise amorcée au second semestre

La reprise de l'activité sur le 2^{ème} semestre permet d'afficher une hausse des revenus hôtels de +27,5% à périmètre constant à fin 2021, après une baisse des revenus de -1,5% au 1^{er} semestre.

Revenus Hôtels 2021 : 182,7 M€ en Part du Groupe

Hôtels en bail (80% du patrimoine hôtelier)

- Hôtels en loyers variables : le portefeuille est principalement loué à AccorInvest (22% du patrimoine total), en France et en Belgique, et constitué d'hôtels économiques (Ibis) et de moyenne gamme (Novotel, Mercure). En 2021, grâce à la reprise de l'activité hôtelière, les loyers de ce portefeuille, entièrement indexés sur le chiffre d'affaires, s'élèvent à 26,7 M€, en hausse de +69% par rapport à l'année 2020.

- Hôtels au Royaume-Uni loués à IHG (13% du patrimoine hôtelier) : aucun loyer n'avait été comptabilisé en 2020. En 2021, grâce à la reprise constatée sur le 2^{ème} semestre, avec des taux d'occupation supérieurs à 60% de septembre à novembre, les revenus de ce portefeuille s'élèvent à 12 M€.

- Autres hôtels en bail (45% du patrimoine hôtelier) : il s'agit des hôtels en loyers fixes loués à B&B Hotels, NH Hotels, Motel One, Barcelo, Hotusa, ... dans le cadre de baux longs. La hausse de 14,7 M€ des revenus provient notamment des loyers sur les actifs acquis en 2020 (portefeuille de 8 hôtels loués à NH Hotels). A périmètre constant, les loyers sont en baisse de -1,1% en raison de l'impact des franchises accordées en 2020 et 2021.

Hôtels en murs et fonds (20% du patrimoine hôtelier)

- Ces hôtels sont majoritairement situés en Allemagne (notamment à Berlin), à Nice et dans le nord de la France. La reprise sur ce portefeuille a été forte sur le 2^{ème} semestre, notamment pendant les mois d'été. Les hôtels en Allemagne ont connu un ralentissement en fin d'année en raison des restrictions.

Compte tenu de la qualité et de la solidité de la base locative de Covivio Hotels, le taux de collecte des loyers 2021 reste élevé et s'établit à 96%.

Résultats financiers en croissance en 2021

L'ANR EPRA NDV s'élève à 3 167 M€ contre 2 819 M€ à fin décembre 2020, représentant une hausse de 12,3% sur un an et s'établit à 21,4 €/action.

L'ANR EPRA NTA s'élève à 3 498 M€ en hausse de +9,5% sur un an. La baisse par action de -2,0% sur un an à 23,6 €/action, tient compte de l'augmentation de capital réalisée en juin à un prix de 16 €. L'ANR EPRA NTA par action, corrigé de l'impact de l'augmentation de capital, est en hausse de +1,6%. L'ANR EPRA NRV s'élève à 3 868 M€ et 26,1 €/action.

L'EPRA Earnings de 99 M€ (contre 39 M€ au 31 décembre 2020) affiche une hausse de 155% sous l'effet de la hausse des revenus variables. Par action, l'EPRA Earnings atteint 0,70 € en 2021, contre 0,30 € en 2020.

Dividende

Covivio Hotels proposera au vote de l'Assemblée Générale du 7 avril prochain la distribution en numéraire, d'un dividende de 0,65€ par action (0,26€ par action en 2020).

1.2.2 Portefeuille hôtellerie

1.2.2.1 Marché de l'hôtellerie en Europe

En France

(Source : MKG)

Comme en 2020, la France se montre le pays européen le plus résilient à la crise avec un RevPAR en baisse de - 43% vs 2019, contre - 61% en 2020. Le taux d'occupation moyen s'établit à 44% (33% en 2020). La ville de Paris intramurs est restée plus impactée (-63% de RevPAR vs 2019), alors que Marseille termine à - 20% vs 2019. Paris a cependant bien rebondi sur le S2, avec un RevPAR en hausse de +110% entre juillet et novembre 2021. La reprise a églameent est très forte durant l'été, avec certaines régions, notamment du littoral, qui ont même dépassé leurs performances de 2019.

Au Royaume-Uni

(Source : MKG)

Le Royaume-Uni a connu une forte reprise sur le S2 2021, en lien avec la levée progressive des différentes restrictions. Au global, après une année 2020 à -71% vs 2019, l'année 2021 termine à -49%. Comme en France, le taux d'occupation moyen 2021 s'établit à 44% (contre 31% en 2020). Londres (-65% de RevPAR vs 2019) reste plus impacté que les autres villes du pays (-49% à Manchester et -41% à Glasgow).

En Allemagne

(Source : MKG)

A l'inverse, l'Allemagne est restée très impactée en 2021, en raison notamment n'importantes restrictions gouvernementales tout au long de l'année et une reprise du variant Omicron plus précoce que dans les autres pays. Le niveau d'activité sur le S1 a été particulièrement bas (-84% de RevPAR vs 2019). La performance annuelle (-63%) reste ainsi globalement en ligne avec celle de 2020 (-64%). Il en est de même pour le taux d'occupation (31% en 2021 vs 29% en 2020).

En Belgique et aux Pays-Bas

(Source : MKG)

La Belgique et les Pays-Bas restent en queue de peloton dans l'Europe Occidentale, avec une baisse de RevPAR vs 2019 de respectivement - 66% et - 72% (contre -73% et -74% en 2020)

En Espagne et au Portugal

(Source : MKG)

L'Espagne et le Portugal ont bien mieux performé en 2021 qu'en 2020, grâce notamment à une très bonne saison estivale. L'Espagne affiche ainsi un taux d'occupation global de 41% en 2021, contre 24% en 2020. En termes de RevPAR, la baisse vs 2019 est de -53% en 2021, contre -75% en 2020. Au Portugal, l'amélioration est un peu moins nette (-65% de RevPAR vs 2019, contre -76% en 2020).

En Italie

(Source : MKG)

En 2021, l'Italie atteint - 56% de RevPAR vs 2019 (contre - 77% en 2020). Le taux d'occupation moyen est à 38% (vs 24% en 2020). La gamme économique (-47% vs 2019) résiste toujours un petit peu mieux que la gamme Upscale (-58%).

En Europe Centrale et de l'Est

(Source : MKG)

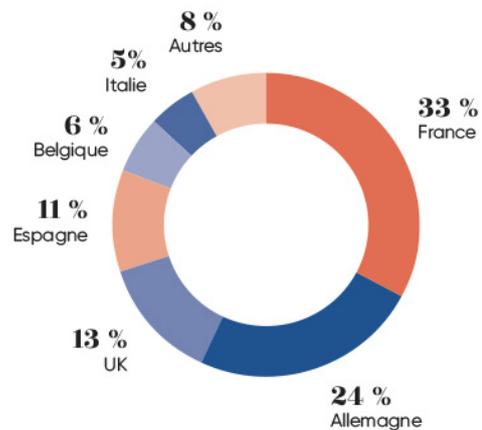
La Pologne réalise 35% de taux d'occupation sur l'année et une baisse de RevPAR de - 54% vs 2019 (-68% en 2020). À Prague, ces chiffres sont de 21% et - 79%. Finalement, ils sont de 23% et - 66% à Budapest.

1.2.2.2 Présentation du portefeuille

Le portefeuille comprend 325 hôtels et présente une répartition équilibrée tant en termes de gammes qu'en termes géographiques. L'activité hôtellerie (loyers des murs et EBITDA des hôtels en gestion) a généré un chiffre d'affaires de 197 M€ en 2021 en part totale soit 183 M€ en part du groupe, en hausse de 27,5% à périmètre constant sur un an.

Répartition géographique des hôtels en valeur au 31/12/2021 (5 881 M€ en part du groupe)

Au 31 décembre 2021, la valeur d'expertise du portefeuille hôtelier détenu par Covivio Hotels est de 5 881 M€ hors droits en part du groupe, soit 6 584 M€ en part totale.



La liste détaillée des actifs est la suivante :

Locataire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
AC Hotels	AC Hotels	Ac Forum Barcelona	Barcelone	Espagne	368
AccorInvest	Ibis	Ibis Antwerpen Centrum	Antwerpen	Belgique	150
AccorInvest	Ibis	Ibis Brugge Centrum	Bruges	Belgique	128
AccorInvest	Ibis	Ibis Brussels Airport	Machelen	Belgique	98
AccorInvest	Ibis	Ibis Brussels City Centrum Ste Catherine	Bruxelles	Belgique	236
AccorInvest	Ibis	Ibis Brussels Grd Place	Bruxelles	Belgique	184
AccorInvest	Ibis	Ibis Brussels. Expo Atomium	Grimbergen	Belgique	81
AccorInvest	Ibis	Ibis Gent Centrum St Baafs Kathedraal	Gand	Belgique	120
AccorInvest	Ibis	Ibis Gent Opera	Gand	Belgique	134
AccorInvest	Novotel	Novotel Brugge Centrum	Bruges	Belgique	126
AccorInvest	Novotel	Novotel Brussels Airport	Bruxelles	Belgique	209
AccorInvest	Novotel	Novotel Bruxelles Grd Place	Bruxelles	Belgique	138
AccorInvest	Novotel	Novotel Gent Centrum	Gand	Belgique	117
AccorInvest	Formule 1	Formule 1 Paris Porte de Montmartre	Paris	France	386
AccorInvest	Ibis	Ibis Annecy	Annecy	France	85
AccorInvest	Ibis	Ibis Arras	Arras	France	63
AccorInvest	Ibis	Ibis Avignon Gare	Avignon	France	98
AccorInvest	Ibis	Ibis Bordeaux Gare	Bordeaux	France	80
AccorInvest	Ibis	Ibis Bordeaux Lac 2	Bordeaux	France	116
AccorInvest	Ibis	Ibis Bordeaux Bastide	Bordeaux	France	92
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Argenteuil	Argenteuil	France	47
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Gennevilliers	Gennevilliers	France	119
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Lille Centre Gare	Lille	France	102
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget L'Isle Adam	L'Isle d'Adam	France	68
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Lyon Gerland	Lyon	France	106
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Lyon Nord Dardilly	Dardilly	France	177
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Marseille Prado	Marseille	France	82
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Mulhouse Dornach	Mulhouse	France	68
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Paris Porte de Montmartre	Paris	France	464
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Saint Cyr l'École	Saint Cyr l'École	France	48
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Sucy En Brie	Sucy-en-Brie	France	80
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Toulouse Cité de l'Espace N 2	Toulouse	France	69
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Toulouse Matabiau	Toulouse	France	130
AccorInvest	Ibis Budget	Ibis Budget Vélizy	Vélizy	France	123
AccorInvest	Ibis	Ibis Chartres Centre	Chartres	France	79
AccorInvest	Ibis	Ibis Fontainebleau	Fontainebleau	France	86
AccorInvest	Ibis	Ibis Limoges Centre	Limoges	France	68
AccorInvest	Ibis	Ibis Lyon Gerland Pont Pasteur	Lyon	France	129
AccorInvest	Ibis	Ibis Lyon La Part Dieu Centre Halles	Lyon	France	216
AccorInvest	Ibis	Ibis Lyon Part Dieu	Lyon	France	144
AccorInvest	Ibis	Ibis Marseille Centre	Marseille	France	52
AccorInvest	Ibis	Ibis Marseille Gare Saint Charles	Marseille	France	172
AccorInvest	Ibis	Ibis Marseille Prado	Marseille	France	116
AccorInvest	Ibis	Ibis Metz Centre Cathédrale	Metz	France	79
AccorInvest	Ibis	Ibis Nancy Centre Gare	Nancy	France	82

Locataire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
AccorInvest	Ibis	Ibis Nantes Centre Tour Bretagne	Nantes	France	140
AccorInvest	Ibis	Ibis Nice Centre	Nice	France	199
AccorInvest	Ibis	Ibis Orléans Centre Gare	Orléans	France	67
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris Bastille Opéra	Paris	France	305
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris Cambronne	Paris	France	527
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris La Fayette	Paris	France	70
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris La Villette	Paris	France	284
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris Montmartre	Paris	France	326
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris Porte d'Orléans	Montrouge	France	402
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris Rungis	Rungis	France	144
AccorInvest	Ibis	Ibis Paris Versailles Parly 2	Le Chesnay	France	72
AccorInvest	Ibis	Ibis Roissy Paris Nord 2	Roissy	France	134
AccorInvest	Ibis	Ibis Rouen Centre Rive Droite	Rouen	France	88
AccorInvest	Ibis	Ibis Rouen Centre Rive Gauche	Rouen	France	80
AccorInvest	Ibis	Ibis Strasbourg Centre Petite France	Strasbourg	France	98
AccorInvest	Ibis	Ibis Strasbourg Centre Ponts Couverts	Strasbourg	France	244
AccorInvest	Ibis	Ibis Strasbourg Halles	Strasbourg	France	98
AccorInvest	Ibis Styles	Ibis Styles Lille Centre	Lille	France	140
AccorInvest	Ibis Styles	Ibis Styles Paris Bercy	Paris	France	361
AccorInvest	Ibis	Ibis Toulouse Aero	Blagnac	France	88
AccorInvest	Ibis	Ibis Toulouse Centre	Toulouse	France	178
AccorInvest	Mercure	Mercure Angers Centre	Angers	France	84
AccorInvest	Mercure	Mercure La Grande Motte	La Grande Motte	France	117
AccorInvest	Mercure	Mercure Lille Le Royal	Lille	France	101
AccorInvest	Mercure	Mercure Lyon Lumière	Lyon	France	78
AccorInvest	Mercure	Mercure Lyon Saxe Lafayette	Lyon	France	156
AccorInvest	Mercure	Mercure Marseille Centre	Marseille	France	200
AccorInvest	Mercure	Mercure Massy Gare TGV	Massy	France	116
AccorInvest	Mercure	Mercure Nice	Nice	France	124
AccorInvest	Mercure	Mercure Paris Gare de Lyon	Paris	France	315
AccorInvest	Mercure	Mercure Paris La Défense	Nanterre	France	160
AccorInvest	Mercure	Mercure Paris La Défense 5	Courbevoie	France	507
AccorInvest	Mercure	Mercure Paris Porte d'Orléans	Montrouge	France	188
AccorInvest	Mercure	Mercure Paris Porte St Cloud	Boulogne Billancourt	France	180
AccorInvest	Mercure	Mercure St Quentin	Montigny le Bretonneux	France	74
AccorInvest	Mercure	Mercure Strasbourg	Strasbourg	France	98
AccorInvest	Mercure	Mercure Tour Eiffel	Paris	France	405
AccorInvest	Novotel	Novotel Aix Beaumanoir	Aix en Provence	France	102
AccorInvest	Novotel	Novotel Aix Pont L'arc	Aix en Provence	France	80
AccorInvest	Novotel	Novotel Atria Charenton	Charenton-le-Pont	France	133
AccorInvest	Novotel	Novotel Atria Grenoble	Grenoble	France	118
AccorInvest	Novotel	Novotel Atria Rueil	Rueil-Malmaison	France	118
AccorInvest	Novotel	Novotel Bordeaux C Meriadeck	Bordeaux	France	137
AccorInvest	Novotel	Novotel Genève Aéroport	Ferney-Voltaire	France	80
AccorInvest	Novotel	Novotel Lille Centre Palais Congres	Lille	France	104
AccorInvest	Novotel	Novotel Lille Flandres	Lille	France	96
AccorInvest	Novotel	Novotel Lyon Gerland	Lyon	France	186
AccorInvest	Novotel	Novotel Lyon Nord	Dardilly	France	107
AccorInvest	Novotel	Novotel Nîmes Centre Atria	Nîmes	France	119
AccorInvest	Novotel	Novotel Paris Cergy	Cergy-Pontoise	France	191

Locataire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
AccorInvest	Novotel	Novotel Paris Gare Lyon	Paris	France	253
AccorInvest	Novotel	Novotel Paris Massy	Palaiseau	France	147
AccorInvest	Novotel	Novotel Paris Pont De Sevres	Sèvres	France	131
AccorInvest	Novotel	Novotel Paris Roissy	Roissy	France	201
AccorInvest	Novotel	Novotel Paris St Quentin	Magny-les-Hameaux	France	131
AccorInvest	Novotel	Novotel Roissy CDG Convention & Wellness	Roissy	France	295
AccorInvest	Novotel	Novotel Rouen Sud	Saint-Étienne du Rouvray	France	134
AccorInvest	Novotel	Novotel Saclay	Saclay	France	139
AccorInvest	Novotel	Novotel Strasbourg Halle	Strasbourg	France	96
AccorInvest	Novotel	Novotel Toulouse Compans	Toulouse	France	131
AccorInvest	Sofitel	Sofitel Lyon Bellecour	Lyon	France	164
B&B	B&B	Aachen	Würselen	Allemagne	78
B&B	B&B	Baden Airpark	Rheinmünster	Allemagne	85
B&B	B&B	Berlin	Berlin	Allemagne	105
B&B	B&B	Berlin Messe	Berlin	Allemagne	140
B&B	B&B	Berlin-Potsdamer	Berlin	Allemagne	92
B&B	B&B	Berlin-Süd	Genshagen	Allemagne	73
B&B	B&B	Böblingen	Böblingen	Allemagne	100
B&B	B&B	Braunschweig	Braunschweig	Allemagne	78
B&B	B&B	Duisburg	Duisburg	Allemagne	101
B&B	B&B	Düsseldorf – Ratingen	Düsseldorf	Allemagne	74
B&B	B&B	Düsseldorf Airport	Düsseldorf	Allemagne	100
B&B	B&B	Düsseldorf City	Düsseldorf	Allemagne	84
B&B	B&B	Erfurt	Erfurt	Allemagne	95
B&B	B&B	Erlangen	Erlangen	Allemagne	100
B&B	B&B	Essen	Essen	Allemagne	106
B&B	B&B	Frankfurt-Offenbach	Francfort	Allemagne	74
B&B	B&B	Frankfurt-Nord	Francfort	Allemagne	100
B&B	B&B	Freiburg	Freiburg	Allemagne	80
B&B	B&B	Hamburg East	Hamburg	Allemagne	155
B&B	B&B	Hannover	Hannovre	Allemagne	74
B&B	B&B	Hannover	Hannovre	Allemagne	73
B&B	B&B	Heidelberg	Heidelberg	Allemagne	123
B&B	B&B	Herne	Herne	Allemagne	78
B&B	B&B	Ingolstadt	Ingolstadt	Allemagne	73
B&B	B&B	Kassel	Kassel	Allemagne	74
B&B	B&B	Koblenz	Koblenz	Allemagne	100
B&B	B&B	Köln	Cologne	Allemagne	105
B&B	B&B	Köln	Frechen	Allemagne	106
B&B	B&B	Köln-Porz	Köln-Porz	Allemagne	104
B&B	B&B	Konstanz	Konstanz	Allemagne	100
B&B	B&B	Lübeck	Lübeck	Allemagne	96
B&B	B&B	Mainz	Mainz	Allemagne	92
B&B	B&B	Mannheim	Mannheim	Allemagne	100
B&B	B&B	Mönchengladbach	Mönchengladbach	Allemagne	100
B&B	B&B	Mülheim	Mülheim a.d.Ruhr	Allemagne	101
B&B	B&B	München	Aschheim	Allemagne	127
B&B	B&B	Munich Airport – Hallbergmoos	Hallbergmoos	Allemagne	101
B&B	B&B	Niederrad	Francfort	Allemagne	148
B&B	B&B	Nuremberg	Nuremberg	Allemagne	135

Locataire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
B&B	B&B	Oberhausen	Oberhausen	Allemagne	102
B&B	B&B	Osnabruck	Osnabruck	Allemagne	100
B&B	B&B	Potsdam	Potsdam	Allemagne	101
B&B	B&B	Regensburg	Regensburg	Allemagne	96
B&B	B&B	Schweinfurt	Schweinfurt	Allemagne	74
B&B	B&B	Würzburg	Würzburg	Allemagne	95
B&B	B&B	Valencia	Valencia	Espagne	125
B&B	B&B	Madrid Airport	Madrid	Espagne	124
B&B	B&B	Alicante	Alicante	Espagne	120
B&B	B&B	Girona	Salt-Girona	Espagne	93
B&B	B&B	Angers 1	Beaucouze	France	60
B&B	B&B	Angers 2	Beaucouze	France	70
B&B	B&B	Arras	Arras	France	81
B&B	B&B	Aulnay Sous Bois	Aulnay-Sous-Bois	France	113
B&B	B&B	Avranches	Avranches	France	60
B&B	B&B	Bagnolet	Bagnolet	France	108
B&B	B&B	Bayonne Tarnos	Tarnos	France	74
B&B	B&B	Beauvais	Allonne	France	72
B&B	B&B	Besançon	Besançon	France	59
B&B	B&B	Béziers	Villeneuve-lès-Béziers	France	60
B&B	B&B	Blois	Blois	France	63
B&B	B&B	Bordeaux Bruges	Bordeaux	France	72
B&B	B&B	Bordeaux Mérignac	Mérignac	France	72
B&B	B&B	Brest Kergaradec	Brest Kergaradec	France	46
B&B	B&B	Brest Port	Brest	France	40
B&B	B&B	Brignoles	Brignoles	France	70
B&B	B&B	Brive La Gaillarde	Ussac	France	70
B&B	B&B	Caen Mémorial	Saint-Contest	France	70
B&B	B&B	Cannes Ouest La Bocca	Cannes	France	96
B&B	B&B	Cergy	Cergy-Pontoise	France	84
B&B	B&B	Chalon Sur Saône Sud	Saint-Rémi	France	71
B&B	B&B	Châlons-en-Champagne	Châlons-en-Champagne	France	84
B&B	B&B	Chambéry	Chambéry	France	54
B&B	B&B	Chatenay Malabry	Châtenay-Malabry	France	127
B&B	B&B	Chevilly Larue	Chevilly Larue	France	83
B&B	B&B	Cholet	Cholet	France	56
B&B	B&B	Clermont Gerzat 1	Gerzat	France	71
B&B	B&B	Colmar	Wintzenheim	France	70
B&B	B&B	Corbeil	Corbeil-Essonnes	France	47
B&B	B&B	Creil Chantilly	Creil	France	83
B&B	B&B	Dieppe Saint Aubin	St Aubin Sur Scie	France	72
B&B	B&B	Dreux	Dreux	France	45
B&B	B&B	Euralille	Lille	France	127
B&B	B&B	Évreux	Évreux	France	83
B&B	B&B	Évry Lisses 1	Lisses	France	99
B&B	B&B	Évry Lisses 2	Lisses	France	84
B&B	B&B	Herblay	Herblay	France	48
B&B	B&B	Hyères	Hyères	France	52
B&B	B&B	La Queue En Brie	La Queue En Brie	France	47
B&B	B&B	Le Mans Nord 1	Saint-Saturnin	France	69

Locataire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
B&B	B&B	Le Mans Nord 2	Saint-Saturnin	France	72
B&B	B&B	Le Mans Sud	Arnage	France	60
B&B	B&B	Lens	Lens	France	80
B&B	B&B	Lens Noyelles Godault	Noyelles-Godault	France	72
B&B	B&B	Louveciennes	Louveciennes	France	81
B&B	B&B	Lyon Berthelot	Lyon	France	113
B&B	B&B	Lyon Gambetta	Lyon	France	116
B&B	B&B	Lyon Monplaisir	Lyon	France	95
B&B	B&B	Lyon Vénissieux	Vénissieux	France	137
B&B	B&B	Malakoff – Paris Parc Des Expositions	Malakoff	France	233
B&B	B&B	Marne-la-Vallée	Bussy Saint Georges	France	130
B&B	B&B	Maurepas	Maurepas	France	70
B&B	B&B	Metz Augny	Augny	France	60
B&B	B&B	Metz Jouy aux Arches	Jouy aux Arches	France	70
B&B	B&B	Metz Semecourt	Semecourt	France	70
B&B	B&B	Montélimar	Les Tourrettes	France	70
B&B	B&B	Monthéry	Linas Monthéry	France	50
B&B	B&B	Moulins	Toulon-Sur-Allier	France	72
B&B	B&B	Nanterre	Nanterre	France	150
B&B	B&B	Nantes Centre	Nantes	France	60
B&B	B&B	Nantes La Beaujoire	Nantes	France	60
B&B	B&B	Nantes La Chapelle	La Chapelle-sur-Erdre	France	60
B&B	B&B	Nantes Saint Herblain	Saint Herblain	France	72
B&B	B&B	Nantes Saint Sébastien	St-Sébastien-sur-Loire	France	70
B&B	B&B	Orgeval	Orgeval	France	72
B&B	B&B	Paray Le Monial	Paray-le-Monial	France	70
B&B	B&B	Paris Est Bondy	Bondy	France	118
B&B	B&B	Poitiers 1	Chasseneuil-du-Poitou	France	70
B&B	B&B	Poitiers 3	Chasseneuil-du-Poitou	France	76
B&B	B&B	Porte Des Lilas	Paris	France	265
B&B	B&B	Rennes Cesson Sévigné	Cesson-Sévigné	France	91
B&B	B&B	Rennes Saint Grégoire	Saint Grégoire Cedex	France	71
B&B	B&B	Roubaix	Roubaix	France	85
B&B	B&B	Rouen Parc Des Expositions	Le Grand Quevilly	France	60
B&B	B&B	Rouen Saint Étienne Du Rouvray	St Étienne-Du-Rouvray	France	57
B&B	B&B	Saint Michel Sur Orge	Saint-Michel-Sur-Orge	France	70
B&B	B&B	Saint Quentin	St Quentin	France	54
B&B	B&B	Saint Witz	Saint Witz	France	42
B&B	B&B	Salon Provence	Salon-De-Provence	France	83
B&B	B&B	Sophia Antipolis Le Biot	Biot	France	67
B&B	B&B	Sophia Antipolis Le Relais	Biot	France	47
B&B	B&B	Tours Nord 1	Tours	France	61
B&B	B&B	Tours Nord 2	Tours	France	70
B&B	B&B	Tours Sud	Joue Les Tours	France	72
B&B	B&B	Troyes Barberey	Barberey St Sulpice	France	64
B&B	B&B	Troyes Saint Parres	St-Parres-aux-Tertres	France	69
B&B	B&B	Valenciennes Marly	Marly	France	83
B&B	B&B	Vannes Est	Vannes	France	71
B&B	B&B	Lyon Caluire	Caluire-et-Cuire	France	120
B&B	B&B	Porte De Choisy	Ivry-Sur-Seine	France	182

Locataire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
B&B	B&B	Romainville	Noisy-Le-Sec	France	107
B&B	B&B	Torcy	Torcy	France	130
B&B	B&B	B&B Krakow	Cracovie	Pologne	130
B&B	B&B	B&B Lodz	Lodz	Pologne	149
B&B	B&B	B&B Warsaw	Varsovie	Pologne	154
Barcelo	Barcelo Hotels & Resorts	Barcelo Corralejo Bay	Fuerteventura	Espagne	241
Barcelo	Barcelo Hotels & Resorts	Barcelo Castellana Norte	Madrid	Espagne	144
Barcelo	Barcelo Hotels & Resorts	Barcelo Torre De Madrid	Madrid	Espagne	256
Club Med	Club Med	Club Med Samoëns	Samoëns	France	420
Club Med	Club Med	Da Balaia	Albufeira	Portugal	372
Hotusa	Eurostars Hotels	Eurostars Grand Marina	Barcelone	Espagne	291
Hotusa	Eurostars Hotels	Eurostars Executive Barbera	Barcelone	Espagne	118
Hotusa	Exe Hotels	Exe Plaza Castilla	Madrid	Espagne	262
IHG	Indigo	Hotel Indigo Leeds	Leeds	UK	120
IHG	InterContinental	InterContinental Edinburgh George Street	Edinburgh	UK	240
IHG	Kimpton	Kimpton London	Londres	UK	334
IHG	Kimpton	Kimpton Manchester	Manchester	UK	270
IHG	Kimpton	Kimpton Edinburgh Charlotte Square	Edinburgh	UK	199
IHG	Kimpton	Kimpton Glasgow Blythswood Square	Glasgow	UK	113
IHG	Voco	Voco Oxford Spires	Oxford	UK	181
IHG	Voco	Voco Oxford Thames	Oxford	UK	104
IHG	Voco	Voco Cardiff	Cardiff	UK	142
IHG	Indépendant	York	York	UK	155
IHG	Voco	Voco Glasgow Grand Central	Glasgow	UK	243
IHG	Indépendant	Wotton House	Wotton	UK	127
HCI	Holiday Inn	Holiday Inn Ciudad De Las Ciencias	Valence	Espagne	100
HCI	Ramada	Madrid Tres Cantos	Madrid	Espagne	61
Radisson	Radisson	Paseo Del Arte	Madrid	Espagne	260
Senator Hotels	Playa Senator	Playa Capricho	Roquetas De Mar	Espagne	323
HCI	Ramada	Almussafes	Almussafes	Espagne	133
MEININGER	MEININGER	Munich	Munich	Allemagne	173
MEININGER	MEININGER	Lyon Zimmermann	Lyon	France	176
MEININGER	MEININGER	Porte De Vincennes	Paris	France	249
Melia	Tryp	Tryp Oceanic Valencia	Valence	Espagne	197
Melia	Tryp	Tryp Alameda Malaga	Malaga	Espagne	132
Melia	Tryp	Tryp Aeropuerto Barcelona	Barcelone	Espagne	205
Motel One	Motel One	Motel One Frankfurt Niederrad	Francfort	Allemagne	271
Motel One	Motel One	Motel One Berlin Mitte	Berlin	Allemagne	186
Motel One	Motel One	Motel One Porte Dorée	Paris	France	255
NH Hotel Group	NH	Nh Francfort	Francfort	Allemagne	165
NH Hotel Group	NH	Nh Dusseldorf	Düsseldorf	Allemagne	111
NH Hotel Group	NH	Nh Stuttgart	Stuttgart	Allemagne	208
NH Hotel Group	NH	Nh Nuremberg	Nuremberg	Allemagne	244
NH Hotel Group	NH	Nh Oberhausen	Oberhausen	Allemagne	171
NH Hotel Group	NH	Nh Berlin City Ost	Berlin	Allemagne	99
NH Hotel Group	NH	Nh Hamburg Mitte	Hamburg	Allemagne	134



Locataire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
NH Hotel Group	NH	Nh Collection Colon	Madrid	Espagne	146
NH Hotel Group	NH	Nh Amersfoort	Amersfoort	Pays-Bas	114
NH Hotel Group	NH	Nh Amsterdam	Amsterdam	Pays-Bas	232
NH Hotel Group	NH	Nh Amsterdam Noord	Amsterdam	Pays-Bas	290
NH Hotel Group	Antanara	Palazzo Naiadi	Rome	Italie	238
NH Hotel Group	NH Collection	Palazzo Dei Dogi	Venise	Italie	64
NH Hotel Group	NH	Santa Lucia	Venise	Italie	100
NH Hotel Group	NH Collection	Palazzo Gaddi	Florence	Italie	86
NH Hotel Group	Antanara	NY Palace Budapest	Budapest	Hongrie	185
NH Hotel Group	NH Collection	Budapest City Center	Budapest	Hongrie	138
NH Hotel Group	NH Collection	Carlo IV	Prague	République Tchèque	152
NH Hotel Group	Antanara	Plaza Nice	Nice	France	152
Pierre & Vacances	Sunparks	Kempense Meren	Kempense Meren	Belgique	594
Pierre & Vacances	Sunparks	Oostduinkerke	Oostduinkerke	Belgique	283
Sous-total actifs murs					305

Gestionnaire	Enseigne	Nom de l'actif	Ville	Pays	Nb. de chambres
EVENT Hotels	Ibis	Ibis Dresden	Dresde	Allemagne	612
EVENT Hotels	Mercure	Mercure Potsdam City	Potsdam	Allemagne	210
EVENT Hotels	Pullman	Pullman Dresden Newa	Dresde	Allemagne	319
Accor	Pullman	Pullman Roissy	Roissy	France	305
TIFCO	Hilton	Hilton Dublin	Dublin	Irlande	120
IHG	Crowne Plaza	Crowne Plaza Brussels Airport	Bruxelles	Belgique	315
So Hospitality*	Crowne Plaza	Crowne Plaza	Lille	France	121
So Hospitality*	Holiday Inn	Holiday Inn Picardy	Le Touquet	France	88
So Hospitality*	Indépendant	Grand Hôtel Bellevue	Lille	France	64
So Hospitality*	Indépendant	Art Déco	Lille	France	56
So Hospitality*	Indépendant	Couvent des Minimes	Lille	France	83
So Hospitality*	Autograph C.	Bourgtheroulde	Rouen	France	78
So Hospitality*	Autograph C.	Hermitage Gantois	Lille	France	88
Marriott	Méridien	Méridien Nice	Nice	France	318
EVENT Hotels	Westin	The Westin Grand Berlin	Berlin	Allemagne	400
EVENT Hotels	Westin	The Westin Leipzig	Leipzig	Allemagne	436
EVENT Hotels	Park Inn	Park Inn Alexander Platz	Berlin	Allemagne	1 028
Radisson Hotel Group	Park Inn	Park Inn Louvain	Louvain	Belgique	133
EVENT Hotels	Radisson Blu	Radisson Blu Leipzig	Leipzig	Allemagne	214
EVENT Hotels	Radisson Blu	Radisson Blu Erfurt	Erfurt	Allemagne	284

Sous-total actifs murs et fonds

20

TOTAL ACTIFS HÔTELLERIE

325

TOTAL CHAMBRES

45 242

* plateforme de gestion interne détenue à 100% par Covivio Hotels

1.2.2.3 Partenariat avec AccorInvest, filiale du groupe Accor

Depuis 2005, année de réalisation de la première opération d'investissement, Covivio Hotels et le groupe AccorInvest ont conclu un accord de partenariat organisant leurs relations afin d'assurer l'exécution optimale des baux et des conventions d'occupation.

Des Comités se tiennent régulièrement permettant aux parties :

de définir les actions de valorisation du portefeuille à mettre en œuvre à court et moyen terme

d'analyser les informations relatives à l'activité et à l'exploitation des hôtels

de suivre la mise en œuvre des programmes de travaux prévus lors des transactions

de définir les cessions conjointes qui vont être lancées sur le portefeuille

d'évoquer les futures opérations de développement.

Des projets d'extension, de développement ou de création d'hôtels sont également étudiés régulièrement dans les réunions de partenariat.

Le groupe Accor : chiffres clés

(Source : site Internet Accor & AccorInvest)

Accor est un opérateur hôtelier mondial leader en Europe. Il est présent dans 110 pays avec 5 200 hôtels et 51 marques.

Accor propose un portefeuille large et unique de marques complémentaires, allant du luxe à l'économique, reconnues et appréciées pour leur qualité de service à travers le monde : Raffles, Fairmont, Sofitel, Pullman, Swissôtel, MGallery, Novotel, Suite Novotel, Mercure, Mama Shelter, Ibis, Ibis Styles, Ibis Budget et HotelF1. Avec 260 000 collaborateurs sous enseignes Accor à travers le monde, le groupe met au service de ses clients et partenaires son savoir-faire et son expertise acquis depuis près de 45 ans.

Sur l'année 2020, Accor a réalisé un chiffre d'affaires de 1,6 Md€.

Accor a réalisé en 2018 la cession de 65% d'AccorInvest, son entité regroupant ses activités immobilières (fonds de commerces et murs d'hôtels). AccorInvest est locataire de murs d'hôtels détenus par Covivio Hotels et détient ou loue un patrimoine de 843 hôtels totalisant 126 790 chambres dans près de 26 pays.

1.2.3 Portefeuille commerces d'exploitation

1.2.3.1 Présentation du marché

Marché de la restauration commerciale

Le marché de la restauration commerciale en France a très fortement été impacté par la crise du Covid-19, avec des fermetures administratives jusqu'au 19 mai 2021.

1.2.2.4 Partenariat avec B&B

Covivio Hotels détient au 31 décembre 2021, directement ou indirectement, 144 hôtels B&B, en France, en Allemagne, en Espagne et en Pologne.

Le partenariat Covivio Hotels et B&B a été initié dès 2011.

Dans le cadre de ce partenariat, des projets de développement et d'acquisition sont régulièrement étudiés, notamment l'opération signée en novembre 2019 en Pologne portant sur trois actifs existant à Lodz, Varsovie et Cracovie pour 24 M€.

Le groupe B&B : chiffres clés

(Source : site Internet B&B)

La chaîne B&B Hôtels est née en 1990 en France. Son développement est immédiat et continu grâce à l'efficacité de son concept novateur. B&B ouvre son premier hôtel en Allemagne en 1998, en Italie en 2009 et franchit le cap des 250 hôtels en France en 2016. Le groupe n'a cessé de croître et compte désormais plus de 600 hôtels en Europe et dans le monde. En 2019, la chaîne a été rachetée par Goldman Sachs pour 1,9 milliard d'euros à PAI Partners.

1.2.2.5 Partenariat avec IHG

Covivio Hotels détient au 31 décembre 2021, 16 hôtels sous marques IHG, au Royaume Uni, en France, et en Belgique.

Le partenariat entre Covivio Hotels et IHG a été initié en 2018 lors de l'acquisition du portefeuille d'hôtels prime au cœur des plus grandes métropoles britanniques. Les actifs, qui ont bénéficié de programmes de travaux récents, offrent un potentiel de croissance significatif. Ce partenariat permet à IHG de développer, en Europe, ses marques haut de gamme et innovantes : Voco et Kimpton

Le groupe IHG : chiffres clés

(Source : site Internet IHG)

Le groupe IHG est l'un des leaders de l'hôtellerie mondiale, présent dans plus de 100 pays avec 886 000 chambres à fin 2020. Son chiffre d'affaires 2020 est de 2,4 milliards de dollars.

Marché du jardinage

En France, le marché du jardinage s'est relativement bien porté en 2021, malgré la crise du Covid-19. Le secteur a mieux résisté que celui de l'hôtellerie restauration.

1.2.3.2 Présentation du portefeuille

Au 31 décembre 2021, le portefeuille « commerces d'exploitation » de Covivio Hotels est constitué de 48 actifs, valorisés 61 M€. Le patrimoine est réparti entre 41 restaurants sous enseigne Courtepaille, 2 actifs Jardiland et 5 actifs anciennement Courtepaille et vacants au 31 décembre 2021.

Liste des restaurants détenus au 31/12/2021

Enseigne	Ville	Département
Courtepaille	Vallauris	Alpes-Maritimes (06)
Courtepaille	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône (13)
Courtepaille	Vitrolles	Bouches-du-Rhône (13)
Courtepaille	Caen Mondeville	Calvados (14)
Courtepaille	Puiboreau	Charente-Maritime (17)
Courtepaille	Trégueux	Côtes-d'Armor (22)
Courtepaille	Valence	Drôme (26)
Courtepaille	Évreux	Eure (27)
Courtepaille	Chartres	Eure-et-Loir (28)
Courtepaille	Nîmes	Gard (30)
Courtepaille	Balma	Haute-Garonne (31)
Courtepaille	Fenouillet	Haute-Garonne (31)
Courtepaille	Mérignac	Gironde (33)
Courtepaille	Voreppe	Isère (38)
Courtepaille	Bouguenais	Loire-Atlantique (44)
Courtepaille	Mormant-sur-Vernisson	Loiret (45)
Courtepaille	Artenay	Loiret (45)
Courtepaille	La Chapelle-Saint-Mesmin	Loiret (45)
Courtepaille	Reims	Marne (51)
Courtepaille	Heillecourt	Meurthe-et-Moselle (54)
Courtepaille	La Charité-sur-Loire	Nièvre (58)
Courtepaille	Englos	Nord (59)
Courtepaille	Sailly-Labourse	Pas-de-Calais (62)
Courtepaille	Pierre-Bénite	Rhône (69)
Courtepaille	Châlon-sur-Saône Nord	Saône-et-Loire (71)
Courtepaille	Crèches-sur-Saône	Saône-et-Loire (71)
Courtepaille	Saint-Saturnin	Sarthe (72)
Courtepaille	Le Grand Quevilly	Seine-Maritime (76)
Courtepaille	Brie Comte Robert	Seine-et-Marne (77)
Courtepaille	Lognes	Seine-et-Marne (77)
Courtepaille	Mareuil-lès-Meaux	Seine-et-Marne (77)
Courtepaille	Moissy-Cramayel	Seine-et-Marne (77)
Courtepaille	Nemours	Seine-et-Marne (77)
Courtepaille	Guyancourt	Yvelines (78)
Courtepaille	Appoigny	Yonne (89)
Courtepaille	Lisses	Essonne (91)
Courtepaille	Les Ulis	Essonne (91)
Courtepaille	Rosny-sous-Bois	Seine-Saint-Denis (93)
Courtepaille	La Plaine-Saint-Denis	Seine-Saint-Denis (93)
Courtepaille	Créteil	Val-de-Marne (94)
Courtepaille	Rungis	Val-de-Marne (94)
TOTAL ACTIFS RESTAURANTS		41

Liste des jardineries détenues au 31/12/2021

Enseigne	Ville	Département
Jardiland	Lescure d'Albigeois	Tarn (81)
Jardiland	La Chaussée St-Victor	Loir-et-Cher (41)

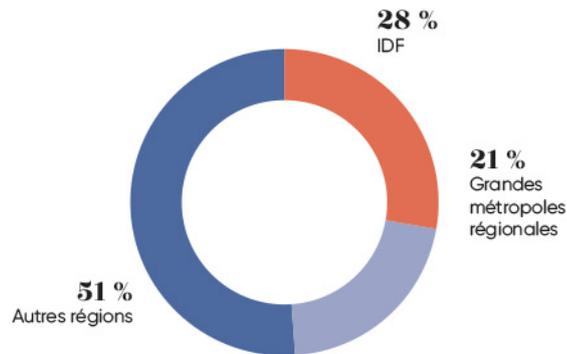
TOTAL ACTIFS JARDINERIE**2**

Liste des actifs vacants (ex-Courtepaille)

Enseigne	Ville	Département
Vacant	Caen Nord	Calvados (14)
Vacant	Limoges	Haute-Vienne (87)
Vacant	Linass	Essonne (91)
Vacant	Avallon Cussy	Yonne (89)
Vacant	Cergy-Pontoise	Val-d'Oise (95)

TOTAL ACTIFS VACANTS**5**

Répartition géographique des commerces d'exploitation en valeur au 31/12/2021 (total : 61 M€)



1.2.3.3 Partenariats commerces d'exploitation

Le portefeuille commerces d'exploitation détenu par Covivio Hotels comprend 41 restaurants Courtepaille, 2 jardineries Jardiland et 5 actifs vacants (ex-Courtepaille). Au 31 décembre 2021, le portefeuille est évalué à 61 M€, en baisse par rapport à l'année précédente (-3% à périmètre constant), et affiche un rendement moyen de 7,1% hors droits.

Courtepaille : chiffres clés

(Source : site Internet Courtepaille)

Le groupe Courtepaille, fondé en 1961, a été placé en redressement judiciaire en juillet 2020. Le 25 septembre, le tribunal de commerce d'Evry annonce que Courtepaille est repris par le

groupe Buffalo Grill, pour 17 millions d'Euros. Buffalo Grill prévoit de conserver 89% des emplois des 300 restaurants de l'enseigne.

Jardiland : chiffres clés

(Source : site Internet Jardiland)

Jardiland est une entreprise de distribution spécialisée depuis 45 ans dans l'univers du jardin, des animaux de compagnie et de l'art de vivre. Le réseau regroupe près de 200 magasins à travers l'Europe (France, Espagne, Portugal, Suisse et Belgique). Au cours de l'année 2017, Jardiland a reçu la distinction de Meilleure Chaîne de Magasins en Jardinerie et en Animalerie.

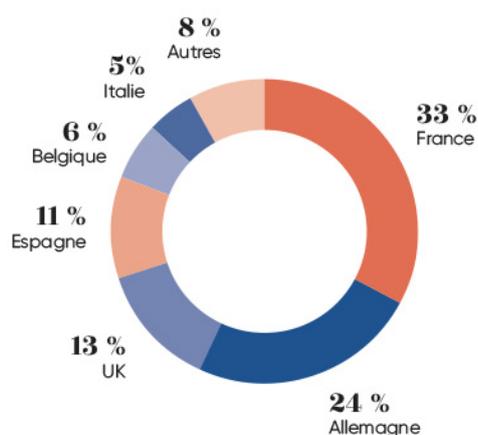
1.3 Patrimoine

Au 31 décembre 2021, Covivio Hotels est propriétaire d'un patrimoine de 373 actifs dont 325 hôtels, valorisés à 5 942 M€ hors droits en part du groupe (soit 6 645 M€ en part totale), en baisse de -0,4% sur l'année 2021 à périmètre constant.

1.3.1 Répartition géographique

La répartition géographique du patrimoine de Covivio Hotels par grandes régions est représentée ci-dessous :

Répartition géographique du patrimoine hôtels en % de la valeur au 31/12/2021



La répartition du patrimoine hôtels souligne la stratégie de diversification géographique de la société, avec aucun pays qui ne dépasse 33% du patrimoine. 88% du patrimoine se situe au coeur de Grandes Métropoles européennes.

1.3.2 Répartition des revenus

Les revenus part du groupe, en hausse de + 30,7% (et de + 24,7% à périmètre constant) s'établissent à 188,2 M€ contre 144,0 M€ au 31 décembre 2020. Leur évolution résulte de l'effet combiné :

- des acquisitions et des livraisons d'actifs en développement (+ 18,1 M€)
- des cessions réalisées en 2020 et 2021 (- 6,1 M€)
- de la hausse des loyers et Ebitda à périmètre constant (+ 20,9 M€) liée à la reprise de l'activité dès juin 2021

- de la comptabilisation de loyers au Royaume-Uni compte tenu de la reprise d'activité des hôtels (+ 12 M€)

Covivio Hotels dispose d'une grande visibilité de ses *cash-flows* futurs compte tenu de la signature de baux fermes de longue durée avec des preneurs, leaders de leur secteur d'activité et présentant une grande qualité de signature. Par exemple, en septembre 2020, Covivio Hotels a signé des baux d'une durée ferme de 15 ans avec NH Hotels Group.

La durée résiduelle moyenne ferme des baux du patrimoine de Covivio Hotels est de 13,3 ans au 31 décembre 2021.

Tableau de passage entre les revenus part du groupe au 31/12/2021 et les revenus des comptes consolidés (cf. paragraphe 3.2.6.1)

(M€)	Revenus 2021 comptes consolidés	Quote-part des minoritaires	Revenus 2021 part du groupe
Hôtellerie (Loyers)	175,4	- 13,7	161,7
Hôtels en gestion (EBITDA)	21,4	- 0,4	21,0
Commerces d'exploitation (Loyers)	5,5	-	5,5
TOTAL	202,3	- 14,1	188,2

Revenus annualisés

Les revenus annualisés part du groupe s'élèvent à 309,0 M€ à fin décembre 2021, détaillés comme suit :

Répartition par secteur d'activité

(M€)	Nombre de chambres	Nombre d'actifs	Revenus annualisés 2020	Revenus annualisés 2021	en % des loyers totaux
Hôtellerie (Loyers)	39 970	305	244,3	232,7	75,3%
Commerces d'exploitation (Loyers)	-	48	9,4	4,4	1,4%
TOTAL	39 970	353	253,8	237,1	76,7%
Hôtels en gestion (EBITDA)	5 272	20	71,9	71,9	23,3%
TOTAL	45 242	373	325,7	309,0	100%

Répartition par localisation géographique

(M€)	Nombre de chambres	Nombre d'actifs	Revenus annualisés 2020	Revenus annualisés 2021	en % des loyers totaux
Paris	5 558	19	31,2	30,2	9,8%
1 ^{re} couronne	1 518	8	5,6	5,6	1,8%
2 ^e couronne	3 698	36	10,4	10,4	3,4%
TOTAL IDF	10 774	63	47,2	46,2	15,0%
Grandes Métropoles Régionales	7 074	62	21,9	22,0	7,1%
Autres régions	5 033	65	11,7	11,7	3,8%
Étranger	17 089	115	163,5	152,8	49,5%
TOTAL HÔTELS EN BAIL	39 970	305	244,3	232,7	75,3%
Commerces d'exploitation (Loyers)	-	48	9,4	4,4	1,4%
Hôtels en gestion (EBITDA)	5 272	20	71,9	71,9	23,3%
TOTAL	45 242	373	325,7	309,0	100%

Répartition par locataire/opérateur

(M€)	Nombre de chambres	Nombre d'actifs	Revenus annualisés 2020	Revenus annualisés 2021	en % des loyers totaux
Accor	17 334	109	77,7	77,0	24,9%
IHG	2 852	16	49,0	43,8	14,2%
B&B	12 755	144	31,8	31,4	10,2%
RHG	1 919	5	27,2	27,1	8,8%
Marriott	1 320	5	20,1	20,1	6,5%
NH Hotel Group	3 029	19	46,0	43,3	14,0%
Hotusa	671	3	8,2	8,0	2,6%
Barcelo	641	3	7,1	5,6	1,8%
Club Med	792	2	7,5	7,5	2,4%
AC Hotels	368	1	5,7	5,7	1,8%
Melia	534	3	4,4	4,4	1,4%
Motel One	712	3	4,4	4,3	1,4%
MEININGER	598	3	6,1	6,2	2,0%
Sunparks	877	2	7,1	7,1	2,3%
Autres	840	7	14,0	13,2	4,3%
Commerces	-	48	9,4	4,4	1,4%
TOTAL	45 242	373	325,7	309,0	100%

1.3.3 Échéancier des baux

La durée résiduelle des baux est de 13,3 ans au 31 décembre 2021, dont 13,3 ans sur les hôtels, contre 14,1 ans au 31 décembre 2020.

(M€)	Par date de fin de bail	En % du total
2022	2,7	1,1%
2023	9,9	4,2%
2024	2,2	0,9%
2025	5,0	2,1%
2026	7,5	3,2%
2027	0,0	0,0%
2028	31,1	13,1%
2029	0,0	0,0%
2030	23,5	9,9%
2031	12,2	5,1%
Au-delà	143,1	60,3%
TOTAL LOYERS	237,1	100%

1.3.4 Taux d'occupation hôtels

Le taux d'occupation mesure le rapport entre la valeur locative moyenne de l'espace occupé et la valeur locative moyenne du portefeuille hôtelier, exprimé en pourcentage.

Ce taux est structurellement de 100% depuis la création de la société.

1.4 Valorisation du patrimoine et actif net réévalué

Évolution du patrimoine part du groupe en valeur hors droits (en M€)

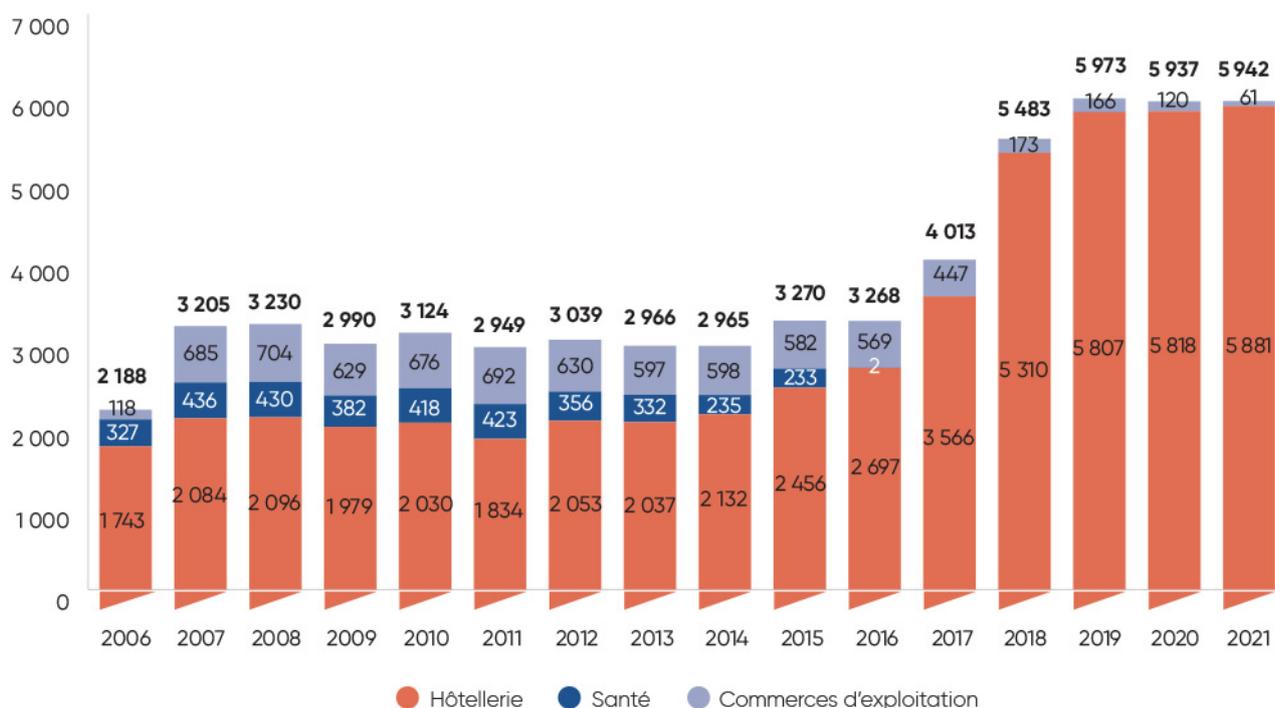


Tableau de passage entre la valeur du patrimoine part du groupe au 31/12/2021 et celle des actifs immobiliers des comptes consolidés (cf. paragraphe partie 4.2.5.1.2)

Patrimoine au 31/12/2021	5 942 M€
Droit d'utilisation sur immeubles de placement	+ 249 M€
Droit d'utilisation sur biens d'exploitation	+ 26 M€
Sociétés MEE > 30%	- 169 M€
Survalueur non comptabilisée des actifs en Murs et Fonds	- 101 M€
ACTIFS IMMOBILIERS PART DU GROUPE	5 947 M€
Quote-part des minoritaires des sociétés en intégration globale	+ 339 M€
ACTIFS IMMOBILIERS 100% – COMPTES IFRS	6 286 M€

1.4.1 Expertises

La valeur d'expertise hors droits du patrimoine au 31 décembre 2021 ressort à 5 942 M€ en part du groupe (6 645 M€ en part totale) contre 5 937 M€ au 31 décembre 2020.

Évolution de valeur des actifs et taux de capitalisation

	Valeur HD 2020	Valeur HD 2021	Var. 12 mois à pc	Taux de rendement 2020*	Taux de rendement 2021*	en % de la valeur totale
Hôtellerie (en Murs et en Gestion)	5 818	5 881	- 0,3%	5,5%	5,3%	99%
Commerces d'exploitation	120	61	- 3,0%	7,9%	7,1%	1%
TOTAL	5 937	5 942	- 0,4%	5,5%	5,3%	100%

* Rendements calculés sur la base des revenus 2019 pour les loyers variables et les actifs en murs et fonds

La valeur Hors Droits est calculée en déduisant de la valeur Droits Inclus un taux allant de 1,8% à 7,5% de droits pour la France (selon le département), 2,5% à 3,0% pour la Belgique, 7,8% à 8,0% aux Pays-Bas, 3,5% à 8,5% en Allemagne, de 1,5% à 5,1% en Espagne, 6,8% au Royaume-Uni (6,3% pour les actifs écossais) et un taux de 7,3% pour le Portugal.

1.4.1.1 Méthode de valorisation des actifs

L'ensemble du patrimoine est expertisé par des experts indépendants selon un rythme semestriel (30 juin et 31 décembre) et selon des modalités de calcul fixées par un cahier des charges interne, fondé sur les directives des instances de tutelle :

- recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)
- directives du rapport COB du 3 février 2000 sur l'expertise immobilière (« Rapport du groupe de travail sur l'expertise immobilière du patrimoine des sociétés faisant publiquement appel à l'épargne » présidé par Georges Barthès de Reyter).

Covivio Hotels se conforme également au Code de déontologie des sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC) applicable aux sociétés adhérentes de la Fédération des sociétés immobilières et foncières (FSIF), notamment en matière de pratique des expertises immobilières.

De plus, la majorité des experts immobiliers français sélectionnés, à savoir, BNP Real Estate Valuation, Cushman & Wakefield Valuation, CBRE et BPCE Expertises immobilières, sont membres de l'AFREXIM (Association française des experts immobiliers), et répondent à ce titre à la « Charte de l'expertise en évaluation immobilière » approuvée par l'AFREXIM. De ce fait, les experts respectent les différents standards français. Leurs méthodes d'évaluation sont en accord avec les Codes de conduite internationaux « RICS » et « IVSC », au même titre que les experts étrangers.

Chaque actif fait l'objet, lors de son acquisition ou lors d'un changement d'expert, d'une expertise complète, les évaluations intermédiaires correspondant à des actualisations sur dossier, avec parfois une visite de l'actif.

Une expertise complète consiste en :

- la constitution d'un dossier comprenant les pièces juridiques, techniques et financières indispensables à une analyse objective des facteurs valorisants ou dévalorisants des biens considérés
- la visite intérieure des locaux et leur environnement
- la recherche et l'analyse des éléments de comparaison
- la rédaction d'un rapport dans lequel l'évaluation finale doit être la résultante logique des observations mentionnées et d'une analyse pertinente du marché catégoriel concerné.

Méthode par capitalisation du revenu locatif

Cette approche consiste à prendre en considération le revenu produit ou susceptible d'être produit par l'immeuble et à le capitaliser à un taux approprié : ce taux est déduit des rendements constatés, des caractéristiques du bien et de ses potentialités prévisibles. Il résulte de l'analyse des ventes d'autres biens immobiliers locatifs et doit être resitué dans un contexte général des rendements attendus des différents placements dans un environnement économique donné.

Les principaux critères de choix des taux de rendement sont les suivants :

- situation géographique
- âge et état de l'ensemble immobilier
- convertibilité éventuelle de l'ensemble immobilier
- taille et rentabilité de l'établissement.

Méthode de l'actualisation des flux futurs (méthode des *Discounted Cash Flows* – DCF)

Cette méthode prend en considération des revenus à venir en tenant compte des loyers quittancés, des loyers attendus ainsi que les travaux mis contractuellement à la charge du bailleur et des produits résiduels provenant d'une éventuelle vente à la fin de la période de détention. Cette méthode consiste en l'actualisation des flux générés par l'immeuble sur 10 ans minimum à laquelle s'ajoute la valeur de sortie actualisée des biens à la dixième année.

Méthode dite par comparaison de valeurs unitaires

Cette méthode consiste à se référer aux prix de vente constatés sur le marché pour des immeubles équivalents. Les éléments de comparaison utilisés proviennent notamment de bases internes de données dans lesquelles chaque référence est analysée, classée par situation et par catégorie, et exprimée à l'unité de surface brute ou de surface pondérée.

Il s'agit davantage d'une méthode de recoupement des deux méthodes décrites ci-dessus que d'une méthode principale.

Cas particuliers des biens dont Covivio n'est pas propriétaire du terrain d'assiette

Cas des AOT (autorisation d'occupation temporaire), baux emphytéotiques et baux à construction :

Ces contrats prévoient, au terme de ces baux, un droit d'accession à la propriété des murs au bailleur ou au concessionnaire sans indemnité à verser au preneur ou bénéficiaire.

L'incertitude est toujours de mise au terme de ce type de contrat et, même si des droits de préférence ou de premier refus sont souvent accordés par les bailleurs ou concessionnaires sortant en cas de renouvellement du bail après le terme, la propriété des murs n'est pas pleine et entière et le preneur, en l'occurrence Covivio Hotels, peut se voir obligé de racheter les immobilisations au prix du marché, de signer un simple bail commercial avec le nouveau propriétaire des murs, ou purement et simplement être dans l'obligation d'abandonner son immeuble sans indemnité d'aucune sorte.

L'intégration d'une valeur de revente à terme (valeur résiduelle) n'est donc pas possible concernant ce type de contrats, sauf si la durée résiduelle du bail à construction ou emphytéotique s'avérait suffisante pour amortir le coût d'acquisition ou de construction sur une durée de détention classique, tout en étant en mesure de permettre à un acquéreur potentiel une durée d'exploitation normale. Les experts ont considéré qu'en dessous d'une durée de vie résiduelle de trente ans, la méthode d'évaluation de l'actif pour ce type de contrats devait se limiter à l'actualisation des flux de loyers jusqu'au terme.

Les projections de revenus des hôtels sont faites en fonction des visites de sites, des projets d'investissement (travaux immobiliers et mobiliers) ainsi que des données de marché. La répartition des chiffres d'affaires entre l'hébergement et les autres sources de revenus (restaurant, bar et divers) est proportionnelle aux répartitions moyennes des années antérieures.

Répartition terrain-construction : sur la base de la valeur et de la surface de plancher de l'établissement, l'estimation de la ventilation entre terrain et constructions a été effectuée selon la méthode des ratios Afrexim.

Méthode des composants : l'estimation de la répartition entre les différents composants des constructions et leur âge moyen a été effectuée selon les ratios préconisés par la FSIF (Fédération des sociétés immobilières et foncières) et sur la base des renseignements techniques fournis par les questionnaires d'inspection.

Particularité concernant l'évaluation des hôtels situés en Belgique

La valorisation a été effectuée en conformité avec les normes nationales et internationales (*International Valuation Standards*) ainsi que leurs modalités d'application, notamment en matière d'estimation de Sicaf immobilière.

La valeur d'investissement est définie comme la valeur la plus probable pouvant être raisonnablement obtenue dans des conditions normales de vente entre des parties consentantes et bien informées, avant déduction des frais de transaction. Elle repose sur la valeur actualisée des loyers nets futurs de chaque immeuble.

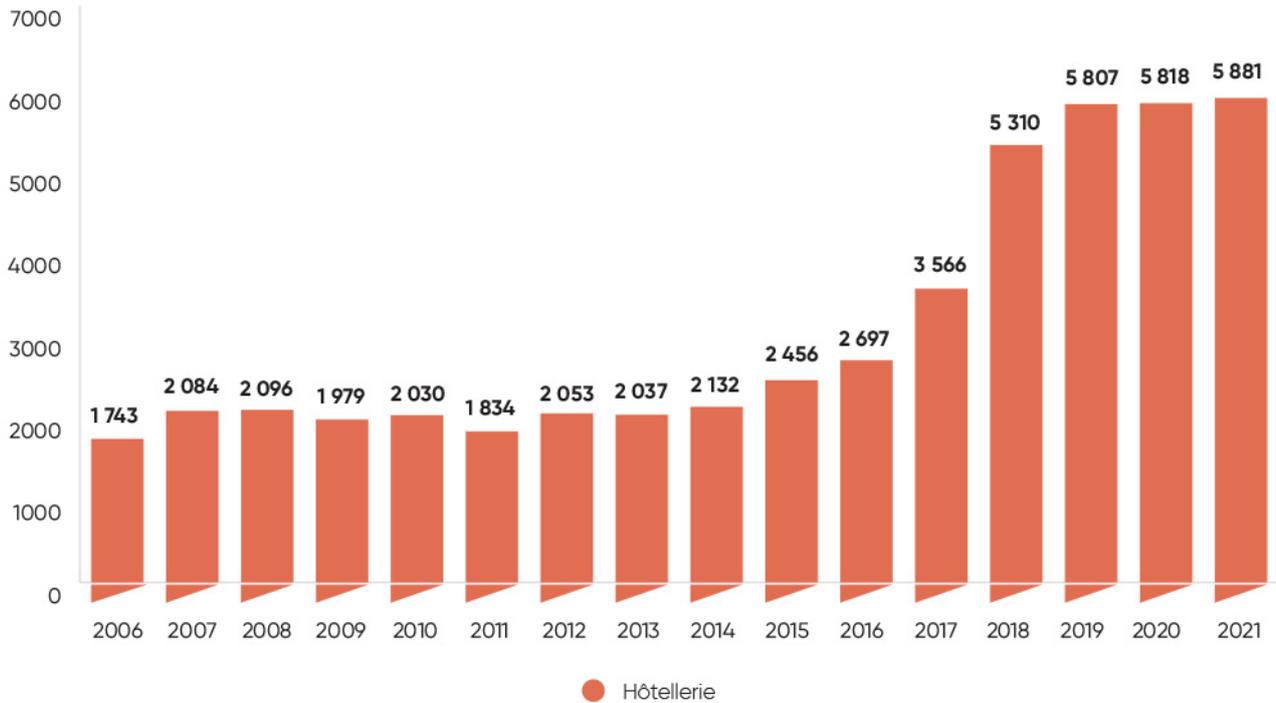
La vente d'un immeuble est en théorie soumise à la perception par l'État de frais de transaction. Le montant de ce droit dépend notamment du mode de cession, de la qualité de l'acheteur et de la localisation. Les deux premières conditions et donc le montant des droits à payer n'est connu que lorsque la vente a été conclue. L'analyse de l'historique des cessions réalisées sur le marché belge donne un taux moyen de frais de transaction de 2,5%.

Aussi la valeur probable de réalisation des immeubles de plus de 2,5 M€, frais de transaction déduits, correspondant à la juste valeur (*fair value*), telle que définie par le référentiel IAS/IFRS, peut donc être obtenue par déduction de la valeur d'investissement d'un montant de frais de transaction équivalent à 2,5%.

1.4.1.2 Valorisation des hôtels

Les expertises des actifs du secteur de l'hôtellerie ont été réalisées par BNP Paribas Real Estate Valuation, Cushman & Wakefield, CBRE Hotel Valuation, BPCE Expertises Immobilières, HVS et MKG.

L'évolution de la valeur du patrimoine détenu par Covivio Hotels dans le secteur Hôtellerie est reprise ci-dessous (en M€) :

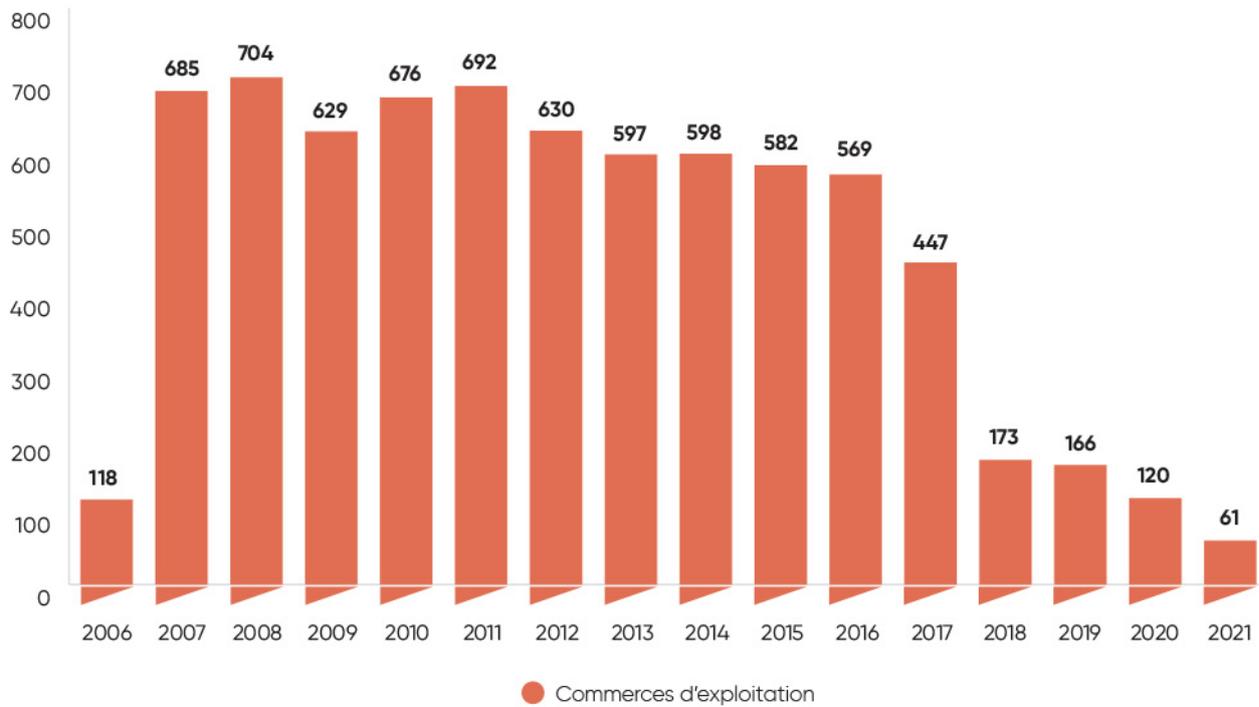


La baisse des valeurs d'expertise s'élève à -0,3% à périmètre constant. Cette dernière est principalement tirée par les actifs au Royaume-Uni (- 6,4%).

1.4.1.3 Valorisation des commerces d'exploitation

Les expertises ont été effectuées par BPCE Expertises Immobilières.

La valeur du patrimoine a évolué comme suit (en M€) :



Dans le secteur des commerces d'exploitation, la diminution des valeurs à périmètre constant de - 3,0% s'explique par une baisse de la valeur des actifs Courtepaille vacants (- 51%).

1.4.1.4 Synthèse des travaux des experts

Secteur d'activité	Pays	Expert	Valeur d'expertise en PdG (k€)	% sur valeur total du patrimoine
Hôtellerie	France	BNP Paribas Real Estate	331 840	6%
	France	CBRE Hotel Valuation	562 299	9%
	France	BPCE Expertises Immobilières	353 800	6%
	France	Cushman & Wakefield	553 000	9%
	France	MKG	53 272	1%
	Allemagne	BNP Paribas Real Estate	78 991	1%
	Allemagne	Cushman & Wakefield	310 886	5%
	Allemagne	CBRE Hotel Valuation	786 516	13%
	Allemagne	MKG	260 997	4%
	Belgique	CBRE Hotel Valuation	149 916	3%
	Belgique	BPCE Expertises Immobilières	54 100	1%
	Belgique	MKG	18 753	0%
	Belgique	BNP Paribas Real Estate	106 060	2%
	Pays-Bas	MKG	144 985	2%
	Pays-Bas	Cushman & Wakefield	12 300	0%
	Portugal	CBRE Hotel Valuation	80 500	1%
	Espagne	Cushman & Wakefield	124 900	2%
	Espagne	BNP Paribas Real Estate	491 480	8%
	Espagne	CBRE Hotel Valuation	13 500	0%
	UK	HVS	785 247	13%
Irlande	MKG	52 089	1%	
Pologne	BNP Paribas Real Estate	23 760	0%	
Italie	MKG	264 957	4%	
Hongrie	MKG	130 456	2%	
République Tchèque	MKG	62 329	1%	
Commerces d'exploitation	France	BPCE Expertises Immobilières	58 450	1%
Actifs non expertisés			76 550	1%
TOTAL			5 941 935	100%

Le rapport condensé des experts est disponible dans la partie « Renseignements et gestion » du présent document d'enregistrement universel, au chapitre 6.6.

1.4.1.5 Coordonnées des experts

Expert	Adresse
BNP Paribas Real Estate Valuation	167, quai de la Bataille de Stalingrad – 92130 Issy-les-Moulineaux
CBRE Hotels Valuation	76, rue de Prony – 75017 Paris
BPCE Expertises Immobilières	50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris
Cushman & Wakefield Valuation France	185 avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly-sur-Seine
MKG	5, rue Dantzig – 75015 Paris
HVS	7-10 Chandos Street, Cavendish Square – London W1G 9DQ

Les honoraires versés aux experts sont déterminés de façon forfaitaire et s'élèvent pour l'année 2021 à 815 K€. Pour chaque cabinet d'expertise, les honoraires facturés représentent moins de 10% de leur chiffre d'affaires.

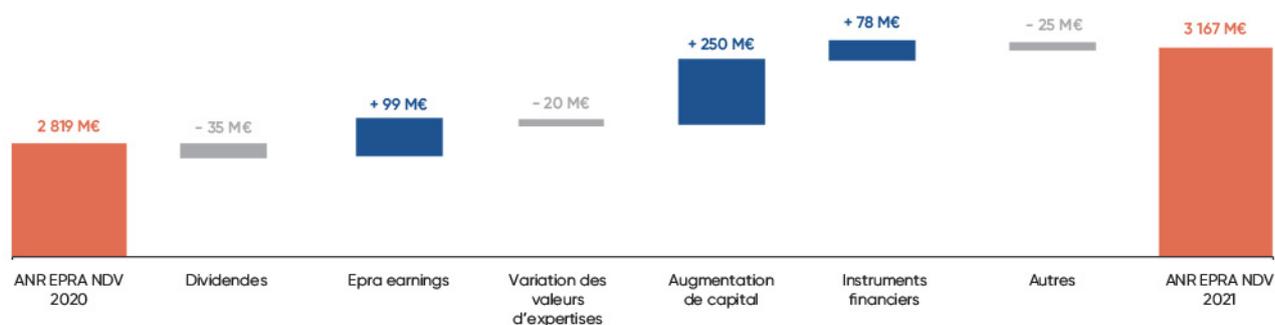
1.4.2 Actif net réévalué (ANR) – format EPRA

Au 31 décembre 2021, l'ANR EPRA NTA s'élève à 3 498,3 M€ (soit 23,6 €/action), ce qui correspond à une hausse de 9,5% par rapport à l'exercice 2020. L'ANR EPRA NDV s'établit à 3 167,4 M€ (soit 21,4 €/action) en hausse de 12,3% par rapport à l'exercice 2020.

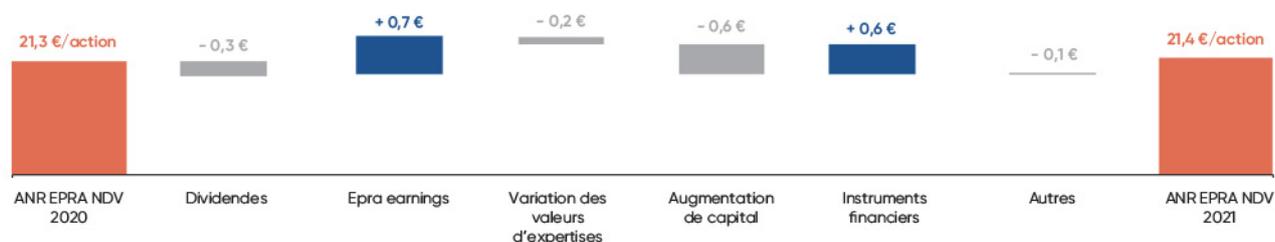
La détermination de l'ANR et l'évolution d'une année sur l'autre sont les suivantes :

(En M€)	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Capitaux propres consolidés du groupe	3 201,4	2 936,6	264,8
Réévaluation des actifs en exploitation (hôtels) nette d'impôts différés	80,5	45,3	35,2
Droits de mutation	269,1	267,1	1,9
Juste valeur des instruments financiers	50,4	106,1	- 55,7
Impôts différés	266,5	226,5	40,1
EPRA NRV	3 867,9	3 581,6	286,3
Droits de mutation non optimisés	- 221,6	- 219,5	- 2,1
Goodwill et actifs incorporels au bilan	- 115,2	- 133,0	17,9
Impôts différés sur actifs ne devant pas être conservés à long terme	- 32,9	- 34,0	1,1
EPRA NTA	3 498,3	3 195,1	303,2
Droits de mutation optimisés	- 47,5	- 47,7	0,1
Actifs incorporels au bilan (hors Goodwill)	0,2	0,2	0,0
Juste valeur des dettes à taux fixes	0,4	- 29,8	30,3
Juste valeur des instruments financiers	- 50,4	- 106,1	55,7
Impôts différés (hors impôts différés sur actifs ne devant pas être conservés à LT)	- 233,7	- 192,5	- 41,2
EPRA NDV	3 167,4	2 819,2	348,2
Nombre d'actions fin de période	148 141 452	132 547 616	15 593 836
EPRA NRV / Action (en €)	26,1	27,0	- 0,9
EPRA NTA / Action (en €)	23,6	24,1	- 0,5
EPRA NDV / Action (en €)	21,4	21,3	0,1

La variation de l'EPRA NDV entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 est la suivante :



La variation de l'EPRA NDV par action entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 est la suivante :



Méthode de calcul de l'ANR

Base d'ANR – Capitaux propres

Le patrimoine immobilier détenu par Covivio Hotels a été intégralement évalué au 31 décembre 2021 par des experts immobiliers majoritairement membres de l'AFREXIM et dans le respect d'un cahier des charges commun élaboré par la société dans le respect des pratiques professionnelles.

Les actifs sont estimés en valeur hors droits et/ou droits compris, et les loyers en valeur de marché. En cas de promesse de vente, les actifs sont valorisés au prix figurant dans la promesse de vente.

Les autres actifs et passifs sont évalués sur la base des valeurs IFRS dans les comptes consolidés, l'application de la juste valeur concerne essentiellement la valorisation des couvertures sur la dette.

Le niveau de l'*exit tax* est connu et appréhendé dans les comptes pour l'ensemble des sociétés ayant opté pour le régime de transparence fiscale.

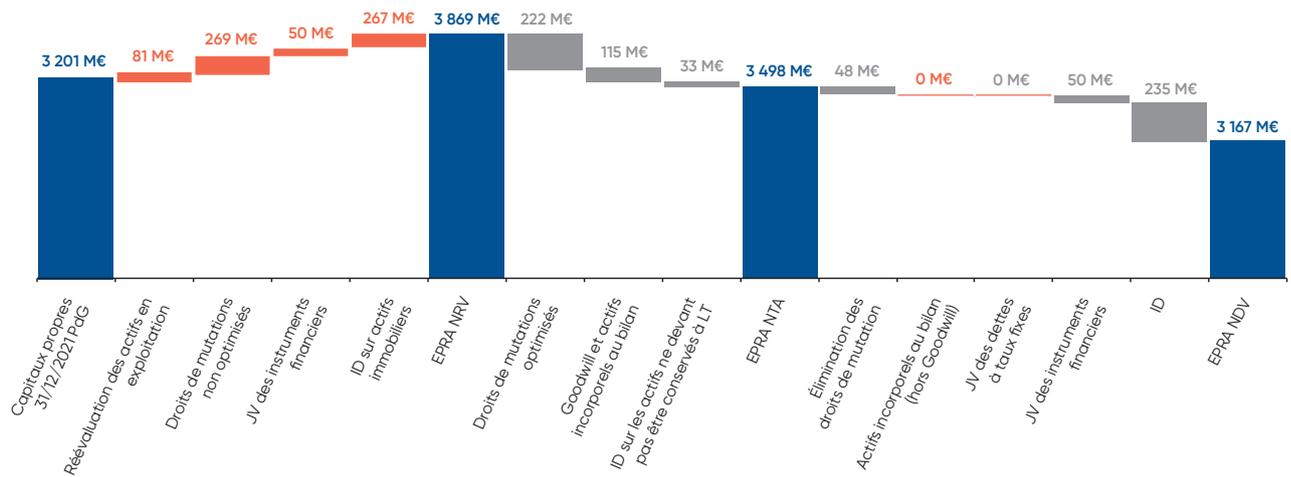
Ajustements effectués pour le calcul de l'ANR EPRA

Conformément aux Best Practice Recommendations de l'EPRA, l'ANR EPRA est calculé en retraitant des capitaux propres l'impact des instruments financiers et de la fiscalité latente.

Définition indicateurs EPRA

Nouveaux indicateurs	Description
EPRA Net reinstatement Value (EPRA NRV)	<ul style="list-style-type: none"> ● ANR de reconstitution ● Proche de l'actuel ANR EPRA en ajoutant les droits de mutation
EPRA Net Tangible Assets (EPRA NTA)	<ul style="list-style-type: none"> ● ANR NRV <ul style="list-style-type: none"> ● excluant les droits de mutation, le <i>goodwill</i>/incorporels ● excluant les impôts différés sur les actifs n'ayant pas vocation à rester durablement au bilan ● Proche de l'actuel ANR EPRA
EPRA Net Disposal Value (EPRA NDV)	<ul style="list-style-type: none"> ● Représente la valeur en cas de liquidation de la société ● ANR Triple Net <ul style="list-style-type: none"> ● excluant le goodwill et l'optimisation des droits de mutation

Capitaux propres Groupe – Comptes IFRS	3 201 M€
Réévaluation des actifs en exploitation (hôtels) nette d'impôts différés	+ 81 M€
Juste valeur des instruments financiers bruts	+ 50 M€
Impôts différés yc sur retraitements	+ 267 M€
Droits de mutations non optimisés	+ 269 M€
EPRA NRV	3 869 M€
Impôts différés sur les actifs ne devant pas être conservés à long terme	- 33 M€
Goodwill et actifs incorporels au bilan	- 115 M€
Droits de mutations optimisés	- 222 M€
EPRA NTA	3 498 M€
Optimisation des droits de mutations	- 48 M€
Actifs incorporels au bilan	+ 0 M€
Juste valeur des dettes à taux fixe nets d'impôt différés	+ 0 M€
Juste valeur des instruments financiers bruts	- 50 M€
Impôts différés	- 234 M€
EPRA NDV	3 167 M€



1.5 Résultats financiers

1.5.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2021

1.5.1.1 Principes généraux

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les normes comptables internationales édictées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté.

Ces normes comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*) et IAS (*International Accounting Standards*) ainsi que leurs interprétations.

Les états financiers consolidés annuels ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », telle qu'adoptée par l'Union européenne.

1.5.1.2 Périmètre de consolidation

Les comptes du groupe Covivio Hotels sont consolidés par intégration globale dans le périmètre de consolidation du groupe

Covivio, maison mère de Covivio Hotels, elle-même intégrée selon la méthode de mise en équivalence dans le périmètre de consolidation de Delfin.

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 comprend 172 sociétés contre 178 au 31 décembre 2020.

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes de consolidation sont présentés de façon détaillée en partie 4.2 – annexes aux comptes consolidés (cf. paragraphe 4.2.3.5).

1.5.1.3 Compte de résultat consolidé

Les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2021 enregistrent un bénéfice net part du groupe de 50,3 M€.

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats du compte de résultat consolidé.

(en M€)	2020	2021	Var.
Loyers Nets	133,0	163,4	30,4
Résultat des hôtels en gestion	7,9	21,4	13,5
Résultat d'exploitation	81,9	139,4	57,5
Résultat des ajustements de valeurs	- 327,6	- 16,3	311,3
Résultat des cessions	- 5,0	- 24,1	- 19,1
Résultat opérationnel	- 250,7	99,0	349,7
Résultat financier	- 117,2	- 4,1	113,0
Résultat des sociétés mises en équivalence	- 13,5	10,7	24,2
Impôts	46,3	- 31,1	- 77,4
Intérêts minoritaires	- 2,3	- 24,2	- 21,9
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	- 337,4	50,3	387,7

1.5.1.4 Compte de résultat consolidé en part du groupe

(en M€)	Données part du groupe		
	2020	2021	Var.
Loyers Nets	118,3	150,0	31,6
Résultat des hôtels en gestion	7,6	21,0	13,4
Résultat d'exploitation	69,4	127,5	58,1
Résultat des ajustements de valeurs	- 319,3	- 30,9	288,4
Résultat des cessions	- 4,8	- 24,2	- 19,4
Résultat opérationnel	- 254,7	72,4	327,1
Résultat financier	- 114,2	- 2,6	111,6
Résultat des sociétés mises en équivalence	- 13,5	10,7	24,2
Impôts	45,0	- 30,2	- 75,3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	- 337,4	50,3	387,7

Compte tenu de l'acquisition d'actifs B&B en France en 2012 à hauteur de 50,2% par Covivio Hotels, la notion de « part du groupe » a été introduite dans la présentation des états financiers

et des indicateurs à compter de l'exercice 2012. La présentation en part du groupe permet de pondérer l'ensemble des agrégats en fonction du taux de détention.

Pour rappel, les sociétés consolidées en intégration globale et non détenues à 100% sont :

- SAS Samoëns (Club Med Samoëns) : 50,1%
- OPCI B2 HOTEL INVEST : 50,2%
- Foncière B2 HOTEL INVEST : 50,2%
- Foncière B3 HOTEL INVEST : 50,2%
- Foncière B4 HOTEL INVEST : 50,2%
- MO Dreilinden : 94,0%
- MO Berlin et Koln : 94,0%
- B&B Invest Lux 6 : 93,0%
- Portefeuille Rock (19 sociétés de l'activité Murs et Fonds) : 94,9%
- LHM Propco : 90%
- MO First Five : 84,6%.

Les loyers nets part du groupe de Covivio Hotels s'établissent à 150 M€ pour l'exercice 2021, en hausse de 32 M€ par rapport à

l'exercice précédent, principalement sous l'effet de l'acquisition du Portefeuille Roco (actifs en Italie, République Tchèque et Hongrie) en septembre 2020 et à la reprise de l'activité au second semestre 2021.

Le résultat des ajustements de valeurs est de -30,9 M€ au 31 décembre 2021. Ce résultat présente une certaine stabilité des valeurs malgré des baisses significatives sur le patrimoine du Royaume-Uni et sur un actif à Barcelone.

Le résultat financier qui s'élève à -2,6 M€ est constitué de charges d'intérêts pour -55,1 M€, de la variation positive de juste valeur des actifs et passifs financiers pour 68,7 M€ (contre -45,6 M€ en 2020), de l'amortissement exceptionnel des frais accessoires des emprunts pour -1,5 M€ (contre -0,2 M€ en 2020), de la charge d'intérêts sur les passifs locatifs (IFRS 16) concernant principalement les baux emphytéotiques des actifs au Royaume Uni, en Espagne et en Italie pour -14 M€ et de résultat de change pour -0,7 M€ contre 0,3 M€ en 2020.

La fiscalité constatée correspond principalement à celle des sociétés étrangères ne bénéficiant pas de régime spécifique aux activités immobilières et aux sociétés de l'activité Murs et Fonds.

1.5.1.5 EPRA Earnings

EPRA Earnings résultant de la présentation EPRA

	31/12/2020	31/12/2021
Résultat Net part du groupe	- 337,4	50,3
Variation de valeurs des actifs	319,3	30,9
Résultat de cession	1,2	0,6
Variation de périmètre	3,6	23,6
Variation de valeurs des instruments financiers	45,6	- 68,7
Charges d'intérêts sur passifs locatifs	9,1	9,6
Charges locatives	- 6,4	- 6,6
Impôts différés	- 57,6	25,6
Impôts sur cession	8,8	0,0
Amortis. des immeubles exploités en Murs & Fonds	35,1	37,0
Pénalités et amortis. des frais d'emprunts suite remboursements anticipés	0,4	2,0
Ajustement d'EPRA Earnings des entreprises associées	17,0	- 5,2
EPRA EARNINGS	38,8	99,0
EPRA EARNINGS/€ – ACTIONS	0,30	0,70

1.5.1.6 Bilan

1.5.1.6.1 Bilan consolidé simplifié

(En M€)

Actif	2020	2021	Passif	2020	2021
Immobilisations	6 234	6 131	Capitaux propres part du groupe	2 937	3 201
Participations dans les entreprises associées	187	196	Intérêts non contrôlant	181	197
Actifs financiers	67	67	Capitaux propres	3 118	3 399
Impôts différés actifs	30	18	Emprunts	2 910	2 679
Instruments financiers	40	25	Passif locatif	242	276
Actifs destinés à la vente	51	155	Instruments financiers	146	75
Trésorerie	102	145	Passifs d'impôts différés	238	254
Autres	94	120	Autres	152	173
TOTAL	6 806	6 856		6 806	6 856

1.5.1.6.2 Bilan part du groupe simplifié

(En M€)

Actif	2020	2021	Passif	2020	2021
Immobilisations	5 910	5 854			
Participations dans les entreprises associées	187	196			
Actifs financiers	87	86	Capitaux propres	2 937	3 201
Impôts différés actifs	29	17	Emprunts	2 780	2 550
Instruments financiers	40	25	Instruments financiers	144	74
Actifs destinés à la vente	51	93	Passif locatif	242	276
Trésorerie	90	133	Passifs d'impôts différés	235	251
Autres	93	120	Autres	150	171
TOTAL	6 488	6 523		6 488	6 523

1.5.1.6.3 Commentaires en part du groupe

Le total du bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 6 523 M€ contre 6 488 M€ à fin 2020 (+ 35 M€).

Les immobilisations et actifs destinés à la vente s'élèvent à 5 947 M€ à fin 2021 contre 5 961 M€ à fin 2020 (- 14 M€). Les principales variations sur ce poste se détaillent comme suit :

- la variation de valeur des actifs - 16,3 M€
- l'impact de l'écart de change sur le portefeuille au Royaume-Uni (+ 55,2M€)
- l'augmentation des droits d'utilisation liée à l'application de la norme IFRS 16 sur un hôtel en Italie (+23 M€)
- les travaux réalisés en 2021 pour un total de +51 M€, dont 18,2 M€ sur un actif en développement
- la cession de 14 jardinerie, 7 restaurants Courtepaille et d'un hôtel Ibis à Aubervilliers (-69,4 M€)
- l'amortissement des hôtels en exploitation (-41,3 M€)
- la dépréciation d'écarts d'acquisitions de trois hôtels exploités pour - 17,8 M€ suite à des tests de valeurs réalisés au 31 décembre 2021.

Les actifs destinés à la vente s'élèvent à 93 M€ à fin 2021 et concernent les promesses de vente d'un Club Med à Samoëns, 1 hôtel en Espagne, un hôtel ACCOR en Suisse et 5 restaurants Courtepaille.

Les participations dans les entreprises associées augmentent de 9 M€ à fin 2021 principalement sous l'effet de la hausse des valeurs d'expertises et des loyers variables en lien avec la reprise de l'activité sur le second semestre.

Les capitaux propres part du groupe sont passés de 2 937 M€ au 31 décembre 2020 à 3 201 M€ au 31 décembre 2021. Cette hausse de 265 M€ s'explique principalement par :

- l'augmentation de capital de 248 M€ nette de frais du 14 juin 2021 afin d'effectuer des refinancements de la dette
- le résultat global total de l'exercice pour 50 M€
- la variation de la réserve de conversion pour 0,6 M€
- le versement du dividende à hauteur de -34,5 M€

Les emprunts à court terme et long terme s'élèvent à 2 550 M€ à fin 2021 contre 2 780 M€ à fin 2020. Cette baisse de -230 M€ s'explique principalement par le remboursement de la dette obligataire Verdi (-187 M€), le remboursement du bridge de l'acquisition ROCO (-175 M€), de remboursements d'autres dettes bancaires (-156 M€), de remboursement de lignes de crédits (-251 M€) minoré par l'émission d'un emprunt obligataire en juillet et octobre pour 599 M€.

Le passifs locatifs (276 M€) augmentent de 34 M€. Ils concernent la dette actualisée sur les droits d'utilisations liés à l'application de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019. Ces droits concernent principalement les baux emphytéotiques des actifs au Royaume-Uni, en Espagne et en Italie.

Les impôts différés augmentent de 29,9 M€ (en net) sur l'exercice, notamment du fait de l'annulation d'IDA sur déficit sur le portefeuille en Murs et Fonds (-10M€) et sur la reprise d'IDA et changement de taux sur le portefeuille du Royaume-Uni (-9,1 M€).

L'explication détaillée des différents postes est donnée dans l'annexe aux comptes consolidés.

1.5.1.7 Flux de trésorerie consolidés

(en M€)	2020	2021
Flux net de trésorerie généré par l'activité	80,6	158,4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements/cessions	47,7	- 3,0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 184,3	- 100,5
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	- 56,6	55,0

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à + 158 M€ en 2021.

Il correspond essentiellement au résultat d'exploitation (139,4 M€).

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements/cessions de - 3 M€ se détaille principalement comme suit :

- les cessions d'actifs (+ 69,2 M€ net de frais);
- les décaissements liés aux travaux de la période (-51 M€) dont 18 M€ pour l'hôtel Nice Plaza;
- l'allongement de la durée du droit d'utilisation sur un hôtel en Italie (-23M€);
- Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement de - 100 M€ s'explique principalement par;
- l'augmentation de capital du 6 juin 2021 (+248 M€);
- l'émission d'un emprunt obligataire en juillet et novembre pour +596 M€ net;
- la variation des emprunts et les intérêts payés (-958,2 M€);
- les dividendes mis en paiement au cours de l'exercice (- 34,5 M€);
- l'augmentation des passifs locatifs (+30,4 M€).

La variation nette de la trésorerie s'élève à 55 M€.

L'explication détaillée des différents postes du tableau des flux de trésorerie est donnée dans les différentes notes de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5.1.8 Structure de l'endettement

Au 31 décembre 2021, la dette financière nette s'élève à 2 417 M€ en part du groupe (soit 2 533,9 M€ en données consolidées).

En part du groupe et retraitée des actifs sous promesse, la dette financière nette représente 37,1% ⁽¹⁾ du total des actifs réévalués en valeur institutionnelle droits inclus (contre 41,9% en 2020).

Les *covenants* bancaires portant sur les états financiers, calculés en données consolidées et en part du groupe, figurent au paragraphe 4.2.5.12.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Caractéristiques de l'endettement

Le taux moyen de la dette sur l'exercice, calculé sur la valeur faciale, ressort à 1,94% par rapport à 1,99% au 31 décembre 2020.

Dette par maturité

La maturité moyenne de la dette s'établit à 4,9 ans.

Couverture

Au 31 décembre 2021, le taux moyen de couverture active est de 81,1%. Les couvertures sont constituées de :

- *swaps*
- d'instruments de couverture optionnels (essentiellement *cap*, *floor* et *tunnels*).

Compte tenu des opérations réalisées en 2021 et afin d'augmenter la durée moyenne des couvertures, le profil de couverture a été adapté moyennant le paiement de soultes pour 8,1 M€.

La valorisation nette des instruments de couverture s'élève à -49,6 M€ au 31 décembre 2021. La variation de valeur des instruments de couverture sur la période impacte le compte de résultat pour 68,7 M€ en part du groupe et les capitaux propres pour -21,9 M€ pour la partie concernant la variation en devise du Cross Currency Swap en GBP.

(1) Au 31 décembre 2021, le montant des actifs sous promesse s'élève à 92,7 M€. Après retraitement des promesses, la dette financière nette s'élève à 2 315,2 M€, la valeur institutionnelle hors droits à 5 967,5 M€, et le montant des droits à 269,1 M€.

1.5.2 Comptes individuels au 31 décembre 2021

Les comptes de l'exercice 2021 ont été principalement marqués par :

- l'impact Covid-19 :
 - La continuité de la pandémie en France où Covivio Hotels détient des hôtels à revenus variables (loyers variables basés sur le chiffre d'affaires généré par l'opérateur), a eu un impact sur le chiffre d'affaires de la société du fait de la diminution de la fréquentation des hôtels. Cependant, le second semestre a été marqué par une reprise progressive de l'activité

A fin 2021, les revenus variables de la société représentent 57 % de ses revenus. Une baisse de 10% du loyer Accor entraîne une baisse de 1 536 K€ et une baisse de 20% du loyer Accor entraîne une baisse de 3 073 K€

Au 31 décembre 2021, 43 hôtels du portefeuille Accor sont actuellement ouverts

- Les titres de participations ont fortement augmenté (+107 M€). Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation de la valeur des titres de participation dans Murdelux (+82 M€) suite à l'opération de TUP de l'entité Foncière Ulysse avec échange de titres Murdelux et à la conversion du prêt consenti par Covivio hôtel de 50 M€ en capital
- travaux/cessions :
 - Les réalisations de travaux se sont élevées à 2,5 M€ au cours de l'exercice 2021
 - Il a eu plusieurs cessions dont 14 murs du portefeuille Jardiland et 7 du portefeuille Courtepaille pour respectivement 47.1M€

et 7,9 M€. Parallèlement, on note la mise au rebut suite aux remplacements de certains composants pour un montant total de 1,88 M€.

- augmentation de capital :
 - L'Assemblée Générale qui s'est réunie le 8 avril 2021 a décidé le paiement d'un dividende de 35 M€. Le procès-verbal du gérant du 14 juin 2021 a décidé l'émission de 15 593 836 actions nouvelles à 16 € chacune soit un montant brut de 249,5 M€ dont 62,37 M€ de nominal et 187,13 M€ de prime d'émission. Il décide également de doter la réserve légale de 6,24 M€ par prélèvement sur cette même prime. La société applique la méthode préférentielle en imputant les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes d'émission. Ces frais sont imputés pour leur montant net d'impôt (selon qu'ils correspondent à des opérations afférentes à un secteur taxable ou SIIC). Les frais imputés sur la prime d'émission sur l'exercice 2021 sont de 1 449 K€.
- financements/refinancements :
 - La société a procédé aux remboursements d'un emprunt obligataire pour 187 M€ et des dettes Bridge Roco sur le premier semestre pur 175 M€. Au second semestre, la société a procédé à un refinancement de la dette existante par l'émission d'un emprunt obligataire de 599 M€ permettant le remboursement d'une partie de la dette pour une nouvelle à des conditions plus avantageuses en termes de coût et de durée.

Les comptes de l'exercice 2021 se soldent par un bénéfice de 30,0 M€ contre 168,2 M€ en 2020.

1.5.2.1 Évolution des principaux postes du compte de résultat

Les principaux éléments constitutifs des comptes de résultat 2021 et 2020 comparés sont les suivants :

(en M€)	2021	2020	Var.
Chiffre d'affaires	47,2	46,7	0,6
Reprise sur provision et transfert de charges, autres produits d'exploitation	5,4	2,8	2,6
Charges d'exploitation	- 43,7	- 50,0	6,3
Résultat d'exploitation	8,9	- 0,5	9,4
Produits financiers	119,9	224,6	- 104,7
Charges financières	- 109,0	- 109,5	0,5
Résultat financier	10,9	115,1	- 104,2
Résultat courant	19,8	114,6	- 94,8
Résultat exceptionnel	9,9	53,6	- 43,7
IS	0,3	0,0	0,3
BÉNÉFICE OU PERTE	30,0	168,2	- 138,2

Le chiffre d'affaires s'établit à 47,2 M€ au 31 décembre 2021, en légère hausse de 1,13 % par rapport à 2020

(En M€)	2021	2020	Var.
Loyers hôtellerie	5,9	11,9	-6,0
Loyers commerces d'exploitation	-1,1	0,0	-1,1
Franchises accordées	-0,2	1,9	-2,0
Linéarisation des franchises	20,3	19,0	1,3
RRR loyers	0,0	0,0	0,0
Recettes locatives	25,0	32,8	-7,8
Refacturations de charges aux locataires	5,8	5,6	0,2
Prestations de services	14,5	13,4	1,1
TOTAL	45,3	51,8	-6,5

La légère baisse (0,8M€) des recettes locatives provient essentiellement des cessions des commerces (-6 M€) , d'un abandon de loyer sur les commerces (-1,1 M€), atténuée par la hausse des loyers variables (+6,3 M€)

Le chiffre d'affaires sur prestations de service rencontre une légère hausse comparée à l'exercice précédent ce qui peut s'expliquer par la reprise progressive de l'activité sur l'année 2021.

Les reprises de provision et transfert de charges d'un montant de 5,4 M€ correspondent essentiellement à des transferts de charges pour 2,4 M€ et aux reprises de dépréciations sur immobilisations corporelles et clients pour respectivement 2 M€ et 1 M€.

Les charges d'exploitation qui s'élèvent à 43,7 M€ comprennent essentiellement :

- des autres achats et charges externes pour 13 M€, dont :
 - 6 M€ d'honoraires versés à Covivio et Covivio Hotels Gestion
 - 2 M€ d'honoraires et de frais d'actes
 - 2,4 M€ de frais d'émission d'emprunt
 - 1,6 M€ de frais de fonctionnement
 - 0,3 M€ de loyers de baux à construction
 - 0,5 M€ d'honoraires versés dans le cadre des prestations de *Property Management*
 - 0,2 M€ de primes d'assurance
- des impôts et taxes pour 5,4 M€, dont 4,4 M€ de taxes foncières à refacturer
- des frais de personnel pour 3,9 M€
- des dotations aux amortissements et provisions pour 20 M€

- des autres charges pour 1,3 M€ dont 1,2 M€ avec Covivio Hotels Gestion.

Le résultat financier de 10,9 M€ se compose de :

- produits financiers pour 119,9 M€, dont :
 - 56,6 M€ de dividendes des filiales et participations
 - 41,6 M€ d'intérêts sur les prêts octroyés aux filiales
 - 13,8 M€ de produits de swap et options
 - 6,5 M€ de reprise de provision pour dépréciation de titres
 - 0,6 M€ d'intérêts sur les comptes-courants groupe
 - 0,6 M€ de reprise pour perte de change
 - 0,3 M€ de gains de change
- charges financières pour 109 M€, dont :
 - 55,5 M€ d'intérêts d'emprunts
 - 32,9 M€ de dotations aux provisions sur les titres de participation
 - 11,5 M€ de charges financières sur instruments de couverture (y compris soultes liées à la renégociation des couvertures pour 9,7M€)
 - 0,8 M€ d'intérêts sur les comptes-courants groupe
 - 0,3 M€ d'intérêts bancaires
 - 0,4 M€ de dotation sur prime de remboursement des obligations

Le résultat exceptionnel de 9,9 M€ s'explique principalement par les sorties d'immobilisations soient aux plus et moins-values de cessions d'immobilisations

1.5.2.2 Évolution des principaux postes du compte du bilan

(en M€)	31/12/2021	31/12/2020
Actif immobilisé	4 275,7	4 329,5
Actif circulant	240,3	109,6
Charges à répartir sur plusieurs exercices	10,4	12,3
Prime de remboursement emprunt obligataire	3,3	1,0
Écart de conversion actif	24,3	7,6
TOTAL ACTIF	4 554,1	4 460,0
Capitaux propres	2 540,2	2 296,2
Provisions pour risques et charges	8,0	1,1
Passifs courants	1 988,7	2 153,2
Écart de conversion passif	17,2	9,5
TOTAL PASSIFS	4 554,1	4 460,0

L'actif immobilisé passe de 4 329,5 M€ au 31 décembre 2020 à 4 275,7 M€ au 31 décembre 2021, soit une diminution de 53,8 M€. Cette baisse s'explique principalement par la cession d'actifs pour -43 M€, par les dotations aux amortissements pour - 13,6 M€, les dotations pour dépréciation des actifs pour - 1,9 M€, les dotations pour dépréciation des titres de participation pour - 32,9 M€, les remboursements de prêts pour - 81M€, la sortie des titres suite à TUP pour - 5 M€ ; compensée par la réalisation des travaux sur les hôtels pour 2,5 M€, les reprises pour dépréciation des titres de participation pour 6,6 M€, par l'augmentation de titres par compensation en majorité (TUP et Prêt) pour 112 M€.

L'actif circulant s'élève à 240,3 M€ au 31 décembre 2021 contre 109,6 M€ au 31 décembre 2020. Cette variation de 130,6 M€ provient essentiellement de l'augmentation des créances de comptes courants de 89M€ et par l'augmentation des disponibilités pour 42,8 M€.

L'écart de conversion actif concerne principalement la perte latente constatée sur le prêt bancaire 400 M€ valorisée au taux de clôture du 31 décembre 2021 pour 23 M€.

Les capitaux propres de la société, avant distribution, s'établissent à 2 540,2 M€ au 31 décembre 2021 contre 2 296,1 M€ au 31 décembre 2020. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de capital décidée le 7 avril 2021 pour 249,5 M€ (Cf. point 1.5.2). Cette variation provient aussi du résultat de l'exercice (+ 30 M€) et de la distribution du dividende 2020 (- 35 M€).

Le montant des dettes s'élève à 1 988,7 M€ au 31 décembre 2021 (contre 2 153,3 M€ au 31 décembre 2020), dont 1 156 M€ d'emprunts

obligataires, 748,6 M€ d'emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, 75,3 M€ de comptes courants vis-à-vis des filiales, 4,9 M€ de dettes fournisseurs et comptes rattachés et 3 M€ de dettes fiscales et sociales. L'écart de conversion passif concerne principalement le gain latent constaté sur le prêt intragroupe 295,3 M€ valorisée au taux de clôture du 31 décembre 2021 pour 16,5 M€.

1.5.2.3 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 *quater* du Code Général des Impôts, il convient de signaler que les comptes de l'exercice écoulé ne comportent aucune charge non déductible du résultat fiscal selon les dispositions de l'article 39-4 du même code.

Au cours de l'exercice écoulé, la société n'a pas engagé de frais relevant des articles 223 *quinquies* et 39-5 du Code Général des Impôts.

1.5.2.4 Décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des clients par date d'échéance

Le tableau ci-dessous est présenté conformément aux dispositions de l'article L. 441-14 (anc. L. 441-6-1 abrogé par Ord. n° 2019-359, 24 avr. 2019) du code de commerce, les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent communiquer des informations sur les délais de paiement de leurs fournisseurs et de leurs clients. Les dispositions de l'article D. 441-4 du code de commerce fixant les modalités de cette communication dans le rapport de gestion ont été transférées, à droit constant, à l'article D. 441-6 du même code le 27 février 2021.

(En k€)	Article D. 441 I.- 1° : Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.- 2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement							(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	14					153	123					1 495
Montant total des factures concernées TTC *	363	182				182	239	988		24	6 109	7 120
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	1,94%	0,98%			0%	0,98%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							0,42%	1,74%		0,04%	10,78%	12,57%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées							(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées					
Nombre de factures exclues			N/A									N/A
Montant total des factures exclues			N/A									N/A
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou légal – article L. 441-6 ou L. 43-1 du Code de commerce)							(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou légal – article L. 441-6 ou L. 43-1 du Code de commerce)					
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Délais légaux : 60 jours						Délais contractuels : Délais légaux : Observations : pas de facturation d'intérêts de retard					

* Les factures reçues non réglées à terme non échu concernent les encaissements de loyers pour le compte des filiales de Covivio Hotels.

1.5.2.5 Affectation du résultat

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte en date du 7 avril 2022 d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à 29 962 540,36 euros, augmenté du report à nouveau de 166 597 467,25 € soit un total distribuable de 196 560 007,61 euros, de la manière suivante :

- 500 000 € au règlement du dividende précipitaire de l'associé commandité au titre de l'exercice
- 96 291 943,80 € à la distribution d'un dividende
- 99 768 063,81 € au compte de report à nouveau.

Ainsi chaque action recevra un dividende de 0,65 €.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende. L'Assemblée Générale décide que, le montant correspondant aux actions auto-détenues à la date de mise en paiement du dividende, ainsi que le montant auquel des actionnaires auraient éventuellement renoncé, demeureront affectés au compte « Report à nouveau ».

Le dividende sera mis en paiement le 14 avril 2022.

Sur la base du nombre total d'actions composant le capital au 31 décembre 2021, soit 148 141 452 actions, et sous réserve de l'application éventuelle des dispositions de l'article 9 des statuts de la Société aux Actionnaires à Prélèvement, il sera ainsi attribué un dividende total de 96.291.943,80 €, hors dividende précipitaire. Ce dividende n'ouvre droit à l'abattement de 40%, qu'en cas d'option annuelle, expresse, globale et irrévocable pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions de l'article 200 A 2 du Code général des impôts, et, uniquement pour la partie de ce dividende prélevée, le cas échéant, sur des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés. Conformément à l'article 158 3, 3° b bis du Code général des impôts, cet abattement ne s'applique pas toutefois aux bénéfices exonérés d'impôt sur les sociétés au titre du régime SIIC en application de l'article 208 C du Code général des impôts.

Le dividende exonéré d'impôt sur les sociétés en application de l'article 208 C du Code Général des impôts, hors dividende précipitaire et non éligible à l'abattement de 40% s'élève à 45 716 635 €. Le dividende prélevé sur des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élève à 50 575 308,80 €.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende versé par action	Montant soumis à l'abattement de 40%	Montant non soumis à l'abattement de 40%
2020	132 547 616	0,26 €	0 €	0,26 €
2019	121 036 633	1,55 €	0 € ou 0,5418 € (si option IR)	1,55 € ou 1,0082 € (si option IR)
2018	118 057 886	1,55 €	0 € ou 0,337 € (si option IR)	1,55 € ou 1,2163 € (si option IR)

1.5.2.6 Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau financier faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices est le suivant :

	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
I – Capital en fin d'exercice					
a. Capital social	351 264 348	472 231 544	484 146 532	530 190 464	592 565 808
b. Nombre des actions ordinaires existantes	87 816 087	118 057 886	121 036 633	132 547 616	148 141 452
c. Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
d. Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
d1. Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
d2. Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
II – Opérations et résultats de l'exercice					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	84 929 670	75 832 603	76 038 319	46 650 708	47 203 736
b. Résultat avant impôts, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	93 045 651	242 443 368	256 496 393	182 382 551	81 875 739
c. Impôts sur les bénéfices	- 1 249 711	0	0	0	265 510
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	45 920	0	0
e. Résultat après impôts, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	79 582 706	218 201 881	184 274 609	168 212 028	29 962 540
f. Résultat distribué	164 690 752	182 989 723	187 606 781	34 462 380	96 291 944
III – Résultat par action					
a. Résultat après impôts et participation des salariés mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	1,07	2,05	2,12	1,38	0,55
b. Résultat après impôts, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	0,91	1,85	1,52	1,27	0,20
c. Dividende attribué à chaque action	1,55	1,55	1,55	0,26	0,65*
IV – Personnel					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	17,75	21,42	21,25	22,83	19,67
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	1 928 840	2 390 769	2 641 301	2 432 920	1 980 480
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales etc.)	953 361	2 722 681	3 093 622	2 092 055	1 924 612

* Proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022.

1.5.2.7 Contrôle des Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports des commissaires aux comptes qui sont reproduits dans le document d'enregistrement universel de la société.

1.6 Actionnariat au 31 décembre 2021

Rassemblé autour d'une stratégie de détention à long terme d'actifs spécialisés dans les secteurs de l'hôtellerie et des commerces d'exploitation, exploités par des leaders de leur secteur, l'actionnariat de Covivio Hotels réunit les groupes Crédit

Agricole Assurances, Assurances du Crédit Mutuel, Generali Vie, Cardif Assurance Vie, Sogecap et Caisse des Dépôts et Consignations aux côtés de Covivio, actionnaire fondateur.

1.6.1 Information sur le capital

Au 1^{er} janvier 2021, le capital de la société s'élevait à 530 190 464 €. Il était composé de 132 547 616 actions d'une valeur unitaire nominale de 4 €.

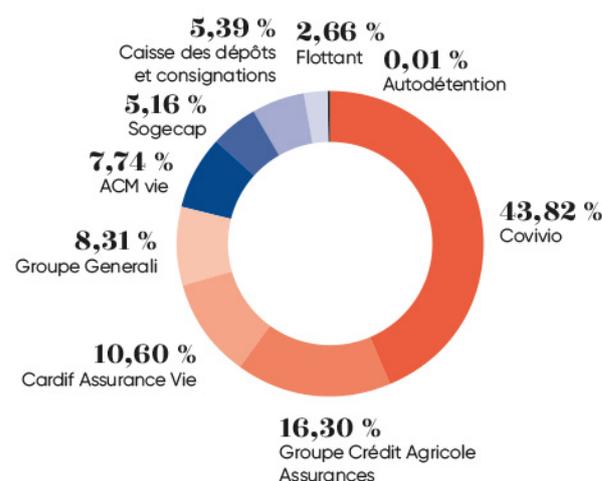
À la suite de la réalisation définitive de l'augmentation de capital le 14 juin 2021, 15 593 836 actions émises au prix de 16 € par action dont 4 € de valeur nominale ont été souscrites et intégralement libérées.

Le capital social de la société a été ainsi augmenté d'un montant de 62 375 344 € par l'émission de 15 593 836 actions nouvelles de 4 € de valeur nominale chacune.

En conséquence, à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2021, le capital de la société s'élève à 592 565 808 €. Il est composé de 148 141 452 actions de 4 € de valeur nominale chacune.

Conformément à la décision prise lors de l'Assemblée Générale Mixte du 10 avril 2015 et de l'article 9 des statuts, chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Il n'est pas conféré de droit de vote double en application de l'article L. 22-10-46 du Code de commerce.

L'actionnariat au 31 décembre 2021 se présente de la façon suivante :



Dénomination des actionnaires	Nombre d'actions/ Droits de vote	Pourcentage
Covivio	64 921 557	43,82%
Groupe Crédit Agricole Assurances	24 149 054	16,30%
Cardif Assurance Vie	15 701 102	10,60%
Groupe Generali	12 316 445	8,31%
ACM Vie	11 473 544	7,74%
Sogecap	7 639 782	5,16%
Caisse des Dépôts et Consignations	7 985 188	5,39%
Flottant	3 945 964	2,66%
Autodétention	8 816	0,01%
TOTAL	148 141 452	100%

1.6.2 Répartition du capital et des droits de vote

Au titre des trois derniers exercices, le capital et les droits de votes de la société sont répartis comme suit :

	31/12/2021			31/12/2020			31/12/2019		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Covivio	64 921 557	43,82	43,83	57 601 139	43,46%	43,46%	52 307 218	43,22	43,22
Groupe Crédit Agricole Assurances	24 149 054	16,30	16,30	21 607 052	16,30	16,30	19 706 321	16,28	16,28
Groupe Generali	12 316 445	8,31	8,31	11 019 979	8,31	8,31	10 050 573	8,30	8,30
Cardif Assurance Vie	15 701 102	10,60	10,60	14 048 356	10,60	10,60	12 812 548	10,59	10,59
ACM Vie	11 473 544	7,74	7,75	10 265 804	7,74	7,74	9 362 740	7,74	7,74
Sogecap	7 639 782	5,16	5,16	6 835 596	5,16	5,16	6 234 282	5,15	5,15
Caisse des Dépôts et Consignations	7 985 188	5,39	5,39	7 144 642	5,39	5,39	6 516 141	5,38	5,38
Flottant	3 945 964	2,66	2,66	4 012 357	3,03	3,03	4 043 761	3,34	3,34
Autodétention	8 816	0,01	0	12 691	0,01	0	3 049	-	0
TOTAL	148 141 452	100	100	132 547 616	100	99,99	121 036 633	100	100

1.6.3 Déclarations de franchissement de seuils et déclarations d'intention

Déclarations de franchissement de seuils

Néant.

Déclarations d'intention

Néant.

1.6.4 Évolution du capital au cours des cinq derniers exercices

Les opérations sur le capital de la société opérées depuis cinq ans sont détaillées ci-après :

Dates	Nature	Opérations				Après opérations		
		Nombre de titres	Nominal (€)	Prime d'émission (€)	Prime de fusion (€)	Prime d'apport (€)	Nombre de titres	Montants successifs du capital (€)
28 mars 2017	Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	9 262 995	37 051 980	163 028 712	/	/	83 366 958	333 467 832
19 mai 2017	Augmentation de capital suite au paiement du dividende en actions	4 449 129	17 796 516	93 298 235	/	/	87 816 087	351 264 348
24 janvier 2018	Augmentation de capital suite à la réalisation définitive de la fusion absorption de la société FDM Management SAS par la société	17 460 738	69 842 952	/	351 367 826	/	105 276 825	421 107 300
24 janvier 2018	Augmentation de capital suite à la réalisation définitive de l'apport des parts sociales de la SCI Hôtel Porte Dorée	975 273	3 901 092			19 554 224	106 252 098	425 008 392
21 juin 2018	Augmentation de capital par attribution gratuite de bons de souscriptions d'actions	11 805 788	47 223 152	252 053 573,80	/	/	118 057 886	472 231 544
27 mars 2019	Augmentation de capital suite à la réalisation définitive de l'apport par la Caisse des Dépôts et Consignations à Covivio Hotels de 1 327 340 actions de la société Foncière Développement Tourisme	613 244	2 452 976	/		12 749 356	118 671 130	474 684 520
5 avril 2019	Augmentation de capital suite à la réalisation définitive de l'apport par la société Covivio à Covivio Hotels de 100 parts sociales de la société Civile Immobilière Ruhl-Côte d'Azur ainsi qu'une créance d'un montant de 10 500 000 euros au titre d'un contrat de prêt intragroupe en date du 1 ^{er} décembre 2015	2 365 503	9 462 012	/		30 622 169	121 036 633	484 146 532
2 juin 2020	Augmentation de capital à la suite du paiement du dividende en actions	11 510 983	46 043 932	138 937 564,81		/	132 547 616	530 190 464
14 juin 2021	Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	15 593 836	62 375 344	187 126 032		/	148 141 452	592 565 808

1.6.5 Informations relatives à l'autocontrôle et au programme de rachat d'actions

L'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021 a autorisé la société, en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à opérer sur ses propres actions, dans la limite d'un nombre d'actions ne pouvant excéder 10% du capital social pour une période de dix-huit mois.

Ce programme de rachat d'actions présente les caractéristiques suivantes :

- le prix maximum est de 35 € par action
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat s'élève à 200 000 000 €
- les opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, en vue des objectifs suivants :
 - la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital
 - la conservation et la remise en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport
 - l'annulation d'actions
 - la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement dans les conditions et

selon les modalités fixées par la réglementation et les pratiques de marché reconnues

- l'utilisation dans le cadre de toute autre pratique qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers ou tout autre objectif permettant de bénéficier de la présomption de légitimité.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, sauf en période d'offre publique.

La dernière autorisation a mis fin au précédent programme de rachat d'actions, autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2020, dont le bilan fait état au 8 avril 2021 de 8 050 actions autodétenues par la société, issues du contrat de liquidité.

L'Assemblée Générale a conféré tous pouvoirs au Gérant, notamment à l'effet de passer tous ordres de Bourse ou hors marché, et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire et utile pour l'exécution des décisions qui seront prises dans le cadre de cette autorisation.

Le présent programme de rachat d'actions a été mis en œuvre par décision du Gérant en date du 8 avril 2021.

Les conditions de mise en œuvre du nouveau programme de rachat ont fait l'objet d'un descriptif de programme de rachat d'actions diffusé sur le site Internet de la société le 8 avril 2021.

Les échanges mensuels pour l'exercice 2021 s'établissent comme suit :

Programme de rachat d'actions autorisé par l'AG du 7 mai 2020	Achat		Vente	
	Nombre d'actions	Prix moyen par action en €	Nombre d'actions	Prix moyen par action en €
Janvier	6 065	16,1564	6 155	16,3223
Février	6 677	15,8733	9 010	16,0308
Mars	6 102	17,6956	7 779	17,8517
Du 1 ^{er} au 7 avril	356	17,6934	977	17,9226

Programme de rachat d'actions autorisé par l'AG du 8 avril 2021	Achat		Vente	
	Nombre d'actions	Prix moyen par action en €	Nombre d'actions	Prix moyen par action en €
Du 8 au 30 avril	2 531	17,7004	2 391	17,8869
Mai	1 681	17,3431	1 758	17,4682
Juin	4 083	16,7821	4 773	16,9134
Juillet	5 810	16,3961	3 644	16,5085
Août	2 660	16,3022	2 869	16,3587
Septembre	3 856	15,9474	4 337	16,1074
Octobre	4 992	15,4049	3 407	15,5906
Novembre	2 638	16,0896	3 275	16,1991
Décembre	2 527	16,1830	3 478	16,2684

Le Gérant a décidé le 18 mai 2021, dans le cadre de l'augmentation de capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de suspendre le contrat de liquidité conclu avec Natixis à compter du 19 mai 2021 et jusqu'à la date de clôture de la période de souscription des actions nouvelles soit jusqu'au 7 juin 2021.

En conséquence au cours de l'exercice 2021, la société a procédé au titre du contrat de liquidité à l'acquisition de 49 978 de ses propres actions au prix moyen de 16,4093 € par action, et à la cession de 53 853 de ses propres actions au prix moyen de 16,6370 € par action.

Aucune annulation d'actions n'est intervenue pendant l'exercice écoulé.

Covivio Hotels détenait ainsi, au 31 décembre 2021, 8 816 de ses propres actions qui représentent 0,010% du capital social, évaluées au cours d'achat, au 31 décembre 2021, à 154 720,80 € (soit 17,55 € par action) représentant une valeur nominale de 35 264 €.

Au titre de l'exercice 2021, les frais de négociation sont de 13 750 € HT.

L'autorisation ayant été consentie par l'Assemblée Générale du 8 avril 2021 pour une durée de dix-huit mois, un nouveau programme de rachat d'actions sera soumis à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022.

1.6.6 Options de souscription ou d'achat d'actions de la société

Néant.

1.6.7 Opérations réalisées par les mandataires sociaux et les personnes liées sur les titres de la société

Mandataires sociaux	Achats d'instruments financiers	Valeur moyenne (en €)	Ventes d'instruments financiers	Valeur moyenne (en €)	Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021
M. Kullmann	264 actions*	16	/	/	2 779
M. Estève	/	/	/	/	842
Mme Aasqui	/	/	/	/	6
Covivio Participations	/	/	/	/	1
Mme Lelong-Chaussier	/	/	/	/	0
Covivio	7 040 918 actions* 279 500 actions	16 16,0957		/	64 921 557 ⁽¹⁾
Mme Goudallier	/	/	/	/	0
Fonciere Margaux	/	/	/	/	1
Mme Seegmuller	/	/	/	/	0
Predica	2 238 570 actions*	16	/	/	21 266 435
M. Chabas	/	/	/	/	0
Spirica	100 688 actions*	16	/	/	956 538
Pacifica	202 744 actions*	16			1 926 081
ACM Vie	1 207 740 actions*	16	/	/	11 473 544
M. Morrisson	/	/	/	/	0
Generali Vie	1 142 616 actions*	16	/	/	10 854 860
M. Pezet	/	/	/	/	0
Generali Iard	128 174 actions*	16	/	/	1 217 663
Cardif Assurance Vie	1 652 746 actions*	16	/	/	15 701 102
Mme Robin	/	/	/	/	0
Sogecap	804 186 actions*	16	/	/	7 639 782
M. Briand	/	/	/	/	0
Caisse des Dépôts et Consignations	840 546 actions*	16	/	/	7 985 188
M. Taverne	/	/	/	/	0
Mme Saitta	/	/	/	/	10

* souscription à l'augmentation de capital de la Société réalisée le 14 juin 2021.

(1) La société Covivio a acheté 10 286 actions en janvier et détient en conséquence 64 931 843 actions de la Société au 12 janvier 2022

1.7 Bourse et dividende

1.7.1 Cours de bourse au 31 décembre 2021

Le dernier cours coté de l'exercice s'établit à 17,6 €, portant la capitalisation boursière à 2 600 M€ au 31 décembre 2021.

Évolution du cours de l'action Covivio Hotels sur l'année 2021



Les actions de Covivio Hotels sont admises aux négociations sur le marché d'Euronext Paris, compartiment A.

Sur l'ensemble de l'exercice 2021, le cours de bourse de l'action Covivio Hotels a évolué comme suit :

	Plus bas cours	Plus haut cours	Nombre de titres échangés	Nombre de séances de cotation
Janvier 2021	13,6	16,9	99 036	20
Février 2021	14,0	17,1	125 118	20
Mars 2021	15,9	17,9	122 241	23
Avril 2021	16,3	17,6	66 209	20
Mai 2021	16,2	17,9	77 120	21
Juin 2021	15,9	17,3	176 366	22
Juillet 2021	15,9	16,9	74 669	22
Août 2021	15,8	16,7	59 848	22
Septembre 2021	15,0	16,5	61 763	22
Octobre 2021	14,9	16,3	62 341	21
Novembre 2021	15,2	16,7	103 605	22
Décembre 2021	15,7	17,6	111 899	23

1.7.2 Distribution de dividende

1.7.2.1 Dividendes distribués au cours des cinq dernières années

Exercice	Nombre d'actions	Dividende versé par action	Montant du dividende soumis à l'abattement de 40%	Montant du dividende non soumis à l'abattement de 40%
2017	106 252 098	1,55 €	0 € ou 0,066 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu	1,55 € ou 1,484 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu
2018	118 057 886	1,55 €	0 € ou 0,0337 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu	1,55 € ou 1,2163 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu
2019	121 036 633	1,55 €	0 € ou 0,5418 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu	1,55 € ou 1,0082 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu
2020	132 547 616	0,26 €	0 €	0,26 €
2021	148 141 452	0,65 €*	0 € ou 0,3414 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu	0,65 € ou 0,3086 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu

* Dividende proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 07/04/2022.

Conformément à l'article 208 C II du Code général des impôts, le statut SIIC permet une exonération des produits locatifs, des plus-values immobilières et des dividendes de filiales ayant également opté pour le régime SIIC, à condition de distribuer aux actionnaires au moins 95% du résultat courant, 70% des plus-values et 100% des dividendes.

La politique de distribution de la société a bien entendu pris en compte les dispositions prévues par la réglementation.

1.7.2.2 Politique de distribution de dividende

Covivio Hotels entend mener une politique active de distribution du *cash-flow* généré dans l'exercice, répondant ainsi à son objectif de valeur de rendement.

Il est ainsi proposé à l'Assemblée Générale Mixte en date du 7 avril 2022 la distribution d'un dividende de 0,65 € par action en circulation. Ce dividende représente un montant global de 96 291 943,80 €, soit 97% de l'EPRA Earnings.

Il convient de rapprocher le montant de dividende :

- du montant de l'EPRA Earnings de 99 M€
- de l'EPRA Earnings de 0,70 € par action calculé sur la base du nombre moyen d'actions de l'exercice, ce qui permet de mieux apprécier le taux de distribution qui s'élève à 87%.

1.7.3 Actions détenues par les mandataires sociaux

Nombre d'actions détenues par les mandataires sociaux exerçant un mandat dans la société Covivio

	Nombre d'actions Covivio détenues	
	2021	2020
Christophe Kullmann	146 212**	131 389*
Olivier Estève	86 770	79 083

* Actions détenues en pleine propriété, auxquelles se rajoutent 18 000 actions en usufruit, à la suite de la donation de la nue propriété.

** Actions détenues en pleine propriété, auxquelles se rajoutent 12 000 actions en usufruit, à la suite de la donation de nue propriété.

1.8 Informations relatives à la société et à ses participations

1.8.1 Organisation du groupe

La société Covivio Hotels détient des participations directes et indirectes dans 178 sociétés situées en France et à l'étranger.

Les sociétés SNC Foncière Otello, SNC René Clair et Société Civile Immobilière Ruhl Côte d'Azur détiennent des actifs immobiliers ou des participations dans le secteur de l'hôtellerie, en France et en Belgique. Covivio Hotels détient également des actifs hôteliers en Espagne *via* des participations acquises en 2017 (16 hôtels) et *via* une participation dans la société B&B Invest Espagne SLU (quatre hôtels B&B).

Consécutivement à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est déroulée le 24 janvier 2018, la société FDM Management SAS a été fusionnée dans Covivio Hotels. Suite à cette opération, Covivio Hotels détient, directement ou *via* des participations, des hôtels en Murs et Fonds. Depuis 2019, Covivio Hotels détient *via* des participations un hôtel en Irlande à Dublin.

La société Murdelux, basée au Luxembourg, détient des participations dans les sociétés :

- Portmurs, détentrice d'un Club Med à Da Balaia, au Portugal
- Sunparks Tréfonds, Sunparks Oostduinkerke, et Foncière Kempense Meren, qui détiennent directement deux villages de vacances exploités par Pierre & Vacances en Belgique
- B&B Invest Lux 1, B&B Invest Lux 2, B&B Invest Lux 3, B&B Invest Lux 4, B&B Invest Lux 5 et B&B Invest Lux 6 détentrices de 48 hôtels, en Allemagne
- MO Lux One qui détient *via* des participations deux hôtels en Allemagne
- H Invest lux et H Invest lux 2 qui détiennent directement sept hôtels NH en Allemagne
- Ringer qui détient un hôtel MEININGER en Allemagne
- NH Amsterdam Center BV qui détient *via* une participation un hôtel au Pays-Bas
- Amsterdam Noord qui détient *via* une participation un hôtel NH au Pays-Bas
- Amersfoort qui détient *via* une participation un hôtel NH au Pays-Bas
- Cinq sociétés détentrices des actifs en Pologne : trois hôtels achetés en 2019
- holdings du portefeuille Rocky (13 sociétés) qui détiennent *via* des participations 12 hôtels au Royaume-Uni.

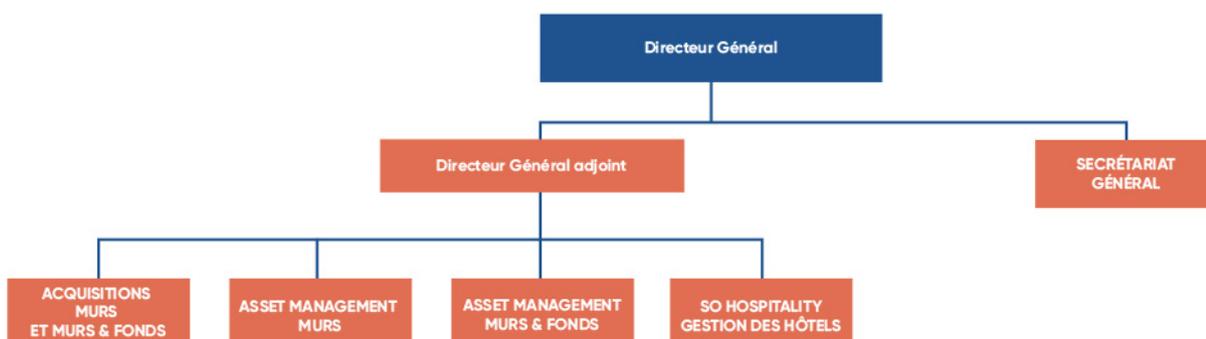
Covivio Hotels détient :

- 50,2% de la société OPCI B2 Hotel Invest constituée en partenariat avec Crédit Agricole Assurances et Assurances du Crédit Mutuel et dédiée à la détention indirecte de 181 hôtels B&B en France. L'OPCI B2 HI a livré un actif hôtelier en développement en 2018
- 50,1% de la société SAS Samoens constituée en partenariat avec les Assurances du Crédit Mutuel dédiée à la détention du Club Méditerranée Samoens en France (secteur hôtellerie)
- 31,15% de la société Oteli constituée en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations et Sogecap dédiée à la détention indirecte d'actifs Accor en France (secteur hôtellerie)
- 33,33% de la société kombon SAS constituée en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations et Sogecap dédiée à la détention indirecte d'actifs Accor en France (secteur hôtellerie)
- 33,33% de la société Jouron SAS constituée en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations et Sogecap dédiée à la détention indirecte d'actifs Accor en Belgique (secteur hôtellerie)
- 19,9% des sociétés IRIS Holding France et OPCI IRIS INVEST 2010 et 20% de la SCI Dahlia, constituées en partenariat avec Crédit Agricole Assurances et dédiées à la détention directe ou indirecte d'actifs Accor (secteur hôtellerie)
- 19,9% de la société OPCI CAMP INVEST constituée en partenariat avec Crédit Agricole Assurances et dédiée à la détention indirecte d'actifs Campanile (secteur hôtellerie).

Covivio Hotels dispose d'équipes pour assurer la prise en charge de son développement et la gestion de ses actifs. Ces équipes réalisent des missions d'*Asset Management*, centrées sur la stratégie immobilière à adopter sur les actifs détenus (cession, rénovation, gestion financière...). Actif par actif, la mission des équipes consiste à créer de la valeur en optimisant le couple rentabilité/risque.

Covivio assiste Covivio Hotels dans les tâches fonctionnelles suivantes : informatique, financières, de communication, juridique, fiscale, assurances, ressources humaines, services généraux et développement durable.

En France, le *Property Management* de Covivio Hotels est principalement assuré par Covivio Property, filiale de Covivio. Cette fonction consiste à gérer tous les aspects de la vie immobilière des actifs (quittancement, entretien courant...).



1.8.2 Prises de participation

Conformément à l'article L. 233-6 du Code de commerce, nous vous signalons que la société Covivio Hotels a pris des participations : néant

1.8.3 Résultats des filiales et participations

Le tableau des filiales et participations, établi en application de l'article L. 233-15 du Code de commerce, est présenté en partie 4.5 Annexes aux comptes individuels (paragraphe 4.5.6.5).

1.8.4 Activités de recherche et développement de la société et de ses filiales

Covivio Hotels n'a pas effectué d'activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

1.8.5 Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Néant.

1.8.6 Informations sur les tendances

En ce début d'année 2022, l'activité hôtelière européenne reste impactée par les conséquences des restrictions notamment en Allemagne mais les prévisions de réservations pour le printemps et l'été devraient engendrer une reprise progressive de l'activité

hôtelière, comme celle constatée en 2021. Covivio Hotels pourra alors s'appuyer sur la qualité et la diversité de son patrimoine, loué et exploité par les grands opérateurs européens et internationaux, pour afficher une croissance de ses résultats.

1.8.7 Opérations entre apparentés

Les informations relatives aux parties liées et entreprises liées sont présentées en partie 4.5 – Annexes aux comptes individuels (cf. 4.5.6.4 et 4.5.6.5).

1.8.8 Position concurrentielle

Depuis sa création en 2004, l'activité de Covivio Hotels dans l'investissement en immobilier hôtelier en Europe est devenue de plus en plus concurrentielle et a vu le développement de quelques acteurs spécialisés comme Pandox, Axa Real Estate, Honotel, Algonquin, Event Hotels, Invesco.

Forte de son expérience et s'appuyant sur de véritables partenariats développés avec ses clients, Covivio Hotels est l'un des acteurs principaux du marché de l'externalisation de murs d'hôtels.

Covivio Hotels s'est positionnée comme le leader du secteur de l'hôtellerie et est le plus important propriétaire d'hôtels en Europe. À ce titre, Covivio Hotels est le premier bailleur d'opérateurs hôteliers en Europe (comme Accor, B&B, IHG et NH Hotel Group).

Compte tenu de l'absence d'informations chiffrées communiquées sur le marché par les acteurs concurrents, et connues à la date de publication, nous ne sommes pas en mesure de fournir des comparatifs.

1.9 Rapport complémentaire du Gérant à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Mixte à l'effet de vous soumettre des projets de résolutions. Ce rapport a pour objectif de vous commenter ces projets, dont le texte complet vous est communiqué par ailleurs.

I. À titre ordinaire

Les 1^{er} à 15^{es} résolutions concernent les résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire.

1. Approbation des comptes sociaux et consolidés, affectation du résultat et distribution d'un dividende (1^{er}, 2^e et 3^e résolutions)

Les projets des **1^{er} et 2^e résolutions** concernent l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021, arrêté par le Gérant le 16 février 2022, en application des dispositions des articles L. 226-7 et L. 232-1 du Code de commerce.

Il vous est proposé dans le cadre de la **3^e résolution**, de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice 2021 d'un montant de 29 962 540,36 €, ainsi qu'à la distribution d'un dividende d'un montant unitaire de 0,65 € par action.

Le dividende de l'exercice 2021 serait détaché de l'action le mardi 12 avril 2022 et serait mis en paiement le 14 avril 2022.

Sur la base du nombre total d'actions existantes au 31 décembre 2021, soit 148 141 452 actions, il sera ainsi attribué un dividende total de 96 291 943,80 €.

L'affectation du résultat est présentée au 1.5.2.5 du présent rapport de gestion.

2. Approbation des conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de commerce (4^e résolution)

La **4^e résolution** a pour objet l'approbation (i) du rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux conventions visées par l'article L. 226-10 du Code de commerce, ainsi que (ii) des conventions réglementées conclues ou exécutées par la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Pour plus d'information, nous vous invitons à consulter le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées, situé dans la partie 4 du document d'enregistrement universel.

Nous vous précisons qu'aucune convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

3. Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux (5^e et 6^e résolutions)

En application des dispositions de l'article L. 22-10-76 II. du Code de commerce, le Gérant vous propose, par le vote des 5^e et 6^e résolutions, d'approuver la politique de rémunération des mandataires sociaux applicables au Gérant (5^e résolution) et aux membres du Conseil de Surveillance (6^e résolution) en raison de leur mandat pour l'exercice 2022.

La politique de rémunération des mandataires sociaux de Covivio Hotels est décrite dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise au paragraphe 5.2.4.1 du document d'enregistrement universel.

La politique de rémunération du Gérant pour 2022 a été approuvée par l'associé commandité, après avoir recueilli l'avis

consultatif favorable du Conseil de surveillance lors de sa séance du 18 février 2022.

La politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance a été validée par le Conseil de surveillance du 18 février 2022.

Cette politique sera soumise chaque année et lors de chaque modification importante dans la politique de rémunération au vote de l'Assemblée générale et à l'accord des commandités statuant à l'unanimité.

4. Approbation des informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (7^e résolution)

En application des dispositions de l'article L. 22-10-77 I du Code de commerce, il vous est proposé, par le vote de la 7^e résolution, d'approuver les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux, y compris les mandataires sociaux dont le mandat a pris fin et ceux nouvellement nommés au cours de l'exercice écoulé, décrites dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise au paragraphe 5.2.4.2 du document d'enregistrement universel.

5. Approbation des éléments de rémunération individuelle versés et/ou attribués aux dirigeants mandataires sociaux de la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (8^e et 9^e résolutions)

En application des dispositions de l'article L. 22-10-77 II du Code de commerce, il vous est proposé, par le vote des 8^e et 9^e résolutions, d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice aux dirigeants mandataires sociaux.

Les éléments de rémunération sont relatifs au Gérant, la société Covivio Hotels Gestion et au Président du Conseil de Surveillance, étant précisé que M. Christophe Kullmann en sa qualité de Président du Conseil de Surveillance, ne perçoit aucun éléments fixes, variables et exceptionnels ou d'avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice.

Ces éléments sont décrits dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise aux paragraphes 5.2.4.3.1 et 5.2.4.3.2 du document d'enregistrement universel.

6. Renouvellement des mandats de membres du Conseil de Surveillance (10^e à 13^e résolutions)

Les mandats de membre du Conseil de Surveillance des sociétés Covivio (10^e résolution), Predica (11^e résolution), Cardif Assurance Vie (12^e résolution), et Generali Vie (13^e résolution), arrivant à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022, vous serez invités au titre des **10^e à 13^e résolutions** à les renouveler dans leurs fonctions, pour une durée de trois années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Sous réserve de l'approbation desdites résolutions :

- la société Covivio restera représentée au Conseil de Surveillance par Laurie Goudallier qui continuera à apporter au Conseil de Surveillance sa connaissance du Groupe et son expertise en matière de digital.
- la société Predica restera représentée au Conseil de Surveillance par Emmanuel Chabas qui continuera à faire bénéficier la Société de son expertise immobilière, stratégique et financière.
- la société Cardif Assurance Vie restera représentée au Conseil de Surveillance par Nathalie Robin. Elle continuera à apporter une contribution active aux travaux du Conseil de surveillance en particulier grâce à son expertise immobilière et financière et son expérience au sein des sociétés cotées.
- la société Generali Vie restera représentée au Conseil de Surveillance par Sébastien Pezet. Il continuera à faire bénéficier la Société de son expertise immobilière, financière ainsi que de son expérience européenne.

Si l'ensemble des 10^e à 13^e résolutions est approuvé par l'Assemblée Générale la proportion de membres du Conseil de Surveillance indépendants serait maintenue à 23% et le taux de féminisation maintenue à 46%.

Une notice biographique, la liste de l'ensemble de leurs mandats et fonctions exercés au cours des cinq derniers exercices, leur taux d'assiduité ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont rappelés au 5.2.2.1.3 du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

7. Renouvellement du mandat de Commissaire aux Comptes titulaire du cabinet MAZARS (14^e résolution)

Au titre de la 14^e résolution, il vous est proposé de renouveler la société MAZARS en qualité de Commissaire aux comptes titulaire dont le mandat arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022. Il vous est proposé de renouveler ce mandat pour une durée de 6 exercices, venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelés à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

8. Autorisation accordée au Gérant en vue de l'achat par la société de ses propres actions (15^e résolution)

Au titre de la 15^e résolution, il vous est proposé d'autoriser la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Les caractéristiques principales de ce programme seraient les suivantes :

- le nombre d'actions rachetées ne pourrait pas dépasser 10% des actions composant le capital social de la société
- le prix d'achat ne pourrait pas être supérieur à 35 € par action (hors frais d'acquisition)
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat s'élèverait à deux cents millions d'euros (200 000 000 €)
- ce programme ne pourrait pas être mis en œuvre en période d'offre publique.

Le rachat par la société de ses propres actions aurait pour finalité :

- la remise des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société
- la remise en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport
- l'annulation totale ou partielle des actions sous réserve de l'adoption de la 18^e résolution
- l'animation d'un contrat de liquidité, étant précisé que, conformément à la loi, en cas d'acquisition dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% du montant du capital social correspondrait au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale
- toute autre pratique qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers ou tout autre objectif qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur, étant précisé que dans une telle hypothèse, la société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Préalablement à la réalisation du programme, un descriptif du programme conforme à l'article 241-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers sera mis en ligne sur le site Internet de Covivio Hotels.

Cette autorisation serait donnée au Gérant pour une période de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale du 7 avril 2022 et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

II. À titre extraordinaire

Vous serez appelés à statuer, à titre extraordinaire, sur la modification des statuts de la société puis sur le renouvellement de certaines délégations financières conférées au Gérant et à autoriser votre Gérant, dans les limites et conditions que vous fixerez, à décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, directement ou indirectement, au capital de la société.

Le Gérant souhaite en effet continuer à disposer des moyens lui permettant, le cas échéant en faisant appel aux marchés pour y placer des actions, de réunir avec rapidité et souplesse les moyens financiers nécessaires au développement de votre société.

En conséquence, il vous est proposé de conférer au Gérant les autorisations financières suivantes :

- 17^e résolution : augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes
- 19^e résolution : émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- 20^e résolution : émission, par voie d'offre au public, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, et pour les émissions d'actions, un délai de priorité obligatoire
- 22^e résolution : émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- 23^e résolution : émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en cas d'offre publique d'échange initiée par la société
- 24^e résolution : augmentations de capital réservées aux salariés de la société adhérant à un plan d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Vous serez également invités :

- au titre de la 18^e résolution, à autoriser le Gérant à réduire le capital social de la société par annulation d'actions acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions adoptés par la société
- au titre de la 21^e résolution, à autoriser le Gérant, en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression de droit préférentiel de souscription des actionnaires, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas de demandes excédentaires.

En vous proposant de lui conférer ces délégations, le Gérant tient à vous éclairer, pour répondre aux exigences des textes légaux et réglementaires, sur la portée des résolutions correspondantes soumises à votre approbation.

Conformément à la réglementation applicable, le Gérant établira le cas échéant un rapport complémentaire lors de l'utilisation de ces délégations financières, dans lequel seront notamment mentionnées :

- (i) l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital (en particulier en ce qui concerne leur quote-part des capitaux propres), et
- (ii) l'incidence théorique de ladite émission sur la valeur boursière de l'action de la société.

Les Commissaires aux comptes de la société établiront leur propre rapport sur les délégations financières qui sera mis à votre disposition dans les conditions légales et réglementaires.

1. Approbation de la modification de l'article 8 (Forme et cession des actions) des statuts de la société (16^e résolution)

Par le vote de la 16^e résolution, nous vous proposons de modifier :

- l'article 8 des statuts de la société afin de le mettre à jour des nouvelles dispositions de l'article L. 228-2 du Code de commerce modifié par la loi n°2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances, dite loi DDADUE II. Cette modification des statuts permet de recourir à un intermédiaire désigné par la société pour l'identification des propriétaires de titre au porteur.

2. Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes (17^e résolution)

Vous serez invités, au titre de la 17^e résolution, à vous prononcer sur l'autorisation à donner au Gérant, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder à l'augmentation de capital de la société, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise. Cette opération ne se traduirait pas nécessairement par l'émission de nouvelles actions.

Cette délégation de compétence, qui serait conférée également pour une durée de 26 mois, permettrait au Gérant de décider une ou plusieurs augmentations de capital, à concurrence d'un montant nominal maximal de cinquante-neuf millions d'euros (59 000 000 €) (hors ajustement pour protéger les titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions) représentant environ 10% du capital social. Ce plafond serait par ailleurs fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières susceptibles d'être autorisées au titre des 19^e à 24^e résolutions.

Cette délégation mettrait fin avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

3. Autorisation au Gérant à l'effet de réduire le capital social de la société par voie d'annulation d'actions (18^e résolution)

Corrélativement à l'autorisation donnée à la société d'opérer sur ses propres titres dans le cadre de la 15^e résolution, il vous est proposé, au titre de la 18^e résolution, d'autoriser le Gérant avec faculté de subdélégation, à annuler les actions acquises par la société dans le cadre de l'autorisation du programme de rachat d'actions de la société présentée à la 15^e résolution, ou toute résolution ayant le même objet et la même base légale.

Conformément aux dispositions légales, les actions ne pourraient être annulées que dans la limite de 10% du capital de la société par période de 24 mois.

En conséquence, vous serez invités à autoriser le Gérant à réduire corrélativement le capital social, dans les conditions légales.

Cette autorisation qui serait consentie pour une durée de 18 mois, mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

4. Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (19^e résolution)

Il vous est proposé, au titre de la **19^e résolution**, de déléguer au Gérant, avec faculté de subdélégation, la compétence pour procéder à l'émission d'actions de la société et/ou de valeurs mobilières (y compris des bons de souscription d'actions nouvelles ou existantes) donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme au capital de la société, d'une filiale détenue directement ou indirectement à plus de 50% ou d'une société détenant directement ou indirectement plus de 50% des actions de la société, émises à titre gratuit ou onéreux, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le Gérant pourrait utiliser cette délégation afin de disposer au moment opportun des fonds nécessaires au développement de l'activité de la société.

Les actionnaires auraient, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation. Dans l'hypothèse d'un accès à terme à des actions de la société – c'est-à-dire par émission de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens à des actions de la société – l'approbation de cette résolution emporterait de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription des actions auquel ces valeurs mobilières donneraient droit.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme serait fixé à deux cent quatre vingt seize millions d'euros (296 000 000 €) représentant environ 50% du capital social. Ce montant serait autonome et distinct des plafonds d'augmentation de capital résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les **17^e et 20^e à 24^e résolutions**.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la société, immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises ne pourrait excéder un montant total d'un milliard d'euros (1 000 000 000 €). Ce montant constituerait en outre un plafond nominal global pour les émissions de valeurs mobilières représentatives de créances réalisées en vertu de la présente délégation et des **20^e à 23^e résolutions**, plafond global de l'ensemble des émissions de titres de créances.

Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société serait déterminé par le Gérant lorsqu'il mettra en œuvre, le cas échéant, la présente délégation, en respectant les règles légales et réglementaires.

Cette délégation, consentie pour une durée de 26 mois à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022, mettrait fin avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

5. Délégations de compétence au Gérant à l'effet d'émettre, par voie d'offre au public, des actions de la société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et, pour les émissions d'actions, un délai de priorité obligatoire (20^e résolution)

Le Gérant peut être conduit, dans l'intérêt de votre société et de ses actionnaires, pour saisir les opportunités offertes par les marchés financiers, à procéder à de telles émissions sans que puisse s'exercer le droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Aussi, votre Gérant vous demande, par le vote de la **20^e résolution**, de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, votre compétence en matière d'émission par offre au public (y compris les offres visées au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier), sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la société et/ou de valeurs mobilières représentatives de créance donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la société, d'une filiale détenue directement ou indirectement à plus de 50% ou d'une société détenant directement ou indirectement plus de 50% des actions de la société.

Votre décision emporterait renonciation à votre droit préférentiel de souscription aux actions et autres titres de capital et valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de cette délégation, étant précisé que la présente délégation de compétence emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

Nous vous précisons que le Gérant aurait l'obligation de conférer au bénéfice des actionnaires un délai de priorité de souscription pendant un délai de trois (3) jours de bourse minimum, sur les seules émissions d'actions par voie d'offre au public qui seraient mises en œuvre par le Gérant conformément aux articles L. 22-10-51 et R. 225-131 du Code de commerce, ce délai de priorité étant une faculté pour les émissions de titres autres que des actions.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la société immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant total d'un milliard d'euros (1 000 000 000 €), plafond nominal global de l'ensemble des émissions de titres de créances fixé à la **19^e résolution**.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital de la société susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de cette délégation, ne pourrait excéder cinquante-neuf millions d'euros (59 000 000 €) représentant environ 10% du capital social, et serait autonome et distinct des plafonds d'augmentation de capital résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les **17^e, 19^e, et 21^e à 24^e résolutions**.

Le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société serait déterminé par le Gérant le jour de la mise en œuvre, le cas échéant, de la présente délégation, en respectant les règles légales et réglementaires.

Cette délégation, consentie pour une durée de 26 mois à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022, mettrait fin avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

6. Autorisation au Gérant, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre (21^e résolution)

Par le vote de la **21^e résolution**, nous vous proposons d'autoriser le Gérant à décider, ainsi que la loi le permet, s'il constate une demande excédentaire lors d'une augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, d'augmenter le nombre de titres à émettre au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable.

Cette option permet, dans le cadre d'une émission de titres, de procéder dans les 30 jours de la clôture de la période de souscription, à une émission complémentaire des titres d'un montant maximum de 15% de l'émission initiale (cette faculté est appelée « option de surallocation »).

Le montant nominal des émissions de titres réalisées dans le cadre de cette résolution s'imputerait sur le montant du plafond applicable à l'émission initiale.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022, et mettrait fin avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

7. Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (22^e résolution)

Conformément à la faculté offerte par l'article L. 22-10-53 du Code de commerce, il vous est proposé, au titre de la **22^e résolution**, de déléguer au Gérant, avec faculté de subdélégation, la compétence pour procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, consentis à la société, lorsque l'article L. 22-10-54 du Code de commerce n'est pas applicable.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital de la société susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de cette délégation, serait fixé à 10% du capital de la société (tel qu'existant à la date de l'utilisation par le Gérant de la présente délégation). Ce plafond est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les **17^e, 19^e à 21^e, 23^e et 24^e résolutions**.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la société immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant total d'un milliard d'euros (1 000 000 000 €), plafond nominal global de l'ensemble des émissions de titres de créances fixé à la **19^e résolution**.

Il vous sera demandé de prendre acte de l'absence de droit préférentiel de souscription aux actions et/ou aux valeurs mobilières émises, celles-ci ayant exclusivement vocation à rémunérer des apports en nature, étant précisé que la présente délégation de compétence emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital, renonciation des actionnaires à leur

droit préférentiel de souscription aux actions auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

Le Gérant sera notamment amené à statuer sur le rapport du ou des Commissaire(s) aux apports, qui seraient désignés, à fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, à constater le nombre de titres émis en rémunération des apports, et à déterminer les dates et conditions d'émission des actions et/ou des valeurs donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société et évaluer les apports.

Cette autorisation, consentie pour une durée de 26 mois à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022, mettrait fin avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

8. Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la société (23^e résolution)

Il vous est proposé au titre de la **23^e résolution** soumise à votre approbation, de vous prononcer sur la délégation de compétence à donner au Gérant, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, en cas d'offre publique d'échange initiée par la société, en France ou à l'étranger, à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la société.

Il vous sera donc demandé de renoncer expressément à votre droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles et/ou aux valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, étant précisé que la présente délégation de compétence emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de cette délégation serait fixé à cinquante-neuf millions d'euros (59 000 000 €) représentant environ 10% du capital social et sera fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les **17^e, 19^e à 22^e et 24^e résolutions**.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la société immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant total d'un milliard d'euros (1 000 000 000 €), plafond nominal global de l'ensemble des émissions de titres de créances fixé à la **19^e résolution**.

Le Gérant aurait à déterminer, lors de chaque offre, la nature et les caractéristiques des actions à émettre. Le montant de l'augmentation de capital dépendrait du résultat de l'offre et du nombre de titres visés par l'offre présentés à l'échange, compte tenu des parités arrêtées et des actions émises.

Cette autorisation, consentie pour une durée de 26 mois à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022, mettrait fin avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

9. Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la société adhérent à un plan d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (24^e résolution)

Il vous sera demandé, au titre de la **24^e résolution**, de déléguer au Gérant, avec faculté de subdélégation, votre compétence pour décider d'augmenter le capital social dans le cadre des dispositions du Code de commerce et du Code du travail relatives aux émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la société réservées aux salariés adhérents du plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la société et/ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail.

Cette délégation de compétence serait conférée pour un montant nominal maximal d'augmentation de capital de la société, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de cette délégation de cinq cent mille euros (500 000 €) représentant environ 0,10% du capital social, fixé indépendamment du nominal des actions de la société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions.

Ce plafond serait indépendant de toute autre délégation autorisée par l'Assemblée Générale.

Il vous sera demandé de renoncer expressément à votre droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la société au profit de ses salariés.

Le prix de souscription des actions et la décote offerte seraient fixés par le Gérant dans les conditions de l'article L. 3332-19 du Code du travail étant entendu que la décote offerte ne pourrait excéder 30% de la moyenne des derniers cours cotés de l'action de la société lors des vingt jours de négociation précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions, et 40% de la même moyenne lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan serait supérieure ou égale à dix ans, étant précisé que le Gérant pourrait également substituer tout ou partie de la décote par l'attribution d'actions ou d'autres titres.

Le Gérant pourrait prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de l'abondement, ou le cas échéant, de la décote sur le prix de souscription ne pourrait pas excéder les limites légales ou réglementaires et que les actionnaires renonceraient à tout droit aux actions ou autres titres donnant accès au capital qui serait émis en vertu de la présente résolution.

Cette délégation, consentie pour une durée de 26 mois à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022, mettrait fin avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.

10. Pouvoirs pour formalités (25^e résolution)

La **25^e résolution** est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publications et des formalités légales liées à la tenue de l'Assemblée générale.

Nous pensons que cet ensemble d'opérations est, dans ces conditions, opportun et nous vous demandons de bien vouloir approuver les résolutions qui vous seront présentées.

Le Gérant





Westin Grand Berlin
© Covivio / DR

12

Covivio Hotels est présent dans 12 pays en Europe avec une taille critique dans les principaux marchés européens.



2

Facteurs de risques, contrôle interne et gestion des risques

2.1 Facteurs de risques	58	2.2 Politique de contrôle interne, de gestion des risques et conformité	70
2.1.1 Hiérarchisation et synthèse des principaux risques	58	2.2.1 Objectifs, périmètre et référentiel	70
2.1.2 Description des principaux risques, impacts et maîtrise	61	2.2.2 Composantes du dispositif	70
2.1.3 Risques financiers liés aux effets du changement climatique	69	2.2.3 Le contrôle interne de l'information comptable et financière	74
		2.2.4 Dispositif assurantiel	75
		2.3 Évolutions et perspectives 2022	76

2.1 Facteurs de risques

Conformément au Règlement européen (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017, des deux règlements délégués associés entrés pleinement en application le 21 juillet 2019 (ensemble dits « Prospectus 3 ») et aux orientations de l'ESMA sur les facteurs de risques, les risques spécifiques à Covivio Hotels, dont la réalisation pourrait avoir un effet significatif sur la situation financière ou sur les résultats de la société, après l'application des mesures de gestion des risques, sont présentés ci-dessous.

La cartographie des risques de Covivio Hotels est examinée régulièrement par le Comité d'Audit et le Conseil de Surveillance.

Covivio Hotels l'a actualisée afin de tenir compte, notamment, de l'évolution de l'environnement dans lequel elle opère, en ce compris l'environnement sanitaire mondial.

Ont été identifiés les risques majeurs et les plans d'actions à mettre en place ou à renforcer afin d'en améliorer la maîtrise.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que d'autres risques peuvent exister, non identifiés ou dont la réalisation n'est pas considérée à ce jour comme susceptible d'avoir des effets défavorables significatifs.

2.1.1 Hiérarchisation et synthèse des principaux risques

L'identification et la cotation des risques relève de la Direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes.

Elles sont réalisées sur la base d'entretiens et des résultats des plans annuels d'audit qui permettent d'identifier leur niveau de maîtrise par l'analyse de l'efficacité des processus de contrôle interne déployés par la société.

Les risques sont présentés en un nombre limité de catégories (I. à VI.) conformément aux orientations de l'ESMA.⁽¹⁾

2.1.1.1 Méthodologie

La cotation des risques résulte d'une analyse combinée de leur impact négatif potentiel et de leur probabilité de réalisation, tout en tenant compte des dispositifs de maîtrise mis en œuvre par la société.

2.1.1.1.1 Impact et niveau de maîtrise

Une fois réalisé, le risque est susceptible d'avoir un impact sur la valorisation de la société, sur son résultat ainsi que sur son image et/ou sur la continuité de son activité.

Ainsi, la cotation de l'impact résulte d'une estimation financière de l'effet d'une telle réalisation sur l'ANR ou sur l'EPRA Earning de Covivio Hotels, en fonction des flux financiers concernés.

Certains risques non financièrement quantifiables sont estimés en fonction de leurs conséquences potentielles sur la continuité de l'activité et/ou sur l'image de Covivio Hotels, conséquences qui pourraient entraver la capacité de Covivio Hotels à mettre en œuvre sa stratégie et à nouer des relations d'affaires avec ses parties prenantes (acquéreurs, vendeurs, clients, locataires, fournisseurs...).

Une fois quantifié, l'impact brut est corrigé du niveau de maîtrise des risques et des dispositifs de couvertures assurantielles.

En résulte une cotation de l'impact net sur une échelle de 1 à 4 (du plus faible au plus élevé).

2.1.1.1.2 Probabilité et niveau de maîtrise

La probabilité de survenance du risque fait l'objet d'une cotation de 1 à 4 qui tient également compte du dispositif de maîtrise mis en place par Covivio Hotels tenant essentiellement en l'efficacité de ses procédures et plus généralement de son dispositif de contrôle interne.

2.1.1.1.3 Qualification globale du risque

Le risque est qualifié en tenant compte de l'effet combiné de l'impact net et de la probabilité nette :

- risque faible : < 1,5
- risque modéré : entre 1,6 et 2,5
- risque élevé : entre 2,6 et 3,5
- risque très élevé : > 3,6

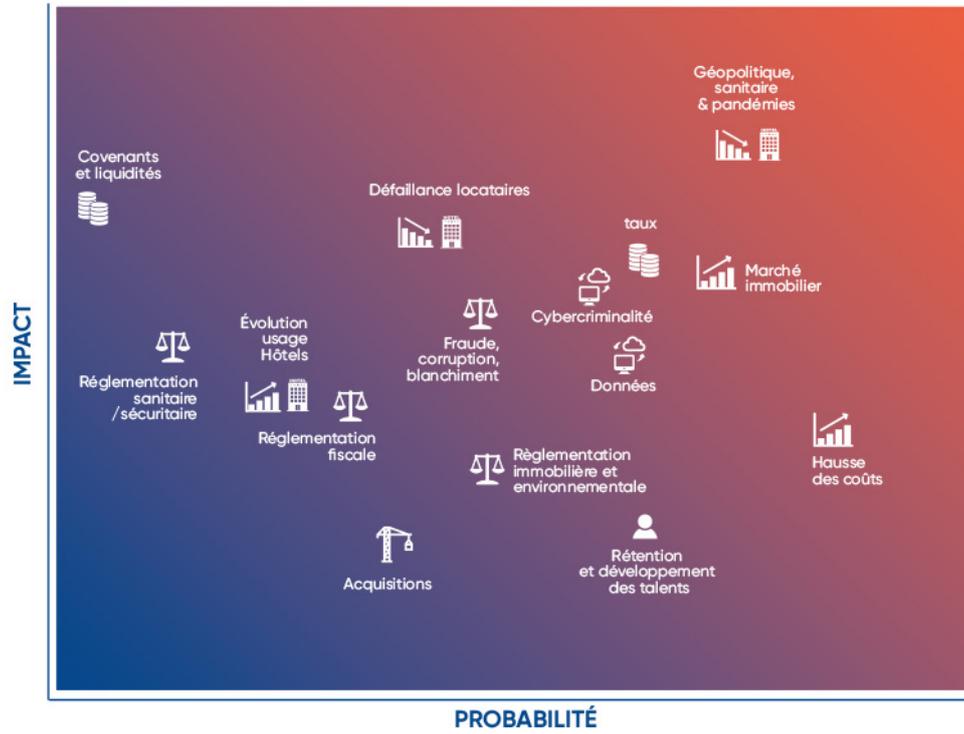
2.1.1.2 Synthèse des principaux risques

Les principaux risques sont identifiés dans le tableau ci-après. Ils sont regroupés en six catégories :

- I. Risques liés à l'environnement dans lequel opère Covivio Hotels
- II. Risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité des données et à la cybercriminalité
- III. Risques liés au cadre légal et réglementaire dans lequel opère Covivio Hotels
- IV. Risques liés aux acquisitions
- V. Risques financiers
- VI. Risques RH

(1) ESMA31-62-1293 FR « Orientations sur les facteurs de risque dans le cadre du règlement Prospectus ».

Catégorie de Risques	Risques	Appellation du risque (cf. graphique)	Cotation du risque			Tendance vs. N-1
			Qualification impact	Qualification probabilité	Qualification globale du risque (impact et probabilité)	
I. Risques liés à l'environnement dans lequel opère Covivio Hotels	Baisse / arrêt de l'activité résultant d'un environnement géopolitique défavorable, du terrorisme, de mouvements sociaux ou de pandémies...	Géopolitique, sanitaire & pandémies	■■■■■	■■■	Très élevé	↘
	Évolution défavorable du marché immobilier : baisse ou stagnation des valeurs et des loyers	Marché immobilier	■■■	■■■	Élevé	→
	Hausse des coûts : énergie et salaires essentiellement	Hausse des coûts	■■	■■■■■	Élevé	Nouveau risque
	Défaillance ou insolvabilité des locataires résultant d'un contexte économique global dégradé (impayés essentiellement)	Défaillance locataires	■■■	■■	Élevé	↘
	Diminution de la demande et risques de vacance résultant des nouveaux usages (ralentissement des voyages d'affaires, salons, séminaires)	Évolution usages Hôtels	■■	■	Modéré	↓
II. Risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité des données et à la cybercriminalité	Défaillance des systèmes d'information, conséquences d'attaques "cyber"	Cybercriminalité	■■■	■■■	Élevé	↑
	Vol et/ou altération des données, notamment des données à caractère personnel	Données	■■	■■■	Modéré	↑
III. Risques liés au cadre légal et réglementaire dans lequel opère Covivio Hotels	Risque de fraude, de corruption (et infractions associées), de blanchiment d'argent & risques juridiques et d'image liés	Fraude, corruption, blanchiment	■■	■■	Modéré	↑
	Evolution de la réglementation immobilière et environnementale	Réglementation immobilière et environnementale	■■	■■	Modéré	→
	Conformité à la réglementation sanitaire et sécuritaire	Réglementation sanitaire / sécuritaire	■■	■	Modéré	→
	Evolution défavorable de la réglementation fiscale	Réglementation fiscale	■■	■■	Modéré	→
IV. Risques liés aux acquisitions	Risques liés aux opérations d'acquisitions d'actifs immobiliers ou de titres de sociétés : surestimation des valeurs, mauvaise estimation des passifs	Acquisitions	■	■■	Faible	→
V. Risques financiers	Evolution défavorable des taux (emprunt et change)	Taux	■■■	■■■	Élevé	↑
	Risque de liquidité et risque de non-respect des covenants bancaires (LTV, ICR) lié aux baisses de valeurs et/ou baisse des revenus	Covenants et liquidité	■■■	■	Modéré	↘
VI Risques RH	Risques organisationnels liés à la non-rétention des collaborateurs les plus recherchés sur le marché du travail	Rétention et développement des talents	■	■■■■■	Modéré	Nouveau risque

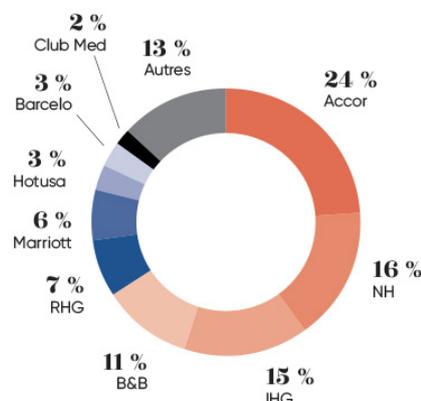


2.1.2 Description des principaux risques, impacts et maîtrise

I. Risques liés à l'environnement dans lequel opère Covivio

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Baisse / arrêt de l'activité résultant d'un environnement géopolitique défavorable, du terrorisme, de mouvements sociaux ou de pandémies...	Géopolitique, sanitaire & pandémies	Très élevé	↘
Description	Dispositif de maîtrise		

- L'activité de Covivio Hotels a été particulièrement affectée par la pandémie de Covid-19 et d'autres pandémies dans le futur pourraient avoir des effets similaires, en ce sens qu'elles contraindraient les déplacements internationaux, pourraient impliquer la mise en place de dispositifs sanitaires contraignants ou la fermeture d'établissements.
- Covivio Hotels pourrait ainsi être de nouveau confrontée à :
 - une dégradation de la solidité financière de ses locataires et un risque d'impayés en découlant sur son patrimoine loué en « loyers fixes »
 - une baisse des revenus locatifs variables
 - des pertes d'exploitation sur le patrimoine détenu en « murs & fonds ».
- Ainsi, au plus lourd de la crise, seuls 22% (en nombre de chambres) du parc hôtelier étaient ouverts.
- En 2019, avant la crise sanitaire, les revenus variables de Covivio Hotels constituaient 60% des revenus totaux de la société passant de 168 M€ en 2019, à 24 M€ en 2020 pour s'établir à 60 M€ en 2021.
- De même, une instabilité ou dégradation de l'environnement économique en Europe et plus particulièrement dans les pays où Covivio Hotels est présente pourrait entraîner une réduction significative de ses revenus locatifs.
- Covivio Hotels a été confrontée à cette situation fin 2018 avec le mouvement des « Gilets jaunes » où les conditions sécuritaires ainsi que la conjoncture économique ont eu un impact défavorable sur la fréquentation des hôtels entraînant une baisse de - 0,5 point du taux d'occupation des hôtels, qui était jusqu'alors en croissance depuis le début de l'année de + 1,4 point ; ce phénomène ayant connu plus d'ampleur à Paris avec une baisse du taux d'occupation de - 3,6 points.
- Le risque d'attentats a également des conséquences directes sur la fréquentation des hôtels dans les grandes villes. Ainsi, lors des attentats de 2015, l'hôtel situé à l'aéroport de Bruxelles a vu sa fréquentation diminuer de 14,4 points.
- Le conflit russo-ukrainien est également susceptible d'avoir des incidences sur le tourisme international sans que Covivio Hotels ne puisse en mesurer les effets dans l'immédiat.
- Si en termes d'activité hôtelière le premier semestre de l'année est resté, dans la continuité de 2020, relativement morose, le second semestre a connu une reprise plus forte qu'anticipée. En Europe, le RevPAR est passé de -66% en juin par rapport à 2019 à -36% en décembre. Ces performances témoignent des bons fondamentaux de l'hôtellerie.
- Considérant ces éléments, le portefeuille de Covivio Hotels semble bien positionné pour bénéficier de la reprise à venir : les revenus variables, concentrés en France et Allemagne, ainsi que les revenus du portefeuille britannique, sont générés majoritairement par une clientèle domestique ou régionale qui voyage individuellement pour le loisir.
- Bien que non maîtrisables, les éventuels risques pandémiques à venir et leurs conséquences pourraient être mieux contenus du fait de l'expérience acquise ces deux dernières années notamment grâce à une plus grande agilité des opérateurs hôteliers dans le déploiement de mesures sanitaires adaptées.
- Plus généralement, concernant les autres risques géopolitiques, les mesures de maîtrise mises en place par la société consistent essentiellement en :
 - la qualité de ses partenariats et locataires
 - la diversité de ses segments, de ses localisations et le déploiement de concepts hôteliers innovants
 - le maintien d'une durée résiduelle des baux hôtels élevée (13,3 années fermes à fin 2021).
- Covivio Hotels a également fait le choix de nouer des partenariats avec des grands groupes hôteliers (AccorInvest, NH Hotels, IHG, B&B, Radisson, Barcelo, Hotusa, Motel One, ...) bénéficiant d'une assise financière solide leur permettant de faire face à court / moyen terme à une baisse significative de leur chiffre d'affaires.
- Parallèlement Covivio Hotels s'emploie à diversifier sa base locative ; depuis 4 ans, la société a en effet élargi le nombre de ses partenaires avec IHG, Meininger ou encore Motel One.



Synthèse des potentiels impact

- Baisse des revenus variables : loyers variables et revenus d'exploitation hôteliers.
- Fragilité financière des locataires pouvant aller jusqu'à la faillite et risques d'impayés et de vacance associés.

Risque	Cf. graphique	Qualification du risque	Tendance par rapport à N-1
Évolution défavorable du marché immobilier : baisse ou stagnation des valeurs et des loyers	Marché immobilier	Élevé	→
Description		Dispositif de maîtrise	
<ul style="list-style-type: none"> Le total des actifs de Covivio Hotels à fin 2021 (6,5 Md€ en part du groupe) est essentiellement constitué de la valeur d'expertise des immeubles qui s'élève à 5,9 Md€ (soit plus de 91%). Ainsi, toute évolution de valeur des immeubles a un impact direct sur le total du bilan. La valeur du patrimoine de Covivio Hotels dépend de l'évolution des marchés immobiliers dans lesquels la société opère. Tant les niveaux de loyers que les prix de marché (et par conséquent les taux de capitalisation utilisés à titre de comparables par les experts) peuvent être soumis à des fluctuations liées à l'environnement économique et financier. Covivio Hotels comptabilise en effet ses immeubles de placement à leur juste valeur conformément à l'option offerte par la norme IAS 40. En 2021, la valeur du patrimoine hôtels en part du groupe a évolué à périmètre constant de - 0,3% contre - 6,9% en 2020. La sensibilité de la valorisation des actifs au 31/12/2021 aux taux de rendement (correspondant au Loyer/Valeur d'expertise des actifs hors droits) est présentée au paragraphe 4.2.5.1.3 du présent Document. Ainsi, une diminution des valeurs d'expertise est susceptible d'affecter la valeur de l'Actif Net réévalué de Covivio Hotels et, éventuellement, la valorisation de son cours de Bourse. Par ailleurs, Covivio Hotels pourrait ne pas toujours être en mesure de mettre en œuvre sa stratégie en matière de locations, de cessions, et d'investissements à des conditions de marché favorables, en raison des fluctuations des marchés immobiliers. 		<ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels s'attache à maintenir une base locative solide, avec de grands comptes et des baux longs (durée ferme résiduelle de 13,3 ans à fin 2021). La diversification géographique des actifs et activités de la société contribue également à la réduction de l'impact du risque (cf. paragraphe 1.3.1 du présent Document). Le professionnalisme des équipes et les partenariats long-termes noués avec ses locataires permettent à Covivio Hotels d'être un acteur incontournable et reconnu sur les marchés où elle opère. Covivio Hotels s'appuie également sur la Direction de l'Innovation et la Direction de la Transformation du Groupe Covivio afin d'anticiper et d'intégrer les thématiques telles que le développement de services et concept innovants ou la digitalisation des services, au cœur de sa stratégie et de s'assurer un positionnement concurrentiel avantageux. Le dispositif de maîtrise de ce risque est également décrit dans les développements dédiés au risque « Défaillance ou insolvabilité des locataires résultant d'un contexte économique global dégradé ». 	
Synthèse des potentiels impacts			
<ul style="list-style-type: none"> Baisse de la valeur du bilan, de l'ANR et le cas échéant du cours de Bourse. Frein à la mise en œuvre de la stratégie de Covivio Hotels : acquisitions, cessions, locations. 			
Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Hausse des coûts : énergie et salaires essentiellement	Hausse des coûts	Élevé	Nouveau risque
Description		Dispositif de maîtrise	
Salaires			
<ul style="list-style-type: none"> Alors que le secteur de l'hôtellerie était en proie à une pénurie de main d'œuvre, les organisations patronales et syndicales du secteur en France ont trouvé un accord début 2022 visant à acter une hausse des salaires. Sans nécessairement faire l'objet d'accords syndicaux comme c'est le cas en France, une tension à la hausse similaire sur les salaires résultant d'une pénurie structurelle de main d'œuvre dans les autres pays d'Europe pourrait avoir des impacts significatifs sur l'EBITDA de la société. De manière générale, la masse salariale d'un hôtel représente entre 25% et 35% du chiffre d'affaires d'un hôtel. À chiffre d'affaires constant, sur la base de nos indicateurs 2019 sur notre portefeuille, une augmentation de 5% de la masse salariale a un impact de -4,5 % sur l'EBITDA. 		<ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels bénéficie d'une équipe de Contrôle de gestion intégrée suivant au plus près l'évolution des charges de l'entreprise. Dans une optique de maîtrise de ses frais de fonctionnement, la société entend développer la digitalisation de ses services en s'appuyant notamment sur la Direction de la Transformation du Groupe Covivio. La réalisation d'économies d'énergie, passant notamment par une amélioration de la qualité immobilière de son patrimoine (rotation d'actifs, politique de travaux ciblée) est également une priorité pour la société qui s'inscrit pleinement dans la stratégie RSE du Groupe Covivio plus amplement détaillée au paragraphe 3.3 de l'URD de Covivio. 	
Énergie			
<ul style="list-style-type: none"> L'Union européenne, comme de nombreuses autres régions du monde, est actuellement confrontée à une flambée des prix de l'énergie principalement due à la hausse de la demande mondiale elle-même liée à la reprise. Ainsi, selon la Commission Européenne, après une demande atone en 2019, suivie d'une baisse des prix de l'énergie en 2020, l'année 2021 a connu un renversement de tendance avec des prix de gros de l'électricité en augmentation de +200 % sur une base annuelle et une augmentation des prix détail de +9 % en moyenne dans l'Union Européenne. Cette tension sur les prix de l'énergie devrait être également aggravée par le conflit russo-ukrainien. De manière générale, le coût de l'énergie d'un hôtel représente entre 3% et 5% du chiffre d'affaires d'un hôtel. À chiffre d'affaires constant, sur la base de nos indicateurs 2019 sur notre portefeuille, une augmentation de 5% du coût de l'énergie a un impact de -0,7 % sur l'EBITDA. 			
Synthèse des potentiels impacts			
<ul style="list-style-type: none"> Baisse des revenus liée à une augmentation des charges. 			

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Défaillance ou insolvabilité des locataires résultant d'un contexte économique global dégradé (impayés essentiellement)	Défaillance locataires	Élevé	↓

Description	Dispositif de maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels est soumise au risque de dégradation de la solidité financière de ses locataires pouvant aller jusqu'à leur insolvabilité, ce qui affecterait significativement les résultats de la société. Ce risque d'insolvabilité des locataires de Covivio Hotels est majoritairement lié au contexte Géopolitique, sanitaire & pandémies (cf. supra). Au 31 décembre 2021, le taux de collecte des loyers (hors franchises et différés) s'établit à 96% contre 92% à fin 2020. Le montant des impayés de loyers de 6 M€ concerne le preneur d'un hôtel à Barcelone. 	<ul style="list-style-type: none"> Les mesures de réduction des risques d'impayés sont détaillées dans les développements ci-dessus relatifs au risque " Baisse / arrêt de l'activité résultant d'un environnement politique et géopolitique défavorable, du terrorisme, de mouvements sociaux ou de pandémies..." L'utilisation d'outils de place permet également à Covivio Hotels d'assurer le suivi de la performance financière de ses locataires, limitant ainsi les risques liés à leur insolvabilité. Un reporting mensuel des impayés est également mis en œuvre mensuellement et présenté à la Direction Générale. La tenue de Comités de partenariats organisés avec chaque grand locataire permet à Covivio Hotels de suivre au plus près les évolutions de leurs activités. Des garanties locatives et des dépôts de garantie permettent plus généralement de réduire le risque d'impayés de Covivio Hotels.

Synthèse des potentiels impacts

- Augmentation des impayés.
- Augmentation de la vacance.

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Diminution de la demande et risques de vacance résultant des nouveaux usages (ralentissement des voyages d'affaires, salons, séminaires)	Évolution usages Hôtels	Modéré	↓

Description	Dispositif de maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> Majoritairement impulsés par le contexte pandémique, de nouveaux usages conjoncturels et structurels commencent à toucher le secteur hôtelier. Tant le développement du télétravail (et le déploiement de modes de communication à distance performants) que les préoccupations environnementales grandissantes des entreprises, pourraient impliquer à plus ou moins long terme un ralentissement des voyages d'affaires, principalement sur la clientèle internationale. De ce fait les taux d'occupation des hôtels positionnés sur ce segment pourraient diminuer dans les années à venir ce qui pourrait avoir pour conséquences : <ul style="list-style-type: none"> une dégradation de la solidité financière des locataires de Covivio Hotels et un risque d'impayés en découlant, voire un risque de vacance en cas de faillite de l'opérateur sur son patrimoine loué en "loyers fixes" une baisse des revenus locatifs variables des pertes d'exploitation sur le patrimoine détenu en "murs & fonds". 	<ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels a fait le choix d'une stratégie d'allocation d'actifs exigeante notamment en termes de qualité immobilière, de partenariats locatifs long-terme et de répartition géographique. À fin 2021, 88% du patrimoine de Covivio Hotels est situé dans de grandes métropoles européennes bénéficiant d'une grande attractivité touristique telles Paris, Berlin, Londres, Rome, Madrid ou Barcelone ..., le segment "voyage d'affaires" représente 46% des actifs du patrimoine de Covivio Hotels. Sur le segment touristique, la société anticipe ainsi une reprise à venir de l'hôtellerie en Europe (cf. "Risques de pandémies"). Le maintien d'une durée résiduelle ferme élevée des baux de Covivio Hotels (13,3 ans à fin 2021) ainsi que l'étalement de la sortie de ses locataires, permettent à la société de sécuriser ses cash-flows à long-terme. Enfin, grâce au dialogue permanent avec ses partenaires, Covivio Hotels pourra impulser et accompagner le développement de concepts innovants permettant à son patrimoine de s'adapter aux nouveaux usages. Covivio Hotels reste peu exposé à la clientèle Business Internationale. Selon les études réalisées par STR, la baisse de la demande Business devrait être compensée à moyen terme par une hausse de la demande Loisirs".

Synthèse des potentiels impacts

- Diminution de la demande impliquant :
 - une compétition accrue entre bailleurs
 - une diminution des loyers de marché
 - des risques de baisse des revenus locatifs.

II. Risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité des données et à la cybercriminalité



Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Défaillance des systèmes d'information, conséquences d'attaques "cyber"	Cybercriminalité	Élevé	↑
Description		Dispositif de maîtrise	

- Le montant des flux que Covivio Hotels peut être amenée à décaisser l'exposent aux risques de cyberattaques et de tentatives de fraude par ingénierie astucieuse pouvant entraîner des extorsions de fonds, des vols, altérations ou suppressions de données pouvant entraîner une interruption d'activité.
- Au cours des trois dernières années le Groupe Covivio, gestionnaire des infrastructures informatiques de Covivio Hotels, a ainsi enregistré une augmentation des tentatives de fraudes de type hameçonnage ou « phishing ». En fonction de leur étendue, les interruptions, violations ou défaillances des systèmes d'information sont susceptibles d'entraîner, outre des dommages matériels informatiques importants, un risque d'image et des conséquences financières élevées : dépenses engagées pour rétablir les systèmes et reconstituer les données, frais d'expertise et d'avocats, amendes liées au non-respect de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel le cas échéant...
- Début 2022, Covivio a ainsi fait l'objet d'une attaque informatique de type ransomware via l'encryption des données localisées sur certains de ses serveurs. Ces derniers, qui n'hébergeaient qu'une partie limitée des données et applications de Covivio ont pu être redémarrés sans dommages significatifs. Aucune donnée ni application liée à Covivio Hotels n'a été affectée.
- Les mesures mises en place afin de réduire ce risque sont plus amplement décrites dans le paragraphe 2.2.2.12 du présent document :
 - existence d'un plan de secours
 - mise en place d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA)
 - réalisation de tests d'intrusion
 - formations et sensibilisations aux risques cyber
 - réalisation d'une cartographie des risques cyber
 - souscription d'une assurance cyber
 - mise en place d'une PSSI (Politique de Sécurité des Systèmes d'Information et d'un RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information))
- Plus généralement, le groupe Covivio a initié un projet de sécurisation de ses données et systèmes via l'hébergement de ses applications stratégiques dans un réseau de serveurs Cloud en faisant appel à un fournisseur de renom bénéficiant des meilleurs standards de sécurité. Ce projet devrait être finalisé en 2022.

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Vol et/ou altération des données, notamment des données à caractère personnel	Données	Modéré	↑
Description		Dispositif de maîtrise	

- Compte tenu de son activité d'exploitant hôtelier en Europe à travers son patrimoine détenu en « murs & fonds » Covivio Hotels est particulièrement concernée en matière de gestion de données à caractère personnel.
- Par ailleurs la digitalisation croissante de ses activités implique pour Covivio Hotels un recours à de multiples sous-traitants de données.
- Ainsi, outre les dommages financiers, opérationnels ou d'image qui pourraient résulter d'un vol ou d'une altération de ses données (traitées dans ses propres systèmes ou dans ceux de ses sous-traitants), Covivio Hotels pourrait être passible d'amendes émanant des autorités de contrôle compétentes en matière de protection des données, lesquelles, conformément au règlement européen n°2016/679, dit Règlement général sur la Protection des Données (RGPD), pourraient atteindre 4% de son chiffre d'affaires mondial.
- Plus généralement, Covivio Hotels pourrait être passible de sanctions pour non-respect des autres principes du règlement : finalité, proportionnalité et pertinence, durée de conservation limitée, sécurité et confidentialité, respect des droits des personnes, en ce compris l'information de celles-ci quant aux modalités de traitement de leurs données.
- Covivio Hotels, en s'appuyant sur la Direction de la Conformité du Groupe a déployé une organisation dédiée à la protection des données à caractère personnel à l'échelle européenne détaillée au paragraphe 3.6.3.2. de l'URD de Covivio. Celle-ci est animée par des Data Protection Officers pays et un Data Protection Officer groupe, garants de la conformité des traitements de données à la réglementation.
- La maîtrise de ce risque passe également par la sécurisation des systèmes d'information et la lutte contre les actes de malveillance de type "cyber" (cf. risque "Cybercriminalité").
- Plus généralement, les mesures dédiées à la sécurité des systèmes d'information sont détaillées au paragraphe 2.2.2.12 du présent document.

Synthèse des potentiels impacts

- Sanctions financières liées à la non-conformité à la réglementation sur la protection des données à caractère personnel (sécurisation des données).
- Risque d'image : perte de confiance des clients.

III. Risques liés au cadre légal et réglementaire dans lequel opère Covivio Hotels

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Risque de fraude, de corruption (et infractions associées), de blanchiment d'argent & risques juridiques et d'image liés	Fraude, corruption, blanchiment	Modéré	↑
Description		Dispositif de maîtrise	
<ul style="list-style-type: none"> Les activités de Covivio Hotels et notamment les activités de vente, d'acquisition, de location et de développement impliquent des mouvements de capitaux importants ainsi que des contacts réguliers entre les collaborateurs de Covivio Hotels et des prestataires, intermédiaires ou des agents publics locaux. <p>Fraude</p> <ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels pourrait être victime d'une fraude interne ou externe : utilisation d'accès privilégiés, usurpation d'identité d'un collaborateur, d'un dirigeant, d'un prestataire afin d'obtenir la réalisation d'un virement vers un compte tiers en contrepartie d'une opération réelle ou fictive... <p>Corruption et trafic d'influence</p> <ul style="list-style-type: none"> Des collaborateurs de Covivio Hotels (salariés, mandataires sociaux), directement ou via des intermédiaires, pourraient commettre ces infractions dans leur propre intérêt, celui d'un tiers ou celui de Covivio Hotels. Par exemple, des collaborateurs pourraient accorder des dons, subventions, cadeaux, ou autres avantages divers (recrutement d'un proche...) en vue de l'obtention d'un marché, de tout autre décision favorable d'un agent public, d'un dirigeant d'entreprise ou de toute autre personne décisionnaire dans le cadre d'une vente, d'une acquisition ou d'une prise à bail. De même, des collaborateurs de Covivio Hotels pourraient se voir attribuer ces mêmes avantages afin de favoriser le recours à un prestataire. <p>Blanchiment d'argent</p> <ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels pourrait concourir ou réaliser des opérations impliquant une violation des lois et réglementations françaises ou européennes relatives au gel des avoirs ou aux mesures restrictives (embargos). De même, Covivio Hotels pourrait être sanctionnée du fait d'un manquement aux dispositions du Code monétaire et financier sur les obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, en ne réalisant pas, par exemple, les diligences appropriées au type d'opération concernée. Au-delà des sanctions (administratives, civiles, pénales...) et de leurs impacts financiers, Covivio Hotels pourrait, en cas de fraude, de corruption ou de blanchiment avérés, voir son image dégradée, ce qui aurait pour effet de limiter sa capacité à nouer des relations d'affaires et, par conséquent, à mettre en œuvre sa stratégie de cession d'acquisitions, de développement ou de location. 		<ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels dispose d'un dispositif de Contrôle Interne structuré dont le fonctionnement est décrit au paragraphe 2.6.4 du présent Document. Les mesures de préventions des risques spécifiques de fraude, de corruption et de blanchiment d'argent sont détaillées au paragraphe 3.6.2 de l'URD du groupe Covivio ainsi qu'au paragraphe 2.2.2.1.5 du présent Document. Ce dispositif est animé à l'échelle européenne par le Compliance Officer groupe qui couvre également les activités de Covivio Hotels. 	
Synthèse des potentiels impacts			
<ul style="list-style-type: none"> Pertes financières. Sanctions des autorités administratives ou judiciaires. Dégradation de l'image de Covivio et entrave à sa capacité à nouer des relations d'affaires. 			

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Évolution de la réglementation immobilière et environnementale	Réglementation immobilière et environnementale	Modéré	→
Description		Dispositif de maîtrise	

- L'évolution légale et réglementaire en matière de baux commerciaux, (durée, indexation, charges récupérables) est susceptible d'avoir des conséquences financières négatives pour Covivio Hotels.
- De même, compte tenu des enjeux climatiques, la réglementation environnementale est très vraisemblablement amenée à se durcir à plus ou moins long terme.
- Si ces évolutions n'étaient pas suffisamment anticipées, Covivio s'exposerait au risque d'obsolescence de son patrimoine qui se traduirait tant par une baisse des valorisations que par un manque de compétitivité sur les marchés de la vente et de la location.
- Les nouvelles contraintes liées au bâti sont également susceptibles d'entraîner une augmentation significative des coûts de construction et de rénovation des immeubles qui affecterait la rentabilité du patrimoine de Covivio Hotels dans les zones les moins tendues. Si ces évolutions n'étaient pas suffisamment anticipées, Covivio Hotels s'exposerait au risque d'obsolescence de son patrimoine qui se traduirait tant par une baisse de ses valorisations que par un manque de compétitivité sur les marchés de la vente et de la location.
- Les autres risques spécifiques liés aux enjeux environnementaux sont détaillés aux paragraphes 3.2.4 de l'URD de Covivio. Les risques financiers liés aux effets du changement climatique sont présentés au paragraphe 2.1.3 du présent Document.

- Covivio Hotels s'appuie sur les équipes juridiques de Covivio qui suivent de près l'évolution des réglementations immobilières.
- La Direction du Développement Durable de Covivio est en charge du suivi de l'évolution des réglementations environnementales. Elle pilote et relaie l'information permettant la mise en œuvre par les équipes immobilières de Covivio Hotels d'objectifs et de plans d'actions associés pour anticiper les réglementations à venir.
- Une cartographie spécifiquement dédiée aux risques RSE est régulièrement mise à jour. Celle-ci est détaillée au paragraphe 3.3. de l'URD de Covivio.

Synthèse des potentiels impacts

- Évolution défavorable des loyers, des charges et des coûts de travaux.
- Obsolescence du patrimoine : baisse des valeurs et des loyers.

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Conformité à la réglementation sanitaire et sécuritaire	Réglementation sanitaire / sécuritaire	Modéré	→
Description		Dispositif de maîtrise	

- Les activités de Covivio Hotels sont soumises à des lois et réglementations relatives à l'environnement et à la santé publique. Ces lois et règlements concernent notamment la détention ou l'utilisation d'installations présentant des risques particuliers, l'utilisation de substances ou matériaux toxiques dans les constructions, leur stockage et leur manipulation. Si ces lois et réglementations applicables devenaient plus strictes, Covivio Hotels pourrait supporter des dépenses supplémentaires.
- Par ailleurs, en sa qualité de propriétaire de ses constructions, installations ou terrains, Covivio Hotels pourrait voir sa responsabilité civile et le cas échéant pénale engagée en cas de manquement à ses obligations.
- De même, la qualité d'exploitant hôtelier de Covivio Hotels (patrimoine en murs & fonds) fait peser sur la société différentes obligations et responsabilités liées à l'hygiène, à la santé et à la sécurité de ses clients.

- Covivio Hotels s'appuie sur les Directions supports de Covivio afin d'anticiper les évolutions légales et réglementaires en matière d'environnement et de santé publique (cf. risque "Réglementation immobilière et environnementale").
- Chaque acquisition réalisée par Covivio Hotels fait l'objet d'analyses spécifiques, en particulier sur les sujets de pollution des sols et amiante.
- Concernant la responsabilité des risques environnementaux et sanitaires, les baux signés par Covivio Hotels prévoient un transfert de responsabilité aux exploitants. En parallèle, la Direction de l'Ingénierie Immobilière suit ces risques de façon rigoureuse tout au long de la détention des immeubles et confie à son partenaire-expert Provexi le pilotage du risque amiante et pollution des sols pour ses actifs.
- Pour les actifs situés à l'étranger, ces sujets sont spécifiquement suivis par les Property Managers locaux.
- Covivio Hotels exploite ses hôtels en conformité avec les autorisations préfectorales et commissions de sécurité.

Synthèse des potentiels impacts

- Surcoûts de mise en conformité.
- Sanctions des autorités compétentes.
- Dégradation de l'image de Covivio Hotels.

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Évolution défavorable de la réglementation fiscale	Réglementation fiscale	Modéré	→
Description	Dispositif de maîtrise		
<ul style="list-style-type: none"> Covivio Hotels bénéficie, pour certaines de ses activités, du régime de société Immobilière, SIIC. En contrepartie de son régime d'allègement de la charge fiscale, la société s'engage à distribuer la majeure partie de ses bénéfices, ses actionnaires étant par la suite imposés. Une SIIC doit être cotées et ne pas être détenue à 60% ou plus par un actionnaire majoritaire, seul ou agissant de concert. Les activités de foncière (activités SIIC) doivent représenter plus de 80% de son activité. En Espagne, les investissements de Covivio Hotels bénéficient également d'un régime spécial pour les activités immobilières appelées SOCIMI. Ainsi, en cas de remise en cause du Régime SIIC, Covivio Hotels serait sujette à l'impôt sur les sociétés sur la partie de ses revenus jusqu'alors exemptés. Plus généralement, toute modification des règles fiscales ou tout non-respect des obligations en découlant pourraient avoir un impact défavorable sur les résultats de la société. 	<ul style="list-style-type: none"> La maîtrise des risques fiscaux est assurée par la Direction Fiscale groupe, composée de professionnels dédiés. Ils opèrent un suivi constant des réglementations et jurisprudences tant locales qu'euro-péennes en s'entourant de Conseils externes spécialisés, 		
Synthèse des potentiels impacts			
<ul style="list-style-type: none"> Sanctions fiscales. Augmentation de l'impôt. 			

IV. Risques liés aux acquisitions



Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Risques liés aux opérations d'acquisitions d'actifs immobiliers ou de titres de sociétés : surestimation des valeurs, mauvaise estimation des passifs.	Acquisitions	Faible	→
Description	Dispositif de maîtrise		
<ul style="list-style-type: none"> La stratégie de développement de Covivio Hotels repose sur l'acquisition d'immeubles ou de portefeuilles d'immeubles et l'expose dans ce cadre à un certain nombre de risques. Lors des acquisitions, Covivio Hotels pourrait surestimer le rendement de celles-ci, Covivio Hotels pourrait également acquérir des actifs - ou de titres de sociétés détenant des actifs- comportant des défauts cachés (notamment en matière environnementale), des non-conformités qui ne seraient pas couvertes par des garanties-vendeur ou un passif corruptif qui pourrait entraîner des sanctions au titre de la Loi Sapin 2. 	<ul style="list-style-type: none"> Des due diligences sont réalisées avant chaque acquisition, avec l'aide de conseils externes spécialisés. Ces analyses ont notamment pour objectif d'appréhender les risques éventuels et de mettre en place, pour le compte de Covivio Hotels, des garanties et autres mesures d'accompagnement. Les acquisitions font l'objet, en fonction des seuils définis par la gouvernance, d'une validation par la Direction Générale et par le Conseil de Surveillance. Les risques, enjeux et opportunités y sont alors analysés en détail. En 2020, Covivio a procédé à la nomination d'une Risk Manager Groupe dont la mission est d'apporter, outre une analyse des risques détaillée, un éclairage indépendant à la Direction Générale sur les risques inhérents aux opérations d'investissement, préalablement à leur présentation aux instances de Gouvernance. Le Compliance Officer Groupe est également impliqué dans les opérations d'investissement en réalisant, au préalable, des analyses de probité des contreparties et des sociétés cibles. 		
Synthèse des potentiels impacts			
<ul style="list-style-type: none"> Non-respect des prévisions budgétaires : valeurs et résultats. Risques financiers et juridiques liés à la reprise de passifs. 			

V. Risques financiers



Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Évolution défavorable des taux (emprunt et change)	Taux	Élevé	↑
Description	Dispositif de maîtrise		

- Avec un taux d'inflation annuel de la zone euro de 5,0% en décembre 2021, les économistes anticipent une augmentation des taux directeurs courant 2022 par la BCE à l'instar de la Fed aux États-Unis qui a annoncé trois hausses successives de ses taux directeurs.
- Le montant des emprunts long terme et court terme de Covivio Hotels s'établit à 2,9 Md€ en PdG à fin 2021 (2,4 Md€ en "dette nette") l'expose au risque de variation à la hausse des taux d'intérêt pouvant entraîner une augmentation significative des frais financiers.
- De même, un coût de financement plus élevé réduirait les capacités de Covivio Hotels à financer son développement.
- Les sensibilités à une hausse de taux d'intérêt sont décrites au paragraphe 4.2.2.3 du présent Document.
- Une variation du taux de change entre la livre sterling et l'euro pourrait avoir des conséquences négatives sur le résultat de Covivio Hotels et plus spécifiquement sur le montant des loyers perçus dans la mesure où 13% de son patrimoine est situé au Royaume-Uni
- Le taux moyen de la dette de Covivio reste bas à 1,94% à fin 2021 (contre 1,99% à fin 2020).
- Covivio Hotels utilise des instruments dérivés pour couvrir le risque de taux d'intérêt auquel elle est exposée, principalement des *caps*, des *swaps* et des *floors*. Elle ne réalise pas d'opération de marché dans un autre but que celui de la couverture de son risque de taux.
- Covivio Hotels se fixe pour objectif de maintenir une LTV basse. Au 31 décembre 2021, elle s'élève à 37,1% (en part du groupe et retraitée des actifs sous promesse) contre 41,9% au 31 décembre 2020
- Sur son patrimoine situé au Royaume-Uni (13%), Covivio Hotels a mis en place une dette en Livre Sterling et une couverture. A fin 2021, Covivio Hotels est ainsi couvert à 98% contre le risque de change.

Synthèse des potentiels impacts

- Augmentation des frais financiers sur la quote-part de dette non couverte.
- Frein aux capacités de développement.

Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Risque de liquidité et risque de non-respect des covenants bancaires (LTV, ICR) lié aux baisses de valeurs et/ ou baisse des revenus	Covenants et liquidité	Modéré	↓
Description	Dispositif de maîtrise		

Liquidité

- Le montant des emprunts long terme et court terme de Covivio Hotels à fin 2021 s'élève à 2,9 Md€ dont 43 M€ exigibles en 2022 et 1,8 Md€ à horizon fin 2026.
- Les liquidités et lignes de crédit disponibles au 31 décembre 2021 s'élèvent à 483 M€.
- Covivio Hotels est donc exposée au risque d'insuffisance de liquidité pour assurer le service de la dette ou pour refinancer des dettes arrivées à échéance.
- Une telle insuffisance pourrait entraîner un remboursement anticipé et, si la dette faisait l'objet d'une sûreté, la réalisation de la sûreté via la prise de possession par l'établissement prêteur des actifs concernés.
- L'échéancier des dettes de Covivio Hotels est présenté au paragraphe 4.2.2.2 du présent Document.
- La politique de désendettement menée par Covivio Hotels depuis plusieurs années lui permet de mieux maîtriser ce risque. Ainsi, le ratio de dette nette sur valeur des actifs reste bien maîtrisé à 37,1% à fin 2021 (contre 40,9% à fin 2020)
- Le suivi de plans pluriannuels de gestion de trésorerie, et à court terme, le recours à des lignes de crédit confirmées et non tirées permettent également de limiter ce risque.
- Des prévisions de liquidité à dix-huit mois sont analysées mensuellement par la Direction Financière et présentées à la Direction Générale.

Covenants

- Les risques liés aux évolutions de valeurs et de loyers sont détaillés dans les développements dédiés au risque « Évolution défavorable du marché immobilier : baisse ou stagnation des valeurs et des loyers » (cf. supra).
- En cas de non-respect d'un covenant, Covivio Hotels devrait théoriquement rembourser l'intégralité de sa dette tirée. En pratique ce risque apparaît néanmoins peu probable, les banques préférant généralement renégocier les conditions financières existantes des emprunteurs concernés comme on a pu le constater lors de la crise financière de 2008.
- Les dispositifs de maîtrise du risque de non-respect des covenants bancaires (LTV, ICR) sont essentiellement liés à la maîtrise des autres risques suivants :
 - « Évolution défavorable du marché immobilier : baisse ou stagnation des valeurs et des loyers »
 - « Défaillance ou insolvabilité des locataires »
 - « Évolution défavorable des taux »
- À fin 2021, le covenant de LTV (*Loan to Value*) le plus restrictif de Covivio Hotels s'élève à 60% pour un ratio effectif à fin 2021 de 39,7% (LTV bancaire). Ainsi la société pourrait subir une baisse de valeur de ses actifs de -34% avant d'atteindre son covenant de LTV.
- À fin 2021, l'ICR de Covivio Hotels (*Interest Coverage Ratio*) s'élève à x 3,08 contre x 2,20 à fin 2020 pour un covenant de x 2,0. En 2020, Covivio Hotels avait obtenu de manière préventive et par sécurité de la part de ses créanciers, la suspension du covenant d'ICR consolidé (x 2,0) pour l'année 2020 ainsi que pour le premier semestre 2021.

Synthèse des potentiels impacts

- Incapacité à assurer le service de la dette : exigibilité immédiate, saisie des actifs.
- Exigibilité immédiate de la dette.
- Augmentation des frais financiers.

VI Risques RH



Risque	Cf. graphique	Niveau	Tendance par rapport à N-1
Risques organisationnels liés à la non-rétention des collaborateurs les plus recherchés sur le marché du travail	Rétention et développement des talents	Modéré	Nouveau risque
Description	Dispositif de maîtrise		
<ul style="list-style-type: none"> ● Marquée par la crise sanitaire, l'année 2020 a été caractérisée par une mise à l'arrêt de l'activité ainsi que par un recul général des embauches à l'échelle européenne. Toutefois, le déploiement de puissants soutiens publics, en particulier les dispositifs de chômage partiel, a permis d'atténuer les effets de la crise sur le marché du travail. ● Ainsi, selon la Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques (DARES), avec la levée des contraintes sanitaires, le marché du travail semble retrouver sa situation d'avant crise dans la plupart des pays européens : les pénuries de main-d'œuvre déclarées par les entreprises dans les enquêtes de conjoncture augmentent nettement et le taux de chômage s'établit à 7,5 % en août 2021 dans la zone euro, soit son niveau de fin 2019. ● Traduisant ce phénomène, le taux de turnover des employés en CDI de l'UES Covivio (dont Covivio Hotels fait partie) s'établit à 8,8% en 2021, en augmentation par rapport aux deux années précédentes (7% en 2020 et 6,2% en 2019). ● Les activités déployées au sein de la société, tant dans les domaines opérationnels que dans les fonctions dites "supports" nécessitent un haut degré de qualification des collaborateurs et/ou concernent des secteurs d'activités particulièrement dynamiques. ● Sur le marché de l'emploi, Covivio Hotels se trouve donc en concurrence avec de nombreux autres opérateurs immobiliers hôteliers, mais aussi à connotation plus financière (asset management, fonds d'investissement...) ● Outre les difficultés organisationnelles temporaires susceptibles de découler d'un nombre de départs trop important (pertes de savoir-faire, réaffectation de la charge de travail et risques psycho-sociaux associés...), Covivio Hotels pourrait, si une telle tension devait se maintenir à plus long terme, se voir dans la difficulté de mettre en œuvre sa stratégie de façon optimale faute de personnel qualifié et /ou être confrontée à une augmentation significative de sa masse salariale. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Les enjeux touchant aux compétences ainsi qu'à l'attractivité de Covivio Hotels en tant qu'employeur ont été identifiés dans le cadre de la cartographie des risques RSE du groupe Covivio comme des sujets majeurs pour l'entreprise. ● Les mesures déployées par les Directions des Ressources Humaines du Groupe sont détaillées dans le paragraphe 3.5.1.4 de l'URD de Covivio. ● Celles-ci passent notamment par : <ul style="list-style-type: none"> ● un suivi régulier des indicateurs RH visant à analyser les tendances et anticiper les problématiques sociales (départs, absentéisme...) ● des dispositifs visant à favoriser le dialogue social, prévenir les risques psychosociaux, concilier vie personnelle et vie professionnelle (entretiens de suivi de la charge de travail, accords télétravail...) ● des plans de formation et de développement (coaching, mentoring, parrainage des nouveaux arrivants...) ● un système de rémunération basé sur la performance intégrant une politique d'attribution de parts variables. ● Des actions d'identification ("people reviews", plans de succession) et de fidélisation des collaborateurs clefs (intéressement long terme en actions Covivio) sont également mises en œuvre. ● le Groupe Covivio a également développé sa visibilité sur le marché de l'emploi en lançant dès septembre 2019 sa marque employeur. Les 27 ambassadeurs du Groupe en constituent la pierre angulaire : participation aux forums écoles, positionnement en tant que « coopteur » en proposant des profils à recruter, intervention sur les différents réseaux afin de promouvoir Covivio (LinkedIn, jobteaser, campagnes de publicité...) 		

Synthèse des potentiels impacts

- Risques organisationnels temporaires (perte de savoir-faire) et risques psychosociaux associés.
- Frein au déploiement de la stratégie de Covivio.
- Augmentation de la masse salariale.

2.1.3 Risques financiers liés aux effets du changement climatique

La politique RSE de Covivio Hotels est intégrée à la stratégie globale de développement durable du Groupe Covivio. Cette stratégie, et notamment ses enjeux les plus significatifs en lien avec le climat, sont retracés dans le chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel de Covivio.

Il constitue la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) de Covivio. Ce reporting présenté répond notamment aux obligations du décret du 9 août 2017 pris pour l'application de l'ordonnance du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières, ainsi qu'aux dispositions de l'article 173 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte et à son décret du 29 décembre 2015.

Il intègre également cette année les premières obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement Taxonomie (UE) 2020/852 et de

ses actes délégués concernant les deux premiers objectifs environnementaux du texte lié au changement climatique (adaptation et atténuation) et l'Article 8 précisant les modalités des indicateurs à publier dans ce cadre.

Ce reporting détaille les objectifs et actions qui placent la stratégie bas-carbone de Covivio en cohérence avec une trajectoire 1,5°C pour ses activités directes et « Well-below 2°C » pour la totalité de ses activités en Europe en ligne avec les principes de l'Accord de Paris de 2015 et le cadre de reporting climat impulsé par la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD).

Ces informations sont également contenues dans le Rapport annuel de performance durable de Covivio disponible sur le site Internet de Covivio (www.covivio.eu).

2.2 Politique de contrôle interne, de gestion des risques et conformité

2.2.1 Objectifs, périmètre et référentiel

2.2.1.1 Objectifs et limites

Pour faire face aux risques, dont ceux décrits dans le présent chapitre, Covivio Hotels s'appuie sur le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques mis en place par le groupe Covivio.

Il vise plus particulièrement à s'assurer que :

- les activités sont conformes aux lois, aux règlements, et aux procédures internes
- les actes de gestion correspondent aux orientations fixées par les organes sociaux
- les actifs, notamment les immeubles, disposent de protections adéquates
- les risques résultant des activités sont correctement évalués et suffisamment maîtrisés
- les processus internes, qui concourent à la constitution de l'information financière, sont fiables.

Ce dispositif, même s'il ne peut pas, par définition, donner l'assurance complète d'une couverture exhaustive de tous types de risques, fournit à la société un outil complet constituant une protection efficace contre les risques majeurs identifiés et leurs effets potentiels.

2.2.2 Composantes du dispositif

2.2.2.1 Une organisation structurée

Conformément aux recommandations de l'AMF, le dispositif de contrôle interne s'appuie, notamment, sur des objectifs connus, une répartition des responsabilités, et une gestion adéquate des ressources et des compétences.

2.2.2.1.1 Des délégations de pouvoirs et de responsabilités

Des délégations et subdélégations de pouvoirs sont en place. Elles permettent une meilleure organisation de l'entreprise ainsi qu'une plus grande adéquation entre les responsabilités confiées aux opérationnels et les responsabilités du dirigeant. Elles font l'objet de revues et d'audits réguliers.

2.2.2.1.2 Sécurisation des systèmes d'information

Les différents progiciels utilisés apportent aux équipes de Covivio Hotels les fonctionnalités adaptées à leurs activités.

La sécurité des transactions financières effectuées au moyen des systèmes d'informations est assurée par :

- la séparation de l'ordonnancement et du lancement des décaissements
- des plafonds de décaissements par personne et une double signature au-delà de ces plafonds.

Ces dispositions sont actualisées dans le cadre des évolutions d'organisation.

La sécurité du Système d'Informations et de son infrastructure est assurée par :

2.2.1.2 Périmètre sous revue

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques s'applique, sans exclusion de périmètre, à toutes les activités couvertes par Covivio Hotels et ses filiales.

2.2.1.3 Référentiel

Covivio Hotels s'appuie sur le « cadre de référence » préconisé par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce référentiel AMF s'inspire de celui du COSO (Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission). Il comprend un ensemble de moyens, de procédures et d'actions qui doivent permettre à la société de :

- contribuer à la maîtrise et l'efficacité des activités, et à l'utilisation efficiente des ressources
- prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité.

1. un plan de secours existant, permettant de remédier à tous types d'atteintes matérielles ou immatérielles des systèmes d'informations grâce, notamment, aux sauvegardes quotidiennes qui sont conservées hors des locaux d'exploitation des principaux serveurs
2. un plan de continuité d'activité, opérationnel depuis juin 2013. Ce plan a été élaboré conjointement par les équipes de la direction des Systèmes d'Informations et de la direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes de Covivio, avec l'appui du leader mondial des solutions de continuité d'activité. Le plan de continuité d'activité est décrit dans une procédure spécifique. Il couvre notamment le secours informatique, en cas d'incident IT entraînant un non-fonctionnement de l'informatique pour les collaborateurs. Des tests sont effectués annuellement avec le prestataire, pour s'assurer de l'efficacité du dispositif
3. des tests réguliers d'intrusion effectués par une société prestataire spécialisée, afin de s'assurer de la plus grande sécurité du système d'informations. L'ensemble des recommandations émises lors des tests fait l'objet d'un suivi régulier jusqu'à leur mise en œuvre
4. une cartographie des risques cyber, réalisée avec l'aide d'un prestataire spécialisé dans ce domaine. Celui-ci a souligné que de nombreux éléments de maîtrise étaient en place dans le Groupe et les recommandations sont prises en compte
5. des formations et sensibilisations aux risques cyber, réalisées auprès de l'ensemble des collaborateurs du Groupe, leur rappelant les bonnes pratiques et comportements à adopter

6. une Charte informatique, diffusée et annexée au Règlement Intérieur de l'UES Covivio dont fait partie Covivio Hotels :
 - la Charte est avant tout un code de bonne conduite, qui précise les principes de bon usage des ressources informatiques et numériques et rappelle les sanctions encourues par les éventuels contrevenants
 - elle définit le périmètre de responsabilité des utilisateurs et de l'entreprise, en accord avec la législation, afin de garantir un usage approprié des ressources informatiques de l'entreprise et des services Internet
 - elle participe à l'intégrité du système d'informations, à savoir la sécurité et la confidentialité des données, mais également la sécurité des équipements
7. la nomination d'un RSSI externe depuis 2018, chargé de s'assurer de la Sécurité des Systèmes d'Information
8. l'élaboration en 2019 d'une PSSI : politique de Sécurité du Système d'Information.

2.2.2.1.3 Des procédures actualisées, validées et diffusées

Les procédures sont rédigées par la direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes en étroite collaboration avec les opérationnels .

Les procédures décrivent les risques et les points de contrôle des processus sensibles et maîtrisables.

Les procédures sont présentées sous la forme de logigrammes qui mettent en avant :

- les risques identifiés et les moyens mis en œuvre pour les maîtriser
- les rôles et les responsabilités de chacun (traitement, contrôle, validation, information, archivage)
- les points de contrôles exercés.

Toute procédure (création, actualisation, abrogation) fait l'objet d'une présentation à un comité ad hoc composé de membres représentant les différents métiers du Groupe (opérationnels et supports) choisis en fonction de leur expertise et de leur connaissance du fonctionnement de l'entreprise. Les procédures sont ensuite validées en Comité de Direction.

Pour renforcer leur validité et leur pertinence, les procédures sont cosignées par la direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes, et par le membre du Comité de direction de rattachement de la procédure.

Les procédures validées sont mises à disposition des collaborateurs sur le site Intranet de la société.

2.2.2.1.4 Formation des collaborateurs

La direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes organise des sessions de formations dites « Les Matinales du process ». Elles s'adressent à l'ensemble des collaborateurs afin de les sensibiliser sur :

- les risques inhérents à leur activité
- les nouvelles réglementations applicables
- les procédures propres à chaque direction ou métier
- les éléments du dispositif de contrôle interne, dont les chartes internes (Charte Ethique notamment)

- le rôle du Déontologue.

En 2021, ces formations ont porté plus particulièrement sur la lutte contre la fraude, la cybercriminalité, la corruption et la protection des données personnelles.

Par ailleurs, lors de son parcours d'intégration, tout nouveau collaborateur du Groupe rencontre la direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes, qui lui présente le rôle de la direction et le sensibilise aux procédures de l'entreprise.

2.2.2.1.5 Un dispositif éthique et de conformité établi

Covivio Hotels a placé au rang de ses valeurs non seulement le respect de la réglementation et des procédures internes, mais aussi celui des règles de déontologie professionnelle et éthique dont le bon déploiement est notamment assuré par le Group Compliance Officer et le Déontologue de Covivio (couvrant également le périmètre d'activité de Covivio Hotels). La société s'appuie sur un dispositif complet rappelant les règles et comportements de bonne conduite qui s'imposent à l'entreprise, aux dirigeants, aux mandataires sociaux, à l'ensemble des collaborateurs et aux partenaires.

2.2.2.1.5.1 La Charte Éthique

La Charte définit les règles et principes éthiques que tout collaborateur se doit d'appliquer dans ses pratiques professionnelles et ses comportements vis-à-vis de l'ensemble de ses parties prenantes. Les principes fondamentaux énoncés par cette charte sont les suivants :

- le respect des lois et des règlements, notamment en matière de prévention des délits d'initiés, de lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption et les infractions assimilées
- le respect de l'environnement et des personnes : sécurité et santé au travail, prévention des actions discriminatoires, respect des tiers...
- la protection des actifs de la société (image, biens ressources) et la transparence de l'information délivrée
- la protection des données à caractère personnel.

Elle est publiée et relayée à tous les niveaux hiérarchiques en particulier auprès de chaque nouveau collaborateur lors de sa prise de fonction et de son parcours d'intégration.

La Charte fait l'objet d'adaptations régulières afin de tenir compte des changements dans l'organisation du groupe ainsi que des évolutions du cadre juridique dans lequel il évolue.

Elle a ainsi fait l'objet d'une révision en 2018, dans le cadre du déploiement du dispositif anticorruption issu de la loi n° 206-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Loi Sapin 2 ».

La Charte éthique a été validée par les instances représentatives du personnel. Juridiquement opposable aux collaborateurs, la Charte Éthique tient désormais lieu de Code de Conduite au sens de la Loi Sapin 2. Ainsi, le non-respect des règles qui y sont édictées, et notamment tout fait de corruption avérée, pourra, au-delà des sanctions légales, donner lieu à des sanctions strictes pouvant aller jusqu'à la rupture du contrat de travail ou du mandat du collaborateur en cause.

La charte rappelle notamment la tolérance zéro en matière de corruption et de trafic d'influence ainsi que la possibilité, pour toute partie prenante (interne ou externe), de signaler ce type d'agissements via le système d'alerte.



2.2.2.1.5.2 Le dispositif d'alerte

Covivio Hotels s'est dotée d'un dispositif d'alerte interne depuis 2015. Son fonctionnement a été amendé en 2018 afin de tenir compte des dispositions de la Loi Sapin 2.

Les faits susceptibles d'être couverts par l'alerte sont multiples : crime ou délit, violation grave et manifeste d'une réglementation nationale ou internationale, menace ou préjudice graves pour l'intérêt général... Elle permet également à tout collaborateur de dénoncer les manquements aux principes édictés par la Charte Éthique et plus généralement dans les domaines suivants :

- financiers
- comptables
- bancaires
- lutte contre la fraude et la corruption
- manquement au droit de la concurrence
- lutte contre les discriminations et le harcèlement au travail.

L'alerte est mise à la disposition – et peut parallèlement concerner – les collaborateurs du groupe et leurs parties prenantes. Elle fait l'objet d'une procédure interne diffusée et expliquée lors de formations. Son existence est également portée à la connaissance des partenaires et fournisseurs via sa diffusion sur le site Internet du Groupe Covivio et la mention qui en est faite dans la Charte Achats Responsables.

La société s'engage à protéger le lanceur d'alerte conformément à la réglementation en vigueur. Les alertes anonymes sont traitées si la gravité des faits mentionnés est établie et que des éléments factuels soient suffisamment détaillés.

2.2.2.1.5.3 La cartographie des risques de Fraude et de Corruption

Une cartographie dédiée aux risques spécifiques de corruption et de fraude à l'échelle européenne a été réalisée en 2018 par un conseil spécialisé, puis actualisée en 2020, afin d'assurer une plus grande transparence et un regard sur les meilleures pratiques du secteur.

La cartographie a donné lieu à des recommandations, dont la mise en œuvre à l'échelle européenne par le Group Compliance Officer fait l'objet d'un suivi régulier par le Comité d'Audit ainsi que par la Direction Générale. Au regard des risques majeurs identifiés par cette cartographie, Covivio Hotels porte une attention particulière à la probité de ses principaux clients et fournisseurs en diligentant des enquêtes de probité, et met en place un reporting comptable spécifique visant à détecter les principaux risques de fraude et de corruption identifiés. Par ailleurs, les opérations jugées sensibles, telles que les acquisitions, ventes d'immeubles ou de sociétés, les travaux de construction ou rénovation, sont encadrées par des procédures adéquates, notamment en ce qui concerne la connaissance des intermédiaires.

2.2.2.1.5.4 Le Déontologue

Le Déontologue est indépendant et ne rend compte qu'à la Direction Générale. Il a un devoir de confidentialité quant aux informations qui lui sont transmises. Sa mission regroupe plusieurs volets :

- conseil des collaborateurs en matière de conflits d'intérêts, de respect, de la réglementation boursière, de présents et autres avantages en nature reçus ou offerts
- contrôle de l'application des règles déontologiques
- veille réglementaire sur le plan de la déontologie.

La mission de déontologue est exercée par le Secrétaire Général de Covivio.

2.2.2.1.5.5 Le Compliance Officer Groupe

La fonction de *Compliance Officer* a été créée en 2018.

Dans le cadre de ses missions de mise en conformité du groupe aux règles et principes éthiques qui lui sont applicables, le Compliance Officer :

- participe à l'établissement de la Charte éthique et à sa mise à jour
- s'assure de sa diffusion auprès de l'ensemble des collaborateurs lors de son actualisation et à l'arrivée des nouveaux collaborateurs
- est en charge de sa mise en œuvre ; à ce titre, il veille à ce que chaque Direction mette en place les moyens adaptés pour satisfaire aux dispositions qui lui sont applicables, et s'appuie sur la Direction de l'Audit et du Contrôle interne pour diligenter les contrôles jugés nécessaires
- effectue les dues diligences de parties tierces
- enfin, en cas de manquement à ces règles, il s'assure de la mise en œuvre des dispositions appropriées.

2.2.2.2 Une organisation structurée

2.2.2.2.1 Cartographie des risques

La société réalise depuis plus de dix ans des cartographies des risques lui permettant d'avoir une meilleure connaissance des événements pouvant affecter les résultats de l'entreprise, de suivre leur évolution et de renforcer leur maîtrise. Les risques significatifs sont présentés aux paragraphes 2.1 et suivants du présent Document. En sus de la cartographie des risques généraux, une cartographie des risques de corruption est également réalisée et actualisée conformément à la loi Sapin 2.

2.2.2.2.2 Base incidents

Des bases incidents sont en place. Elles permettent de renforcer l'efficacité des dispositifs de gestion des risques, par la gestion des incidents avérés, pour éviter leur répétition, et en contenir les conséquences.

Cette base incidents donne aux collaborateurs les moyens d'appréhender qualitativement et quantitativement les risques, en se fixant pour objectifs :

- d'accompagner les collaborateurs dans la gestion des incidents, notamment ceux n'étant encore jamais survenus
- de caractériser ces incidents en évaluant leurs impacts financiers
- de produire des états d'analyse et de synthèse
- de proposer des solutions pour contenir ces risques et leur éventuelle survenance ou répétition
- d'allouer éventuellement des ressources nécessaires.

2.2.2.2.3 Manuel de contrôle interne

Le Manuel de contrôle interne a pour objectif d'améliorer l'efficacité de la gouvernance du contrôle interne et du management des risques.

Il met en avant les dernières évolutions du dispositif de contrôle interne en matière de suivi des recommandations, de l'application des procédures et des normes fixées par l'AMF concernant la gouvernance, le *management* des risques et les éléments clés liés aux systèmes d'information.

2.2.2.3 Des activités de contrôle proportionnées aux risques

Les activités de contrôle sont conçues pour maîtriser les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de l'entreprise. La fréquence des contrôles, ponctuels ou récurrents, est adaptée à l'importance et à la nature des risques.

2.2.2.3.1 Contrôle des risques sur investissements, cessions et financements

Conformément aux règles de gouvernance, les décisions portant sur les risques les plus élevés sont placées, au-delà de certains montants, sous le contrôle du Conseil de Surveillance et de ses Comités spécialisés. Il s'agit en particulier :

- des acquisitions et des cessions
- des financements à moyen et long terme
- des *business plans* et des objectifs budgétaires
- des principales décisions stratégiques.

Les autres risques sont placés sous le contrôle du Directeur Général.

En 2020, Covivio a procédé à la nomination d'une *Risk Manager* Groupe, membre du Comité Exécutif de Covivio, dont la mission est d'apporter outre une analyse des risques détaillée, un éclairage indépendant sur les risques inhérents aux opérations préalablement à leur présentation aux instances de Gouvernance. Le *Risk Manager* Groupe examine également les opérations supérieures à 5 M€ initiées par Covivio Hotels.

2.2.2.3.1 Contrôle des risques sur investissements, cessions et financements

2.2.2.3.2 Contrôle des activités de la société

Contrôle des sociétés propriétaires, des sociétés de gestion et des directions fonctionnelles

Les points de contrôle des activités opérationnelles portent sur les actions nécessaires pour :

- délivrer les recettes budgétées
- maîtriser les charges d'exploitation liées aux actifs
- maîtriser les charges directes de fonctionnement (charges de personnel, expertises, *Asset Management*, etc.).

Le contrôle du respect des budgets est effectué par le Contrôle de Gestion de Covivio Hotels.

Les directions fonctionnelles sont contrôlées mensuellement sur la maîtrise de leurs dépenses et le respect de leur budget.

2.2.2.4 Niveaux de contrôle et intervenants

Le dispositif est organisé autour des lignes de maîtrise représentées schématiquement ci-dessous :



Covivio Hotels s'appuie sur les services centralisés du Groupe Covivio notamment en matière Comptable, Juridique, RH, Audit, Éthique et Conformité.

2.2.3 Le contrôle interne de l'information comptable et financière

Le contrôle interne de l'information comptable et financière est l'un des éléments majeurs du dispositif de contrôle interne. Il vise à assurer :

- la fiabilité des comptes publiés et des informations communiquées au marché
- leur conformité à la réglementation
- l'application des instructions fixées par la Direction Générale
- la prévention et la détection des fraudes et irrégularités comptables.

2.2.3.1 Périmètre

Dans le cadre de la production des comptes consolidés, le périmètre de contrôle interne comptable et financier de Covivio Hotels comprend l'ensemble des filiales consolidées.

2.2.3.2 Acteurs et gouvernance

En tant que société qui consolide, Covivio Hotels définit et supervise le processus d'élaboration de l'information comptable et financière publiée.

Deux acteurs sont particulièrement concernés :

- le Gérant de Covivio Hotels est responsable de l'organisation et de la mise en œuvre du contrôle interne comptable et financier ainsi que de la préparation des comptes :
 - il présente les comptes au Comité d'Audit et au Conseil de Surveillance, qui les arrête
 - il veille à ce que le processus d'élaboration de l'information comptable et financière produise une information fiable et donne une image fidèle des résultats et de la situation financière de la société
- le Comité d'Audit, en tant qu'émanation du Conseil de Surveillance, effectue les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns. Il présente son compte rendu au Conseil de Surveillance avant l'arrêté des comptes.

2.2.3.3 Production des informations comptables et financières

La qualité du processus de production des états financiers provient notamment :

- de la formalisation des procédures comptables
- du manuel de consolidation en adéquation avec les fonctionnalités du logiciel de consolidation
- de la validation et de l'actualisation des schémas comptables

- de la justification des soldes et des rapprochements usuels de validation et de contrôles, en liaison avec les travaux du Contrôle de Gestion
- des revues analytiques qui permettent de valider avec les opérationnels les variations des principaux postes du bilan et du compte de résultat
- de la séparation des tâches entre les pouvoirs d'engagement et les activités d'enregistrement comptable
- de la revue du reporting de consolidation de chacune des filiales
- de la revue des impacts fiscaux et des litiges.

Chaque événement structurant, fait l'objet d'une note spécifique, analysant les impacts sur les comptes sociaux des entités, ainsi que sur les comptes consolidés.

La fiabilité des processus permet aux équipes de Covivio Hotels de se consacrer davantage aux activités de contrôle.

2.2.3.4 Production des comptes consolidés

Dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés, la Direction des Comptabilités de Covivio sur laquelle Covivio Hotels a rédigé un manuel de consolidation détaillé, et donne des instructions spécifiques aux filiales françaises et étrangères. du groupe, dont Covivio Hotels et ses propres filiales.

La production des comptes consolidés est effectuée sur un progiciel dédié. Cet outil est actualisé régulièrement pour respecter les exigences des normes IFRS et les spécificités des différentes activités opérationnelles et financières de Covivio Hotels et ses filiales. Les entités consolidées disposent d'un plan de compte unique. La remontée des données retraitées dans l'outil est organisée sous forme de liasses.

2.2.3.5 Contrôle de la communication des informations financières et comptables

Le Gérant coordonne l'arrêté des comptes et les transmet au Conseil de Surveillance qui prend connaissance du compte rendu du Président du Comité d'Audit.

Le Gérant définit également la stratégie de communication financière. Les communiqués de presse relatifs à l'information financière et comptable sont soumis à la validation du Comité d'Audit et du Conseil d'Administration.

Covivio Hotels applique les *Best Practices Recommendations* de l'EPRA, notamment pour présenter les états financiers et les indicateurs de performance. Cette présentation apporte une meilleure lisibilité et permet une comparabilité avec les foncières qui publient dans le même format.

2.2.4 Dispositif assurantiel

2.2.4.1 Politique générale

Covivio Hotels a mis en place une politique d'assurance permettant de couvrir ses risques opérationnels. Cette politique consiste à rechercher sur le marché de l'assurance des garanties complètes adaptées aux activités et aux risques encourus par la société. Ces garanties sont souscrites auprès d'assureurs de premier rang présentant tous une bonne notation de solvabilité financière et s'inscrivent dans la politique de maîtrise des risques menée par Covivio Hotels qui s'appuie sur Département Assurances du groupe Covivio. Les principaux risques couverts portent sur les dommages aux biens et sur les actes de terrorisme/attentat susceptibles d'affecter le patrimoine immobilier de la société, et également sur les responsabilités civiles pouvant être engagées dans le cadre de ses activités en tant que professionnel de l'immobilier, propriétaire et gestionnaire d'immeubles, en tant qu'exploitant hôtelier (détenteur de fonds de commerce hôteliers) ainsi que dans le cadre de ses opérations de construction et de développement.

Covivio Hotels bénéficie par ailleurs d'un programme d'assurance contre les risques cyber complétant ainsi son dispositif assurantiel contre les risques de fraude et de malveillance informatiques.

En 2021, dans un contexte de durcissement généralisé du marché de l'assurance, les polices ont pu être renégociées avec des niveaux de garanties maintenus et des hausses tarifaires atténuées notamment grâce au recours à de nouveaux assureurs et/ou co-assureurs.

Covivio Hotels compte ainsi parmi ses partenaires assurantiers des compagnies de premier plan telles Allianz, Chubb, Zurich, MMA, Liberty Mutual, Affiliated FM, XL/Axa et Aig.

2.2.4.2 Description des niveaux de couverture

2.2.4.2.1 Assurance du patrimoine immobilier

Les actifs immobiliers de Covivio Hotels et de ses filiales sont caractérisés par une forte dispersion géographique mettant ainsi à la société à l'abri d'un seul sinistre affectant tous son patrimoine.

La majeure partie des risques encourus par les partenaires exploitant les portefeuilles hôteliers, de restauration et de loisirs, propriété de Covivio Hotels, sont couverts au travers de programmes d'assurances garantissant les risques de dommages y compris dommages à l'immeuble en valeur à neuf de reconstruction, pertes d'exploitation, pertes de loyers et responsabilité civile. Ces risques sont couverts par des assureurs de premier plan et de notoriété mondiale présentant tous une bonne notation de solvabilité financière.

En matière de dommages, les couvertures prises permettent de garantir les dommages matériels et préjudices financiers consécutifs à un sinistre total qui frapperait l'actif le plus important du portefeuille de Covivio Hotels. Covivio Hotels étudie et contrôle annuellement les garanties d'assurances lorsque celles-ci sont souscrites par l'exploitant hôtelier pour son compte et souscrit directement suivant les portefeuilles ses propres garanties d'assurances en Dommages aux Biens et pertes de loyers ou pertes d'exploitation lorsque la société détient le fonds de commerce hôtelier. Les pertes financières de la société consécutives à la fermeture des établissements dans le contexte pandémique ne sont pas, d'une manière générale, garanties par les assureurs de Covivio Hotels à l'instar des autres propriétaires et exploitants hôteliers.

Les limitations contractuelles de garanties des polices souscrites sont toutes adaptées aux spécificités et à la valeur du patrimoine couvert. Par ailleurs, conseillé et assisté annuellement par les

services de prévention en ingénierie de ses assureurs, Covivio Hotels met en œuvre les diligences requises pour répondre à leurs recommandations et maintenir ses actifs dans un contexte permanent de sécurité en matière d'incendie, de sécurité et, de manière générale, d'assurabilité sur le marché de l'assurance. Covivio Hotels souscrit systématiquement, pour tous les projets immobiliers de restructuration, des garanties d'assurances légales localement que ce soit en Europe ou en France de type « dommages-ouvrage » et « constructeur non-réalisateur », ainsi que des garanties non obligatoires mais sécurisant financièrement ses projets de type « tous risques chantier », « pertes d'exploitation/de loyer » et « responsabilité civile maîtrise d'ouvrage », venant compléter l'assurance responsabilité civile du Groupe si nécessaire.

2.2.4.2.2 Assurance de responsabilité civile

Les conséquences financières d'éventuelles mises en cause, du fait de dommages corporels, matériels et immatériels, subis par les tiers/clients et imputables aux fautes commises dans l'exercice des activités de la société, ou du fait du patrimoine immobilier et de l'ensemble des équipements qui en dépendent, sont assurées dans le cadre d'un programme d'assurances spécifique apportant des montants de garanties élevés et cohérents par rapport à l'importance du patrimoine. La responsabilité civile personnelle des mandataires sociaux et des dirigeants de droit ou de fait de la société est couverte à hauteur de montants régulièrement revus et adaptés aux risques encourus, à la surface financière de la société ainsi qu'à ses activités.

2.2.4.2.3 Assurances des autres risques

Covivio Hotels a pris les mesures nécessaires à la protection de ses intérêts ainsi qu'à celle de ses actionnaires concernant l'exposition aux risques financiers consécutifs à des actes de fraude ou de malversations, et de malveillance informatique, avec un contrat d'assurance spécifique. Compte-tenu de la progression des risques cyber, Covivio Hotels adhère également au programme d'assurance souscrit par Covivio lui permettant de bénéficier de l'ensemble des garanties aujourd'hui disponibles sur le marché de l'assurance contre les risques cyber. Covivio Hotels a pris les mesures nécessaires à la protection de ses intérêts ainsi qu'à celle de ses actionnaires concernant l'exposition aux risques financiers consécutifs à des actes de fraude ou de malversations, et de malveillance informatique, avec un contrat d'assurance spécifique. Compte-tenu de la progression des risques cyber, Covivio Hotels adhère également au programme d'assurance souscrit par Covivio lui permettant de bénéficier de Par ailleurs, en cas d'événements pouvant atteindre l'image et la réputation de Covivio Hotels, une couverture d'assurance a été souscrite lui permettant de financer l'intervention immédiate et les honoraires d'un cabinet de communication spécialisé dans la gestion de crise.

2.2.4.2.4 Assurance du patrimoine professionnel (bureaux, informatique, véhicules)

Le patrimoine professionnel qui comprend les murs des bureaux lorsque la société en est propriétaire, mais également ses mobiliers, équipements et matériel informatique, est assuré par des polices aux garanties étendues à divers événements. Un contrat spécifique au système d'information prévoit notamment une couverture pour frais supplémentaires qui a été adaptée aux conditions et particularités du Plan de Continuité d'Activités du Groupe Covivio dont bénéficie Covivio Hotels. Les véhicules de société sont couverts en tous risques par une police « flotte-auto » et les véhicules personnels dont les collaborateurs font usage ponctuellement dans l'exercice de leurs missions sont couverts par les garanties d'une police « Auto-mission ».



2.3 Évolutions et perspectives 2022

Dans le prolongement des actions déployées en 2021, la direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes s'assurera en 2022 de la réalisation complète et approfondie du plan d'audit de l'année. Elle s'attachera à dynamiser les démarches de gestion, d'identification, d'appréhension et de couverture des risques au

sein du Groupe. La maîtrise des risques cyber, ainsi que le respect de la réglementation relative à la protection des données personnelles dans le cadre de la transformation digitale du Groupe, constitueront également des enjeux importants pour l'année 2022.



Hilton Dublin
© Covivio / DR

80%

d'hôtels certifiés
à fin 2021.



3

Développement durable

La stratégie de développement durable de Covivio Hotels est déclinée de celle de Covivio. Elle est indissociable du modèle économique de l'entreprise. Sa mise en œuvre est assurée par le soutien d'une équipe dédiée, la Direction du Développement durable de Covivio, en coordination avec les équipes de Covivio Hotels. Au 31 décembre 2021, Covivio Hotels comptait 18 (8 femmes, 10 hommes), tous à temps plein, dont 17 en CDI. La totalité des indicateurs Ressources Humaines relatifs à Covivio Hotels est incluse au chapitre 3.7.2 du Document d'Enregistrement Universel de Covivio dans le reporting de l'UES France. Sur ce périmètre, le taux de formation s'élevait en 2021 à 80% avec un nombre moyen d'heures de formation de 19h par collaborateur formé et la part de la masse salariale accordée à la formation était de 4,1%. Par ailleurs, la totalité des salariés sont couverts par des accords collectifs et un comité santé/sécurité. Le taux d'accidents du travail pour l'UES était de 0,7% tandis que le taux d'absentéisme est de 2,2%. Enfin, le turnover des départs atteint 8,8% et le taux de recrutement à 9,7% à fin 2021.

Structurée à partir de l'étude de cartographie des risques RSE conduite en 2018, la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) consolidée de Covivio figure au chapitre 3 de son document d'enregistrement universel. Elle retrace les risques et opportunités identifiés, le plan d'action et les résultats par activité, notamment l'ensemble des éléments ayant trait au reporting RSE de Covivio Hotels. Elle rassemble les informations portant sur les objectifs et réalisations sociales et environnementales de l'entreprise, ainsi que l'analyse des conséquences du changement climatique sur celle-ci et sur les biens et services qu'elle produit. La cartographie des risques RSE a fait ressortir neuf risques majeurs :

- obsolescence des actifs/valeur verte/produits anticipant les évolutions sociétales
- maîtrise des dépenses d'exploitation (énergie, déchets, certification)
- sûreté/sécurité environnementale/conformité réglementaire
- intégration dans la ville durable
- supply chain responsable
- qualité de la relation avec les parties prenantes extérieures (clients, fournisseurs...)
- compétences/attractivité/diversité
- fraude/corruption/éthique
- protection des données/smart building.

Cette étude a également permis de mettre en avant les actions de maîtrise de ces risques mises en œuvre par Covivio, et les indicateurs de performance pertinents définis au regard desdits risques.

La politique RSE de Covivio est adaptée aux réglementations et spécificités de marchés propres à chaque pays où le groupe se développe. Elle est partagée par l'ensemble de ses activités en Europe et à toutes les strates de l'entreprise. Cette politique RSE est déclinée en plans d'actions, qui s'étoffent et s'adaptent en analysant régulièrement les risques et opportunités que l'environnement présente dans son domaine d'activité.

Les quatre axes de la stratégie RSE de Covivio sont communs à chacune de ses activités : Bâtiment durable, Sociétal, Social et gouvernance :



La DPEF consolidée de Covivio présente un reporting précis des émissions de gaz à effet de serre par activité, dont celles de Covivio Hotels, répondant ainsi notamment aux dispositions de l'article 173 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte et à son décret du 29 décembre 2015. Ce reporting détaille

les objectifs et actions qui placent la stratégie bas-carbone de Covivio, en cohérence avec l'objectif 2 °C issu de l'Accord de Paris de décembre 2015. Il présente en particulier les consommations d'énergie et les émissions de CO₂ liées à l'usage des bâtiments, corrigées des conditions climatiques.

Depuis 2017, le reporting RSE de Covivio s'inscrit dans la dynamique des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations unies. Conforme aux principaux cadres de référence internationaux (GRI Standards, EPRA Sustainability Best Practices Recommendations, SASB). Il intègre également les recommandations émises par le groupe d'experts sur le climat constitutives de la Task force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), basés sur la prise en compte des impacts financiers inhérents aux effets du changement climatique. En 2017/2018, les travaux conduits avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) ont permis de déterminer des objectifs carbone en ligne avec un scénario 2 °C. Ces objectifs ont été approuvés par l'initiative SBT (Science Based Targets initiative) dès l'été 2018 ⁽¹⁾. En 2021 ces travaux ont été repris et l'objectif a été relevé, avec un engagement de Covivio à réduire ses émissions de gaz à effet de serre par mètre carré de 40% d'ici 2030 par rapport à 2010, (au lieu de 34% initialement) et ceci sur l'ensemble de ses activités en Europe.

Face à ces défis, à la fois climatiques et humains, les certifications et labels (HQE, BREEAM, Green Key...) constituent des marqueurs forts de la performance RSE des immeubles de Covivio Hotels. À fin 2021, la proportion d'hôtels ainsi certifiés détenus par Covivio en Europe est de 80,4% (vs 72,5% fin 2020 et 56,8% fin 2019) avec un objectif de 100% d'ici fin 2025. En ligne avec les principes du Groupe, Covivio Hotels a lancé la certification du portefeuille acquis en 2021 (Hôtels de haut standing en Italie, Hongrie et République Tchèque), ainsi 6 des hôtels de ce portefeuille ont été certifiés BREEAM In-Use en 2021, à quoi s'ajoute la certification du Hilton Dublin acquis également en 2020. Covivio mesure par ailleurs l'accessibilité de ses hôtels aux transports en commun, à fin 2021, 90% des hôtels se positionnaient ainsi à moins de 500 mètres d'un moyen de transport en communs et 98,7% en élargissant le rayon à 1km, C'est avec une telle approche, globale et adressant l'ensemble du cycle de vie de l'immeuble, que Covivio Hotels fait évoluer la performance énergétique et environnementale de son patrimoine.

En France, après 10 ans d'attente, le décret dit « tertiaire » a été publié en juillet 2019, dans la mouvance de la loi ELAN ⁽²⁾. Le décret tertiaire impose, pour tout immeuble, partie d'immeuble ou ensemble immobilier d'au moins 1 000 m² SDP (surface de plancher), une réduction des consommations d'énergie de 40% d'ici 2030, 50% d'ici 2040 et 60% d'ici 2050. Ce décret a été complété par l'arrêté dit « méthode », du 10 avril 2020 et l'arrêté « valeurs absolues », du 24 novembre 2020 et publié le 17 janvier 2021, qui définit, à horizon 2030, le principe de seuils de consommations d'énergie finale (par typologie d'immeubles, zones géographique...). Ceux-ci pourront être visés alternativement à l'objectifs de -40%. Toutefois, début 2022 ces seuils en valeur

absolue ne sont pas encore publiés. Cela retarde l'analyse que Covivio souhaite mener afin de comparer la performance énergétique de ses immeubles avec ces seuils. Les consommations devront annuellement être renseignées sur la plateforme OPERAT (Observatoire de la Performance Énergétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire). Covivio a anticipé ces mesures et, notamment via les Comités annexes environnementales, partage avec ses locataires de façon à faciliter la mise en œuvre de ces nouvelles obligations.

Le développement de Covivio Hotels continue, plus que jamais, à s'appuyer sur la proximité et la confiance entretenues avec un grand nombre de parties prenantes (clients, fournisseurs, associations, collectivités, collaborateurs...), sur de nouvelles synergies au sein du groupe, et sur des dynamiques d'innovation menées en interne concernant le carbone (mise au point de nouveaux outils de suivi, ACV Express, Cahier des charges ACV Européen pour rendre plus comparables leurs résultats, etc.), la résilience et l'économie circulaire (différentes études et collaborations).

Fin 2019, Covivio a exprimé sa Raison d'Être : « Construire du bien-être et des liens durables ». Fruit d'un projet commun mené par le Conseil d'Administration et les équipes, au niveau européen, elle s'appuie sur des objectifs quantifiés et datés. Covivio affirme ainsi son ambition de se rapprocher encore davantage de ses utilisateurs finaux et de créer pour eux des espaces vivants pour travailler, voyager, habiter.

La DPEF de Covivio se fait l'écho d'une politique qui couvre les 360° du développement durable. Elle prend en compte les premières dispositions publiées dans le cadre du règlement européen de la Taxonomie « verte » européenne. Les revenus issus de la location des hôtels ainsi que les OPEX et CAPEX liés aux immeubles sont éligibles à la taxonomie pour les deux premiers objectifs environnementaux (atténuation et adaptation au changement climatique), principalement au titre de l'activité 7.1 – Acquisition et détention d'actifs immobiliers. L'activité Murs et Fonds n'est quant à elle pas éligible pour l'instant. La DPEF fait de plus l'objet d'une vérification par un tiers indépendant (cf. chapitre 3.8 du Document d'Enregistrement Universel de Covivio – www.covivio.eu) qui a en charge la revue des indicateurs sociaux et environnementaux du Groupe, incluant tous les indicateurs liés à Covivio Hotels. La totalité des CAPEX investis sont quant à eux éligibles. Compte tenu de la nature des activités de Covivio Hotels, les dépenses d'exploitation entrant dans le périmètre de la taxonomie n'atteignent pas un niveau matériel au regard de toutes les dépenses.

Taux d'éligibilité des activités de Covivio Hotels à la taxonomie

	Définition réglementaire (données IFRS)	Définition opérationnelle* (loyers nets et EBITDA)
Revenus	62,70%	88,40%
CAPEX		100%
OPEX		Non matériel

* La réglementation prévoit d'utiliser les données IFRS brutes pour calculer le pourcentage d'éligibilité. Toutefois, compte-tenu de la nature de l'activité de Covivio Hotels, un calcul basé sur les loyers nets des hôtels en bail (éligibles) et l'EBITDA des hôtels en gestion (non-éligibles), tels qu'utilisés pour la communication financière de Covivio Hotels, permet de rendre compte de façon plus homogène avec celle-ci. Cette interprétation s'inscrit dans une approche plus opérationnelle en reflétant mieux la réalité des activités.

Les informations portées au chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel 2021 de Covivio sont également contenues dans son Rapport Annuel de Performance Durable. (www.covivio.eu/fr).

(1) <https://www.covivio.eu/fr/communiques/les-objectifs-climat-de-Covivio-salues-par-linitiative-science-based-targets-sbt/>

(2) La loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, ou loi ELAN



Barceló Torre de Madrid
© Covivio / DR

6,6 Md€ de patrimoine hôtelier.



4

Comptes consolidés au 31 décembre 2021

4.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2021	84	4.5 Annexes aux comptes individuels	138
4.1.1 État de situation financière	84	4.5.1 Événements significatifs de l'exercice	138
4.1.2 État du résultat net	86	4.5.2 Principes, règles et méthodes comptables	139
4.1.3 État du résultat global	87	4.5.3 Explications des postes du bilan	142
4.1.4 État de variations des capitaux propres	87	4.5.4 Notes sur le compte de résultat	154
4.1.5 Tableau des flux de trésorerie	88	4.5.5 Engagements hors bilan	159
4.2 Annexe aux comptes consolidés	89	4.5.6 Renseignements divers	162
4.2.1 Principes généraux	89	4.5.7 Événements postérieurs à la clôture	166
4.2.2 Gestion des risques financiers	91	4.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	166
4.2.3 Périmètre de consolidation	93	4.7 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	170
4.2.4 Événements significatifs de la période	98	4.8 Résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	172
4.2.5 Notes relatives à l'état de situation financière	98	4.8.1 Ordre du Jour	172
4.2.6 Notes sur l'état du résultat net	114	4.8.2 Texte des projets de résolutions	173
4.2.7 Autres éléments d'information	119	4.9 Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital	183
4.2.8 Information sectorielle	126	4.10 Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription	184
4.2.9 Événements postérieurs à la clôture	129	4.11 Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de diverses valeurs mobilières réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise	186
4.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	130		
4.4 Comptes individuels au 31 décembre 2021	135		
4.4.1 Bilan	135		
4.4.2 Compte de résultat	137		

4.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2021

4.1.1 État de situation financière

Actif

K€	Note 4.2.5	31/12/2021	31/12/2020
Actifs incorporels	1.2		
Écarts d'acquisition		117 199	135 086
Autres Immobilisations incorporelles		223	195
Actifs corporels	1.2		
Immeubles d'exploitation		1 006 235	1 017 972
Autres immobilisations corporelles		17 967	24 433
Immobilisations en cours		4 982	4 088
Immeubles de placement	1.3	4 984 763	5 052 610
Actifs financiers non courants	2.2	66 833	67 297
Participations dans les sociétés mise en équivalence	3.2	195 815	187 354
Impôts Différés Actifs	4	17 634	29 906
Instruments dérivés Long terme	12.5	18 954	34 419
Total actifs non courants		6 430 606	6 553 360
Actifs destinés à être cédés	1.3	154 787	50 955
Prêts et créances	5	2 945	2 853
Stocks et encours	6	1 823	1 712
Instruments dérivés Court Terme	12.5	5 585	5 431
Créances clients	7.2	66 273	28 952
Créances fiscales	8	27 445	44 108
Autres créances	8	20 088	15 736
Charges constatées d'avance	9	1 248	921
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.2	145 181	101 759
Total actifs courants		425 375	252 428
TOTAL ACTIF		6 855 981	6 805 788

Passif

K€	Note 4.2.5	31/12/2021	31/12/2020
Capital		592 566	530 190
Primes		1 685 623	1 506 183
Actions propres		- 140	- 209
Réserves consolidées		873 050	1 237 814
Résultat		50 288	- 337 396
Total capitaux propres groupe	3.1.4	3 201 388	2 936 582
Participations ne donnant pas le contrôle		197 278	181 130
Total capitaux propres	11.2	3 398 665	3 117 712
Emprunts Long Terme	12.2	2 642 363	2 681 356
Passifs locatifs Long Terme	12.6	270 818	236 678
Instruments dérivés Long Terme	12.5	53 733	120 195
Impôts Différés Passifs	4	254 384	238 080
Engagements de retraite et autres	13.2	1 003	1 547
Autres dettes Long Terme	14	10 454	6 621
Total passifs non courants		3 232 754	3 284 478
Dettes fournisseurs	14	33 722	30 079
Dettes fournisseurs d'immobilisations	14	12 856	9 425
Emprunts Court Terme	12.2	36 736	228 560
Passifs locatifs Court Terme	12.6	5 182	5 639
Instruments dérivés Court Terme	12.5	21 121	25 803
Dépôts de garantie		60	54
Avances et acomptes reçus, avoirs à établir	14	65 572	39 624
Provisions Court Terme	13.2	10 253	9 515
Impôts courants	14	4 243	13 461
Autres dettes Court Terme	14	31 673	35 133
Produits constatés d'avance	16	3 144	6 307
Total passifs courants		224 562	403 598
TOTAL PASSIF		6 855 981	6 805 788

4.1.2 État du résultat net

K€	Note 4.2	31/12/2021	31/12/2020	Variation	%
Loyers	6.2.1	180 871	151 296	29 575	19,5%
Charges locatives non récupérées	6.2.2	- 2 290	- 1 581	- 709	44,8%
Charges sur Immeubles	6.2.2	- 2 480	- 2 262	- 219	9,7%
Charges nettes des créances irrécouvrables	6.2.2	- 12 724	- 14 462	1 738	n.a.
Loyers nets		163 377	132 991	30 386	22,8%
Revenus des hôtels en gestion		107 605	89 353	18 252	20,4%
Charges d'exploitation des hôtels en gestion		- 86 179	- 81 476	- 4 703	5,8%
EBITDA des hôtels en gestion	6.2.3	21 426	7 877	13 549	172,0%
Revenus de gestion et d'administration		2 955	2 328	627	26,9%
Frais liés à l'activité ⁽¹⁾		- 1 454	- 1 278	- 176	13,8%
Frais de structure		- 21 094	- 21 877	783	- 3,6%
Coûts de fonctionnement nets	6.2.4	- 19 593	- 20 827	1 234	- 5,9%
Amortissements des biens d'exploitation	6.2.5	- 42 341	- 42 858	517	- 1,2%
Variation nette des provisions et autres	6.2.5	16 518	4 745	11 773	248,1%
Résultat d'exploitation		139 387	81 928	57 459	70,1%
Résultat des cessions d'actifs	6.3	- 455	- 1 133	678	n.a.
Résultat des ajustements de valeurs	6.4	- 16 294	- 327 627	311 333	n.a.
Résultat de cession de titres	6.3	- 1 151	- 92	- 1 059	n.a.
Résultat des variations de périmètre	6.5	- 22 497	- 3 802	- 18 696	n.a.
Résultat opérationnel		98 990	- 250 725	349 716	- 139,5%
Coût de l'endettement financier net	6.6	- 57 591	- 58 204	613	- 1,1%
Charges d'intérêts des passifs locatifs	6.7	- 13 910	- 13 009	- 901	6,9%
Ajustement de valeur des instruments dérivés	6.7	69 642	- 46 018	115 660	- 251,3%
Actualisation et résultat de change	6.7	- 708	264	- 972	n.a.
Amortissements exceptionnels des frais d'émission d'emprunts	6.7	- 1 565	- 207	- 1 358	656,0%
Quote-part de résultat des entreprises associées	5.3.2	10 691	- 13 509	24 200	- 179,1%
Résultat net avant impôts		105 550	- 381 409	486 958	- 127,7%
Impôts différés	6.8.2	- 26 452	59 557	- 86 010	n.a.
Impôts sur les sociétés	6.8.2	- 4 656	- 13 278	8 621	- 64,9%
Résultat net de la période		74 441	- 335 129	409 570	- 122,2%
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		- 24 151	- 2 267	- 21 884	n.a.
Résultat net de la période – part du groupe		50 290	- 337 396	387 686	- 114,9%
Résultat Net part du groupe par action (en €)	7.2	0,36	- 2,64		
Résultat Net part du groupe dilué par action (en €)	7.2	0,36	- 2,64		

4.1.3 État du résultat global

K€	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net de la période	74 441	- 335 129
Écarts de conversion	550	- 9 577
Autres éléments du Résultat Global recyclables en résultat	550	- 9 577
Autres éléments du Résultat Global non recyclables en résultat	0	0
Autres éléments du résultat global	550	- 9 577
Résultat global de la période	74 991	- 344 706
dont part attribuable aux propriétaires de la société mère	50 840	- 346 973
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	24 151	2 267
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE	74 991	- 344 706

4.1.4 État de variations des capitaux propres

K€	Capital	Prime d'émission	Actions propres	Réserves et résultats non distribués	Total Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2019	484 147	1 371 951	- 86	1 421 958	3 277 970	208 163	3 486 133
Distribution de dividendes				- 187 596	- 187 596	- 12 554	- 200 150
Augmentation de capital	46 043	134 232		4 604	184 879	- 16 746	168 133
Autres			- 123	123	0		
Résultat Global Total de la période				- 346 973	- 346 973	2 267	- 344 706
<i>Dont écart de conversion</i>				- 9 577	- 9 577		- 9 577
<i>Dont résultat net</i>				- 337 396	- 337 396	2 267	- 335 129
Variation de périmètre et taux				8 302	8 302		8 302
Situation au 31 décembre 2020	530 190	1 506 183	- 209	900 418	2 936 582	181 130	3 117 712
Distribution de dividendes				- 34 458	- 34 458	- 9 393	- 43 851
Augmentation de capital	62 376	179 440		6 238	248 054	1 389	249 443
Autres			69	226	295		295
Résultat Global Total de la période				50 840	50 840	24 151	74 991
<i>Dont écart de conversion</i>				550	550		550
<i>Dont résultat net</i>				50 290	50 290	24 151	74 441
Variation de périmètre et taux				75	75		75
Situation au 31 décembre 2021	592 566	1 685 623	- 140	923 339	3 201 388	197 278	3 398 665

4.1.5 Tableau des flux de trésorerie

K€	Note 4.2	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)		74 441	- 335 129
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)		60 893	50 773
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	5.12.5 & 6.4	- 53 347	373 647
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		- 6	- 334
Autre produits et charges calculés	6.7	4 461	- 17 023
Plus et moins-values de cession		1 614	1 225
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	5.3.2	- 10 691	13 509
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		77 365	86 669
Coût de l'endettement financier net et charges d'intérêts sur passifs locatifs	6.6 & 5.12.6	67 361	66 012
Charge/produit d'impôt (y compris impôts différés)	6.7.2	31 108	- 46 280
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		175 834	106 401
Impôt versé		- 12 434	- 21 142
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	5.7.2	- 4 958	- 4 630
Flux net de trésorerie généré par l'activité		158 443	80 629
Incidence des variations de périmètre		- 1 144	- 59 778
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.1.2	- 73 752	- 52 478
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.1.2	69 217	152 294
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	5.3.2	2 226	5 668
Variation des prêts et avances consentis	5.2.2	462	371
Subventions d'investissements reçues		0	1 660
Flux net de trésorerie des opérations d'investissement		- 2 991	47 737
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital :			
Versées par les actionnaires de la société mère	3.1.4	248 053	- 16 746
Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	3.1.4	1 389	0
Rachats et reventes d'actions propres		76	- 177
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	3.1.4	- 34 458	- 2 717
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle de sociétés consolidées	3.1.4	- 9 393	- 12 556
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5.12.2	656 152	460 677
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	5.12.2	- 884 765	- 542 388
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)		- 73 460	- 62 053
Autres flux sur opérations de financement	5.12.5	- 4 076	- 8 383
Flux net de trésorerie des opérations de financement		- 100 481	- 184 343
Impact de la variation des taux de change		- 14	- 657
Variation de la trésorerie nette		54 957	- 56 635
Trésorerie d'ouverture		89 301	145 936
Trésorerie de clôture		144 258	89 301
VARIATION DE TRÉSORERIE		54 957	- 56 635

4.2 Annexe aux comptes consolidés

4.2.1 Principes généraux

4.2.1.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés au 31 décembre 2021 du groupe Covivio Hotels sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêt. Ces normes comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*) et IAS (*International Accounting Standards*) ainsi que leurs interprétations.

Les comptes ont été arrêtés par la gérance le 18 février 2022.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 décembre 2021 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020, à l'exception des nouvelles normes et amendements dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021 et qui n'avaient pas été appliqués de façon anticipée par le groupe.

Les amendements ci-dessous d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021 n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du groupe :

- amendements à IFRS 4 « Contrats d'assurance – exemption provisoire d'application d'IFRS 9 », adoptés par l'Union européenne le 15 décembre 2020. Le différé d'application est prolongé jusqu'aux exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2023
- amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 « En lien avec la réforme des taux interbancaires de référence (« taux benchmark ») – phase 2 », adoptés par l'Union Européenne le 13 janvier 2021. Ces amendements précisent le traitement comptable à appliquer lors du remplacement d'un ancien taux d'intérêt de référence par un nouvel indice de référence dans un contrat donné, ainsi que l'impact de ce changement sur les relations de couverture concernées par la réforme.

Les principaux indices utilisés par le groupe et concernés par la réforme sont l'Euribor et le Libor GBP (respectivement remplacés par l'Euribor hybride et le SONIA GBP). Au 31 décembre 2021, les instruments financiers qui étaient précédemment indexés sur le Libor GBP ont été modifiés et sont désormais indexés sur le SONIA GBP + un *spread* de 0,1193%. Il s'agit de la dette financière variable (400 M€), des instruments dérivés (montants notionnels de 580 M€) et des *Cross Currency Swaps* (montants notionnels de 250 M€) mis en place dans le cadre de l'acquisition d'un portefeuille d'actifs au Royaume-Uni. Les autres conditions de ces instruments financiers restent inchangées et les modifications effectuées sont considérées comme « économiquement équivalentes ». Les modifications des taux de référence intervenues en 2021 sont sans impact sur les comptes consolidés IFRS du Groupe.

- amendements à IFRS 16 « Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 », adoptés par l'Union Européenne le 30 août 2021. Cet amendement offre aux preneurs, et seulement à eux, la faculté de s'exempter d'évaluer si un allègement de loyer lié à la Covid-19 est une modification de contrat. Cette exemption pratique conduit le locataire à comptabiliser les allègements de loyers liés à la Covid-19 comme s'il ne s'agissait pas de modifications de contrat, et à reconnaître l'impact de l'allègement de loyers dans le résultat de la période.

Nouvelles normes adoptées par l'Union européenne dont l'application est possible à partir du 1^{er} janvier 2021, mais non anticipée par le groupe :

- amendements IAS 37 « Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire », adoptés le 28 juin 2021 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2022 selon l'IASB. Ces amendements viennent uniformiser les pratiques en matière d'identification et d'évaluation des provisions pour contrats déficitaires, en particulier s'agissant des pertes à terminaison constatées sur les contrats conclus avec des clients en application d'IFRS 15
- amendements IAS 16 « Immobilisations corporelles – Produits générés avant l'utilisation prévue », adoptés le 28 juin 2021 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2022 selon l'IASB
- amendements IFRS 3 « Mise à jour de la référence au Cadre conceptuel », adoptés le 28 juin 2021 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2022 selon l'IASB
- améliorations annuelles (cycle 2018-2020) « Processus annuel d'amélioration des normes cycle 2018-2020 », adoptés le 28 juin 2021 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2022 selon l'IASB
- IFRS 17 et amendements « Contrats d'assurance », adoptés le 19 novembre 2021 ; La date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2023 selon l'IASB. La norme IFRS 17 pose les principes pour la reconnaissance, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir concernant les contrats d'assurance dans le champ d'application de la norme.

Nouvelles normes en attente d'adoption par l'Union européenne dont l'application est possible à partir du 1^{er} janvier 2021, mais non anticipée par le groupe :

- amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Ventes ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise », publiés le 11 septembre 2014
- amendements IAS 8 « Définition des estimations comptables », publiés le 12 février 2021 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2023 selon l'IASB. Ces amendements visent à faciliter la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables
- amendements IAS 12 « Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction », publiés le 7 mai 2021 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2023 selon l'IASB. Cet amendement précise la manière dont les entités doivent comptabiliser les impôts différés sur des transactions telles que les contrats de location et les obligations de démantèlement
- amendements IAS 1 « Présentation des états financiers – *Practice Statement 2 – Disclosure of Accounting Policies* », publiés le 12 février 2021 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2023 selon l'IASB. Ces amendements ont pour objectif d'aider les entreprises à identifier les informations utiles à fournir aux utilisateurs des états financiers sur les méthodes comptables.

Normes IFRS et amendements publiés par l'IASB non autorisés aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, sans impact sur les comptes :

- amendements IAS 1 « Présentation des états financiers – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants », publiés le 23 janvier 2020 et le 15 juillet 2020 ; la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2023 selon l'IASB.

Par ailleurs, en avril 2021, le comité d'interprétation des normes IFRS a rendu définitive sa décision Attribution des avantages aux périodes de service (IAS19) qui clarifie la période au cours de laquelle doit être comptabilisé l'engagement relatif à certains régimes de retraite à prestations définies. Lorsque le régime prévoit le versement d'une indemnité au salarié, s'il est présent à la date de son départ en retraite, dont le montant dépend de l'ancienneté et est plafonné à un certain nombre d'années de services, l'IFRS IC a considéré que l'engagement devait être constitué uniquement sur les années de services précédant le départ en retraite au titre desquels le salarié génère un droit à l'avantage (IFRIC Update 05/21). L'approche alternative qui consiste à attribuer l'avantage à l'ensemble de la carrière du salarié (sans tenir compte du plafond de calcul de l'indemnité) n'a pas été jugée acceptable. L'impact du changement de méthode est non significatif à l'échelle du groupe. Compte tenu du caractère non significatif de l'impact à l'ouverture 2021, les comptes 2020 n'ont pas été retraités.

L'IASB a validé en avril 2021 la position du Comité d'interprétation des normes IFRS relative à la comptabilisation des coûts de configuration et de customisation d'un logiciel fourni par un fournisseur en mode SaaS (Software as a Service). Seules les prestations aboutissant à la création d'un code supplémentaire contrôlé peuvent être éligibles à la capitalisation en immobilisations incorporelles, les autres étant constatées en charges. Cette décision est sans incidence sur les comptes consolidés.

4.2.1.2 Estimations et jugements

Les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des immeubles de placement et de certains instruments financiers qui sont comptabilisés selon la convention de la juste valeur. L'établissement des états financiers nécessite, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, d'effectuer des estimations et d'utiliser des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Les estimations significatives réalisées par le groupe Covivio Hotels pour l'établissement des états financiers portent principalement sur :

- les évaluations retenues pour les tests des pertes de valeur notamment de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles
- l'évaluation de la juste valeur des immeubles de placement
- l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers dérivés
- l'évaluation des provisions.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le groupe Covivio Hotels révisé ses estimations sur la base des informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Outre l'utilisation d'estimations, la direction du groupe fait usage de jugements pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

4.2.1.3 Prise en compte des effets des changements climatiques

Covivio a annoncé en 2021 une nouvelle trajectoire carbone et a relevé ses ambitions pour atteindre 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, relevant ainsi également les objectifs pour Covivio Hotels. Cet objectif, qui concerne l'ensemble des scopes 1,2 et 3, couvre l'intégralité des activités en Europe et la totalité du cycle de vie des actifs : matériaux, construction, restructuration et exploitation.

Covivio Hotels a poursuivi sa dynamique en matière de certification des bâtiments : la part de patrimoine bénéficiant d'une certification HQE, BREAM, LEED ou équivalent, en opération et/ou en construction, atteint 80%. Cette stratégie contribue activement à l'atteinte de la nouvelle trajectoire carbone. Elle s'accompagne d'un engagement à travailler de pair avec ses clients pour parvenir à ses objectifs en s'appuyant sur ses partenariats forts.

La prise en compte des effets liés aux changements climatiques n'a pas eu d'impact matériel sur les jugements exercés et les principales estimations nécessaires à l'établissement des états financiers.

4.2.1.4 Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Les secteurs opérationnels du groupe Covivio Hotels sont détaillés dans le paragraphe 4.2.8.1

4.2.1.4 IFRS 7 – Table de correspondance

Risque de marché	§ 4.2.2.6
Risque de liquidité	§ 4.2.2.2
Sensibilité des frais financiers	§ 4.2.2.3
Sensibilité de la juste valeur des immeubles de placement	§ 4.2.5.1.3
Risque de contrepartie	§ 4.2.2.4
Covenants	§ 4.2.5.12.7.
Risque de change	§ 4.2.2.7

4.2.2 Gestion des risques financiers

Les activités opérationnelles et financières de la société l'exposent aux risques suivants :

4.2.2.1 Risque de commercialisation des immeubles en développement

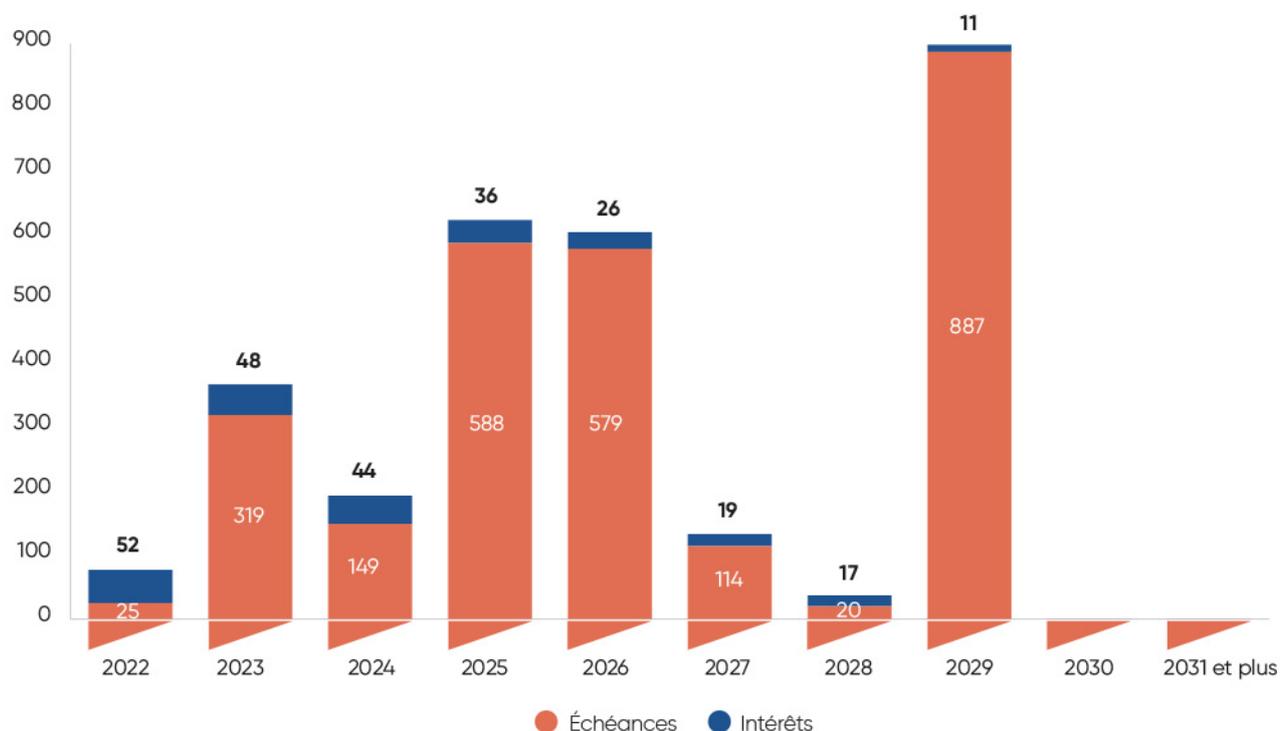
Le groupe réalise des développements immobiliers. À ce titre, il est exposé à différents risques notamment les risques liés aux coûts des travaux, au retard de livraison et à la commercialisation de l'actif. L'appréciation de ces risques peut être faite au regard du tableau des actifs en développement figurant dans le § 4.2.5.1.4.

L'actif en développement Hôtel Plaza Nice (portefeuille Roco) acquis au 3^e trimestre 2020 a une date prévisionnelle de livraison au 2^e semestre 2022.

4.2.2.2 Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité est assurée à moyen et long terme dans le cadre de plans pluriannuels de gestion de trésorerie et, à court terme, par le recours à des lignes de crédit confirmées et non tirées. Au 31 décembre 2021, les disponibilités de Covivio Hotels s'élèvent à 541 M€ et sont composées de 353 M€ de lignes de crédits confirmées, de 145 M€ de placements et équivalents de trésorerie et de 42 M€ de découverts autorisés et non utilisés.

Le graphique ci-dessous reprend les échéanciers des emprunts (en M€) y compris charges d'intérêts au 31 décembre 2021.



Le montant de la dette du groupe Covivio Hotels s'élève à 2 680,7 M€ au 31 décembre 2021 (cf. 4.2.5.12).

Les intérêts qui seraient versés jusqu'à l'extinction de l'intégralité de la dette, estimés sur la base de l'encours existant au 31 décembre 2021 et du taux moyen de la dette s'élèvent à 253 M€.

Le détail des échéances de la dette est fourni en note 4.2.5.12.3 et une description des *covenants* bancaires et des clauses d'exigibilité anticipée prévues dans les conventions de crédit est présentée en note 4.2.5.12.7.

4.2.2.3 Risque de taux

L'exposition du groupe au risque de variation des taux d'intérêts de marché est liée à l'endettement financier à taux variable et à long terme.

La dette bancaire est, dans la mesure du possible quasi systématiquement couverte par des instruments financiers (cf. 4.2.5.12.5). Au 31 décembre 2021, après prise en compte des *swaps* de taux d'intérêts, la couverture active moyenne s'établit à 81,1% de la dette du groupe, et l'essentiel du reliquat est couvert par des caps d'intérêts, induisant une sensibilité à la variation des taux présentée ci-dessous :

- l'impact d'une hausse de 100 bps sur les taux au 31 décembre 2021 est de - 3,4 M€ sur le Coût de l'endettement net part du groupe de 2022
- l'impact d'une hausse de 50 bps sur les taux au 31 décembre 2021 est de - 1,5 M€ sur le Coût de l'endettement part du groupe de 2022
- l'impact d'une baisse de 50 bps sur les taux au 31 décembre 2021 est de + 1,4 M€ sur le Coût de l'endettement part du groupe de 2022.

4.2.2.4 Risque de contreparties financières

Compte tenu des relations contractuelles qu'entretient le groupe Covivio Hotels avec ses partenaires financiers, la société est exposée au risque de contrepartie. Si l'une des parties partenaires n'est pas en mesure d'honorer ses engagements le résultat du groupe pourrait subir des impacts négatifs.

Ce risque concerne notamment les instruments de couverture souscrit par le groupe et pour lesquels une défaillance de la contrepartie pourrait entraîner la nécessité de remplacer une opération de couverture au taux du marché en vigueur.

Le risque de contrepartie est limité par le fait que le groupe Covivio Hotels est structurellement emprunteur. Il se limite donc essentiellement aux placements effectués par le groupe et aux contreparties du groupe dans les transactions de produits dérivés. La société suit de manière continue son exposition au risque de contreparties financières. La politique de la société est de ne contracter qu'avec des contreparties de premier rang, tout en diversifiant ses partenaires financiers et ses sources de financement.

Le risque de contrepartie en matière de couverture est appréhendé dans la valorisation des IFT. Au 31 décembre 2021, le montant est de - 0,1 M€ contre - 2,6 M€ au 31 décembre 2020.

4.2.2.5 Risque de contreparties locatives

Les revenus des loyers du groupe Covivio Hotels sont sujets à un certain degré de concentration, dans la mesure où les principaux locataires (Accor, B&B, IHG, NH...), génèrent l'essentiel des revenus annuels de loyers.

Le groupe Covivio Hotels n'est pas exposé de manière significative au risque d'insolvabilité, étant donné que les locataires sont sélectionnés sur la base de leurs qualités de signature et sur les perspectives économiques offertes dans leurs branches de marché. Les performances opérationnelles et financières des principaux locataires sont suivies de manière régulière. Par ailleurs, lors de la signature des baux, les locataires remettent au groupe des garanties financières.

Suite à la pandémie survenue en 2020, et se prolongeant sur l'exercice 2021, les fermetures des hôtels et la dégradation des performances opérationnelles des hôtels qui sont restés en activité ont pu occasionner une absence de loyers ou des retards de paiement.

Le groupe a constaté une hausse des créances clients pour un montant de 37,3 M€, liée principalement aux créances 2021 (non dues) du portefeuille au Royaume-Uni pour un montant de 29 M€, à mettre en lien avec les avoirs à établir au titre des exercices 2021

pour un montant de 51 M€ et à l'octroi de nouveaux différés de paiement (4 M€). Cependant, compte tenu de la solidité financière de nos locataires, seules les créances de deux locataires sont dépréciées à 100% pour un montant de 13 M€. Des dépréciations complémentaires ont été constituées pour 1 M€ au titre de différés de paiement exigibles sur l'exercice 2022.

4.2.2.6 Risque lié aux variations de valeur du patrimoine

Les variations de juste valeur des investissements immobiliers sont comptabilisées dans l'état du résultat net. Des changements dans les valeurs des immeubles peuvent en conséquence avoir un impact significatif sur la performance opérationnelle du groupe.

La politique d'investissement du groupe Covivio Hotels a pour but de minimiser l'impact des différentes étapes du cycle, en choisissant des investissements :

- comportant des baux de longue durée et des locataires de qualité, permettant d'atténuer l'impact des baisses de loyers de marché et le déclin des prix de l'immobilier qui s'en suit
- situés dans les principales métropoles européennes.

La détention d'actifs immobiliers destinés à la location expose le groupe Covivio Hotels au risque de fluctuation de la valeur des actifs immobiliers et des loyers.

Malgré les incertitudes liées au contexte économique de crise, cette exposition est limitée dans la mesure où les loyers facturés sont issus d'engagements de location dont la durée et la dispersion lissent l'effet des fluctuations du marché locatif.

L'évolution des loyers repose sur des indices servant de base à l'indexation des loyers, sur l'évolution du chiffre d'affaires Accor et de la probabilité d'application de clauses de sous-performance majeure sur le patrimoine au Royaume-Uni pour les hôtels concernés.

La sensibilité de la juste valeur des immeubles de placement à la variation des valeurs locatives et/ou taux de capitalisation est analysée dans le § 4.2.5.1.3.

4.2.2.7 Risque de taux de change

Le groupe opère à la fois dans et hors de la zone Euro suite à l'acquisition de murs d'hôtels au Royaume-Uni, en Pologne, en République Tchèque et en Hongrie. Le groupe s'est prémuni des variations de la Livre Sterling en finançant une partie de l'acquisition au Royaume-Uni *via* un emprunt en devises et en souscrivant un *swap* de taux et devises.

Impact d'une baisse du taux de change GBP/EUR sur les capitaux propres

	31/12/2021 (en M€)	Baisse de 5% du taux de change GBP/EUR (en M€)	Baisse de 10% du taux de change GBP/EUR (en M€)
Patrimoine	663	- 33,6	- 69,8
Dette	400	21,8	43,7
CROSS CURRENCY SWAP	250	13,6	27,3

(-) correspond à une perte ; (+) correspond à un gain

4.2.2.8 Risque lié aux variations de valeur des actions et obligations

Le groupe est exposé aux risques pour deux catégories d'actions (cf. § 4.2.5.3.2) :

- les titres disponibles à la vente valorisés à la juste valeur. Cette juste valeur est le cours de bourse lorsque les titres sont négociés sur un marché réglementé

- les titres des sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont valorisés selon leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée sur la base d'expertises indépendantes pour les actifs immobiliers et les instruments financiers.

Le groupe Covivio Hotels a émis un placement privé en mai 2015, un emprunt obligataire inaugural en septembre 2018 et un nouvel emprunt obligataire en juillet et novembre 2021 pour 599 M€ dont les caractéristiques sont présentées au § 4.2.5.12.4.

4.2.2.9 Environnement fiscal

4.2.2.9.1 Risques fiscaux

En raison de la complexité et du formalisme qui caractérisent l'environnement fiscal dans lequel les activités de Covivio Hotels s'exercent, la société se trouve exposée à des risques fiscaux. Après avis de nos conseils, si un traitement fiscal présente un risque de redressement, une provision est alors constituée.

Au 31 décembre 2021, aucun risque majeur n'est identifié ; aucune provision significative n'a été constituée.

4.2.2.9.2 Fiscalité Latente

L'impact de la fiscalité latente est essentiellement lié aux investissements pour lesquels le régime SIIC n'est pas applicable

4.2.3 Périmètre de consolidation

4.2.3.1 Principes comptables relatifs au périmètre de consolidation

Filiales et entités structurées consolidées – IFRS 10

Les présents états financiers comprennent les états financiers de la société Covivio Hotels et les états financiers des entités (y compris les entités structurées) qu'elle contrôle et ses filiales.

Le groupe Covivio Hotels a le contrôle lorsqu'il :

- détient le pouvoir sur l'entité émettrice
- est exposée, ou a le droit, à des rendements variables, en raison de ses liens avec l'entité émettrice
- a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

Le groupe Covivio Hotels doit réévaluer s'il contrôle l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle énumérés ci-dessus ont changé.

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir le contrôle de l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Si le groupe ne détient pas la majorité des droits de vote dans une entité émettrice afin de déterminer le pouvoir exercé sur une entité, il analyse s'il dispose des droits suffisants pour lui conférer la capacité de diriger unilatéralement les activités pertinentes de l'entité émettrice. Le groupe prend en considération tous les faits et circonstances lorsqu'il évalue si les droits de vote qu'il détient dans l'entité émettrice sont suffisants pour lui conférer le pouvoir, y compris les suivants :

- le nombre de droits de vote que le groupe détient par rapport au nombre de droits détenus respectivement par les autres détenteurs de droits de vote et à leur dispersion
- les droits de vote potentiels détenus par le groupe, les autres détenteurs de droits de vote ou d'autres parties
- les droits découlant d'autres accords contractuels
- les autres faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que le groupe a, ou n'a pas, la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes au moment où les décisions doivent être prises, y compris les tendances du vote lors des précédentes assemblées des actionnaires.

Les filiales et entités structurées sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

(Allemagne, Belgique, Espagne, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni). S'agissant de l'Espagne, toutes les sociétés espagnoles ont opté pour le régime d'exonération SOCIMI. Toutefois, il existe une fiscalité latente liée aux actifs détenus par les sociétés antérieurement à leur option pour le régime SOCIMI.

L'impôt différé est principalement dû à la prise en compte de la juste valeur du patrimoine à l'étranger et à l'activité Murs et Fonds (Taux Allemagne : 15,825% ; taux France : 25,83%). À noter que les activités hôtelières sont imposées en Allemagne à un taux de 30,18% à 32,28% et que des impôts différés passifs de cette activité ont ainsi été reconnus à ce taux.

Entreprises associées – IAS 28

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité émettrice, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les résultats, les actifs et passifs des entreprises associées sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.

Partenariats (ou contrôle conjoint) – IFRS 11

Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Coentreprises

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Les résultats et les actifs et passifs des coentreprises sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.

Activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci. Ces parties sont appelées coparticipants.

Le coparticipant, doit comptabiliser les éléments suivants relativement à ses intérêts dans l'activité conjointe :

- ses actifs, y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement, le cas échéant
- ses passifs, y compris sa quote-part des passifs assumés conjointement, le cas échéant
- les produits qu'il a tirés de la vente de sa quote-part de la production générée par l'activité conjointe
- sa quote-part des produits tirés de la vente de la production générée par l'activité conjointe
- les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement, le cas échéant.

Le coparticipant comptabilise les actifs, les passifs, les produits et les charges relatifs à ses intérêts dans une activité conjointe en conformité avec les normes IFRS qui s'appliquent à ces actifs, passifs, produits et charges.

Aucune société du groupe n'est considérée comme activité conjointe.

4.2.3.2 Variations de périmètre

Il n'y a eu aucune variation de périmètre au 31 décembre 2021.

4.2.3.3 Liste des sociétés consolidées

172 Sociétés	Pays	Secteur d'activité	Méthode de consolidation 2021	% d'intérêt 2021	% d'intérêt 2020
SCA Covivio Hotels	France	Multi-activité	Société mère	-	-
SLIH HIR	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
SLIH HG	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
SLIH HDB	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
SLIH GHB	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
SLIH CP	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
SLIH AD	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Ingrid Hotels S.p.A (Roco Italy)	Italie	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Dei Dogi Venice Propco Srl (Roco Italy)	Italie	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Bellini Venice Propco Srl (Roco Italy)	Italie	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Palazzo Gaddi florence Propco Srl (Roco Italy)	Italie	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Palazzo Naiadi Rome Propco Srl (Roco Italy)	Italie	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Société nouvelle de l'hôtel Plaza Sas (opco Nice) (Roco France)	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Ste Immobilière Verdun Sas (Roco France)	France	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Ingrid France Sarl (Roco France)	France	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
New York Palace PropCo Ltd (Roco Hongrie)	Hongrie	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
SC Czech AAD, s.r.o. (Roco République Tchèque)	Rép.Tchèque	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Honeypool (Holding Hilton Dublin)	Irlande	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Thornmont Ltd (Propco Hilton dublin)	Irlande	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Kilmainham Property Holdings (Hilton Dublin)	Irlande	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Sardobal Investment (B&B Pologne)	Pologne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Redewen Investment (B&B Pologne)	Pologne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Noxwood Investment (B&B Pologne)	Pologne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Cerstook Investment (B&B Pologne)	Pologne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Forsmint Investment (B&B Pologne)	Pologne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Ruhl Côte d'Azur	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Dresden Dev SARL	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Delta Hotel Amersfoort BV	Pays-Bas	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Oxford Spires Hotel Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Oxford Thames Limited (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
SAS Samoëns	France	Hôtellerie	IG	50,10	50,10
Blythwood Square Hotel Glasgow Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
George Hotel Investments Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Grand Central Hotel Company Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Lagonda Leeds Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Lagonda Palace Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Lagonda Russell Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Lagonda York Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Oxford Spires Hotel Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Oxford Thames Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Roxburghe Investments Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
The St David's Hotel Cardiff Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Wotton House Properties Holdco Ltd (opération Rocky)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Blythwood Square Hotel Glasgow Ltd (opération Rocky-Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
George Hotel Investments Ltd (opération Rocky- Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Grand Central Hotel Company Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00

172 Sociétés	Pays	Secteur d'activité	Méthode de consolidation 2021	% d'intérêt 2021	% d'intérêt 2020
Lagonda Leeds PropCo Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Lagonda Palace PropCo Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Lagonda Russell PropCo Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Lagonda York PropCo Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Roxburghe Investments Propco Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
The St David's Hotel Cardiff Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Wotton House Properties Ltd (opération Rocky – Propco)	Royaume Uni	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
HEM Diestelkade Amsterdam BV (opération LHI 2)	Pays-Bas	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Rock Lux opco	Luxembourg	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Constance	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Constance Lux 1	Luxembourg	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Constance Lux 2	Luxembourg	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
So Hospitality	Luxembourg	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Nice – M	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Hermitage Holdco	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Rock-Lux	Luxembourg	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
SLIH – Société Lilloise Investissement Immobilier Hôtelier SA	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Airport Garden Hotel NV	Belgique	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Berlin I (propco Westin Grand Berlin) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco Grand Hôtel Berlin Betriebs (Westin Berlin) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Berlin II (Propco Park Inn Alexanderplatz) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco Hotel Stadt Berlin Betriebs (Park-Inn) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Berlin III (Propco Mercure Potsdam) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco Hotel Potsdam Betriebs (Mercure Potsdam) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Dresden II (propco Ibis Hotel Dresden) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Dresden III (propco Ibis Hotel Dresden) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Dresden IV (propco Ibis Hotel Dresden) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco BKL Hotelbetriebsgesellschaft (Dresden II to IV)- Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Dresden V (propco Pullman Newa Dresden)- Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco Hotel Newa Dresden Betriebs (Pullman)- Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Leipzig I (propco Westin Leipzig) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco HotelgesellschaftGerberst. Betriebs (Westin Leipzig) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Leipzig II (propco Radisson Blu Leipzig) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco Hotel Deutschland Leipzig Betriebs (Radisson Blu) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Erfurt I (propco Radisson Blu Erfurt) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
Opco Hotel Kosmos Erfurt (Radisson Blu) – Rock	Allemagne	Murs et Fonds	IG	94,90	94,90
LHM Holding Lux SARL	Allemagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
LHM PropCo Lux SARL	Allemagne	Hôtellerie	IG	90,00	90,00
SCI Rosace	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
MO First Five	Allemagne	Hôtellerie	IG	84,60	84,60
FDM M Lux	Luxembourg	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
OPCO Rosace	France	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Exco Hôtel	Belgique	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
Invest Hôtel	Belgique	Murs et Fonds	IG	100,00	100,00
SCI Hôtel Porte Dorée	France	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
FDM Rocatiera	Espagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Bardiomar	Espagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Trade Center Hotel	Espagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
H Invest Lux	Luxembourg	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
H Invest Lux 2	Luxembourg	Hôtellerie	IG	100,00	100,00

172 Sociétés	Pays	Secteur d'activité	Méthode de consolidation 2021	% d'intérêt 2021	% d'intérêt 2020
Hôtel Amsterdam Noord	Pays-Bas	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Hôtel Amersfoort	Pays-Bas	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière B4 Hôtel Invest	France	Hôtellerie	IG	50,20	50,20
B&B Invest Espagne SLU	Espagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
SARL Loire	France	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière Otello	France	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
SNC Hôtel René Clair	France	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Ulysse Belgique	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Ulysse Trefonds	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière No Bruxelles Grand Place	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière No Bruxelles Aéroport	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière No Bruges Centre	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière Gand Centre	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière Gand Opéra	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière IB Bruxelles Grand-Place	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière IB Bruxelles Aéroport	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière IB Bruges Centre	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière Antwerp Centre	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière Bruxelles Expo Atomium	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Murdelux SARL	Luxembourg	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Portmurs	Portugal	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Sunparks Oostduinkerke	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière Vielsam	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Sunparks Trefonds	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière Kempense Meren	Belgique	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
FDM Gestion Immobilière	France	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
B&B Invest Lux 1	Allemagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
B&B Invest Lux 2	Allemagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
B&B Invest Lux 3	Allemagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Foncière B2 Hôtel Invest	France	Hôtellerie	IG	50,20	50,20
OPCI B2 Hôtel Invest	France	Hôtellerie	IG	50,20	50,20
Foncière B3 Hôtel Invest	France	Hôtellerie	IG	50,20	50,20
B&B Invest Lux 4	Allemagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
NH Amsterdam Center Hôtel HLD	Pays-Bas	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
Stadhouderskade Amsterdam BV	Pays-Bas	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
MO Lux 1 SARL	Allemagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
MO Dreilinden, Niederrad	Allemagne	Hôtellerie	IG	94,00	94,00
MO Berlin et Koln	Allemagne	Hôtellerie	IG	94,00	94,00
Ringer	Allemagne	Hôtellerie	IG	100,00	100,00
B&B Invest Lux 5	Allemagne	Hôtellerie	IG	93,00	93,00
IRIS Holding France	France	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
OPCI Iris Invest 2010	France	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Iris SAS	France	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Sables d'Olonne SAS	France	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Iris investor Holding GmbH	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Iris Général partner GmbH	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	10,00	10,00
Iris Berlin GmbH	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Iris Bochum & Essen GmbH	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Iris Frankfurt GmbH	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Iris Verwaltungs GmbH & co KG	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	18,90	18,90

172 Sociétés	Pays	Secteur d'activité	Méthode de consolidation 2021	% d'intérêt 2021	% d'intérêt 2020
Iris Nurnberg GmbH	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Iris Stuttgart GmbH	Allemagne	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Narcisse Holding Belgique	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Bruxelles Tour Noire	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Louvain	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière malines	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Bruxelles Centre Gare	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Namur	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Tulipe Holding Belgique	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Iris Tréfonds	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Louvain Centre	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Liège	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Bruxelles Aéroport	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Bruxelles Sud	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
Foncière Bruge Station	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
OPCI Camp Invest	France	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
SAS Campeli	France	Hôtellerie	MEE/EA	19,90	19,90
SCI Dahlia	France	Hôtellerie	MEE/EA	20,00	20,00
Jouron (Phoenix Belgique)	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	33,33	33,33
Foncière Bruxelles Sainte Catherine (Phoenix)	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	33,33	33,33
Foncière Gand Cathedrale (Phoenix)	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	33,33	33,33
Foncière IGK (Phoenix)	Belgique	Hôtellerie	MEE/EA	33,33	33,33
Kombon SAS (Phoenix)	France	Hôtellerie	MEE/EA	33,33	33,33
OPCI Otelli (Phoenix)	France	Hôtellerie	MEE/EA	31,15	31,15
CBI Orient (Phoenix)	France	Hôtellerie	MEE/EA	31,15	31,15
CBI Express (Phoenix)	France	Hôtellerie	MEE/EA	31,15	31,15
B&B Invest Lux 6	Allemagne	Hôtellerie	liquidée	-	93,00
Foncière Manon	France	Hôtellerie	tuppée	-	100,00
Foncière Ulysse	France	Hôtellerie	tuppée	-	100,00
Ingrid Holdco Srl (Roco Italy)	Italie	Hôtellerie	fusionnée	-	100,00
Anitah Srl (Roco Italy)	Italie	Hôtellerie	fusionnée	-	100,00
Rossellini S.à.r.l (Roco Luxembourg)	Luxembourg	Hôtellerie	fusionnée	-	100,00

Le siège social de la société mère Covivio Hotels ainsi que ses principales filiales françaises intégrées globalement se situent Avenue Kléber – 75 116 Paris.

Le groupe Covivio Hotels est composé de 172 sociétés dont 136 sociétés en intégration globale et 36 sociétés mises en équivalence.

4.2.3.4 Évaluation du contrôle

OPCI Foncière B2 Hôtel Invest (entité structurée consolidée)

L'OPCI Foncière B2 Hôtel Invest détenue par Covivio Hotels à 50,2% au 31 décembre 2021 est consolidée en intégration globale.

Les décisions de gouvernance de l'OPCI sont prises à la majorité des six membres du (4) d'Administration (Covivio Hotels a trois représentants dont le Président qui a une voix prépondérante en cas de partage des voix).

Compte tenu des règles de gouvernance qui confèrent à Covivio Hotels les pouvoirs lui donnant la capacité d'influer sur les rendements de l'actif, la société est consolidée par intégration globale.

SAS Samoëns (entité structurée consolidée)

La SAS Samoëns est détenue à 50,10% par Covivio Hotels au 31 décembre 2021 et en partenariat avec les Assurances Crédit Mutuel (49,9%).

Covivio Hotels, en sa qualité de Gérant de la société Samoëns, est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom et pour le compte de la société dans la limite de l'objet social. Compte tenu des règles de gouvernance qui confèrent à Covivio Hotels les pouvoirs lui donnant la capacité d'influer sur les rendements de l'actif, la société est consolidée par intégration globale.

L'actif Club Med Samoëns fait l'objet d'une promesse de vente au 31 décembre 2021.

4.2.4 Événements significatifs de la période

Les événements significatifs de la période sont les suivants :

4.2.4.1 Reprise de l'activité

Le 1^{er} semestre ayant été encore marqué par de nombreuses mesures de confinement en Europe, la reprise de l'activité a été essentiellement constatée sur le second semestre avec des taux d'occupation en forte hausse mais demeurant en dessous de l'activité de l'exercice 2019. Cette reprise d'activité se traduit par les principaux éléments suivants :

- la hausse des revenus locatifs à loyer variable pour 10,7 M€ sur le portefeuille ACCOR et 12 M€ de loyers sur le portefeuille au Royaume-Uni ; pour rappel, au 31 décembre 2020, il n'avait pas été comptabilisé de loyers sur les actifs du Royaume-Uni du fait de l'activation de la clause de sous-performance majeure
- la hausse de 13,6 M€ du résultat des hôtels en gestion qui s'explique principalement par la reprise progressive de l'activité sur le second semestre
- dans un contexte de sortie de crise, les loyers fixes par paliers du portefeuille Roco (5,2 M€) et du Radisson Blue (0,6 M€) ont été linéarisés.

À noter que les hôtels en gestion ont bénéficié d'aides gouvernementales et de mesures de chômage partiel pour 16,8 M€.

Les valeurs d'expertise des hôtels en bail sont globalement stables par rapport au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, les tests de perte de valeur sur les actifs de l'activité Murs et fonds ont conduit à déprécier les écarts d'acquisition sur trois hôtels en France pour un total de - 17,9 M€.

4.2.5 Notes relatives à l'état de situation financière

4.2.5.1 Patrimoine

4.2.5.1.1 Principes comptables relatifs aux actifs incorporels et corporels

Regroupement d'entreprise (IFRS 3) et écarts d'acquisition

Une entité doit déterminer si une transaction ou un autre événement constitue un regroupement d'entreprise au sens de la définition de la norme IFRS 3 qui stipule qu'une entreprise est un ensemble intégré d'activités et d'actifs susceptible d'être exploité et géré dans le but de fournir un rendement (dividendes, coûts inférieurs ou autres avantages économiques) directement aux investisseurs.

Dans ce cas, le coût d'acquisition correspond à la juste valeur à la date d'échange des actifs et passifs apportés et des instruments de capitaux propres émis en échange de l'entité acquise. L'écart d'acquisition est comptabilisé comme un actif pour l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs acquis nette des impôts différés comptabilisés s'il y a lieu. Un écart d'acquisition négatif est porté en compte de résultat.

Pour déterminer si une transaction est un regroupement d'entreprise, le groupe considère notamment si un ensemble intégré d'activités est acquis en plus de l'immobilier dont les critères peuvent être le nombre d'actifs et l'existence de processus comme l'*Asset Management* ou des activités de commercialisation.

4.2.4.2 Actifs en développement

Un actif, l'hôtel Nice Plaza, est en cours de développement et sa livraison est prévue au 2^e semestre 2022 (cf.4.2.5.1.4).

4.2.4.3 Cessions d'actifs

Au cours de l'année 2021, le groupe Covivio Hotels a cédé pour 69,2 M€ d'actifs net de frais en ligne avec les valeurs de promesses signées en 2020 (cf.4.2.6.3).

Ces cessions concernent 14 actifs Jardiland pour 49,4 M€, sept actifs Courtepaille pour 7,9 M€ et un hôtel IBIS en France pour 12,6 M€.

4.2.4.4 Accords de cessions

Au 31 décembre 2021, les promesses de ventes s'élèvent à 154,8 M€ dont Le Club Med Samoëns pour 124,3 M€, un hôtel ACCOR en Suisse pour 8,8 M€, cinq actifs Courtepaille pour 2,7 M€ et un hôtel en Espagne pour 19 M€.

4.2.4.5 Augmentation de capital et refinancement de la dette

En juin 2021, Covivio Hotels a réalisé une augmentation de capital pour un montant de 248 M€ (net de frais).

Cette augmentation de capital a été utilisée pour rembourser une dette obligataire (186,6M€) et les emprunts souscrits pour l'acquisition du portefeuille Roco en septembre 2020 (175 M€).

En juillet et novembre 2021, Covivio Hotels a émis un nouvel emprunt obligataire de 599 M€. Ce dernier a été utilisé pour refinancer plusieurs dettes dont l'échéance était relativement proche.

Les compléments de prix éventuels sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Ils sont définitivement évalués dans les 12 mois suivant la date d'acquisition. La variation ultérieure de ces compléments de prix est comptabilisée en résultat de la période.

Après sa comptabilisation initiale, le *goodwill* fait l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles et corporelles et des écarts d'acquisition associés avec les valorisations des hôtels en « Murs et Fonds » réalisés par les experts immobiliers.

Au 31 décembre 2021, les tests de perte de valeurs ont entraîné la dépréciation des écarts d'acquisitions de trois hôtels exploités en Murs et Fonds (17,9 M€) en France.

Si le groupe conclut qu'il ne s'agit pas d'un regroupement d'entreprise, la transaction est comptabilisée comme une acquisition d'actifs et applique les normes appropriées aux actifs acquis.

Les coûts connexes à l'acquisition qualifiés de Regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges conformément à IFRS 3 et figurent sur la ligne « résultat des variations de périmètre » dans le compte de résultat alors que les coûts d'une acquisition non qualifiée de regroupement d'entreprise font partie intégrante des actifs acquis.

Immeubles de placement (IAS 40)

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus en vue de leur location dans le cadre de locations simples ou de la valorisation du capital à long terme (ou les deux).

Les immeubles de placement représentent l'essentiel du patrimoine de la société.

Les immeubles exploités en murs et fonds – *owner occupied buildings* – sont comptabilisés en immobilisations corporelles au coût amorti.

Conformément à l'option offerte par IAS 40, les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat. Les immeubles de placement ne sont pas amortis.

Le patrimoine de Covivio Hotels est expertisé par des experts indépendants membres de l'AFREXIM (notamment Cushman, BNP Paribas Real Estate, CBRE, Crédit Foncier Expertise, MKG, HVS) selon un rythme semestriel, avec deux campagnes réalisées, l'une au 30 juin, l'autre au 31 décembre.

Les actifs sont estimés en valeur hors droits et droits compris, et les loyers en valeur de marché. Ils sont enregistrés dans les comptes à leur valeur hors-droits.

La méthodologie diffère en fonction de la typologie des actifs :

Valorisation des hôtels

La valeur des hôtels a été déterminée en actualisant les revenus nets annuels futurs sur la base des principes suivants :

- la valorisation des projections de *cash flow* a été faite majoritairement sur 10 années
- les *cash flows* sont déterminés en fonction des loyers, eux-mêmes fonction du chiffre d'affaires des hôtels, et les investissements directs de Covivio Hotels sont déduits du *cash flow*
- les loyers sont calculés en appliquant un taux fixe au chiffre d'affaires des hôtels. Les taux varient en fonction de l'enseigne et de la localisation de l'actif
- les taux d'actualisation et de capitalisation sont déterminés sur la base du taux d'intérêt sans risque majoré d'une prime de risque associée à l'immeuble.

Valorisation du village de vacances Club Méditerranée au Portugal

Le village de vacances a été évalué par capitalisation du revenu locatif qu'il est susceptible de générer.

Valorisation des activités non significatives

Les jardineries (Jardiland) et les restaurants (Courtepaille) ont été évalués par capitalisation du revenu locatif qu'ils sont susceptibles de générer (en tenant compte du niveau estimé du loyer normatif que l'actif est susceptible de supporter) ainsi que par actualisation de l'ensemble des revenus locatifs sur la durée résiduelle du bail.

Les valeurs ainsi obtenues sont également recoupées avec le taux de rendement initial, les valeurs vénales au m² des transactions comparables et les transactions réalisées par le groupe.

La norme IFRS 13 sur la juste valeur établit une hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux pour les données utilisées dans le cadre des évaluations :

- niveau 1 : l'évaluation fait référence à des cours (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs/passifs identiques et disponibles à la date d'évaluation
- niveau 2 : l'évaluation fait référence à des modèles de valorisation utilisant des données d'entrées observables directement ou indirectement sur un marché actif
- niveau 3 : l'évaluation fait référence à des modèles de valorisation utilisant des données d'entrées non observables sur un marché actif.

L'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement implique le recours à différentes méthodes de valorisation utilisant des paramètres non observables ou observables ayant fait l'objet de certains ajustements. De ce fait, le patrimoine du groupe est réputé relever, dans son ensemble, du niveau 3 au regard de la hiérarchie des justes valeurs par la norme IFRS 13.

Le contexte de crise crée une incertitude sur les estimations retenues pour les valeurs d'expertise. Ces estimations intègrent des hypothèses de reprise d'activité (réouverture des hôtels et reprise de la fréquentation progressive...) qui pourraient s'avérer différentes.

Immeubles en développement (IAS 40)

Les immeubles en cours de construction sont évalués selon le principe général de valorisation à la juste valeur sauf s'il n'est pas possible de déterminer cette juste valeur de façon fiable et continue. Dans ce cas, l'immeuble est valorisé à son coût de revient.

En conséquence, les programmes de développement, d'extension ou de restructuration des immeubles existants et non encore mis en exploitation sont évalués à la juste valeur et classés en immeubles de placement dès lors que les critères de fiabilité de la juste valeur sont remplis (critères administratifs, techniques et commerciaux).

Conformément à IAS 23 révisée, en période de construction et de rénovation, le coût d'emprunt est incorporé dans le coût des actifs. Le montant capitalisé est déterminé sur la base des frais financiers payés pour les emprunts spécifiques et le cas échéant pour les financements provenant d'emprunts généraux sur la base du taux moyen pondéré des dettes concernées.

Droits d'utilisation (IFRS 16)

En application d'IFRS 16, lorsqu'un bien immobilier ou mobilier est détenu dans le cadre d'un contrat de location, le preneur doit comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et un passif locatif, au coût amorti.

Les actifs comptabilisés au titre des droits d'utilisation sont inclus dans les postes où les actifs sous-jacents correspondants seraient présentés s'ils lui appartenaient, à savoir les postes Immeubles d'exploitation, Autres immobilisations corporelles et Immeubles de placement.

Le preneur amortit le droit d'utilisation linéairement sur la durée du contrat, sauf pour les droits relatifs à des immeubles de placement qui sont évalués à la juste valeur.

Immobilisations corporelles (IAS 16)

En application de la méthode préférentielle proposée par IAS 16, les hôtels en gestion de l'activité Murs et Fonds (occupés ou exploités par les équipes du groupe – *own occupied buildings*) sont valorisés au coût historique diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeurs. Ils sont amortis sur leur durée d'utilisation et selon une approche par composant.

Les hôtels exploités en Murs et Fonds sont amortis selon leur durée d'utilisation :

Constructions	50 à 60 ans
Installations générales et aménagements des constructions	10 à 30 ans
Matériel et mobilier	3 à 20 ans

Si la valeur d'expertise en Murs et Fonds est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée, en priorité sur la valeur du fonds, puis sur la valeur des immobilisations corporelles.

Actifs non courants destinés à la vente (IFRS 5)

Conformément à la norme IFRS 5, lorsque Covivio Hotels a décidé de céder un actif ou un groupe d'actifs, il le classe en tant qu'actif destiné à la vente si :

- l'actif ou le groupe d'actifs est disponible en vue de sa vente immédiate dans son état actuel, sous réserve uniquement des

conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs

- sa vente est probable dans un délai de un an, et des actions de commercialisation sont initiées.

Pour Covivio Hotels, seuls les immeubles répondant aux critères ci-dessus et pour lesquels une promesse de vente a été signée sont classés en actifs courants destinés à être cédés.

En cas d'existence d'une promesse de vente à la date de clôture des comptes, c'est le prix de la promesse nette de frais qui constitue la juste valeur du bien destiné à être cédé.

4.2.5.1.2 Tableau de mouvement des actifs immobilisés

K€	31/12/2020	Augmentations/ Dotations	Cessions	Variation de Juste Valeur	Transferts	Variation de Change	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	135 281	- 17 824	3	0	- 37	- 0	117 423
Écarts d'acquisitions	135 086	- 17 886	0	0	- 1	0	117 199
Autres Immobilisations incorporelles	195	62	3	0	- 36	- 0	223
Valeurs Brutes	2 165	174	- 68	0	- 36	0	2 235
Amortissements	- 1 970	- 112	71	0	0	- 0	- 2 011
Immobilisations corporelles	1 046 493	- 17 077	- 268	0	36	0	1 029 184
Immeubles d'exploitation	1 017 972	- 19 607	- 3	0	7 873	0	1 006 235
Valeurs Brutes	1 302 756	14 243	- 799	0	8 448	0	1 324 648
Amortissements	- 284 784	- 33 850	796	0	- 575	- 0	- 318 413
Autres immobilisations corporelles	24 433	- 6 534	- 265	0	333	0	17 967
Valeurs Brutes	148 013	1 932	- 1 258	0	469	0	149 156
Amortissements	- 123 580	- 8 466	993	0	- 136	0	- 131 189
Immobilisations en cours	4 088	9 064	0	0	- 8 170	0	4 982
Immeubles de placement	5 052 610	53 461	- 37 120	- 38 387	- 113 899	68 097	4 984 763
Immeubles de placement	5 001 696	35 272	- 37 120	- 22 556	- 113 899	68 097	4 931 491
Immeubles en développement	50 914	18 189	0	- 15 831	0	0	53 272
Actifs destinés à être cédés	50 955	- 206	- 31 955	22 093	113 900	0	154 787
TOTAL	6 285 339	18 355	- 69 340	- 16 294	0	68 097	6 286 157

Immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition des hôtels exploités en Murs et Fonds s'élèvent à 117,2 M€ et diminuent de 17,9 M€ suite aux tests de perte de valeur sur trois hôtels en France.

Au 31 décembre 2021, des tests de sensibilité sur les écarts d'acquisition ont été effectués. Une baisse de 2,5% des valeurs d'expertises entraînerait des dépréciations complémentaires pour 2 M€ et une baisse de 5% des valeurs entraînerait des dépréciations complémentaires pour 4,3 M€.

Immobilisations corporelles

Le patrimoine des hôtels exploités en murs et fonds s'établit à 1 029,2 M€ au 31 décembre 2021 et est présenté sur la ligne « immobilisations corporelles ». Conformément aux normes IFRS, les immeubles occupés/exploités (*owner occupied building*) ne

répondent pas à la définition d'un immeuble de placement et sont comptabilisés et évalués au coût amorti.

La colonne augmentations et dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (- 17,1 M€) comprend principalement :

- des travaux réalisés sur le portefeuille Murs et Fonds en Allemagne pour 12 M€
- des travaux réalisés sur un portefeuille d'hôtels exploités en France pour 6,9 M€
- des travaux réalisés sur le Hilton Dublin pour 1,8 M€
- des travaux sur l'hôtel Crowne Plaza à Bruxelles pour 1,3 M€
- des travaux sur les autres portefeuilles en Murs et Fonds pour 2,8 M€
- les dotations aux amortissements de la période pour - 42,3 M€.

Immeubles de placement et actifs destinés à être cédés

Les immeubles de placement et les immeubles destinés à être cédés sont valorisés dans le référentiel IFRS en adoptant le principe de la juste valeur.

Les augmentations des immeubles de placement (35,3 M€) comprennent principalement :

- l'augmentation du droit d'utilisation d'un actif en Italie consécutive à l'allongement de la durée du contrat (+ 23 M€)
- l'impact des franchises de loyers nettes des linéarisations pour 1,6 M€
- des travaux pour 5,2 M€ sur les hôtels Accor et B&B en France
- des travaux pour 4,6 M€ sur les hôtels du portefeuille Roco.

4.2.5.1.3 Paramètre des expertises

À noter que le groupe n'a pas identifié d'utilisation optimale d'un actif différente de l'utilisation actuelle et que, de ce fait, la mise en œuvre d'IFRS 13 n'a pas conduit à modifier les hypothèses retenues pour la valorisation du patrimoine.

Les cessions d'un montant de 69,3 M€ sont relatives à la vente de 14 actifs Jardiland, 7 actifs Courtepaille et un hôtel Ibis à Aubervilliers.

La variation de juste valeur (- 16,3 M€) sur l'exercice présente une certaine stabilité des valeurs.

À noter que la valeur du patrimoine situé au Royaume-Uni a baissé de près de - 6,4% mais est compensée par l'appréciation de la livre sur l'exercice (+ 7,2%).

La ligne « Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles » du Tableau des Flux de Trésorerie s'élève à 73,7 M€. Elle correspond au total de la colonne « Augmentations », hors effet des dotations (- 60,2 M€) du tableau de mouvement de patrimoine soit + 78,4 M€ retraité de la variation des dettes fournisseurs d'immobilisation (- 3,3 M€) et de l'impact des paliers de loyers et franchises inclus dans les valeurs d'expertises (- 1,4 M€).

En application de la norme IFRS 13, les tableaux ci-dessous détaillent, par secteur d'activité, les fourchettes des principales données d'entrée non observables (de niveau 3) utilisées par les experts immobiliers :

Regroupement d'actifs comparables	Niveau	Taux de rendements (min.-max.)	Taux de rendements (moyenne pondérée)	Taux d'actualisation du DCF	Taux d'actualisation moyen	Valeur d'expertise (en M€)
Allemagne	Niveau 3	4,0%- 5,4%	4,6%	4,0%- 6,4%	5,2%	658
Belgique	Niveau 3	5,4%- 6,8%	6,2%	6,9%- 8,4%	7,7%	242
Espagne	Niveau 3	3,9%- 7,8%	5,1%	5,2%- 8,7%	6,3%	630
France	Niveau 3	3,5%- 6,7%	4,6%	4,3%- 7,8%	5,8%	1 741
Pays-Bas	Niveau 3	4,7%- 6,0%	5,0%	5,9%- 7,8%	6,2%	157
Royaume-Uni	Niveau 3	4,0%- 6,3%	4,7%	6,4%- 9,5%	7,1%	785
Autres	Niveau 3	5,5%- 6,8%	5,8%	6,1%- 8,0%	6,9%	562
Hôtels en bail	Niveau 3	3,5% - 7,8%	4,9%	4,0% - 9,5%	6,3%	4 776
Autres activités (non significatives)	Niveau 3	5,5% - 13,3%	6,7%	6,6% - 16,6%	8,2%	61
Total en exploitation						4 837
Actifs en développement	Niveau 3	4,5%	4,5%	5,5%	5,5%	53
Droits d'utilisation	Niveau 3					249
TOTAL						5 140

Impact des variations de taux de rendement sur la variation de juste valeur des actifs immobiliers :

M€	Rendement	Taux Rendement - 50 bps	Taux Rendement + 50 bps
Hôtels en Europe	5,3%	506,3	- 418,7
TOTAL	5,3%	506,3	- 418,7

- Si le taux de rendement hors droits baisse de 50 bps (« - 0,5 point »), la valeur vénale hors droits des actifs immobiliers augmentera de 506,3 M€.

- Si le taux de rendement hors droits augmente de 50 bps (« + 0,5 point »), la valeur vénale hors droits des actifs immobiliers baissera de - 418,7 M€.

4.2.5.1.4 Immeubles en développement

Les immeubles en développement concernent les programmes de construction ou de restructuration faisant l'objet de l'application de la norme IAS 40 révisée.

K€	31/12/2020	Acquisitions et travaux*	Variation de juste valeur	31/12/2021	Date de livraison prévue
Plaza Nice	50 914	18 189	- 15 831	53 272	2 ^e semestre 2022
TOTAL	50 914	18 189	- 15 831	53 272	

* Dont frais financiers capitalisés pour 1,2 M€.

La variation de Juste Valeur négative s'explique par des dépassements sur les budgets de travaux.

4.2.5.2 Actifs financiers

4.2.5.2.1 Principes comptables liés aux actifs financiers

Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont constitués de participations dans des sociétés non consolidées.

Ces titres sont comptabilisés lors de leur acquisition à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction. Ils sont ensuite évalués à leur juste valeur en compte de résultat à la date de clôture. La juste valeur est appréhendée à partir des techniques d'évaluation reconnues (références à des transactions récentes,

actualisation des *cash flows* futurs...). Certains titres dont la juste valeur ne peut pas être évaluée de manière fiable sont évalués au coût d'acquisition.

Les dividendes perçus sont enregistrés lorsqu'ils ont été votés.

Prêts

À chaque clôture, les prêts sont évalués à leur coût amorti. Par ailleurs, des dépréciations sont constituées et comptabilisées en résultat lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur du fait d'un événement intervenu après la comptabilisation initiale de l'actif.

4.2.5.2.2 Tableau des actifs financiers

K€	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2021
Prêts ordinaires ⁽¹⁾	67 095	70	- 531	0	66 633
Total prêts et comptes courants	67 095	70	- 531	0	66 633
Titres valorisés au coût historique ⁽²⁾	202	0	0	- 2	200
Total autres actifs financiers	202	0	0	- 2	200
TOTAL	67 297	70	- 531	- 2	66 833

(1) Les prêts ordinaires sont principalement constitués des prêts subordonnés aux sociétés mises en équivalence pour 62,2 M€ et des dépôts de garantie reversés aux municipalités en Espagne (3,2 M€).

(2) Participation dans une société non consolidée.

4.2.5.3 Participations dans les entreprises associées et co-entreprises

4.2.5.3.1 Principes comptables liés aux participations

Les investissements dans les entreprises associées et co-entreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du groupe dans l'entreprise associée ou co-entreprise est initialement comptabilisée au coût augmenté ou diminué des changements, postérieurs à l'acquisition, dans la quote-part d'actif net de

l'entreprise associée. L'écart d'acquisition lié à une entreprise associée est inclus, s'il n'est pas déprécié, dans la valeur comptable de la participation. La quote-part de résultat de la période est présentée dans la ligne « Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ».

Les états financiers de ces sociétés sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et des corrections sont apportées, le cas échéant, pour homogénéiser les méthodes comptables avec celles du groupe Covivio Hotels.

4.2.5.3.2 Tableau des participations dans les entreprises associées et coentreprises

K€	% de détention	31/12/2021	31/12/2020	Quote-part de résultat	Distributions
IRIS Holding France	19,90%	17 997	17 903	98	- 0
OPCI IRIS INVEST 2010	19,90%	29 245	26 385	3 603	- 743
OPCI CAMPINVEST	19,90%	22 877	21 564	2 121	- 807
SCI Dahlia	20,00%	18 470	17 618	851	0
OPCI OTELI (Phoenix)	31,15%	66 746	65 061	2 359	- 675
KOMBON (Phoenix)	33,33%	29 051	27 747	1 304	0
JOURON (Phoenix)	33,33%	11 429	11 075	354	0
TOTAL		195 815	187 354	10 691	- 2 226

Les participations dans des sociétés associées s'élevaient à 195,8 M€ au 31 décembre 2021 contre 187,4 M€ au 31 décembre 2020. La variation par le résultat (10,7 M€) intègre une variation de juste de valeur de 5,4 M€ et une augmentation des loyers variables suite à la reprise de l'activité sur le second semestre 2021.

Pour rappel, les holdings OPCI Iris Invest 2010 et IRIS Holding France ont été constituées en 2010 et détiennent un portefeuille de quarante-neuf hôtels Accor en France, Belgique et Allemagne.

La holding OPCI Campinvest a été constituée en 2011 et détient un portefeuille d'hôtels Campanile en France.

La SCI Dahlia, constituée en 2011, détient un portefeuille de sept hôtels Accor en France.

Le portefeuille Phoenix a été acquis en juillet 2019 et comprend 32 hôtels Accor en France et deux en Belgique. Au 31 décembre 2021, il y a deux actifs sous promesse pour une valeur de 9 M€.

4.2.5.3.3 Répartition de l'actionariat des principales entreprises associées et coentreprises

	IRIS Holding France	OPCI IRIS INVEST 2010	OPCI CAMPINVEST	SCI Dahlia	OPCI OTELI (Phoenix)	KOMBON SAS (Phoenix)	JOURON SPRL (Phoenix)
Groupe Covivio Hotels							
Covivio Hotels	19,9%	19,9%	19,9%	20,0%	31,15%	33,33%	33,33%
Tiers Hors groupe							
Predica	80,1%	80,1%	68,8%	80,0%			
Pacifica			11,3%				
Sogecap					31,15%	33,33%	33,33%
Caisse Dépôt Consignation					37,7%	33,33%	33,33%

4.2.5.3.4 Principales informations financières des entreprises associées et coentreprises

K€	Total Bilan	Total des actifs non courants	Trésorerie	Total Passifs non courants hors dettes financières	Total Passifs courants hors dettes financières	Dettes financières	Loyers	Coût de l'endettement financier net	Résultat net consolidé
IRIS Holding France	223 903	200 604	22 456	19 565	3 598	110 166	4 536	- 2 981	491
OPCI IRIS INVEST 2010	264 081	242 550	18 470	0	6 203	110 915	8 660	- 2 097	18 107
OPCI CAMPINVEST	192 549	173 480	16 243	0	687	76 900	11 996	- 1 615	10 660
SCI Dahlia	167 856	162 994	3 597	0	1 361	74 146	3 950	- 1 641	4 257
OPCI OTELI	341 621	319 387	10 690	0	12 586	114 763	11 362	- 1 425	7 573
KOMBON SAS	164 365	160 091	3 401	16 566	757	59 889	1 800	- 705	3 912
JOURON SPRL	42 801	40 849	1 951	6 237	450	1 827	770	- 27	1 063

4.2.5.4 Impôts différés à la clôture

Compte tenu du régime fiscal applicable en France (régime SIIC), l'économie potentielle d'impôt sur les déficits fiscaux reportables de l'activité immobilière en France n'est pas comptabilisée.

K€	Bilan au 31/12/2020	Augmentations		Diminutions		Transferts	Bilan au 31/12/2021
		Par le résultat de la période	Différentiel de taux	Par le résultat de la période	Variation de change		
IDA sur reports déficitaires	32 227	6 285		- 12 402		25	26 135
IDA sur JV immob.	7 625	24	1 641	- 6 831	254		2 713
IDA sur JV IFT	2 287	0		- 1 546			741
IDA sur écarts temporaires	3 955	1 518		- 2 683		- 3	2 787
	46 095	7 827	1 641	- 23 462	254	22	32 379
Compensation IDA/IDP	- 16 189			1 448			- 14 741
TOTAL DES IDA	29 906	7 827	1 641	- 22 014	254	22	17 634

K€	Bilan au 31/12/2020	Augmentations		Diminutions		Transferts	Bilan au 31/12/2021
		Par le résultat de la période	Différentiel de taux	Par le résultat de la période	Variation de change		
IDP sur JV immob.	249 651	19 030	10 544	- 12 113	2 297	- 909	268 500
IDP sur JV IFT	0						0
ID.P. sur écarts temporaires	4 618	2 400		- 7 404	- 5	1 015	624
	254 269	21 430	10 544	- 19 517	2 292	106	269 125
Compensation IDA/IDP	- 16 189			1 448			- 14 741
TOTAL DES IDP	238 080	21 430	10 544	- 18 069	2 292	106	254 384

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés actifs et passifs sont compensés par entité fiscale dès lors qu'ils concernent des impôts prélevés par la même autorité fiscale.

Les impôts différés passifs liés aux gains latents sur immobilisations, concernent le secteur Hôtellerie pour 178,5 M€ et le secteur Murs et Fonds pour 81,9 M€.

Le secteur Hôtellerie passe de 152,3 M€ à 178,5 M€ notamment sous l'effet de la reprise d'IDA et de l'évolution de taux au Royaume-Uni (9 M€).

Le secteur Murs et Fonds passe de 55,9 M€ à 67,6 M€ d'impôts différés nets du fait d'une correction sur les déficits reportables (11 M€).

Les sociétés en Murs et Fonds ont des déficits fiscaux activés (74,6 M€). Il s'agit principalement des sociétés Airport Garden (26,3 M€) et du portefeuille Rock (43,1 M€).

Le montant des déficits reportables non activés de droit commun s'élève à 519,7 M€, selon détail ci-dessous :

K€	IDA non activé	Déficit fiscal reportable non activé
Murs en Bail	65 014	257 082
Foncière Iris SAS	72 670	262 584
TOTAL DU GROUPE	137 684	519 666

4.2.5.5 Prêts à court Terme

K€	31/12/2020	Variation de périmètre et changement de mode	Augmentation		Diminution		31/12/2021
Prêts à court terme	1 763	0	398		- 1 765		397
Intérêts courus sur swap	1 090	0	2 549		- 1 091		2 548
TOTAL	2 853	0	2 947		- 2 856		2 945

Les prêts à court terme sont constitués des intérêts courus sur prêts pour 0,4 M€ et des intérêts courus sur swap pour 2,5 M€.

4.2.5.6 Stocks et en cours

Les stocks et encours du groupe Covivio Hotels concernent exclusivement l'activité Murs et Fonds du fait de l'exploitation des hôtels.

K€	31/12/2020	Variation	31/12/2021
Stocks de matières premières et autres approvisionnements	1 712	112	1 823
TOTAL DES STOCKS ET ENCOURS	1 712	112	1 823

La légère hausse des stocks est en lien avec la reprise progressive de l'activité sur le secteur Murs et Fonds au second semestre 2021.

4.2.5.7 Créances clients

4.2.5.7.1 Principes comptables liés aux créances clients

Les créances clients comprennent des créances de location simple et des créances des hôtels en exploitation. Ces éléments sont évalués au coût amorti. Dans le cas où la valeur recouvrable se trouverait inférieure à la valeur nette comptable, le groupe pourrait être conduit à comptabiliser en résultat une perte de valeur.

Créances d'opérations de location simple

Pour les créances de location simple, dès le premier impayé, une dépréciation est constituée. Les taux de dépréciation appliqués par Covivio Hotels sont les suivants :

- pas de provisions pour les locataires présents ou sortis dont la créance est inférieure à trois mois d'échéance
- 50% du montant de la créance pour les locataires présents dont la créance est comprise entre trois mois et six mois d'échéance

4.2.5.7.2 Tableau des créances clients

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Charges à refacturer aux locataires	4 034	1 524	2 510
Créances clients brutes	74 407	36 373	38 034
Dépréciations des créances clients	- 16 947	- 15 155	- 1 792
Factures à établir	4 779	6 210	- 1 431
Créances clients nettes	62 239	27 428	34 811
TOTAL NET CLIENTS DÉBITEURS	66 273	28 952	37 321

Les charges à refacturer comprennent essentiellement des redevances de charges sur le portefeuille d'actifs en Murs et Fonds exploités en Allemagne.

Les créances clients brutes dont le solde est de 74,4 M€ au 31 décembre 2021 comprennent principalement :

- les créances clients du secteur d'activité Murs et Fonds pour 5,2 M€, dont loyers quittancés d'avance
- les créances clients du secteur d'activité Hôtellerie pour 69,2 M€ dont :
 - 29,3 M€ de créances sur le portefeuille du Royaume-Uni. À noter que du fait de la mise en œuvre de la clause de sous performance majeure, des avoirs à établir ont été comptabilisés et figurent au passif du bilan

- 100% du montant total de la créance pour les locataires présents dont la créance est supérieure à six mois d'échéance
- 100% du montant total de la créance pour les locataires sortis dont la créance est supérieure à trois mois d'échéance.

Les dépréciations arithmétiques qui découlent des règles ci-dessus font l'objet d'un examen au cas par cas afin de tenir compte des situations particulières, de même que des créances peuvent être dépréciées avant même qu'une situation d'impayée soit avérée.

Créances des hôtels en exploitation

Pour les créances des hôtels en exploitation, une dépréciation est constituée en fonction des délais de retard de paiement.

Les créances et dépréciations théoriques qui découlent des règles ci-dessus font l'objet d'un examen au cas par cas afin de tenir compte des situations particulières.

- 22,5 M€ de loyers différés en Espagne, France, Italie et Allemagne
- 13,9 M€ de loyers impayés en Espagne et en France, totalement dépréciés.

Les dépréciations des créances clients s'élèvent à 17 M€. Elles concernent principalement l'Espagne pour 13,6 M€ et la France pour 2,5 M€ (Commerces).

Les factures à établir pour 4,8 M€ comprennent notamment 2 M€ de loyers variables ACCOR et 1,4 M€ sur le secteur d'activité Murs et Fonds.

La Ligne « Variation du BFR lié à l'activité » du Tableau de Flux de Trésorerie s'explique par :

K€	31/12/2021	31/12/2020
Incidence de la variation des stocks et en cours	- 112	556
Incidence de la variation des clients et autres débiteurs	- 38 619	1 902
Incidence de la variation des fournisseurs et autres	33 774	- 7 089
VARIATION DU BFR LIÉ À L'ACTIVITÉ	- 4 958	- 4 630

Les variations des créances clients s'expliquent notamment par la mise en place de différés de paiement, et les créances du portefeuille au Royaume-Uni (- 29 M€).

Les variations des dettes fournisseurs s'expliquent principalement par l'augmentation des avoirs à établir sur le portefeuille du Royaume-Uni pour 51 M€ contre 20 M€ au 31 décembre 2020.

4.2.5.8 Autres créances

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Créances fiscales (IS)	8 438	9 878	- 1 440
Autres créances fiscales	19 007	34 230	- 15 223
Autres créances	14 389	12 434	1 955
Créances sur cessions	82	82	0
Comptes courants	5 617	3 221	2 396
TOTAL CRÉANCES FISCALES ET AUTRES CRÉANCES	47 533	59 844	- 12 311

Les autres créances fiscales (19 M€) concernent principalement des créances de TVA (15 M€) et une créance sur la retenue à la source en lien avec la distribution de Rock Lux dont le remboursement devrait intervenir en 2022 (3,1 M€).

La variation de - 15 M€ s'explique principalement par des remboursements obtenus sur l'exercice, notamment sur le portefeuille au Royaume-Uni (- 5,9 M€) et en Pologne (- 4,9 M€).

Le poste autres créances (14,4 M€) se compose notamment d'aides de l'État sur l'activité Murs et Fonds (3,7 M€), du loyer minimum garanti à recevoir sur le Pullman Roissy (2 M€) et des avances sur travaux sur le Méridien Nice pour 2 M€.

La variation des comptes courants (+ 2,4 M€) provient essentiellement de l'OPCI Oteli.

4.2.5.9 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent l'activité Murs et Fonds pour 0,9 M€ et les Hôtels en bail pour 0,3 M€.

4.2.5.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

4.2.5.10.1 Principes comptables liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités, les dépôts à court terme et les SICAV monétaires. Il s'agit d'actifs à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

4.2.5.10.2 Tableau de la trésorerie et équivalents de trésorerie

K€	31/12/2021	31/12/2020
Équivalents de Trésorerie	2 207	912
Disponibilités bancaires	142 974	100 847
TRÉSORERIE BRUTE	145 181	101 759

Au 31 décembre 2021, le portefeuille de titres monétaires disponibles à la vente est principalement constitué de SICAV monétaires classiques de niveau 2.

- Le niveau 1 du portefeuille correspond aux instruments dont le prix est coté sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et observables, soit directement soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Le groupe Covivio Hotels ne détient aucun placement présentant un risque en capital.

4.2.5.11 Capitaux propres

4.2.5.11.1 Principes comptables liés aux capitaux propres

Actions propres

Si le groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres (actions propres), ceux-ci sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du groupe.

4.2.5.11.2 Variation des capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres et les mouvements du capital sont présentés en note 4.1.4.

L'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021 a approuvé la distribution d'un dividende ordinaire de 34,5 M€, soit un dividende de 0,26 € par action.

Le 14 juin 2021, une augmentation de capital de 248,1 M€ nette de frais a été réalisée. 15 593 836 actions nouvelles ont été créées (nominal de 4 € et prime de 12 €). Le capital s'élève à 592,6 M€ au 31 décembre 2021. Les réserves correspondent aux réserves sociales et report à nouveau de la société mère, ainsi qu'aux réserves issues de la consolidation.

La variation des écarts de conversion de 0,6 M€ enregistrée directement en situation nette se décompose principalement comme suit :

- effet de la variation des taux de change, principalement la Livre Sterling pour 28,8 M€ (le taux de clôture est de 1,185 € contre 1,105 € à l'ouverture)
- effet de la variation du Forint Hongrois et de la Couronne Tchèque pour 2,1 M€
- effet des investissements nets à l'étranger (IAS 21 et IFRS 9), décomposé en :
 - écarts de change liés aux emprunts et prêts à long terme de Covivio Hotels libellés en GBP (- 8,4 M€)
 - variation de Juste Valeur du Cross Currency Swap liée à la variation de devise (- 21,9 M€).

Au 31 décembre 2021, le capital est composé de 148 141 452 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 4,00 €.

Opération	Actions émises	Actions Propres	Actions en circulation
Nombre d'actions au 31 décembre 2020	132 547 616	15 740	132 531 876
Augmentation de Capital	15 593 836		
Actions propres – contrat de liquidité		- 6 924	
Nombre d'actions au 31 décembre 2021	148 141 452	8 816	148 132 636

La ligne « sommes versées par les actionnaires de la société mère » du Tableau des Flux de Trésorerie s'élève à 248 M€ et correspond à l'augmentation de capital de Covivio Hotels du 14 juin 2021.

La ligne « sommes versées par les minoritaires » du Tableau des Flux de Trésorerie s'élève à 1,4 M€ au titre de l'augmentation des primes des minoritaires sur le portefeuille Rock (Murs et Fonds).

4.2.5.12 État des dettes

4.2.5.12.1 Principes comptables liés à l'état des dettes

Les passifs financiers comprennent les emprunts et autres dettes porteuses d'intérêts.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission du passif. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif. Le taux effectif comprend le taux facial et l'amortissement actuariel des frais d'émission et des primes d'émission et de remboursement.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste dettes financières courantes.

Les sociétés du groupe Covivio Hotels détiennent des actifs immobiliers *via* des contrats de location financement : crédit-bail (Murs et Fonds) ou baux emphytéotiques/baux à construction. Dans ce cas, la dette constatée en contrepartie de l'actif est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien immobilier loué

ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Cette dette s'amortit au fur et à mesure des échéances du contrat et donne lieu à la constatation d'une charge financière.

Le passif locatif lié aux baux emphytéotiques/baux à construction est présenté sur la ligne Passif locatif long terme ou court terme au bilan et la charge financière dans le poste Charges d'intérêts sur passifs locatifs.

Instruments dérivés et instruments de couverture

Le groupe Covivio Hotels utilise des instruments dérivés pour la couverture de ses dettes à taux variable contre le risque de taux (couverture de flux de trésorerie futurs) et le risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés au bilan à la juste valeur. La juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues et des paramètres dont la valeur est déterminée à partir des prix d'instruments traités sur des marchés d'actifs. Cette valorisation est réalisée par un prestataire extérieur.

Compte tenu des caractéristiques de son endettement, Covivio Hotels ne qualifie pas à la comptabilité de couverture. Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations sont inscrites au compte de résultat, à l'exception du *Cross Currency Swap* pour la partie liée à la couverture du risque de change, qui est qualifiée de couverture d'investissement net à l'étranger.

4.2.5.12.2 Tableaux des dettes

K€	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Variation de change	Autres variations	31/12/2021
Emprunts bancaires	2 137 508	31 813	- 686 839	23 557	0	1 506 039
Emprunts obligataires	736 553	599 000	- 186 553	0	0	1 149 000
Emprunts de crédit-bail	11 166	1	- 2 937	0	1	8 231
Autres emprunts et dettes assimilées ⁽¹⁾	18 404	0	- 999	0	5	17 410
Sous-total Emprunts (portant intérêts)	2 903 631	630 814	- 877 328	23 557	6	2 680 680
Intérêts courus	12 597	14 790	- 12 563	0	3	14 827
Étalement des frais sur emprunts	- 18 770	6 388	- 5 058	110	0	- 17 330
Banques créditrices	12 458	0	0	0	- 11 536	922
Total Emprunts (LT/CT)	2 909 916	651 992	- 894 949	23 667	- 11 527	2 679 099
<i>dont Long Terme</i>	<i>2 681 356</i>	<i>636 710</i>	<i>- 656 504</i>	<i>23 665</i>	<i>- 42 864</i>	<i>2 642 363</i>
<i>dont Court Terme</i>	<i>228 560</i>	<i>15 282</i>	<i>- 238 445</i>	<i>3</i>	<i>31 337</i>	<i>36 736</i>
Valorisation des instruments financiers	106 148				- 55 833	50 315
<i>dont Actif</i>	<i>- 39 850</i>				<i>15 311</i>	<i>- 24 539</i>
<i>dont Passif</i>	<i>145 998</i>				<i>- 71 144</i>	<i>74 853</i>
TOTAL DETTE BANCAIRE	3 016 064	651 992	- 894 949	23 667	- 67 360	2 729 414

(1) Il s'agit des emprunts des sociétés en partenariats auprès des actionnaires autres que Covivio Hotels. Au 31 décembre 2021, le solde de 17 M€ est principalement constitué par la SAS Samoëns pour 13,6 M€ et les sociétés Rock en Allemagne sur l'activité Murs et Fonds pour 2,6 M€.

La ligne « encaissements liés aux nouveaux emprunts » du Tableau de Flux de Trésorerie (+ 656,2 M€) correspond à la colonne Augmentation des Emprunts portant intérêts (+ 630,8 M€), minorée des primes obligataires (- 2,7 M€), minoré des nouveaux frais (- 2,4 M€), augmentée de la dette de passifs locatifs (+ 30,4 M€) principalement Naiadi Rome.

La ligne « Remboursement d'emprunts » du Tableau de Flux de Trésorerie (- 884,8 M€) correspond à la colonne diminution des emprunts portant intérêts (- 877,3 M€) et augmentée de la dette des passifs locatifs (- 7,5 M€).

L'endettement financier net est présenté ci-dessous :

		31/12/2021	31/12/2020
Trésorerie brute (a)	4.2.5.10.2	145 181	101 759
Soldes créditeurs et concours bancaires courants (b)	4.2.5.12.2	- 922	- 12 458
Trésorerie nette (c) = (a)-(b)		144 259	89 301
Endettement brut (d)	4.2.5.12.2	2 695 507	2 916 228
Amortissement des frais de financement (e)	4.2.5.12.2	- 17 330	- 18 770
Endettement financier net (d) - (c) + (e)		2 533 918	2 808 156
Soldes débiteurs et concours bancaires courants (b)		- 922	- 12 458

4.2.5.12.3 Emprunts bancaires

Le tableau ci-après retrace les caractéristiques des emprunts contractés par le groupe Covivio Hotels et le montant des garanties assorties (de nominal supérieur à 100 M€) :

K€	Dette adossée	Valeur d'expertise 31/12/2021	Encours dette 31/12/2021	Date de mise en place	Nominal Initial	Date d'échéance
	178 M€ (2020) – PARKINN AP BERLIN		176 131	30/12/19	178 000	30/12/29
	290 M€ (2017) – OPCI B2 HI (B&B)		123 323	10/05/17	290 000	10/05/24
	278 M€ (2017) – RocaTierra (actifs en Espagne)		175 333	29/03/17	277 188	29/03/25
	400 M€ (2018/2019) – Rocky (actifs au Royaume-Uni)		474 040	24/07/18	475 145	24/07/26
	> 100 M€	1 863 737	948 826			
	< 100 M€	1 401 387	521 112			
	Total gage	3 265 124 ⁽ⁱ⁾	1 469 939			
	599 M€ (2021) – Emprunt obligataire		599 000	27/07/21	599 000	27/07/29
	200 M€ (2015) – Placement Privé		200 000	29/05/15	200 000	29/05/23
	350 M€ (2018) – Emprunt obligataire		350 000	24/09/18	350 000	24/09/25
	> 100 M€	2 851 147	1 149 000			
	< 100 M€		44 331			
	Total libre	2 851 147	1 193 331			
	Autres dettes		17 410			
	TOTAL GÉNÉRAL	6 116 271	2 680 680			

(i) Valeur hors droits des actifs grevés de sûretés réelles (hypothèques ou nantissement de titres des sociétés les détenant).

Les emprunts sont évalués après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif. Le taux moyen de la dette consolidée de Covivio Hotels s'élève au 31 décembre 2021 à 1,94% (contre 1,99% au 31 décembre 2020).

Les actifs immobilisés faisant l'objet de sûretés représentent 53,4% du total des actifs immobilisés. Ces sûretés sont consenties pour des durées égales à la durée des financements qui s'y rapportent.

Ventilation des emprunts à leur valeur nominale selon la durée restant à courir et par type de taux :

K€	Encours au 31/12/2021	Échéance à - 1 an	Encours au 31/12/2022	Échéance de 2 à 5 ans	Échéance + 5 ans
Dettes Financières à taux fixe	1 305 859	1 930	1 303 930	625 041	678 889
Emprunts bancaires et Crédit-bail	139 449	1 321	138 128	58 239	79 889
Total Emprunts et obligations	139 449	1 321	138 128	58 239	79 889
Obligations	1 149 000	0	1 149 000	550 000	599 000
Total dettes représentées par des titres	1 149 000	0	1 149 000	550 000	599 000
Autres emprunts et dettes assimilées	17 410	608	16 802	16 802	0
Dettes Financières à taux variable	1 374 820	23 024	1 351 796	1 009 690	342 106
Emprunts bancaires et Crédit-Bail	1 374 820	23 024	1 351 796	1 009 690	342 106
Total Emprunts et obligations	1 374 820	23 024	1 351 796	1 009 690	342 106
TOTAL	2 680 680	24 954	2 655 726	1 634 731	1 020 995

4.2.5.12.4 Emprunts obligataires

Les caractéristiques des emprunts obligataires sont les suivantes :

Caractéristiques			
Date d'émission	29/05/2015	24/09/2018	27/07/2021-02/11/2021
Montant de l'émission (en M€)	200	350	599
Remboursement partiel (en M€)	0	0	0
Montant nominal après remboursement partiel (en M€)	200	350	599
Nominal d'une obligation (en €)	200 000	100 000	100 000
Nominal d'une obligation après remboursement partiel (en €)	200 000	100 000	100 000
Nombre de parts émises	1 000	3 500	5 990
Taux nominal	2,218%	1,875%	1,000%
Date d'échéance	29/05/2023	24/09/2025	27/07/2029

La dette obligataire dans les comptes consolidés est de 1 149 M€ au 31 décembre 2021.

La juste valeur de ces emprunts obligataires au 31 décembre 2021, s'élève à 1 148,4 M€ contre 763,4 M€ au 31 décembre 2020.

L'impact de la réévaluation du taux sans risque de ces emprunts à taux fixe s'élève à - 0,6 M€ au 31 décembre 2021.

4.2.5.12.5 Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés sont essentiellement composés d'instruments de couverture de taux mis en place dans le cadre de la politique de couverture des taux d'intérêt du groupe.

K€	31/12/2020 Net	Variation méthode d'intégration	Soulttes de restructuration	Impact P&L	Impact Capitaux Propres	31/12/2021 Net
Instruments financiers	- 106 150	0	8 134	69 643	- 21 942	- 50 315
					IFT Passif	74 853
					IFT Actif	24 539

Conformément à la norme IFRS 13, les juste-valeurs incluent le risque de défaillance des contreparties (CDA/DVA) pour un montant de - 0,1 M€ au 31 décembre 2021 contre - 2,6 M€ au 31 décembre 2020.

La ligne « Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur » du Tableau des Flux de trésorerie de (- 53,3 M€) permettant de calculer la capacité d'autofinancement, intègre l'impact résultat des variations de valeurs des IFT (- 69,6 M€) et la variation de valeur des Immeubles de Placement (16,3 M€).

La ligne Autres Flux sur opérations de financement du TFT (- 4 M€) mentionne les décaissements liés aux soulttes de restructuration de couverture (- 8,1 M€), minorée de la réception de dépôts de garantie locataires (4,1 M€).

L'impact sur les capitaux propres de - 21,9 M€ correspond à la variation de l'exercice du taux de change des *Cross Currency Swap* pris en couverture de nos investissements réalisés au Royaume-Uni.

Répartition par échéance des notionnels des instruments de couverture :

K€	31/12/2021	à moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Couverture Ferme				
Swap receveur fixe	993 344	0	733 344	260 000
Swap payeur fixe	2 020 733	0	756 733	1 264 000
Total des swap	1 027 389	0	23 389	1 004 000
Couverture Optionnelle				
Achat de <i>cap</i>	110 314	42 573	67 741	0
Achat de <i>floor</i>	28 000	0	0	28 000
Vente de <i>floor</i>	13 000	0	13 000	0
TOTAL	3 165 391	42 573	1 570 819	1 552 000

Les instruments de couverture à départ décalé ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

Solde des couvertures au 31 décembre 2021 :

K€	Encours au 31 décembre 2021	
	Taux fixe	Taux variable
Emprunts et dettes financières brutes	1 305 859	1 374 820
Banques créditrices		922
Passifs financiers nets avant couverture	1 305 859	1 375 742
Couverture ferme : <i>swaps</i>	0	- 1 027 389
Couverture optionnelle : <i>caps</i>	0	- 110 314
Total couverture	0	- 1 137 703
PASSIFS FINANCIERS NETS APRÈS COUVERTURE	1 305 859	238 039

4.2.5.12.6 Passifs locatifs

Au 31 décembre 2021, le solde des passifs locatifs s'élève à 276 M€ en application de la norme IFRS 16.

La charge d'intérêts liée à ces passifs locatifs est de 13,9 M€ au titre de 2021.

K€	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	Variation de change	31/12/2021
Passif locatif long terme	236 678	27 491	- 122	- 4 010	10 780	270 818
Passif locatif court terme	5 639	2 897	- 7 429	4 010	65	5 182
TOTAL DETTE BANCAIRE	242 317	30 388	- 7 551	0	10 845	276 000

L'augmentation des passifs locatifs concerne principalement le rallongement de la durée du contrat du Naiadi Rome (+ 23 M€) et les baux emphytéotiques des actifs situés au Royaume-Uni du fait de leur indexation et de leur durée supérieure à cent ans. L'impact de l'appréciation de la livre sur l'exercice 2021 est de 10,8 M€.

Échéancier des passifs locatifs :

K€	Au 31/12/2021	à moins d'un an	de 1 à 5 ans	de 5 à 25 ans	à plus de 25 ans	Total LT	Total
Hôtellerie	249 503	4 625	13 786	50 850	180 242	244 877	249 503
Murs et Fonds	26 497	557	886	3 463	21 592	25 941	26 497
TOTAL DES PASSIFS LOCATIFS	276 000	5 182	14 672	54 312	201 833	270 818	276 000

4.2.5.12.7 Covenants bancaires

Les dettes du groupe Covivio Hotels sont assorties de *covenants* bancaires portant sur les états financiers consolidés de l'emprunteur. À défaut de respect de ces *covenants*, les dettes seraient susceptibles d'être exigibles de manière anticipée. Ces *covenants* sont établis en part du groupe.

Le *covenant* de LTV le plus restrictif s'élève à 60% au 31 décembre 2021.

Aucun financement n'est assorti d'une clause d'exigibilité sur le niveau de rating de Covivio Hotels, actuellement BBB+, perspective stable (rating Standard & Poor's).

LTV Conso	Périmètre	Seuil covenant	Ratio
130 M€ (2019) – REF I	Covivio Hotels	≤ 60%	respecté
279 M€ (2017) – Roca	Covivio Hotels	< 60%	respecté
400 M€ (2018) – Rocky	Covivio Hotels	≤ 60%	respecté

ICR Conso	Périmètre	Seuil covenant	Ratio
130 M€ (2019) – REF I	Covivio Hotels	> 200%	respecté
279 M€ (2017) – Roca	Covivio Hotels	> 200%	respecté
400 M€ (2018) – Rocky	Covivio Hotels	≥ 200%	respecté

Dans le cadre de financements levés par Covivio Hotels et affectés à des portefeuilles spécifiques, ces *covenants* consolidés sont le plus souvent assortis de *covenants* de LTV « périmètre » sur les portefeuilles financés. Ces *covenants* de LTV « périmètre »

Le *covenant* d'ICR le plus restrictif s'élève à 200% au 31 décembre 2021.

Par prudence, Covivio Hotels a sollicité et obtenu un waiver auprès de ses prêteurs pour une suspension du *covenant* d'ICR au 31 décembre 2021 pour certaines sociétés en partenariat.

Les *covenants* bancaires du groupe Covivio Hotels sont pleinement respectés au 31 décembre 2021 et s'établissent à 39,7% pour la LTV part du groupe et 308% pour l'ICR part du groupe.

présentent des seuils usuellement moins contraignants que les *covenants* consolidés. Ils ont pour vocation essentielle d'encadrer l'utilisation des lignes de financement en la corrélant à la valeur des sous-jacents donnés en garantie.



4.2.5.13 Provisions pour risques et charges

4.2.5.13.1 Principes comptables liés aux provisions pour risques et charges

Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés selon la norme révisée d'IAS 19. Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité à la date de clôture. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations effectuées lors de chaque clôture. Le coût des services passés correspond aux avantages octroyés, soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau de prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

A l'inverse, lorsque l'adoption d'un nouveau régime ou le changement d'un régime existant donne lieu à l'acquisition de

droits postérieurement à sa date de mise en place, les coûts des services passés sont comptabilisés en charge, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient entièrement acquis. Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée). La variation de ces écarts actuariels est comptabilisée en autres éléments du résultat global.

La charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, l'amortissement du coût des services passés, ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime ; le coût de l'actualisation est comptabilisé en résultat financier. Les évaluations sont réalisées en tenant compte des Conventions Collectives applicables dans chaque pays, compte tenu des différentes réglementations locales. L'âge de départ à la retraite est, pour chaque salarié, l'âge d'obtention du taux plein de la Sécurité sociale.

4.2.5.13.2 Tableau des provisions

K€	31/12/2020	Dotation	Reprises de provisions		31/12/2021
			Utilisées	Non utilisées	
Autres provisions pour litiges	696	179		- 288	587
Provisions pour impôts	7 755	1 159		0	8 914
Autres provisions	1 064	286	- 218	- 381	752
Sous-total Provisions – passifs courants	9 515	1 624	- 218	- 669	10 253
Provision Retraites	1 443	- 135	0	- 19	908
Provision Médaille du travail	104	0	0	- 9	95
Sous-total Provisions – passifs non courants	1 547	- 135	0	- 28	1 003
TOTAL DES PROVISIONS	11 062	1 489	- 218	- 697	11 256

Les provisions pour impôts concernent des risques fiscaux sur le portefeuille allemand de l'activité Murs et Fonds pour 7,7 M€ et des risques fiscaux en Italie pour 1,2 M€.

Les reprises sur autres provisions concernent principalement des litiges salariaux liés au portefeuille Roco pour 0,6 M€

4.2.5.14 Autres dettes

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Autres dettes long terme	10 454	6 621	3 833
Dettes fournisseurs	33 722	30 079	3 643
Dettes fournisseurs d'immobilisations	12 856	9 425	3 431
Avances et acomptes reçus, avoirs à établir	65 572	39 624	25 947
Impôts courants	4 243	13 461	- 9 218
Autres dettes court terme	31 119	35 013	- 3 894
Comptes courants – passif	554	120	434
TOTAL	158 520	134 343	24 176

Les autres dettes long terme sont constituées des dépôts de garantie reçus dont 9,5 M€ concernent les actifs du portefeuille hôtelier en Espagne et en France 1,0 M€ proviennent de l'activité Murs et Fonds.

Les dettes fournisseurs concernent l'activité Murs et Fonds pour 16,5 M€ et l'activité Hotels en bail pour 17,2 M€.

Les dettes fournisseurs d'immobilisations concernent les dépenses liées aux travaux réalisés sur les actifs.

Les avances et acomptes reçus comprennent les avoirs à établir sur les loyers du portefeuille Rocky au titre de 2021 pour 51 M€, et des avoirs à établir pour 8 M€ sur l'activité Murs et Fonds.

Les autres dettes court terme (31,1 M€) intègrent principalement une dette de travaux (9 M€) vis-à-vis de l'opérateur hôtelier du portefeuille Roco, des dettes fiscales de TVA pour 9 M€, des dettes sociales pour l'activité Murs et Fonds pour 9,3 M€ et une dette d'impôt suite à la réévaluation des actifs en Italie (2,2 M€) sur le portefeuille Roco.

4.2.5.15 Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Catégories selon IFRS 9	Poste concerné dans l'état de situation financière	31/12/2021 Net (en k€)	Montant figurant dans l'État de Situation Financière évalué:			Juste Valeur (en k€)
			Au Coût amorti	À la juste Valeur par le biais des capitaux propres	À la juste valeur par le biais du compte de Résultat	
Titres immobilisés (non courants)	Actifs financiers non courants	200	200			200
Prêts & Créances	Actifs financiers non courants	66 633	66 633			66 633
Prêts & Créances	Créances clients	66 274	66 274			66 274
Actifs en juste valeur	Dérivés à la juste valeur	24 539		0	24 539	24 539
Actifs en juste valeur	Équivalents de trésorerie	2 207			2 207	2 207
TOTAL ACTIFS FINANCIERS		159 853	133 107	0	26 746	159 853
Dettes au coût amorti	Dettes financières	2 680 680	2 680 680			2 680 298 ⁽¹⁾
Passifs à la juste valeur	Dérivés à la juste valeur	74 853		0	74 853	74 853
Dettes au coût amorti	Dépôts de Garantie	10 454	10 454			10 454
Dettes au coût amorti	Dettes fournisseurs	46 578	46 578			46 578
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		2 812 566	2 737 712	0	74 853	2 812 184

(1) L'écart entre valeur nette comptable et juste valeur des dettes à taux fixe est de - 0,4 M€ (- 0,6 M€ au titre des emprunts détaillés en 4.2.5.12.4 et 0,2 M€ pour les autres dettes à taux fixe du groupe)

Le tableau ci-après présente les instruments financiers à la juste valeur répartis par niveau :

- niveau 1 : instruments financiers cotés sur un marché actif
- niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur est évaluée par des comparaisons avec des transactions de marchés observables sur des instruments similaires ou basée sur une

méthode d'évaluation dont les variables incluent seulement des données de marchés observables

- niveau 3 : instruments financiers dont la juste valeur est déterminée intégralement ou en partie à l'aide d'une méthode d'évaluation basée sur une estimation non fondée sur des prix de transactions de marché sur des instruments similaires.

K€	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Dérivés à la juste valeur par résultat et OCI		24 539		24 539
Équivalents de trésorerie		2 207		2 207
Total Actifs financiers	0	26 746	0	26 746
Dérivés à la juste valeur par résultat et OCI		74 853		74 853
Total Passifs financiers	0	74 853	0	74 853

4.2.5.16 Comptes de régularisation

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Produits constatés d'avance et autres comptes	3 144	6 307	- 3 163
Différences d'évaluation passif	- 0	0	- 0
Instruments de trésorerie passif (primes)	- 0	1	- 1
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION	3 144	6 307	- 3 163

Les produits constatés d'avance concernent principalement les loyers quittancés d'avance sur l'activité hôtels en bail (1,9 M€) et l'activité Murs et Fonds (1,2 M€).

La variation s'explique principalement par l'absence du quittancement d'avance sur le portefeuille du Royaume-Uni (- 1,6 M€) et le solde d'une indemnité sur l'hôtel Parkinn Alexanderplatz liée aux travaux (1,7 M€).

4.2.6 Notes sur l'état du résultat net

4.2.6.1 Principes comptables

Loyers

Selon la présentation de l'état du résultat net, les loyers se substituent au chiffre d'affaires. Les prestations de services sont présentées sur une ligne spécifique de l'état du résultat net (Revenus de gestion et d'administration) après les loyers nets.

En règle générale, le quittancement est trimestriel. Les revenus locatifs des immeubles de placement sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des baux en cours. Les éventuels avantages octroyés aux locataires (franchises de loyer, paliers, abandons de loyers en contrepartie d'un loyer additionnel à recevoir sur les années futures) font l'objet d'un étalement linéaire sur la durée du contrat de location en conformité avec IFRS 16.

4.2.6.2 Résultat d'exploitation

4.2.6.2.1 Revenus locatifs

Loyers (en k€)	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en k€)	Variation (en %)
Hôtels en bail	174 553	139 406	35 147	25,2%
Autres activités (non significatives)	6 318	11 891	- 5 573	- 46,9%
TOTAL LOYERS	180 871	151 297	29 574	19,5%

Les revenus locatifs se composent des loyers et produits assimilables (ex : indemnités d'occupation, droits d'entrée) facturés pour les immeubles de placements au cours de la période. Les franchises de loyers, les paliers et les droits d'entrée sont étalés sur la durée ferme du bail.

Hôtels en bail

La variation du chiffre d'affaires de l'activité hôtellerie (+ 35,2 M€) s'explique principalement par :

- l'acquisition du portefeuille Roco (Italie, Hongrie, République Tchèque) (+ 17 M€)
- la hausse des loyers variables Accor (+ 10,7 M€)

4.2.6.2.2 Charges immobilières

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en %)
Loyers	180 871	151 296	19,5%
Charges locatives non récupérées	- 127	9	n.a..
Charges d'impôts et taxes	- 13 129	- 11 681	12,4%
Produits de refacturation d'impôts et taxes	10 965	10 091	8,7%
Charges sur Immeubles	- 2 480	- 2 262	9,7%
Charges nettes des créances irrécouvrables	- 12 724	- 14 462	n.a..
LOYERS NETS	163 377	132 991	22,8%
Taux charges immobilières	- 9,7%	- 12,1%	

L'impact entre les charges d'impôts et taxes et leur produit de refacturation (- 2,1 M€ au 31 décembre 2021) correspond principalement aux actifs situés en Espagne, pour lesquels les baux ne prévoient pas la refacturation de l'ensemble de ces charges.

Les revenus locatifs de l'exercice correspondent au quittancement des loyers sur la période. Pour les hôtels gérés par le groupe Accor, ce quittancement est calculé en pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice.

Revenus des hôtels en gestion (Murs et Fonds)

Le chiffre d'affaires des hôtels en gestion correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités ordinaires. Il se répartit entre les différentes prestations hôtelières (hébergement, restauration et autres prestations).

L'ensemble des revenus des hôtels en gestion est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net des rabais, remises et ristournes, de la TVA et des autres taxes.

- les loyers du Royaume-Uni (+ 12 M€)
- l'impact des cessions d'hôtels en Allemagne en 2020 (- 1,2 M€) et des commerces (- 4,6 M€).

Pour les baux à loyers fixes, il a été accordé des franchises de loyers pour un montant de 10,3 M€ en contrepartie d'un allongement de la durée des baux et des abandons de loyers pour 1,4 M€ pour lesquels un loyer a été reconstitué sous la forme de franchise. Au 31 décembre 2021, l'impact de la linéarisation de ces franchises est de - 2,7 M€. Par ailleurs, il a été accordé à certains locataires des différés de paiement dont les échéances de règlement courent de 2021 à 2025.

Les charges sur immeubles sont essentiellement constituées des honoraires de Covivio Property Management pour 2,2 M€.

Les charges nettes de créances irrécouvrables sont principalement constituées des soldes de paliers de Loyers au Royaume-Uni (- 9 M€) et en Espagne (- 2 M€) en lien avec la renégociation des baux en cours.

4.2.6.2.3 EBITDA des hôtels en gestion

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en %)
Revenus des hôtels en gestion	107 605	89 353	20,4%
Charges d'exploitation des hôtels en gestion	- 86 179	- 81 476	5,8%
EBITDA DES HOTELS EN GESTION	21 426	7 877	172,0%

Le résultat détaillé de cette activité est présenté en § 4.2.8.6.

L'EBITDA des hôtels en gestion augmente suite à la reprise de l'activité constatée essentiellement sur le second semestre.

Il n'intègre pas les coûts de structure Corporate de cette activité. Ces derniers sont présentés dans les frais de structure.

4.2.6.2.4 Coûts de fonctionnement nets

Ils se composent des frais de siège et des frais de fonctionnement (y compris activité Murs et Fonds), nets des revenus des activités de gestion et d'administration.

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en %)
Revenus de gestion et d'administration	2 955	2 328	26,9%
Frais liés à l'activité	- 1 454	- 1 278	13,8%
Frais de structure	- 21 094	- 21 877	- 3,6%
TOTAL COÛTS DE FONCTIONNEMENTS NETS	- 19 593	- 20 827	- 5,9%

Les revenus de gestion et d'administration sont principalement constitués des honoraires d'Asset Management facturés aux sociétés mises en équivalence. Ils sont en hausse sous l'effet de l'augmentation des loyers variables des hôtels en partenariats.

Les frais liés à l'activité sont principalement constitués de frais d'expertises sur immeubles et de frais d'Asset Management.

Les frais de structure comprennent :

- des frais de réseau pour 7 M€ dont 6 M€ avec Covivio
- des coûts de personnel pour 4,9 M€.

À noter que les frais de personnel avant affectation aux Résultat de cessions s'élèvent à 5,5 M€

4.2.6.2.5 Amortissements des biens d'exploitation et variations nette des provisions et autres

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Amortissements des biens d'exploitation	- 42 341	- 42 858	517
Variation nette des provisions et autres	16 518	4 745	11 773

La baisse des amortissements des biens en exploitation provient principalement du Pullman Roissy où la plupart du mobilier a été totalement amorti au 31 décembre 2020 (- 1,1 M€).

Le poste « variation nette des provisions et autres » inclut la refacturation aux locataires des baux à construction (12,4 M€ au titre de l'année 2021 contre 2,7 M€ au 31 décembre 2020). La charge locative étant annulée par l'application de la norme IFRS 16, le produit de la refacturation aux locataires/exploitants n'est pas présenté en charges sur immeubles car cela conduirait à afficher un produit net sur ce poste et à fausser le ratio de charges immobilières.

La variation de la période est principalement liée à la refacturation des baux emphytéotiques sur le portefeuille au Royaume-Uni (+ 6,6 M€). Pour rappel, au 31 décembre 2020, il n'avait été comptabilisé de refacturation des baux emphytéotiques sur les actifs au Royaume-Uni du fait de

l'activation de la clause de sous performance majeure et sur le portefeuille Roco acquis au second semestre 2020 (+ 2,9 M€).

Ce poste intègre également une indemnité d'assurance reçue suite à un litige sur un actif du portefeuille Hermitage (2 M€).

4.2.6.3 Résultat de cessions

Au cours de l'année 2021, le groupe Covivio Hotels a réalisé des cessions pour un montant de 69 M€ afférant à un portefeuille de 15 actifs Jardiland pour 49,4 M€, six actifs Courtepaille pour 7,9 M€ et un hôtel IBIS en France pour 12,6 M€. Le résultat de cession net des frais sur ventes est de - 0,5 M€.

Le résultat de cession de titres de - 1,2 M€ intègre également un ajustement du prix de cession de l'Ibis Dresde (Murs et Fonds) pour une participation additionnelle aux frais de démolition du site.

4.2.6.4 Variation de Juste Valeur des Immeubles

K€	31/12/2021	31/12/2020
Hôtels en bail	- 14 146	- 315 496
Autres activités (non significatives)	- 2 147	- 12 131
TOTAL VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES	- 16 294	- 327 627

La variation de juste valeur des immeubles est commentée dans le paragraphe 4.2.4.1.

4.2.6.5 Résultat des variations de périmètre

Le résultat des variations de périmètre pour - 22,5 M€ intègre principalement la dépréciation des écarts d'acquisition de l'activité Murs et Fonds pour - 17,9 M€, un complément de frais d'acquisition sur le portefeuille Roco (- 4 M€) concernant

principalement une participation au démantèlement d'une plateforme de réservation à Milan et un complément de prix sur le portefeuille Hermitage (- 1 M€) suite au reversement de 50% d'une indemnité d'assurance.

4.2.6.6 Coût de l'endettement financier net

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en k€)	Variation (en %)
Produits d'intérêts sur opérations de Trésorerie	1 269	1 844	- 576	- 31,2%
Charges d'intérêts sur opérations de financements	- 35 182	- 39 982	4 800	- 12,0%
Amortissements des frais accessoires sur emprunt	- 4 847	- 4 936	89	- 1,8%
Charges nettes sur couverture	- 18 830	- 15 130	- 3 700	24,5%
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 57 591	- 58 204	613	- 1,1%

Le coût de l'endettement financier net a diminué de 1,1% sur la période sous l'effet de la restructuration de la dette (émission d'un nouvel emprunt obligataire de 599 M€ au taux de 1% et remboursements de dettes).

4.2.6.7 Résultat financier

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en k€)	Variation (en %)
Coût de l'endettement financier net	- 57 591	- 58 204	613	- 1,1%
Charges d'intérêts des passifs locatifs	- 13 910	- 13 009	- 901	6,9%
Variation de juste valeur des instruments financiers	69 642	- 46 018	115 660	n.p.
Actualisation et résultat de change	- 708	264	- 972	n.p.
Amortissements exceptionnels des frais d'émission d'emprunts	- 1 565	- 207	- 1 358	656,0%
TOTAL DU RÉSULTAT FINANCIER	- 4 131	- 117 174	113 043	- 96,5%

La charge d'intérêts des passifs locatifs est liée à l'application de la norme IFRS 16. Cette charge est principalement constituée des baux emphytéotiques au Royaume-Uni. En corolaire, la charge locative de ces baux n'apparaît plus au compte de résultat.

La hausse des taux a généré une baisse des instruments financiers passif de 69,6 M€ au 31 décembre 2021 (47,7 M€ si on intègre la variation de valeur du *Cross Currency Swap* comptabilisée en capitaux propres).

La ligne « Autres produits et charges calculés » du Tableau de Flux de Trésorerie de 4,5 M€ est essentiellement composée de l'amortissement des frais sur emprunts (+ 4,8 M€ réguliers et + 1,6 M€ exceptionnels), et de la reprise de la linéarisation de franchises (- 1,8 M€).

4.2.6.8 Impôts exigibles et impôts différés

4.2.6.8.1 Principes comptables aux impôts exigibles et différés

Régime fiscal SIIC (sociétés françaises)

L'option au régime SIIC en France entraîne l'exigibilité immédiate d'un impôt de sortie au taux réduit de 19% sur les plus-values latentes relatives aux immeubles et aux titres de sociétés de personnes non soumises à l'impôt sur les sociétés. L'impôt de sortie (*exit tax*) est payable sur quatre ans, par quart, à partir de l'année de l'option. En contrepartie, la société devient exonérée d'impôt sur les revenus de l'activité SIIC et se trouve soumise à des obligations de distribution.

Exonération des revenus SIIC

Les revenus SIIC sont exonérés d'impôt et concernent :

- les revenus provenant de la location d'immeubles
- les plus-values réalisées sur les cessions d'immeubles, de participations dans des sociétés ayant opté pour le régime ou de sociétés non soumises à l'IS ayant un objet identique, ainsi que les droits afférents à un contrat de crédit-bail et de droits immobiliers sous certaines conditions

- les dividendes des filiales SIIC.

Obligations de distribution

Les obligations de distribution liées au bénéfice de l'exonération sont les suivantes :

- 95% des bénéfices provenant de la location d'immeubles
- 70% des plus-values de cession d'immeubles et parts de filiales ayant optées ou de filiales non soumises à l'IS dans un délai de deux ans
- 100% des dividendes provenant de filiales ayant opté.

La dette d'*exit tax* est actualisée en fonction de l'échéancier de paiement déterminé à partir de l'entrée dans le régime SIIC des entités concernées.

La dette initialement comptabilisée au bilan est diminuée de l'actualisation, et une charge d'intérêt est constatée lors de chaque arrêté, permettant de ramener la dette à sa valeur nette actualisée à la date d'arrêté. Le taux d'actualisation retenu est fonction de la courbe des taux, compte tenu du différé de paiement.

Il n'y a aucune dette d'*exit tax* dans les comptes de Covivio Hotels au 31 décembre 2021.

Régime de droit commun et impôts différés

Les impôts différés résultent des décalages temporaires d'imposition ou de déduction et sont calculés selon la méthode du report variable, et sur la totalité des différences temporaires existant dans les comptes individuels, ou provenant des retraitements de consolidation. L'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entreprise s'attend, à la clôture de l'exercice, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs. Les impôts différés portent sur les structures du groupe Covivio Hotels qui ne sont pas éligibles au régime SIIC.

Un actif d'impôt différé net est constaté en cas de pertes fiscales reportables dans l'hypothèse probable où l'entité concernée, non éligible au régime SIIC, disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Dans le cas où une société française prévoit d'opter directement ou indirectement pour le régime SIIC dans un avenir proche, une dérogation au régime de droit commun est réalisée via l'anticipation du taux réduit (taux de l'*exit tax*) dans l'évaluation des impôts différés.

Régime SOCIMI (sociétés espagnoles)

Les sociétés espagnoles détenues par Covivio Hotels ont opté pour le régime fiscal SOCIMI, avec effet au 1^{er} janvier 2017. L'option

pour le régime SOCIMI n'entraîne pas l'exigibilité d'un impôt de sortie (*exit tax*) au moment de l'option. En revanche, les plus-values afférentes à la période hors régime SOCIMI durant laquelle des actifs étaient détenus, sont taxables lors de la cession desdits actifs.

Les revenus provenant de la location et des cessions des actifs détenus dans le cadre du régime SOCIMI sont exonérés d'impôt, sous condition de distribution à hauteur de 80% des profits locatifs et de 50% des profits de cession des actifs. Ces plus-values sont déterminées en allouant les plus-values taxables à la période hors régime SOCIMI de façon linéaire sur la durée de détention totale.

4.2.6.8.2 Impôts et taux retenus par Zone Géographique

K€	Impôts exigibles	Impôts différés	Total	Taux d'impôt différé
France	0	387	387	25,83% ⁽¹⁾
Belgique	- 568	615	47	25,00% ⁽²⁾
Luxembourg	- 541	- 1 680	- 2 221	24,94%
Pays-Bas	- 1 092	- 3 898	- 4 990	25,00% ⁽³⁾
Portugal	- 393	- 561	- 954	22,50%
Allemagne	- 1 155	- 17 163	- 18 318	15,83% ⁽⁴⁾
Espagne	0	1 291	1 291	25,00%
Royaume Uni	49	- 7 081	- 7 032	25,00% ⁽⁵⁾
Irlande	0	178	178	33,00% ⁽⁶⁾
Pologne	0	- 75	- 75	9,00%
Italie	- 241	2 365	2 124	27,90%
Hongrie	- 74	- 678	- 752	9,00%
République Tchèque	- 641	- 151	- 792	19,00%
TOTAL	- 4 656	- 26 452	- 31 108	

(-) Correspond à une charge d'impôt ; (+) correspond à un produit d'impôt.

(1) En France, le taux d'impôt retenu pour l'exercice 2021 est de 27,4% et sera de 25,83% en 2022.

(2) En Belgique, le taux d'impôt retenu pour l'exercice 2021 est de 25%.

(3) Aux Pays-Bas, le taux d'impôt retenu pour l'exercice 2021 est de 25%.

(4) En Allemagne, le taux d'impôt sur les survaleurs immobilières est de 15,83% mais pour l'activité d'exploitation des hôtels les taux vont de 30,18 à 32,28%.

(5) Au Royaume-Uni, le taux d'impôt s'établit à 25%, versus 19% pour l'exercice 2020

(6) En Irlande, les taux d'impôts sont de 12,5% pour les sociétés opérationnelles, 25% pour les holdings et 33% pour le capital gain.

4.2.6.8.3 Charges et produits d'impôts différés

K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
France	387	- 195	582
Belgique	615	4 251	- 3 636
Luxembourg	- 1 680	469	- 2 149
Pays-Bas	- 3 898	- 308	- 3 590
Portugal	- 561	- 179	- 382
Allemagne	- 17 163	35 287	- 52 451
Espagne	1 291	1 203	88
Royaume Uni	- 7 081	18 937	- 26 018
Irlande	178	- 59	237
Pologne	- 75	- 21	- 54
Italie	2 365	0	2 365
République Tchèque	- 151	172	- 323
Hongrie	- 678	0	- 678
TOTAL	- 26 452	59 557	- 86 010

(-) Correspond à une charge d'impôt ; (+) correspond à un produit d'impôt.

Les charges d'impôts différés au 31 décembre 2021 d'un montant de -26,5 M€ se répartissent entre l'activité hôtellerie (- 16 M€) suite à des régularisations de taux et sur le secteur Murs et Fonds à l'étranger (- 10,5 M€) suite à des reprise d'IDA sur le portefeuille Rock en Allemagne.

4.2.6.8.4 Preuve d'impôt

Les structures de gestion ayant opté lors des années précédentes pour le régime fiscal des SIIC/SOCIMI ne génèrent pas d'IS sauf pour celles qui présentent parallèlement une activité taxable.

Le résultat net avant impôt et avant résultat des sociétés mises en équivalence relatif à ces sociétés est neutralisé y compris pour leurs activités taxables et leurs filiales transparentes soumises à l'impôt.

De ce fait, la preuve d'impôt est réalisée uniquement pour les sociétés françaises et étrangères soumises à l'impôt.

Ventilation de l'impôt par secteur d'imposition

K€	SIIC (France) SOCIMI (Espagne)	France Droit commun	Étranger Droit Commun	31/12/2021
Résultat net avant impôt, avant résultat des sociétés mises en équivalence	152 001	- 46 621	- 10 521	94 859
Charges d'impôts effectifs constatées	1 290	387	-32 786	- 31 108

Tableau de la preuve d'impôt 2021

K€	31/12/2021
Résultat net avant impôt	105 550
Résultat des sociétés mises en équivalence	10 691
Écart d'acquisition	0
Résultat net avant impôt, avant résultat des sociétés mises en équivalence et avant écart d'acquisition	94 859
dont sociétés SIIC/SIIQ/SOCIMI	152 001
dont sociétés soumises à l'impôt	- 57 142
Impôt théorique à 27,375% (a)	15 642
Effet des différentiels de taux	3 798
Effet des crédits d'impôts et impositions forfaitaires	- 7
Effet des différences permanentes	-20 281
Imputation sur les déficits fiscaux sans IDA	1 935
Déficits fiscaux de l'exercice sans IDA	- 10 197
Total effets fiscaux de l'exercice (b)	- 24 752
Impôts non liés à l'exercice (c)	- 23 289
Charges d'impôts effectifs constatées (a)+(b)+(c)	-32 398
Taux effectif global d'impôt	-56,70%

4.2.7 Autres éléments d'information

4.2.7.1 Frais de personnel

Dans l'état du résultat net, les frais de personnel de la période sont inclus dans les postes *Frais de structure* pour 4,6 M€. Ces derniers sont en baisse de 0,4 M€.

Les frais de personnel sont aussi présents dans *EBITDA des hôtels en gestion* pour 33,4 M€ pour ce qui concerne l'activité Murs et Fonds. Ils sont en hausse de 2,7 M€ en lien avec la réouverture de tous les hôtels sur le 2nd semestre 2021 et à l'atténuation des mesures de chômage partiel. À ce titre, le groupe a bénéficié d'aides pour un montant d'environ 7,6 M€ (chômage partiel, aides au paiement ou exonération de charges patronales).

Les frais de personnel sont également présents dans le poste *frais sur ventes* pour 0,6 M€.

L'effectif présent au 31 décembre 2021 des sociétés consolidées par intégration globale (hors sociétés Murs et Fonds) s'élève à 21 personnes. Cet effectif se répartit entre la France (18 personnes), l'Espagne (une personne) et le Luxembourg (deux personnes).

L'effectif moyen au 31 décembre 2021 pour l'activité Murs et Fonds s'établit à 1 186 personnes, en hausse principalement du fait de la reprise de l'activité sur le second semestre contre 1 074 au 31 décembre 2020.

4.2.7.2 Résultat par action et résultat dilué par action

Résultat par action (IAS 33)

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de Covivio Hotels (le numérateur) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (le dénominateur) au cours de l'exercice.

Pour calculer le résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté afin de tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

L'effet dilutif est calculé selon la méthode du « rachat d'actions ». Le nombre ainsi calculé vient s'ajouter au nombre moyen d'actions en circulation et constitue le dénominateur. Pour le calcul du résultat dilué le résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Covivio Hotels est ajusté de :

- tout dividende ou autre élément au titre des actions ordinaires potentielles dilutives qui a été déduit pour obtenir le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires
- des intérêts comptabilisés au cours de la période au titre des actions ordinaires potentielles dilutives
- de tout changement dans les produits et charges qui résulterait de la conversion des actions ordinaires potentielles dilutives.

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net part du groupe (en k€)	50 290	- 337 396
Nombre d'action moyen non dilué	141 125 610	127 725 151
Nombre d'action moyen dilué	141 125 610	127 725 151
Résultat net par action non dilué	0,36	- 2,64
Résultat net par action dilué	0,36	- 2,64

L'évolution du nombre moyen d'action est en lien avec l'augmentation de capital réalisée au 1^{er} semestre 2021 et la création de 15 593 836 actions nouvelles.

4.2.7.3 Engagements Hors Bilan

4.2.7.3.1 Engagements donnés (sociétés IG)

Engagements donnés en M€	Échéance	31/12/2021	31/12/2020
Engagements liés au périmètre du groupe		0,0	0,0
Engagements de prise de participations		0,0	0,0
Engagements donnés dans le cadre d'opérations spécifiques		0,0	0,0
Engagements liés au financement		1 469,9	1 977,4
Garanties financières données (CRD des dettes gagées)		1 469,9	1 977,4
Engagements liés aux activités opérationnelles (A+B+C)		227,8	208,7
A- Engagements donnés liés au développement de l'activité		47,1	120,3
Travaux restants à engager immeubles en développement (1)		19,7	22,3
Engagements d'acquisition (2)	2022-2024	22,1	40,5
Cautions bancaires et autres garanties données		5,3	10,3
B- Engagements liés à l'exécution des contrats d'exploitation		25,9	37,5
Autres engagements contractuels donnés liés à l'activité "loyers à verser"	2037	10,0	10,8
Travaux restants à engager immeubles de placement (3)		15,8	26,6
C- Engagements liés aux cessions d'actifs		154,8	51,0
Promesses de ventes d'actifs données		154,8	51,0

(1) engagements relatifs aux travaux des immeubles en développement :

en M€	Montant des budgets de travaux signés*	Montant des travaux comptabilisés	Montant des travaux restant à engager
Hôtel Plaza Nice	55,0	35,3	19,7
TOTAL GÉNÉRAL	55,0	35,3	19,7

(2) engagement d'acquisition de 2 hôtels en Pologne et au Portugal

(3) engagements relatifs aux travaux des immeubles de placement :

en M€	Montant des budgets de travaux signés*	Montant des travaux comptabilisés	Montant des travaux restant à engager
Hôtels Accor 2021-2026	8,2	4,9	3,3
Hôtels (Italie, Hongrie, République Tchèque)	26,3	13,8	12,5
TOTAL GÉNÉRAL	34,6	18,7	15,8

* le montant des budgets de travaux signés fait l'objet d'un suivi et d'une mise à jour régulière.

Autres engagements donnés :

Conformément à son statut SIIC, le groupe a des obligations spécifiques décrites en paragraphe 4.2.6.8.1.

Les Central Facility de l'actif Sunparks Vielsam ont fait l'objet d'un apport à la société Foncière Vielsam Loisirs (dont Covivio Hotels détient 35,7% du capital, mais seulement 2,7% des droits de vote) avec possibilité pour Covivio Hotels d'exercer une option de vente au terme de la 10^e année.

Le groupe Covivio Hotels a également signé une promesse synallagmatique de vente sur l'hôtel Executive Barbera (société FDM Rocatierra) pour 8 M€ dont l'échéance est programmée en 2023.

4.2.7.3.2. Engagements donnés (sociétés MEE)

Engagements donnés en M€	Échéance	31/12/2021	31/12/2020
Engagements liés au périmètre du groupe		0,0	0,0
Engagements de prise de participations		0,0	0,0
Engagements donnés dans le cadre d'opérations spécifiques		0,0	0,0
Engagements liés au financement		66,6	67,2
Garanties financières données (CRD des dettes gagées)		66,6	67,2
Engagements liés aux activités opérationnelles (A+B+C)		9,0	0,0
A- Engagements donnés liés au développement de l'activité		0,0	0,0
Travaux restants à engager immeubles en développement		0,0	0,0
Cautions bancaires et autres garanties données		0,0	0,0
Clause de "claw back"		0,0	0,0
B- Engagements liés à l'exécution des contrats d'exploitation		0,0	0,0
Levée d'option de crédit-bail		0,0	0,0
C- Engagements liés aux cessions d'actifs		9,0	0,0

4.2.7.3.3. Engagements reçus (sociétés IG)

Engagements reçus en M€	Échéance	31/12/2021	31/12/2020
Engagements liés au périmètre du groupe		0,0	0,0
Engagements liés au financement		352,6	275,9
Garanties financières données (CRD des dettes gagées)		352,6	275,9
Engagements liés aux activités opérationnelles		3 767,6	4 272,8
Autres engagements contractuels reçus liés à l'activité "loyers à percevoir"		3 188,2	3 643,8
Actifs reçus en gage, hypothèque ou nantissement, ainsi que les cautions reçues		367,1	488,6
Autres engagements contractuels reçus liés à l'activité		0,0	0,0
Promesses de vente d'actifs reçues = promesses de ventes d'actifs données		154,8	51,0
Travaux restants à engager (immobilisations)		35,5	49,0
Engagements d'acquisition (immobilisations)	2022-2024	22,1	40,5

Autres engagements contractuels reçus liés à l'activité « loyers à percevoir »

K€ A 100%	Club Méditerranée	Villages de vacances Sun-parks	Hôtels B&B France	Hôtels B&B B2/B3/B4Hl	Hôtels B&B Allemagne	Hôtels B&B Allemagne 2	Hôtels B&B Allemagne 3	B&B Espagne	Portefeuille NH Allemagne	Portefeuille NH Pays-Bas	Portefeuille hôtels Espagne	Motel One	Portefeuille hôtels Royaume-Uni	Restaurants Courtpaille	Jardineries Jardiland	B&B Pologne	MEININGER	Roco	Total
à moins d'1 an	10 430	7 105	2 545	21 963	9 119	4 326	2 779	762	9 755	8 278	31 930	4 476	37 120	3 986	331	1 497	6 162	23 189	185 751
entre 1 à 5 ans*	53 737	36 605	13 111	113 158	46 986	22 291	14 316	3 925	50 261	42 650	98 507	23 062	191 252	19 655	1 703	7 711	31 748	119 477	890 155
à plus 5 ans*	32 171	71 586	12 755	112 100	166 218	73 497	71 321	9 471	114 803	90 338	294 874	25 225	728 507	14 408	1 657	34 152	46 855	212 311	2 112 249
TOTAL	96 338	115 296	28 410	247 221	222 323	100 114	88 416	14 158	174 819	141 266	425 311	52 763	956 879	38 049	3 690	43 359	84 766	354 976	3 188 155

* Hypothèse de construction : 1,5% d'augmentation.

Les loyers à percevoir au Royaume-Uni sont basés sur le term-sheet portant sur la conclusion d'avenants aux baux signé avec IHG.

4.2.7.3.4 Engagements reçus (sociétés MEE)

Engagements reçus en M€	Échéance	31/12/2021	31/12/2020
Engagements liés au périmètre du groupe		0,0	0,0
Engagements liés au financement		0,0	0,0
Engagements liés au financement non demandés spécifiquement par IFRS 7		0,0	0,0
Garanties financières reçues (lignes de crédit autorisées non utilisées)		0,0	0,0
Engagements liés aux activités opérationnelles		14,8	8,8
Instruments financiers conclus en vue de la réception ou de la livraison d'un élément non financier (contrats "own use")		0,0	0,0
Autres engagements contractuels reçus liés à l'activité		0,0	0,0
Actifs reçus en gage, hypothèque ou nantissement, ainsi que les cautions reçues		5,9	8,8
Promesses de vente d'actifs reçues		9,0	0,0
Travaux restants à engager (immobilisations)		0,0	0,0

Engagements sur contrat de location simple :

Les baux Accor prévoient des bases de détermination de loyers conditionnels selon le niveau de Chiffre d'affaires de l'hôtel.

Typologie des baux	Hôtels AccorHotels	Sunparks	Club Med Samoëns	Club Med da Balaia
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	<p>France</p> <ul style="list-style-type: none"> Engagement du bailleur d'offrir trois renouvellements Congé avec offre de renouvellement à adresser 18 mois avant l'échéance du bail, délai de réponse de 6 mois pour acceptation ou non par le preneur Renouvellement pour 12 ans avec faculté de résiliation triennale <p>Belgique</p> <ul style="list-style-type: none"> Proposition de 3 renouvellements de 12 ans aux mêmes conditions que le bail initial Le Preneur peut délivrer congé avec un préavis de 6 mois avant l'échéance 	<ul style="list-style-type: none"> Deux premiers renouvellements à la main du preneur Renouvellement pour une durée ferme de 10 ans et au dernier loyer indexé Demande de renouvellement à faire par le preneur au plus tard 15 mois avant l'échéance du bail 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement du bailleur d'offrir un renouvellement Préavis de 18 mois avant la date d'échéance du bail (si le préavis n'est pas respecté, le congé ne serait pas nul mais reporté à la date utile) Renouvellement pour 9 ans dont 6 fermes pour le 1^{er} renouvellement, les suivants étant en 3/6/9 Indemnité de 15 M€ si le preneur ne renouvelle pas à l'issue du bail initial Possibilité pour le bailleur de renouveler en bail meublé ou non meublé Loyer de renouvellement au dernier loyer indexé (avec ou sans les meubles) pour la première période triennale puis pour les suivantes à la VLM avec <i>cap</i> et <i>floor</i> à 90/110 en cas de renouvellement en bail meublé et 110/116 en cas de renouvellement en bail non meublé Loyer de renouvellement à la VLM à partir du 2^e renouvellement 	<ul style="list-style-type: none"> Premier renouvellement à la main du preneur (sous réserve qu'il soit un affilié de CM et qu'il en fasse la demande 9 mois avant l'échéance du bail) Renouvellement au dernier loyer indexé pour une durée de 15 ans dont 8 ans fermes
Clauses d'indexation	En fonction du CA de l'Hôtel	En fonction de la variation de l'indice santé publié au Moniteur Belge	En fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC)	En fonction de la valeur de l'indice Eurostat CPI
Durée	12 ans fermes	15 ans fermes	12 ans fermes	15 ans fermes
Typologie des baux	Bardiomar	Trade Center Hotel	Rocatierra	
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	n/a	n/a	n/a	
Clauses d'indexation	Loyer variable avec minimum Garanti. Variable en fonction du CA	En fonction du CPI Espagnol	100% du CPI Espagnol + loyers variables en fonction des résultats des hôtels	
Durée	45 ans fermes	20 ans fermes	1 à 40,7 ans fermes	
Typologie des baux	Hôtels B&B France	Hôtels B&B Allemagne	Hôtels B&B Espagne	
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	<ul style="list-style-type: none"> Engagement du bailleur de proposer deux renouvellements de 12 ans fermes Préavis de 12 mois 3^e renouvellement pour 9 ans (avec possibilité de sortie tous les 3 ans) Renouvellement au dernier loyer indexé 	<ul style="list-style-type: none"> Lux 1 à 3 : Deux options de renouvellement pour 5 années aux mêmes conditions et charges Lux 4 : Une option pour certains actifs Zéro pour d'autres Droit de premier refus + Droit de préférence 	<ul style="list-style-type: none"> Renouvelable deux fois 15 ans à la demande du locataire 	
Clauses d'indexation	En fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC)	100% du CPI allemand	100% du CPI Espagnol	
Durée	12 ans fermes	Lux 1-3 : 29 ans fermes Lux 4 : entre 29 et 33 ans + 10 mois fermes	22 ans fermes	

Typologie des baux	Hôtels Motel One Allemagne	Hôtels B&B Allemagne 2	Hôtels B&B Allemagne 3 (LHM)
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	Une option de renouvellement à l'expiration des 25 ans, pour 5 ans (à la main du locataire, qui doit notifier par écrit le bailleur 24 mois avant la fin du bail).	1 option ou 2 options de renouvellement pour 5 années en fonction des actifs Droit de premier refus + Droit de préférence	Aucune option de renouvellement Droit de premier refus
Clauses d'indexation	100% du CPI allemand	100% du CPI allemand	85% du CPI allemand + variable en fonction des résultats des hôtels
Durée	25 ans fermes	29 ans fermes	31 ans + 8 mois fermes
Typologie des baux	NH (Italie, République Tchèque, Hongrie et France)	MEININGER France	Motel One Porte dorée
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	<ul style="list-style-type: none"> Renouvellement automatique pour 15 ans à l'expiration du bail sauf en cas de dénonciation par le preneur 18 mois avant le terme Droit de première offre 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement du bailleur d'offrir un renouvellement Congé avec offre de renouvellement à envoyer 24 mois avant l'expiration du bail, délai de réponse du preneur de 6 mois Durée du bail renouvelée de 9 ans fermes aux mêmes conditions et charges que le bail initial Pour les renouvellements suivants un préavis de 18 mois devra être respecté. 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement du bailleur de proposer un renouvellement pour une durée de 12 ans Offre de congé avec renouvellement à faire 24 mois avant l'échéance du bail Préavis pour non renouvellement par le preneur au plus tard 18 mois avant l'échéance du bail
Clauses d'indexation	75% du CPI (du pays)	En fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC)	En fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC)
Durée	16 ans fermes	12 ans fermes	25 ans fermes
Typologie des baux	Hôtels NH Allemagne 1	Hôtels NH Allemagne 2 et Pays-Bas	Hôtel NH Amsterdam Centre
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	Renouvellement à l'expiration du bail 4 options de renouvellement pour 10 ans Droit de première offre	Renouvellement à l'expiration du bail 4 options de renouvellement pour 10 ans Droit de première offre	Renouvellement à l'expiration du bail 4 options de renouvellement pour 10 ans Droit de première offre
Clauses d'indexation	75% CPI allemand	100% CPI (du pays)	100% CPI Pays-Bas
Durée	20,5 ans fermes	20,5 ans fermes	25 ans fermes
Typologie des baux	Hôtels au Royaume-Uni		Hôtels B&B Pologne
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	Pas d'option de renouvellement Droit de première offre		Un renouvellement automatique pour une période de 6 ans, sauf en cas de dénonciation par le preneur 24 mois avant le terme. Droit de premier refus
Clauses d'indexation	100% du CPI anglais		100% du CPI polonais
Durée	25 ans fermes		24 ans fermes + 6 ans par avenant
Typologie des baux	Restaurants Courtepaille	Jardiland	
Conditions d'options de renouvellement ou d'achat	<ul style="list-style-type: none"> Préavis pour non renouvellement par le preneur ou le bailleur de 12 mois avant l'échéance du bail Si renouvellement, renouvellement au dernier loyer indexé pour 9 ans avec possibilité de résiliation triennale 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement du bailleur de proposer deux renouvellements tant que le locataire est du groupe Jardiland 1^{er} renouvellement pour 9 ans dont 6 ans fermes, deuxième renouvellement pour 9 avec faculté de résiliation triennale Renouvellement au dernier loyer indexé – préavis pour non renouvellement de 9 mois avant l'échéance du bail 	
Clauses d'indexation	En fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC) – Si renouvellement mêmes conditions dont loyer plus élevé entre le minimum garanti indexé 8% du CA	En fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC)	
Durée	12 ans fermes	Baux au format 6-12 ans, 6-9-12 ans ou 12 ans fermes	

4.2.7.4 Transactions entre parties liées

Les informations mentionnées ci-après concernent les principales parties liées, à savoir Covivio et ses filiales d'une part et les sociétés mises en équivalence d'autre part.

Détail des transactions avec parties liées (en k€) :

Partenaires	Qualité du partenaire	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Bilan	Commentaires
Covivio Hotels Gestion	Gérant	- 1 703			Rémunération de la gérance
Covivio Property	Prestataire groupe	- 1 245			Honoraires Property
Covivio	Prestataire groupe	- 6 106			Frais de réseau
Covivio SGP	Gérant OPCI B2 INVEST HOTEL	- 199			Prestations conseil et convention de gestion
Covivio Immobilien GmbH	Prestataire groupe	- 1 190			Honoraires Property et Frais de réseau
Covivio Italy	Prestataire groupe	- 404			Honoraires Property et Frais de réseau
IRIS (OPCI + Holding), OPCI Campinvest, SCI Dahlia et Phoenix	Sociétés MEE	2 513	961	62 639	Honoraires Asset, Property, Prêts

4.2.7.5 Rémunération des dirigeants

4.2.7.5.1 Rémunération des dirigeants et des Administrateurs

K€	31/12/2021	31/12/2020
Administrateurs	37	38
Jetons de présence	37	38

Au 31 décembre 2021, il a été versé 37 K€ au titre de la rémunération allouée aux membres du Conseil de surveillance et du Comité d'audit.

4.2.7.5.2 Rémunération du gérant et de l'associé commandité

Gérant commandité, Covivio Hotels Gestion a perçu au titre de l'année 2021 une rémunération au titre de ses fonctions de 1,2 M€ hors taxes. Les modalités de cette rémunération sont fixées par l'article 11 des statuts de Covivio Hotels.

Au cours de l'année 2021, il a été versé 500 K€ de dividende précipitaire à l'associé commandité, Covivio Hotels Gestion au titre de l'exercice 2021. Ce dividende précipitaire a été comptabilisé en charge d'exploitation conformément aux normes IFRS qui stipulent qu'un dividende précipitaire doit être traité comme une commission de gestion.

4.2.7.6 Tableau des honoraires des Commissaires aux comptes

K€	Mazars				Ernst & Young et autres				PriceWaterHouseCoopers			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Commissariat aux compte, certification, examen des comptes individuels et consolidés	709	625	47%	46%	739	687	49%	51%	56	34	4%	3%
Émetteur	160	160	50%	50%	160	160	50%	50%				
Filiales intégrées globalement	390	306	43%	40%	509	457	57%	60%	22	0		
Filiales mises en équivalence	159	159	60%	60%	70	70	27%	27%	34	34	13%	13%
Services Autres que la Certification des Comptes	37	22	23%	30%	124	51	77%	70%				
Émetteur	35	15	22%	23%	124	51	78%	77%				
Filiales intégrées globalement	2	7	100%	100%		0	0%	0%				
Filiales mises en équivalence												
TOTAL	746	647	46%	46%	863	738	52%	52%	56	34	3%	2%

4.2.8 Information sectorielle

4.2.8.1 Principes comptables relatifs aux secteurs opérationnels – IFRS 8

Covivio Hotels détient un patrimoine immobilier diversifié, en vue d'en retirer des loyers et de valoriser les actifs détenus. L'information sectorielle a été organisée autour du type de clientèle et de la nature des biens.

En conséquence, les secteurs opérationnels sont les suivants :

- Hôtellerie : actifs principalement loués à Accor, IHG, B&B, Motel One, NH, Pierre & Vacances et Club Med

- Murs et Fonds : hôtels exploités par Covivio Hotels, en direct ou via un contrat de franchise accordé à un exploitant ;

Les activités non significatives (commerces et corporate) sont désormais intégrées au secteur hôtellerie.

Ces secteurs font l'objet d'un *reporting* distinct examiné régulièrement par le *management* du groupe Covivio Hotels en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer leur performance.

Les données financières présentées pour l'information sectorielle suivent les mêmes règles comptables que celles pour les états financiers globaux.

4.2.8.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

31/12/2021 (en k€)	Hôtellerie		Murs et Fonds		Total
	France	Étranger	France	Étranger	
Écarts d'acquisition	0	0	43 701	73 498	117 199
Immobilisations incorporelles	0	0	175	49	223
Immeubles d'exploitation	5	- 0	196 007	810 223	1 006 235
Autres immobilisations	16	24	9 344	8 583	17 967
Immobilisations en cours	0	49	2 561	2 372	4 982
TOTAL	21	73	251 788	894 725	1 146 607

31/12/2020 (en k€)	Hôtellerie		Murs et Fonds		Total
	France	Étranger	France	Étranger	
Écarts d'acquisition	0	0	61 588	73 498	135 086
Immobilisations incorporelles	0	0	169	26	195
Immeubles d'exploitation	751	0	199 718	817 503	1 017 972
Autres immobilisations	3 166	43	10 688	10 536	24 433
Immobilisations en cours	344	36	1 879	1 829	4 088
TOTAL	4 261	79	274 042	903 392	1 181 774

4.2.8.3 Immeubles de placement/immeubles destinés à être cédés

31/12/2021 (en k€)	Hôtellerie		Murs et Fonds		Total
	France	Étranger	France	Étranger	
Immeubles de Placement	1 671 548	3 259 943	0	0	4 931 491
Actifs destinés à être cédés	135 787	19 000	0	0	154 787
Immeubles en développement	44 459	0	8 813	0	53 272
TOTAL	1 851 794	3 278 943	8 813	0	5 139 550

31/12/2020 (en k€)	Hôtellerie		Murs et Fonds		Total
	France	Étranger	France	Étranger	
Immeubles de Placement	1 804 118	3 197 578	0	0	5 001 696
Actifs destinés à être cédés	31 955	19 000	0	0	50 955
Immeubles en développement	50 914	0	0	0	50 914
TOTAL	1 886 987	3 216 578	0	0	5 103 565

4.2.8.4 Passifs financiers

31/12/2021 (en k€)	Hôtellerie	Murs et Fonds	Total
Emprunts LT portant intérêts	2 036 904	605 459	2 642 363
Emprunts CT portant intérêts	27 037	9 699	36 736
Passifs locatifs LT et CT	248 870	27 130	276 000
TOTAL EMPRUNTS LT & CT	2 312 811	642 288	2 955 099

31/12/2020 (en k€)	Hôtellerie	Murs et Fonds	Total
Emprunts LT portant intérêts	2 050 073	631 283	2 681 356
Emprunts CT portant intérêts	223 337	5 223	228 560
Passifs locatifs LT et CT	215 878	26 439	242 317
TOTAL EMPRUNTS LT & CT	2 489 288	662 945	3 152 233

4.2.8.5 Compte de résultat par secteur opérationnel

En conformité avec la norme IFRS 12, les transactions inter-secteur sont présentées distinctement dans le compte de résultat sectoriel.

31/12/2021 (en k€)	Hôtellerie	Murs et Fonds	Intercos Inter-Secteur	31/12/2021
Loyers	180 871	0	0	180 871
Charges locatives non récupérées	- 2 282	- 8	0	- 2 290
Charges sur Immeubles	- 2 449	- 31	0	- 2 480
Charges nettes des créances irrécouvrables	- 12 814	90	0	- 12 724
Loyers nets	163 326	51	0	163 377
Chiffre d'affaires des hôtels en gestion	68	107 537	0	107 605
Charges d'exploitation des hôtels en gestion	- 94	- 86 085	0	- 86 179
EBITDA des hotels en gestion	- 26	21 452	0	21 426
Revenus de gestion et d'administration	14 810	465	- 12 320	2 955
Frais liés à l'activité	- 11 705	- 1 877	12 128	- 1 454
Frais de structure	- 18 810	- 2 470	186	- 21 094
Coûts de fonctionnement nets	- 15 705	- 3 882	- 6	- 19 593
Amortissements des biens d'exploitation	- 25	- 42 316	0	- 42 341
Variation nette des provisions et autres	13 062	3 450	6	16 518
Résultat d'exploitation	160 632	- 21 245	0	139 387
Résultat des cessions d'actifs	- 240	- 215	0	- 455
Résultat des ajustements de valeurs	- 16 294	0	0	- 16 294
Résultat de cession de titres	0	- 1 151	0	- 1 151
Résultat des variations de périmètre	- 3 402	- 19 095	0	- 22 497
Résultat opérationnel	140 696	- 41 708	0	98 990
Coût de l'endettement financier net	- 45 882	- 11 709	0	- 57 591
Charges d'intérêts des passifs locatifs	- 12 528	- 1 382	0	- 13 910
Ajustement de valeur des instruments dérivés	66 087	3 555	0	69 642
Actualisation des dettes et créances	- 703	- 5	0	- 708
Amortissement exceptionnels des frais d'émission d'emprunts	- 1 483	- 82	0	- 1 565
Quote-part de résultat des entreprises associées	10 691	0	0	10 691
Résultat net avant impôts	156 878	- 51 331	0	105 550
Impôts différés	- 14 889	- 11 563	0	- 26 452
Impôt sur les sociétés	- 4 219	- 437	0	- 4 656
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	137 770	- 63 331	0	74 441

Le résultat du secteur d'activité Murs et Fonds est inférieur au résultat détaillé présenté en 4.2.8.6 principalement du fait que les revenus locatifs (+ 0,4 M€) et la variation de Juste Valeur (+ 3,7 M€) de l'hôtel Mercure de Nice et du terrain de Dresden Dev (immeubles de placement) ont été reclassés dans le secteur hôtellerie.

Les résultats de variations de périmètre du secteur Murs et fonds correspondent principalement aux dépréciations des écarts d'acquisition.

Pour le secteur Hôtellerie, il s'agit principalement de frais additionnels sur le portefeuille Roco.

31/12/2020 (en k€)	Hôtellerie	Murs et Fonds	Intercos Inter-Secteur	31/12/2020
Loyers	151 296	0	0	151 296
Charges locatives non récupérées	- 1 575	- 10	4	- 1 581
Charges sur Immeubles	- 2 221	- 41	0	- 2 262
Charges nettes des créances irrécouvrables	- 14 265	- 197	0	- 14 462
Loyers nets	133 235	- 248	4	132 991
Chiffre d'affaires des hôtels en gestion	161	89 192	0	89 353
Charges d'exploitation des hôtels en gestion	- 142	- 81 334	0	- 81 476
Revenus des autres activités	0	0	0	0
Dépenses des autres activités	0	0	0	0
EBITDA des hotels en gestion	19	7 858	0	7 877
Revenus de gestion et d'administration	13 368	387	- 11 427	2 328
Frais liés à l'activité	- 10 882	- 1 618	11 222	- 1 278
Frais de structure	- 19 805	- 2 341	269	- 21 877
Coûts de fonctionnement nets	- 17 319	- 3 572	64	- 20 827
Amortissements des biens d'exploitation	- 55	- 42 803	0	- 42 858
Variation nette des provisions et autres	3 385	1 558	- 198	4 745
Résultat d'exploitation	119 265	- 37 207	- 130	81 928
Résultat des cessions d'actifs	- 1 252	- 11	130	- 1 133
Résultat des ajustements de valeurs	- 327 627	0	0	- 327 627
Résultat de cession de titres	- 18	- 74	0	- 92
Résultat des variations de périmètre	3 540	- 7 342	0	- 3 802
Résultat opérationnel	- 206 091	- 44 634	0	- 250 725
Résultat des sociétés non consolidées	0	0	0	0
Coût de l'endettement financier net	- 46 442	- 11 762	0	- 58 204
Charges d'intérêts des passifs locatifs	- 11 633	- 1 376	0	- 13 009
Ajustement de valeur des instruments dérivés	- 42 463	- 3 555	0	- 46 018
Actualisation des dettes et créances	261	3	0	264
Amortissement exceptionnels des frais d'émission d'emprunts	- 168	- 39	0	- 207
Quote-part de résultat des entreprises associées	- 13 509	0	0	- 13 509
Résultat net avant impôts	- 320 045	- 61 363	0	- 381 409
Impôts différés	33 959	25 599	0	59 557
Impôt sur les sociétés	- 13 959	681	0	- 13 278
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	- 300 045	- 35 083	0	- 335 129

4.2.8.6 Compte de résultat de l'activité Murs et Fonds

L'activité Murs et Fonds présente un Résultat Brut d'Exploitation ressortant à 23 M€ au 31 décembre 2021 contre 8,8 M€ au 31 décembre 2020.

La hausse du chiffre d'affaires de 18,4 M€ est principalement liée à la reprise de l'activité sur le second semestre 2021 après un 1^{er} semestre encore impacté par les mesures de confinements. L'EBITDA est en hausse de 13,4 M€ soit + 316,7% par rapport au 31 décembre 2020 en corrélation avec la reprise progressive.

Compte de Résultat activité hôtellerie (Murs et Fonds) – présentation USALI

Données consolidées (en k€)	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en k€)
Chiffres d'affaires	107 538	89 181	18 357
Coûts des ventes	- 19 142	- 17 033	- 2 109
Coût de personnel	- 39 778	- 38 620	- 1 158
A & G (Administratif & Général)	- 7 745	- 8 188	443
S & M (Sales & Marketing)	- 6 068	- 5 699	- 369
Autres charges d'exploitation	- 11 821	- 10 842	- 979
Résultat Brut d'Exploitation (GOP)	22 984	8 799	14 185
Frais de gestion	7 467	6 265	1 202
Taxes foncières et autres	- 4 458	- 4 145	- 313
Assurances	- 1 225	- 1 389	164
Honoraires conseils	- 7 232	- 5 229	- 2 003
EBITDAR	17 536	4 301	13 235
Locations	110	- 66	176
EBITDA	17 646	4 235	13 411
Amortissements et provisions	- 38 630	- 43 709	5 079
Résultat net opérationnel courant	- 20 984	- 39 474	18 490
Résultat exceptionnel	- 13 377	- 4 255	- 9 122
Résultat net opérationnel	- 34 361	- 43 729	9 368
Coût de l'endettement financier net	- 11 639	- 11 886	247
Charges d'intérêts sur passifs locatifs	- 1 382	- 1 376	- 6
Variation des justes valeurs des Instruments Financiers (IFT)	3 555	- 3 555	7 110
Autres produits et charges financiers	- 157	88	- 245
Résultat avant impôts	- 43 984	- 60 458	16 474
Impôts sur les sociétés	- 12 810	26 280	- 39 090
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 56 794	- 34 178	- 22 615
Intérêts minoritaires	1 347	452	896
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	- 55 447	- 33 727	- 21 720

Le résultat net consolidé du secteur Murs et Fonds est légèrement inférieur (- 2,4 M€) à celui présent dans les comptes consolidés du groupe Covivio Hotels du fait de la présence d'opérations intercos non éliminées dans le sous palier de consolidation de l'activité Murs et Fonds.

L'EBITDA ci-dessus est inférieur à celui reporté dans la ligne « EBITDA des hôtels en gestion » de l'État du résultat net. En effet,

dans l'État du Résultat Net sectoriel les charges de structure sont reportées sur la ligne dédiée.

Par ailleurs, le compte de résultat de l'activité Murs et Fonds intègre une activité de société immobilière pure pour laquelle la variation de Juste Valeur (+3,7 M€) et de chiffre d'affaires (+ 0,4 M€) sont présentés dans le secteur hôtellerie (cf. 4.2.8.5).

4.2.9 Événements postérieurs à la clôture

Néant

4.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de la société Covivio Hotels,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Covivio Hotels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Valorisation des immeubles de placement

Risque identifié	Notre réponse
<p>Compte tenu de l'activité de votre groupe, la juste valeur des immeubles de placement représente 73 % de l'actif consolidé au 31 décembre 2021, soit 4 985 M€.</p> <p>Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat. Les immeubles de placement ne sont pas amortis.</p> <p>La note 4.2.5.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés précise que les immeubles de placement font l'objet de procédures d'évaluation par des experts immobiliers indépendants.</p> <p>La valorisation d'un immeuble de placement est un exercice complexe d'estimation qui requiert des jugements importants des experts indépendants sur la base de données transmises par la direction.</p> <p>De plus, le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19 crée une incertitude sur les estimations retenues pour les valeurs d'expertise. Ces estimations intègrent des hypothèses de taux d'actualisation, de rendement et de données locatives qui dépendent de l'évolution du marché hôtelier qui pourraient s'avérer différentes dans le futur.</p> <p>Nous avons considéré la valorisation des immeubles de placement comme un point clé de l'audit en raison des montants en jeu et du degré de jugement important relatif à la détermination des principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des immeubles de placement.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus de valorisation des immeubles de placement mis en œuvre par votre groupe. Nos travaux ont également consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">● apprécier la compétence et l'indépendance des experts immobiliers en examinant l'application des règles en matière de rotation et de modes de rémunération définies par votre groupe ;● prendre connaissance des instructions écrites données par votre groupe aux experts détaillant la nature de leurs diligences, l'étendue et les limites de leurs travaux, notamment s'agissant du contrôle des informations transmises par votre groupe ;● examiner, par sondages, la pertinence des informations fournies par la direction financière aux experts immobiliers pour déterminer la valorisation des immeubles de placement à leur juste valeur, telles que les états locatifs, les données comptables et le budget des dépenses d'investissement ;● analyser les hypothèses de valorisation retenues par les experts immobiliers, notamment les taux d'actualisation, les taux de rendement, les données locatives et les valeurs locatives, en les comparant, dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19, aux données de marché disponibles ;● nous entretenir avec certains de ces experts immobiliers en présence de la direction financière et apprécier, en faisant appel à nos experts en évaluation, la permanence et la pertinence de la méthodologie d'évaluation retenue ainsi que des principaux jugements portés ;● rapprocher les valeurs des expertises immobilières aux valeurs retenues dans les comptes.



Évaluation des immobilisations corporelles et des écarts d'acquisition associés du secteur opérationnel « Murs et Fonds »

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les immobilisations corporelles et les écarts d'acquisition représentent au 31 décembre 2021 une valeur de 1 147 M€ au regard d'un total bilan de 6 856 M€.</p> <p>Les immobilisations corporelles sont constituées des hôtels en gestion du secteur opérationnel « Murs et Fonds » (occupés ou exploités par les équipes de votre groupe – <i>own occupied buildings</i>). La note 4.2.5.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés précise que ces immobilisations sont valorisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.</p> <p>Les écarts d'acquisition sont quant à eux comptabilisés comme des actifs pour l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs acquis nets des impôts différés comptabilisés s'il y a lieu.</p> <p>Les immobilisations corporelles et les écarts d'acquisition qui y sont associés font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an en comparant leur valeur nette comptable aux valorisations des hôtels du secteur opérationnel « Murs et Fonds » réalisés par les experts immobiliers.</p> <p>Le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19 crée une incertitude sur les estimations retenues pour les valeurs d'expertise. Ces estimations intègrent des hypothèses de taux d'actualisation, de capitalisation et de performances des hôtels qui dépendent de l'évolution du marché hôtelier qui pourraient s'avérer différentes dans le futur.</p> <p>Nous avons considéré l'évaluation des immobilisations corporelles et des écarts d'acquisition associés du secteur opérationnel « Murs et Fonds » comme un point clé de l'audit en raison des montants en jeu et du degré de jugement important relatif à la détermination des principales hypothèses utilisées dans l'évaluation de ces immobilisations.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des immobilisations corporelles et des écarts d'acquisition associés mis en œuvre par votre groupe.</p> <p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● apprécier la compétence et l'indépendance des experts immobiliers en examinant l'application des règles en matière de rotation et de modes de rémunération définies par votre groupe ; ● prendre connaissance des instructions écrites données par votre groupe aux experts détaillant la nature de leurs diligences, l'étendue et les limites de leurs travaux, notamment s'agissant du contrôle des informations transmises par votre groupe ; ● examiner, par sondages, la pertinence des informations fournies par la direction financière aux experts immobiliers pour déterminer la valorisation des hôtels du secteur opérationnel « Murs et Fonds » à leur juste valeur, telles que les dernières performances et le budget de l'hôtel dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ; ● analyser les hypothèses de valorisation retenues par les experts immobiliers, notamment les taux d'actualisation et de capitalisation en les comparant aux données de marché disponibles ; ● nous entretenir avec certains de ces experts immobiliers en présence de la direction financière et apprécier, en incluant dans nos équipes des experts en évaluation, la permanence et la pertinence de la méthodologie d'évaluation retenue ainsi que des principaux jugements portés ; ● contrôler, par sondages, qu'une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'expertise hors droits est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation corporelle augmentée de la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition ; ● recalculer, par sondages, les dotations et les reprises de dépréciation comptabilisées dans les comptes consolidés de votre groupe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de la gérance.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la gérance. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Covivio Hotels par votre assemblée générale du 30 novembre 2004 pour le cabinet MAZARS et du 11 avril 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2021, le cabinet MAZARS était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans sa neuvième année.

Antérieurement, le cabinet Groupe PIA devenu ensuite le cabinet Conseil Audit & Synthèse (acquis par ERNST & YOUNG Audit en 2010) était commissaire aux comptes de 2007 à 2012.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.



Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 10 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Claire Gueydan-O'Quin

ERNST & YOUNG et Autres

Anne Herbein

4.4 Comptes individuels au 31 décembre 2021

4.4.1 Bilan

Actif

K€	Note 4.5.	31/12/2021	Amortissements & Dépréciations	31/12/2021	31/12/2020
		Brut		Net	Net
Immobilisations incorporelles		0	0	0	0
Immobilisations corporelles :	3.1.1	565 049	211 044	354 005	408 319
Terrains		129 344	4 171	125 173	151 404
Constructions		430 793	206 866	223 927	250 898
Autres immobilisations corporelles		23	8	15	14
Immobilisations corporelles en cours		4 890	0	4 890	6 003
Avances et acomptes		0	0	0	0
Immobilisations financières :		3 987 852	66 133	3 921 720	3 921 179
Participations	3.1.2	2 383 202	66 133	2 317 070	2 236 271
Autres titres immobilisés	3.1.4	140	0	140	209
Créances rattachées à des participations & Prêts	3.1.3	1 603 338	0	1 603 338	1 684 686
Dépôts et cautionnements		1 173	0	1 173	13
Total I – Actif Immobilisé	3.1	4 552 902	277 176	4 275 725	4 329 498
Stocks et encours		0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes		0	0	0	0
Créances d'exploitation :	3.2.1/3.2.2	155 843	2 477	153 365	62 669
Créances Clients et Comptes rattachés		12 255	2 477	9 777	7 018
Comptes courants		141 403	0	141 403	52 242
Autres créances		2 185	0	2 185	3 409
Valeurs mobilières de placement		0	0	0	0
Disponibilités		69 132	0	69 132	26 360
Charges constatées d'avance	3.2.3	17 760	0	17 760	20 527
Instruments de trésorerie	3.2.4	18	0	18	89
Total II – Actif Circulant	3.2	242 753	2 477	240 275	109 645
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	3.2.3	10 403	0	10 403	12 321
Primes de remboursement des emprunts (IV)	3.2.3	3 346	0	3 346	1 013
Écarts de conversion Actif (V)	3.2.3	24 331	0	24 331	7 579
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		4 833 734	279 654	4 554 081	4 460 056

Passif

κ€	Note 4.5.	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres:		2 278 189	2 036 374
Capital [dont versé 530 191 κ€]		592 566	530 191
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 685 623	1 506 183
Réserves et report à nouveau:		225 854	86 319
Réserve légale		59 257	53 019
Report à nouveau		166 597	33 300
Résultat de l'exercice		29 963	168 212
Provisions réglementées		6 157	5 224
Total I – capitaux Propres	3.3	2 540 163	2 296 129
Autres Fonds Propres		0	0
Total I bis – Fonds Propres		0	0
Provisions pour risques		7 752	843
Provisions pour charges		231	245
Total II – Provisions pour Risques et Charges	3.4	7 983	1 088
Dettes			
Dettes financières :		1 980 020	2 135 966
Autres emprunts obligataires	3.5.1	1 156 010	741 627
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	3.5.2	748 634	1 273 686
Emprunts et dettes financières diverses	3.5.3	75 375	120 653
Avances et acomptes reçus		350	0
Dettes d'exploitation :		4 592	9 314
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 617	6 499
Dettes fiscales et sociales	3.5.4	2 975	2 815
Autres dettes d'exploitation		0	0
Dettes diverses :		3 618	7 749
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	3.5.5	3 308	574
Autres dettes diverses	3.5.6	310	7 175
Produits constatés d'avance		0	0
Instruments de trésorerie	3.5.7	140	232
Total III – Passif Circulant	3.5	1 988 719	2 153 261
Écarts de conversion Passif (IV)	3.5.10	17 216	9 578
TOTAL GÉNÉRAL (I+I BIS+II+III+IV)		4 554 081	4 460 056
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		0	12 439

4.4.2 Compte de résultat

K€	Note 4.5.	31/12/2021	31/12/2020	Variation (en %)
Production vendue [Loyers]		47 204	46 651	
Montant net du chiffre d'affaires	4.1.1	47 204	46 651	
Reprises sur provisions, dépréciations, transferts de charges	4.1.2	5 392	2 695	
Autres produits		19	120	
Total I – Produits d'exploitation		52 615	49 466	6,36 %
Autres achats et charges externes		13 012	14 043	
Impôts, taxes et versement assimilés		5 360	5 555	
Salaires et traitements		2 880	3 117	
Charges sociales		1 025	1 408	
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		17 927	18 659	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		1 925	3 576	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		146	3 332	
Provisions pour risques et charges : Dotations aux provisions		60	76	
Autres charges		1 355	216	
Total II – Charges d'exploitation	4.1.3	43 691	49 982	- 12,59 %
1. Résultat d'exploitation (I-II)	4.1	8 923	- 516	- 1 828,66 %
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice ou perte transférée III		0	0	
Pertes ou bénéfice transféré IV		0	0	
Produits financiers :				
De participation (dividendes)	4.2.1	56 575	161 327	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		41 560	43 033	
Autres intérêts et produits assimilés		14 369	13 892	
Reprises sur provisions, dépréciations, transferts de charges	4.2.2	7 129	6 258	
Différences positives de change	4.2.3	269	66	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0	
Total V – Produits financiers		119 902	224 576	- 46,61 %
Charges financières :				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		40 802	39 957	
Intérêts et charges assimilées		68 129	68 117	
Différences négatives de change	4.2.3	50	1 409	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		51	0	
Total VI – Charges financières		109 033	109 483	- 0,41 %
2. Résultat financier (V-VI)	4.2	10 870	115 093	- 90,56 %
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		19 793	114 577	- 82,73 %
Produits exceptionnels :				
Sur opérations de gestion		0	0	
Sur opérations en capital		55 033	34 321	
Reprises sur provisions, dépréciations, transferts de charges		417	45 219	
Total VII – Produits exceptionnels	4.3	55 450	79 540	- 30,29 %
Charges exceptionnelles :				
Sur opérations de gestion		73	32	
Sur opérations en capital		44 123	24 559	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1 350	1 314	
Total VIII – Charges exceptionnelles	4.3	45 545	25 905	75,82 %
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	4.3	9 904	53 635	- 81,53 %
Participation des salariés aux résultats (IX)		0	0	
Impôts sur les bénéfices (X)	4.4	- 266	0	
Total des produits (I+III+V+VII)		227 966	353 583	- 35,53 %
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		198 003	185 370	6,82 %
BÉNÉFICE (+) OU PERTE (-)		29 963	168 212	- 82,19 %

4.5 Annexes aux comptes individuels

4.5.1 Événements significatifs de l'exercice

4.5.1.1 Impact Covid-19

La propagation du Coronavirus en France où Covivio Hotels détient des hôtels à revenus variables (loyers variables basés sur le chiffre d'affaires généré par l'opérateur), a eu un impact immédiat sur le chiffre d'affaires de la société du fait de la diminution de la fréquentation des hôtels.

À fin 2021, les revenus variables de la société représentent 57 % de ses revenus. Une baisse de 10 % du loyer Accor entraîne une baisse

de 1 536 K€ et une baisse de 20 % du loyer Accor entraîne une baisse de 3 073 K€.

Au 31 décembre 2021, 43 hôtels du portefeuille Accor sont actuellement ouverts.

4.5.1.2 Acquisitions d'actifs immobiliers, travaux et développements

Il n'y a pas eu d'acquisitions d'actifs sur l'exercice en cours.

4.5.1.3 Cessions d'actifs immobiliers

Au cours de la période, Covivio Hotels a cédé les actifs suivants :

K€	Valeur Nette Comptable	Prix de cession	Plus ou moins-values	Valeur Marché au 31/12/2020
Jardiland Charmeil	3 095	4 400	1 305	4 220
Jardiland Chateaudun	1 289	1 260	- 29	1 230
Jardiland Châtelleraut	2 685	3 800	1 115	3 790
Jardiland Dammarie	2 363	3 485	1 122	3 488
Jardiland Le Mans	3 930	5 920	1 990	5 820
Jardiland Lempdes	861	1 400	539	1 400
Jardiland Montauban	2 046	2 680	634	2 680
Jardiland Saran	3 443	4 100	657	4 150
Jardiland Vendôme	700	530	- 170	530
Jardiland Tarbes	2 690	4 626	1 936	4 330
Jardiland Calais	1 965	2 966	1 001	2 870
Jardiland Chancelade	2 547	3 500	953	3 530
Jardiland Domerat	2 932	4 350	1 418	4 380
Jardiland Limoges	3 483	4 100	617	3 782
Courtepaille Lille Villeneuve	1 153	969	- 184	939
Courtepaille Orléans*	23	6	- 17	6
Courtepaille Lille Marcq	1 715	1 219	- 496	1 182
Courtepaille Fresnes Les Montauban	1 289	1 199	- 90	1 156
Courtepaille Lille Mouvaux	894	769	- 126	748
Courtepaille Tours Sud	973	1 450	476	1 405
Courtepaille Amiens	1 204	1 621	417	1 600
Courtepaille Bourg-en-Bresse	1 362	650	- 712	820
TOTAL	42 642	54 999	12 357	54 056

* Le 4 mai 2021 un acte de vente d'une parcelle de l'immeuble a été signé au profit de la société Cofiroute à la suite d'une ordonnance d'expropriation du 22 mars 2019 justifiée par un projet d'aménagement de l'A10 au nord d'Orléans.

4.5.1.4 Acquisitions de titres de participation

Les titres de participations ont fortement augmenté (+ 107 152 K€). Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation de la valeur des titres de participation dans Murdelux suite à l'opération de TUP de l'entité Foncière Ulysse avec échange de titres Murdelux et à la conversion du prêt consenti par Covivio hôtel de 50 M€ en capital.

4.5.1.5 Augmentation de Capital

L'Assemblée Générale qui s'est réunie le 8 avril 2021 a décidé la distribution d'un dividende de 0,26 € par action soit un total de 34 960 K€ entièrement versé à la date de clôture de l'exercice.

Le procès-verbal du Gérant en date du 14 juin 2021 a décidé d'une augmentation de capital par l'émission de 15 593 836 actions nouvelles d'une valeur nominal de 16 €. Ces nouvelles actions ont été entièrement libérées pour un montant brut de 249 501 K€ se décomposant en 62 375 K€ de nominal et en 187 126 K€ de prime d'émission.

4.5.1.6 Refinancement de la dette

Au cours de l'exercice, le remboursement d'un montant de 175 M€ des dettes Bridge Roco 2 et Bridge Roco sont intervenues en date du 14 juin 2021 financé par l'augmentation de capital évoquée en point 4.5.1.5.

La société a également procédé au remboursement d'un emprunt obligataire pour 187 M€.

Il y a également eu un refinancement au second semestre de la dette existante par l'émission d'un emprunt obligataire de 599 M€ permettant le remboursement de plusieurs dettes dont l'échéance était relativement proche et à des conditions plus avantageuses en termes de coûts et de durée.

4.5.1.8 Contrôle fiscal

Aucun contrôle fiscal en cours sur la société.

4.5.2 Principes, règles et méthodes comptables

Covivio Hotels est la société mère du groupe Covivio Hotels qui établit des comptes consolidés selon les normes IFRS. Son siège est situé au 30 avenue Kleber – 75 208 PARIS Cedex 16. Elle est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 955 515 895. Les comptes consolidés sont disponibles à cette adresse.

Covivio Hotels est consolidée par intégration globale par la société Covivio située au 18 avenue François Mitterrand – CS 10449 – 57017 METZ Cedex 01. Covivio est immatriculée au RCS de Metz sous le numéro 364 800 060. Les comptes consolidés sont disponibles à cette adresse.

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques généralement admises en France.

Les annexes sont établies conformément au règlement de l'ANC n° 2014-03 publié par arrêté du 8 septembre 2014 et aux règlements suivants en vigueur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels énoncés par la loi du 30 avril 1983 et le décret d'application du 29 novembre 1983.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La comptabilisation des immobilisations par composants est effective depuis le 1^{er} janvier 2005.

4.5.2.1 Immobilisations corporelles

Le coût d'entrée des immeubles dans le patrimoine est constitué de :

- leur coût d'acquisition incluant les frais et droits de mutation liés à l'achat pour les immeubles acquis postérieurement à l'adoption du régime SIIIC
- leur coût de production pour les immeubles en réhabilitation : les travaux réalisés sont comptabilisés en immobilisations en cours au fur et à mesure de la réception des factures fournisseurs puis transférés en construction à la réception des procès-verbaux de fin de travaux.

4.5.1.7 Restructuration de la couverture

Au cours de la période, Covivio Hotels a procédé à des annulations et des restructurations de couverture afin d'adapter son profil de couverture aux cessions et refinancements intervenus en 2020 en contrepartie du paiement d'une soulte de 7 525 K€ dont la totalité a été étalée.

Au 31 décembre 2020, certains instruments dérivés, considérés comme des positions ouvertes isolées (POI) jusqu'au 31 décembre 2018, ont été réutilisés à des fins de couverture, la juste valeur de ces instruments a donc été amortie en résultat sur la durée de vie résiduelle du dérivé. Covivio Hotels n'est pas en situation de sur-couverture au 31 décembre 2021.

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant le mode linéaire et en fonction de leur durée probable d'utilisation.

Méthodologie retenue :

Hôtels

La grille des composants utilisée est celle préconisée par le groupe de travail de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières. Les composants utilisés sont les suivants :

Détail des constructions	Mode	Durée
Gros œuvre	L	50 à 80 ans
Façades, Menuiseries extérieures	L	30 ans
Installations générales et techniques	L	20 ans
Agencements	L	10 ans

Restaurants Courtepaille

La grille des composants utilisée est celle préconisée par le groupe de travail de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières. Les composants utilisés sont les suivants :

Détail des constructions	Mode	Durée
Gros œuvre	L	50 ans
Façades, Menuiseries extérieures	L	30 ans
Installations générales et techniques	L	20 ans
Agencements extérieurs	L	10 ans
Agencements intérieurs	L	10 ans

Jardineries Jardiland

La grille des composants utilisée est celle préconisée par le groupe de travail de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières. Les composants utilisés sont les suivants :

Détail des constructions	Mode	Durée
Gros œuvre	L	40 ans
Façades, Menuiseries extérieures	L	25 ans
Installations générales et techniques	L	15 ans
Aménagements extérieurs	L	15 ans
Agencements intérieurs	L	10 ans

4.5.2.2 Immobilisations corporelles acquises en crédit-bail

Lors de la levée de l'option de crédit-bail, le prix de revient fiscal de l'immeuble est déterminé par l'addition :

- du prix d'acquisition de l'immeuble prévu au contrat
- de la réintégration à opérer dans les bénéfices de l'exercice en cours au moment de la levée d'option
- du prix d'acquisition du contrat diminué des amortissements dérogatoires antérieurement comptabilisés.

Lorsque les amortissements pratiqués sur la base fiscale sont supérieurs à ceux pratiqués sur la base comptable, il est pratiqué un amortissement dérogatoire correspondant aux constructions, et calculé sur leur durée d'utilisation. Les amortissements dérogatoires constatés avant la levée de l'option sont repris à la clôture d'un exercice dans la mesure où l'amortissement pour dépréciation de l'exercice excède l'annuité fiscalement admise.

Lors de la cession de l'immeuble, les amortissements dérogatoires antérieurement pratiqués sont repris au compte de résultat.

4.5.2.3 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

À chaque arrêté, la société apprécie l'existence d'indices montrant qu'un actif a pu perdre de façon notable de sa valeur. Auquel cas, une dépréciation pour perte de valeur peut être comptabilisée en résultat, tout comme une reprise, le cas échéant.

Le niveau des éventuelles dépréciations notables est déterminé immeuble par immeuble par comparaison entre la valeur vénale (hors droits) calculée sur la base d'expertises indépendantes, et la valeur nette comptable.

Une indication objective de perte de valeur est caractérisée dès lors que la Valeur d'Expertise est inférieure à au moins 150 K€ de la valeur nette comptable. Cependant même si cet écart est inférieur à 150 K€, une dépréciation sera comptabilisée dès lors que la Valeur d'Expertise a été inférieure à la valeur nette comptable pendant plus de deux années consécutives.

Lorsqu'une dépréciation est comptabilisée, elle sera suivie sans condition de seuil.

Ces dépréciations, qui constatent la baisse non définitive et non irréversible de l'évaluation de certains immeubles patrimoniaux par rapport à leur valeur comptable, s'inscrivent à l'actif, en diminution de ces dernières, sous la rubrique « Amortissements et dépréciations ».

La dépréciation est affectée proportionnellement sur chaque composant.

La comptabilisation d'une dépréciation entraîne une révision de la base amortissable et, éventuellement, du plan d'amortissement des immeubles concernés.

4.5.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût ou à leur valeur d'apport sous déduction, le cas échéant, des dépréciations nécessaires pour les ramener à leur valeur d'utilité. À la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité pour la société.

Lorsque les titres sont détenus de façon durable, la valeur d'utilité est appréciée sur la base de l'actif net et des plus-values latentes sur les actifs immobilisés.

Les frais d'acquisition sont incorporés au prix de revient des immobilisations financières et amortis sur 5 ans sous la forme d'amortissements dérogatoires.

4.5.2.5 Créances clients et dépréciations clients douteux

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

Une dépréciation est constituée pour chaque locataire en situation d'impayé, en fonction du risque encouru. Les critères généraux pour la constitution des provisions, sauf cas particuliers, sont les suivants :

- pas de provisions pour les locataires présents ou sortis dont la créance est inférieure à trois mois d'échéance
- 50 % du montant de la créance pour les locataires présents dont la créance est comprise entre trois mois et six mois d'échéance
- 100 % du montant total de la créance pour les locataires présents dont la créance est supérieure à six mois d'échéance
- 100 % du montant total de la créance pour les locataires sortis dont la créance est supérieure à trois mois d'échéance.

Compte tenu de la généralisation d'octroi de mesures d'accompagnement (pratique quasi inexistante avant Covid), la société a opté pour la linéarisation des loyers sur la durée du bail. En effet, ce changement de méthode comptable donne une meilleure lisibilité des comptes. La linéarisation des loyers en période de franchise conduit à reconnaître une créance qui se dénouera jusqu'à la fin du bail, permettant ainsi un affichage de loyer constant sur la durée du bail.

4.5.2.6 Créances et dettes libellées en monnaies étrangères

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours de change connu.

Lors des règlements, la différence entre le cours utilisé à l'origine et le taux du jour du règlement constitue une perte ou un gain de change qui doit être comptabilisé en résultat d'exploitation ou financier en fonction de la nature de l'opération.

À la clôture de l'exercice, les créances et dettes sont converties au taux de clôture. Ces différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régularisations ultérieures :

- à l'actif du bilan, lorsque la différence correspond à une perte latente
- au passif du bilan, lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risque.

Pour une même opération, les pertes et les gains latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change, la provision est donc limitée à l'excédent des pertes sur les gains.

Les différences de conversion sur les comptes bancaires sont comptabilisées directement en résultat financier à la clôture.

	GBP	EUROS
Taux à l'ouverture	1	1,105734
Taux à la clôture	1	1,185100

4.5.2.7 Instruments dérivés

Pour mener sa politique de couverture, la société utilise uniquement des instruments dérivés simples, standards et liquides, disponibles sur les marchés à savoir : les *swaps*, les *cross currency swap*, les *caps*, les *tunnels* d'options (achat de *cap* et vente de *floor*).

Les instruments financiers utilisés ont pour but exclusif la couverture des risques de taux d'intérêt et des taux de change. Il s'agit de *swaps* dont l'utilisation garantit un taux d'intérêt fixe et un taux de change. Ces instruments ne sont pas constatés dans les états financiers lors de leur conclusion mais constituent des engagements hors bilan. En revanche, le différentiel de taux payé ou reçu en application de ces accords, est comptabilisé en charges ou en produits financiers de l'exercice.

Les gains ou pertes éventuels de valeur de ces instruments sont comptabilisés au dénouement des opérations de couverture, c'est-à-dire en cas de rupture anticipée des engagements de couverture ou de remboursement des emprunts couverts.

Les instruments financiers utilisés par Covivio Hotels sont destinés à la couverture des dettes à taux variable du groupe. L'option retenue est de conserver juridiquement les instruments financiers dans Covivio Hotels et de refacturer aux entités bénéficiaires de la couverture de taux, des produits et charges liés.

Le principe retenu est d'affecter aux filiales les instruments de couverture ayant les caractéristiques les plus proches des emprunts qui sont à couvrir dans les filiales. L'éventuelle sur-couverture est également transférée aux filiales au prorata des encours de couverture.

Les primes payées ou reçues sur les contrats de *cap* et de *floor* sont étalées sur la durée des contrats.

Les soultes payées pour annuler les instruments de couverture en cours de vie (sans que l'élément couvert soit annulé) sont étalées sur la durée de vie restante des instruments résiliés.

Lorsque l'élément couvert est annulé et que l'instrument se retrouve en position ouverte isolée (sur-couverture), la soulte payée est directement enregistrée au compte de résultat.

Le règlement 2015-05 impose le principe de symétrie dans le compte de résultat entre les éléments couverts et les instruments de couverture. Les soultes payées pour annuler les instruments de couverture doivent donc être étalées sur la durée de vie restante des instruments résiliés. Lors de la mise en place d'une nouvelle couverture avec perception d'une soulte si elle est négociée hors marché, l'étalement s'effectuera sur la durée de vie du nouvel instrument, cet étalement a pour effet de comptabiliser le nouvel instrument à sa valeur de marché d'origine.

4.5.2.8 Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du Comité de la réglementation comptable relatif aux passifs, les provisions sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, un passif représentant une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Une provision pour risques liée aux participations est constituée pour couvrir la situation nette réévaluée des filiales lorsque celle-ci est négative et dès lors que tous les actifs rattachés à la filiale ont été dépréciés.

4.5.2.9 Provisions pour risques et charges financières

Une position ouverte isolée (POI) doit être comptabilisée dès lors que la société est en situation de surcouverture (que la surcouverture soit un risque ou soit un gain latent). La POI se matérialise dans les comptes par la reconnaissance d'un compte de dérivé et d'un compte de différence d'évaluation sur IFT. Lorsque la valeur du dérivé est une dette, la société doit comptabiliser une provision pour surcouverture. Lorsque la POI représentative d'un dérivé passif cesse d'être caractérisée, la provision fait l'objet d'une reprise et la valeur de marché du dérivé à la date de mise en place de la relation de couverture est amortie en résultat sur sa durée résiduelle.

4.5.2.10 Emprunts, dettes et emprunt obligataire

Les financements bancaires sont majoritairement constitués d'emprunts bancaires, de deux emprunts obligataires, d'un placement privé et de conventions de crédit à moyen et long terme utilisables par tirages de durée variable. Les tirages successifs sont constatés dans les états financiers pour leur valeur nominale. Ces conventions sont assorties de clauses de covenants indiquées dans les engagements hors bilan.

4.5.2.11 Charges à répartir

Elles correspondent aux frais d'émission d'emprunts et sont étalées sur la durée de l'emprunt.

4.5.2.12 Prime de remboursement d'emprunt obligataire

Elles s'amortissent sur la durée de remboursement de l'emprunt.

4.5.2.13 Chiffre d'affaires

Le quittancement sur les portefeuilles des commerces est mensuel d'avance ou à terme échu.

Sur les hôtels, il est normalement trimestriel d'avance, calculé en fonction du chiffre d'affaires de l'année précédente. Une régularisation comptable visant à prendre en compte le chiffre d'affaires de l'exercice est réalisée à chaque clôture.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les franchises de loyer sont comptabilisées dans les comptes sociaux et leur dénouement est lissé sur la durée résiduelle des baux. Ainsi la franchise s'éteint progressivement jusqu'à la fin du bail ou lors de la vente de l'actif.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le quittancement Accor est réalisé en trimestriel d'avance sur la base d'un budget transmis par Accor et une régularisation est effectuée à l'issue de chaque trimestre sur la base des résultats réels des hôtels.

Le chiffre d'affaires de l'exercice correspond au quittancement des loyers sur la période.

4.5.2.14 Impôts sur les Bénéfices

Covivio Hotels est soumise au régime des Sociétés Immobilières d'Investissements Cotées (SIIC) à effet du 1^{er} janvier 2005. À ce titre, son activité de location immobilière et ses produits de cession d'actifs sont exonérés d'impôt sur les sociétés mais ses autres activités éventuelles restent soumises à l'IS.

Le régime SIIC permet l'exonération :

- des revenus provenant de la location d'immeubles
- des plus-values réalisées sur la cession d'immeuble à des entreprises non liées
- des dividendes provenant des filiales soumises à l'impôt sur les sociétés ayant opté au régime SIIC ou non soumises.

En contrepartie, la société est soumise aux obligations de distributions suivantes :

- 95 % du résultat fiscal provenant de la location d'immeuble doit être distribué avant la fin de l'exercice qui suit celui de leur réalisation
- 70 % des plus-values de cession d'immeuble et part de filiales ayant opté doit être distribué avant la fin du 2^e exercice qui suit celui de leur réalisation

- 100 % des dividendes provenant des filiales ayant opté doit être distribué au cours de l'exercice qui suit leur perception.

Le montant total de l'obligation de distribution est obtenu en appliquant à chacune des catégories de revenu, le coefficient de distribution qui lui correspond, limité au montant du résultat fiscal de l'ensemble du secteur exonéré.

4.5.3 Explications des postes du bilan

4.5.3.1 Actif Immobilisé

Variation des valeurs brutes

k€	Note 4.5	Valeurs brutes au 31/12/2020	Augmentations		Diminutions		Valeurs brutes au 31/12/2021
			Acquisition et travaux	Transferts	Cessions et autres sorties	Transferts	
Immobilisations incorporelles		0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles		631 104	2 535	3 647	68 589	3 647	565 050
● Terrains	3.1.1	155 776	0	0	26 432	0	129 344
● Constructions	3.1.1	469 303	0	3 647	42 157	0	430 793
● Autres immobilisations corporelles		22	0	0	0	0	22
● Immobilisations en cours	3.1.1	6 003	2 535	0	0	3 647	4 891
Immobilisations financières		3 960 958	281 219	0	254 325	0	3 987 852
● Titres de participations	3.1.2	2 276 050	112 348	0	5 196	0	2 383 202
● Prêts	3.1.3	1 684 686	166 829	0	248 178	0	1 603 337
● Titres immobilisés	3.1.4	209	882	0	951	0	140
● Autres immobilisations financières		13	1 160	0	0	0	1 173
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		4 592 062	283 754	3 647	322 914	3 647	4 552 902

4.5.3.1.1 Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles est due principalement :

- à la réalisation des travaux pour les montants suivants :
 - 2,50 M€ de travaux sur les hôtels
- à la sortie des immobilisations pour les montants suivants :
 - la vente de 14 murs du portefeuille JARDILAND pour un montant total de 47 M€

- la vente de 8 murs du portefeuille COURTEPAILLE pour un montant total de 7,90 M€
- la mise au rebut suite aux remplacements de certains composants pour un montant total de 1,88 M€.

4.5.3.1.2 Variation des titres de participations

La variation positive des titres de participation s'explique principalement par l'augmentation de capital sans émission de nouveaux titres de Murdelux pour 81 755 K€. Ci-dessous le détail exhaustif des augmentations :

Sociétés	Valeur des titres (en k€)
MONTANT AU 31 DÉCEMBRE 2020	2 276 050
Acquisition de titres et assimilés	
Murdelux	81 755
FDM M LUX S.à.r.l	10 949
Constance	19 644
Total augmentation de titres suite acquisition	112 348
Réduction de Capital	
FONCIÈRE ULYSSE	4 931
FONCIÈRE MANON	265
Total Réduction de Capital	5 196
MONTANT AU 31 DÉCEMBRE 2021	2 383 202

4.5.3.1.3 Détail des prêts

Les prêts se composent de :

Type de prêts	K€
Prêts aux filiales	1 589 279
Intérêts courus sur prêts	11 509
Intérêts courus sur swap	2 549
TOTAL	1 603 338

Le détail des prêts aux filiales est le suivant :

K€	Capital restant dû au 31/12/2021	Intérêts courus au 31/12/2021	Capital restant dû au 31/12/2020
Murdelux ⁽¹⁾	756 518	5	781 173
Investment FDM Rocatierra	227 600	4 848	227 600
Constance	158 866	5 201	148 781
SNC Foncière Otello	101 667	0	146 781
FDM M Lux	138 337	0	138 337
SCI Rosace	37 500	0	37 500
OPCI Oteli	35 031	104	35 031
LHM Holding Lux	28 960	337	28 960
Ingrid France	26 735	0	26 735
SAS Kombon	19 949	59	19 949
B&B Invest Lux 4 ⁽²⁾	0	0	17 580
Samoens	13 663	163	14 665
Bardiomar	8 798	163	8 798
Ruhl Côte d'Azur	8 500	0	8 500
SCI Porte Dorée	7 747	217	7 747
SAS IRIS Holding France	6 745	141	6 745
SNC Hotel 37 René Clair	6 700	0	6 700
B&B Invest Espagne	5 962	269	5 962
TOTAL	1 589 279	11 509	1 667 544

(1) La variation des prêts avec Murdelux s'explique par :

K€	2021	2020	variation	caractéristiques prêts/commentaires
Prêts portefeuille uk :	349 983	326 544	23 439	
Acquisition portefeuille en 2018	483 477	483 477	0	Conclu le 18/07/2018 – taux 3 % – durée 8 ans
Remboursement	- 189 179	- 189 179	0	Restructuration au 01/01/2019
Acquisition Oxford en 2019	34 123	34 123	0	Tirage complémentaire du 12/02/2019
Impact Écart de conversion	21 561	- 1 877	23 438	Conversion au taux de clôture (soit au 31/12/2020 : 1 £=1,105734 € contre 1 £=1,18510 € au 31/12/2021)
Prêt portefeuille Roco	185 058	229 687	- 44 629	Conclu le 02/09/2020 – taux 2,26 % – durée 7 ans
Prêts Kempense Meren	26 375	26 375	0	Conclu le 01/01/2019 – taux 4,39 % – durée 3,5 ans
Prêts H Invest lux 1	22 476	25 500	- 3 024	Conclu le 01/01/2019 – taux 4,99 % – durée 4 ans
Prêts Portmurs	24 037	24 037	0	Conclu le 01/01/2012 – taux 4,94 % – durée 8 ans
Prêts LHI2 (options pays-bas)	30 032	33 623	- 3 591	Conclu le 27/12/2018 – taux 3,61 % – durée 7 ans
Prêts Nh Amsterdam	7 675	21 590	- 13 915	Conclu le 05/06/2014 – taux 5 % – durée 7 ans
Prêts pour investissement en Pologne	17 734	17 735	- 1	Conclu les 22/10/2019 et 06/12/2019 – taux 2,6 % et 2,71 % – durée 7 ans
Prêts H Invest lux 2	16 897	17 200	- 303	Conclu le 01/01/2019 – taux 5,11 % – durée 6 ans
Prêts Ringer (Hôtel Munich)	17 000	17 000	0	Conclu le 07/07/2015 – taux 5 % – durée 6,5 ans
Prêts Sunparks	9 724	9 724	0	Conclu le 01/01/2019 – taux 4,93 % – durée 3 ans
Prêts B&B lux 5	6 581	8 200	- 1 619	Conclu le 01/01/2019 – taux 5,09 % – durée 3,5 ans
Prêt Mo lux 1	6 179	6 800	- 621	Conclu le 01/01/2019 – taux 5,12 % – durée 3 ans
Prêt B&B Lux 1	5 465	5 465	0	Restructuration des prêts le 10/12/2020. Conclu le 10/12/2020 – taux 2,39 % – durée 7 ans
Prêt B&B Lux 2	4 650	4 650	0	Restructuration des prêts le 10/12/2020. Conclu le 10/12/2020 – taux 2,4 % – durée 7 ans
Prêt B&B Lux 3	4 370	4 370	0	Restructuration des prêts le 10/12/2020. Conclu le 10/12/2020 – taux 2,4 % – durée 7 ans
Prêt Mo Lux1	2 063	2 063	0	Restructuration des prêts le 10/12/2020. Conclu le 10/12/2020 – taux 2,39 % – durée 7 ans
Prêts Acquisition Jouron	610	610	0	Conclu le 01/07/2019 – taux 1,56 % – durée 30 ans
BnB Invest Lux 4 ⁽²⁾	17 580	0	17 580	Conclu le 01/01/2021 – taux 2,40 % – durée jusqu'en janvier 2028
TOTAL	754 490	781 173	- 26 683	

(2) Les prêts consentis à B&B Lux 4 ont été totalement remboursés à Covivio Hotels. Un nouveau prêt pour ce même montant a été signé directement entre Murdelux et sa filiale.

Les prêts aux filiales ne font pas l'objet d'un échéancier. Ils sont remboursés en fonction de la trésorerie disponible de chaque emprunteur. Néanmoins, une date d'échéance finale qui va de janvier 2022 au plus tôt à 06/2050 au plus tard est stipulée dans l'acte.

4.5.3.1.4 Détail des autres titres immobilisés

Détail des actions propres	Nombre d'actions			K€
Actions détenues par la société – contrat de liquidité	8 816			140
Actions détenues par la société – croissance externe	0			0
Actions détenues par la société pour attribution aux salariés	0			0

k€	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Actions propres	209	882	951	140
TOTAL	209	882	951	140

Au 31 décembre 2021, la société détenait 8 816 actions propres dans le cadre du contrat de liquidité soit un montant global de 140 K€.

Variation des amortissements et dépréciations

Le tableau des amortissements et dépréciations est présenté ci-après :

k€	Note 4.5	Augmentations		Diminutions		31/12/2021
		31/12/2020	Dotations	Transferts	Cessions et autres sorties	
Dépréciation des immobilisations incorporelles		0	0		0	0
Amort.et dépréciation des immobilisations corporelles		222 785	15 506	0	27 248	211 043
● Constructions		216 182	13 581	0	25 265	204 498
● Autres immobilisations corporelles		8	0	0	0	8
● Dépréciation/terrains et construction	3.1.5	6 595	1 925	0	1 983	6 537
Dépréciations immobilisations financières		39 779	32 923	0	6 569	66 133
● - Participations	3.1.6	39 779	32 923	0	6 569	66 133
TOTAL		262 564	48 429	0	33 817	277 176

4.5.3.1.5 Détail des dépréciations des actifs

Chaque année la valeur comptable des immeubles est comparée à leur valeur de marché estimée. Une expertise indépendante, effectuée semestriellement, sert de référence pour déterminer s'il y a un indice de perte de valeur :

k€	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Jardiland Blois	1 222	285	0	1 507
Courtepaille Bourg en Bresse*	551	0	551	0
Courtepaille Les Ulys	540	0	4	536
Courtepaille Marcq-en-Baroeul*	536	0	536	0
Courtepaille Évry	498	3	0	501
Courtepaille La Charité sur Loire	436	0	38	398
Courtepaille Marne La Vallée	372	0	13	359
Courtepaille Évreux	346	0	9	337
Courtepaille Créteil	307	0	19	288
Courtepaille Limoges Beaubreuil	276	265	0	541
Courtepaille Meaux	252	0	10	242
Courtepaille Lille Villeneuve*	216	0	216	0
Courtepaille Villemandeur	199	0	32	167
Courtepaille Cergy-Pontoise	0	235	0	235
Courtepaille ST Brieuc	0	141	0	141
Courtepaille Avallon Cussy	0	419	0	419
Courtepaille Caen Nord	0	249	0	249
Courtepaille Auxerre Nord	0	34	0	34
Courtepaille Linas	0	189	0	189
Courtepaille Moissy Cramayel	0	105	0	105
Jardiland Naveil*	172	0	172	0
Courtepaille La Plaine Saint Denis	167	0	3	164
Courtepaille Lille Mouvaux*	149	0	149	0
Courtepaille Heillecourt	148	0	23	125
Courtepaille Fresnes Montauban*	141	0	141	0
Jardiland Chateaudun*	67	0	67	0
TOTAL	6 595	1 925	1 983	6 537

* Reprises sur actifs qui ont été cédés sur l'exercice 2021.

4.5.3.1.6 Détail des dépréciations de titres de participations

Les dépréciations des titres sont comptabilisées pour prendre en compte la situation nette réévaluée des filiales inférieures à la valeur des titres :

K€	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
FDM M Lux	20 521	21 377	0	41 898
Constance	10 770	0	4 528	6 242
Bardiomar	4 730	11 546	0	16 276
Oteli	2 391	0	1 693	698
LHM Holding Lux	1 321	0	302	1 019
Foncière Manon	46	0	46	0
TOTAL	39 779	32 923	6 569	66 133

4.5.3.2 Actif Circulant

4.5.3.2.1 Ventilation des créances par échéance

Le solde de la créance au 31 décembre 2021 de 12 255 K€ correspond à des créances non encore exigibles pour 9 314 K€ et 2 941 K€ de créances douteuses.

K€	Montant brut au 31/12/2021	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an	Montant brut au 31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	12 255	10 981	1 273	10 350
Créances clients	7 359	7 359	0	6 376
Franchise de loyers ⁽¹⁾	1 413	140	1 273	1 975
Facture à établir	3 226	3 226	0	1 972
Charges récupérables sur les locataires	256	256	0	27
Comptes courants	141 403	141 403	0	52 242
Autres créances	2 185	2 185	0	3 410
Créances diverses	554	554	0	1 637
Créances de TVA	718	718	0	1 230
Créances Impôt ⁽²⁾	913	913	0	542
TOTAL	155 844	154 571	1 273	66 001

(1) Changement de méthode depuis l'exercice précédent : pour une meilleure visibilité des états financiers et compte tenu de la généralisation d'octroi de mesures d'accompagnement à la signature d'avenants ou de bail, les effets des franchises de loyers sont linéarisés sur la durée du bail.

Au 31 décembre 2021, le solde des créances issu de la linéarisation est de 1 413 K€ :

K€	Reprise historique au 31/12/2020	Nouvelles franchises 2021	Lissage 2021	Franchises actifs vendus en 2021	Solde franchise au 31/12/2021
Hôtels	1 535		- 138		1 397
Commerce	440		- 36	- 388	16
TOTAL	1 975	0	- 174	- 388	1 413

(2) Suite à la fusion avec FDM Management, Covivio Hotels a repris une créance CICE de 539 K€ provenant des sociétés SLIH et Alliance. Cette créance fera l'objet d'une demande de remboursement en 2022.

Un crédit d'impôt a été comptabilisé sur l'exercice en cours pour un montant de 265 K€ pour abandons de loyers.

4.5.3.2.2 Dépréciation des comptes clients

Les dépréciations des comptes clients s'élèvent à 2 477 K€ au 31 décembre 2021 et concernent les créances sur les commerces :

K€	Dépréciations 31/12/2020	Dotations	Reprises	Dépréciations 31/12/2021
Portefeuille Commerce	3 332	146	1 001	2 477
TOTAL	3 332	146	1 001	2 477

4.5.3.2.3 Comptes de régularisation Actif et autres postes de l'actif

K€	31/12/2021	31/12/2020
Charges d'exploitation constatées d'avance:	91	127
s/Locations	0	0
s/Charges externes et autres	91	127
Charges financières constatées d'avance :	17 669	20 400
s/commissions d'agent	84	128
s/renégociation de soultes	16 989	19 080
s/compte d'attente POI ⁽¹⁾	596	1 192
Total Charges Constatées d'Avances	17 760	20 527
Total Charges à répartir s/Frais d'émission d'emprunts	10 403	12 321
Primes de remboursement des emprunts		
s/Obligation 350 M€ ⁽²⁾	3 346	1 013
Total Prime de remboursement des emprunts	3 346	1 013
Écart de conversion actif ⁽³⁾		
Augmentation de dettes	24 317	34
Diminution de Créances	15	7 545
Total Écart de conversion actif	24 331	7 579
TOTAL	55 840	41 440

(1) Lorsque l'instrument de couverture ne répond plus aux critères de qualification, ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture par l'entreprise, la comptabilité de couverture continue de s'appliquer aux résultats latents de l'instrument de couverture cumulés jusqu'à la date d'arrêt de la couverture, qui doivent alors être reconnus dans un compte d'attente (en contrepartie d'un compte « instruments de trésorerie »).

(2) La prime de remboursement est amortie sur la durée de l'amortissement de l'emprunt obligataire de 350 M€ soit sur 7 ans, jusqu'au 24 septembre 2025.

(3) À la clôture de l'exercice, les créances et dettes sont converties au taux de clôture. Ces différences de conversion sont inscrites à ces comptes transitoires, en attente de régularisations ultérieures. La diminution de dette concerne principalement la perte latente constatée sur l'emprunt de 400 M€, la livre s'étant dépréciée de 6,70 % sur l'exercice 2021.

4.5.3.2.4 Instruments de trésorerie

Ce poste correspond aux primes payées lors de la souscription d'instruments de couverture. Cette prime est étalée au résultat sur la durée de la couverture.

4.5.3.2.5 Produits à recevoir

K€	31/12/2021	31/12/2020
Autres immobilisations financières (intérêts courus sur prêts)	14 059	17 142
Clients et comptes rattachés (facture à établir)	3 227	1 972
Autres créances	0	0
TOTAL	17 285	19 114

4.5.3.3 Capitaux Propres

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 148 141 452 actions, toutes de même catégorie, au nominal de 4 € soit 592 565 808 €.

Au 31 décembre 2021, la société détient 8 816 actions propres.

K€	31/12/2020	Augmentation		Diminution		31/12/2021
		Augmentation de l'exercice	Changement de méthode comptable	Autres mouvements de l'exercice	Affectation du résultat/ Distribution	
Capital social	530 190	62 375	0	0	0	592 565
Prime d'émission	1 090 855	187 126	0	- 7 686	0	1 270 295
Primes de fusion	353 741	0	0	0	0	353 741
Prime d'apport	61 587	0	0	0	0	61 587
Réserve légale	53 019	6 238	0	0	0	59 257
Report à nouveau	33 300	2	46	0	133 250	166 597
Résultat de l'exercice	168 212	29 963	0	0	- 168 212	29 963
Provisions réglementées	5 224	1 231	0	- 299	0	6 157
CAPITAUX PROPRES	2 296 128	286 935	46	- 7 985	- 34 962	2 540 161

Augmentation de Capital

L'Assemblée Générale qui s'est réunie le 8 avril 2021 a décidé le paiement d'un dividende de 34,96 M€.

Le procès-verbal du Gérant du 14 juin 2021 a décidé l'émission de 15 593 836 actions nouvelles à 16 € chacune soit un montant brut de 249,50 M€ dont 62,37 M€ de nominal et 187,13 M€ de prime d'émission. Il décide également de doter la réserve légale de 6,24 M€ par prélèvement sur cette même prime.

La société applique la méthode préférentielle en imputant les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes d'émission.

K€	
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020	168 212
Primes d'émission	0
Report à Nouveau	33 300
TOTAL À AFFECTER	201 512
Réserve Légale	0
Prime d'émission	0
Dividendes mis en paiement*	34 962
Report à Nouveau	166 550
TOTAL AFFECTÉ	201 512

* Les 34 962 K€ de dividendes mis en paiement se décomposent en :

- 500 K€ de dividende précipitaire versé à Covivio Hotel Gestion
- 34 462 K€ de dividende versé en numéraire.

Changement de méthode

Il a été décidé par le groupe l'application de l'approche IFRIC pour les comptes sociaux concernant les engagements sociaux, l'IFRIC. Ce changement de méthode comptable opéré au 31 décembre 2021 impacte les capitaux propres pour un montant de 46 K€.

Ces frais sont imputés pour leur montant net d'impôt (selon qu'ils correspondent à des opérations afférentes à un secteur taxable ou SIIC). Les frais imputés sur la prime d'émission sur l'exercice 2021 sont de 1 449 K€.

Affectation du résultat de l'exercice précédent :

L'Assemblée Générale Mixte Ordinaire du 8 avril 2021 a affecté le résultat de l'exercice précédent comme décrit ci-après et procédé à la distribution d'un dividende ordinaire de 0,26 €.

Provisions réglementées

Il s'agit d'amortissements dérogatoires pratiqués sur les actifs ayant fait l'objet d'une levée d'option de crédit-bail pour 3 291 K€.

Les 2 866 K€ restant concernent l'amortissement dérogatoire sur les frais d'acquisition de titres des sociétés OPCI Oteli et SAS Kombon. Ces frais d'acquisition ont été incorporés au prix de revient des immobilisations financières pour 5 729 K€ et amortis sur 5 ans sous la forme d'amortissements dérogatoires. Il restera donc à amortir 4 009 K€ jusqu'au 31 décembre 2024.

4.5.3.4 Provisions pour risques et charges

K€	Note 4.5	31/12/2020	Augmentation		Diminution		31/12/2021
			TUP	Dotations	Reprises Montant utilisé	Reprises Montant non utilisé	
Provisions pour risques	3.4.1	843	0	7 520	0	611	7 752
Provision pour perte de change		605	0	7 520	0	605	7 520
Provisions cotisations actions gratuites		238	0	0	0	6	232
Provisions pour charges		245	0	60	0	73	232
Indemnité de fin de carrière	3.4.2	141	0	0	0	65	76
Médaille du travail		104	0	0	0	8	96
Départ		0	0	60	0	0	60
TOTAL		1 088	0	7 580	0	685	7 984

4.5.3.4.1 Provisions pour risque

Le 25 juillet 2018, Covivio Hotels, par l'intermédiaire de sa filiale Murdelux, a acquis un portefeuille d'hôtels situé au Royaume-Uni. Pour financer cette opération, Covivio Hotels a souscrit une dette bancaire de 400 000 k£ et redescendu les fonds sous forme de prêts intra-groupe vers sa filiale Murdelux. Cette créance a partiellement été remboursée en 2019 pour 189 180 K€ (169 181 k£).

Ainsi au 31 décembre 2021, Covivio Hotels a une dette bancaire libellée en GBP pour 400 000 k£ et des créances rattachées aux participations libellées en GBP pour 295 319 k£. Les effets de change de ces dettes et créances financières ainsi que les dettes en compte-courant présentent un solde net de 7 520 K€ ayant donné lieu à la comptabilisation d'une dotation de provision pour perte de change de 7 520 K€.

4.5.3.4.2 Indemnités de Fin de Carrière

Covivio Hotels applique à compter de l'exercice 2013 la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables N° 2013-02 de novembre 2013 en matière d'évaluation et comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Cette recommandation permet l'évaluation de la provision pour avantages postérieurs à l'emploi en conformité avec la norme IAS 19R.

En ce qui concerne la comptabilisation de ces engagements de retraite, Covivio Hotels a opté pour la comptabilisation immédiate et en totalité au résultat de la reconnaissance des écarts actuariels.

Principales hypothèses retenues pour l'indemnité de fin de carrière et la médaille du travail :

Paramètres	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0,501 %	0,11 %
Taux annuel d'inflation	-	-
Évolution annuelle des salaires		
<i>Cadres</i>	4 %	4 %
<i>Non cadres</i>	3 %	3 %
Taux de charges sociales (IFC uniquement)	48,49 %	48,96 %
Table de mortalité	TGF05/TGH05	TGF05/TGH05
	8,56 % (20 ans)	8,56 % (20 ans)
	8,56 % (30 ans)	8,56 % (30 ans)
	8,56 % (40 ans)	8,56 % (40 ans)
Turnover	0 % (50 ans)	0 % (50 ans)
Nature du départ en retraite	À l'initiative du salarié	À l'initiative du salarié

4.5.3.5 Dettes

€	Note 4.5.	31/12/2021	Montant à moins d'1 an	Montant à plus d'1 an et moins de 5 ans	Montant à plus de 5 ans	31/12/2020
Emprunts Obligataires non convertibles	3.5.1	1 156 010	7 010	550 000	599 000	741 627
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3.5.2	748 634	36 129	712 505	0	1 273 686
Emprunts, dettes financières diverses	3.5.3	75 375	75 375	0	0	120 653
Avances et acomptes		350	350	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		1 617	1 617	0	0	6 499
Dettes fiscales et sociales	3.5.4	2 975	2 975	0	0	2 815
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3.5.5	3 308	3 308	0	0	574
Autres dettes	3.5.6	310	310	0	0	7 175
Produits constatés d'avance		0	0	0	0	0
Instruments de trésorerie	3.5.7	140	140	0	0	232
TOTAL		1 988 719	127 214	1 262 505	599 000	2 153 260

4.5.3.5.1 Emprunts obligataires non convertibles

Emprunts obligataires

Les caractéristiques des emprunts obligataires sont :

date d'émission	27 juillet 2021 et 2 novembre 2021
montant de l'émission (en M€)	599
remboursement partiel	0
valeur nominale après remboursement partiel	599
Taux nominal	1,000 %
Date d'échéance	27 juillet 2029

Le solde de l'emprunt obligataire est de 601 593 K€, qui correspond aux intérêts courus pour 2 593 K€ et au capital restant dû pour 599 000 K€.

date d'émission	24/09/2018
montant de l'émission (en M€)	350
remboursement partiel	0
valeur nominale après remboursement partiel	350
Taux nominal	1,875 %
Date d'échéance	24/09/2025

Le solde de cet emprunt obligataire est de 351 780 K€, qui correspond aux intérêts courus pour 1 780 K€ et au capital restant dû pour 350 000 K€.

Placement privé

Ce placement privé a été souscrit le 29 mai 2015 par Covivio Hotels. Il n'est assorti d'aucune sûreté et a comme caractéristiques :

date d'émission	29 mai 2015
montant de l'émission (en M€)	200
remboursement partiel	0
valeur nominale après remboursement partiel	200
Taux nominal	2,218 %
Date d'échéance	29 mai 2023

Le solde du placement privé est de 202 637 K€, qui correspond aux intérêts courus pour 2 637 K€ et au capital restant dû pour 200 000 K€.

4.5.3.5.2 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Ci-dessous est présenté le tableau de variation de la dette bancaire :

K€	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit*	1 255 345	31 746	544 791	742 300
Intérêts courus	5 886	6 333	5 886	6 333
Concours bancaires	12 455	0	12 455	0
TOTAL	1 273 686	38 080	563 132	748 634

* Les principales variations concernent :

- le remboursement d'un montant de 175 M€ des dettes Bridge Roco 2 et Bridge Roco intervenu le 14 juin 2021 financé par l'augmentation de capital évoquée en point 5
- un refinancement au second semestre de la dette existante par l'émission d'un emprunt obligataire de 599 M€ permettant le remboursement d'une partie de la dette pour une nouvelle à des conditions plus avantageuses en termes de coûts et de durée
- une augmentation de la dette en GBP tiré sur le crédit agricole résultant des écarts de conversion pour 31,75 M€ (variation 2020/2021).

4.5.3.5.3 Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières diverses sont composés de :

- comptes courants créditeurs pour 75 344k€

k€	31-déc.-21	31-déc.-20
Foncière Otello	2 392	32 961
Investment FDM Rocatierra	32 178	23 748
SLIH	6 243	6 045
Constance	5 239	3 579
SCI Porte Dorée	3 170	3 163
Ruhl Côte d'Azur	1 319	1 607
René Clair	1 971	1 396
SCI Rosace	2 445	954
B&B Invest Espagne	357	53
INGRID France	11 248	0
Covivio Hôtel Gestion Immobilière	222	0
SARL Loire	2	31
Ulysse Belgique	0	11 872
Murdelux	297	15 131
Société Nouvelle Hotel Plaza	0	230
Autres	8 261	19 739
TOTAL	75 344	120 509

- dépôts de garantie locataires pour 30 K€.

4.5.3.5.4 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont constituées de :

- 2 092 K€ : TVA
- 750 K€ : Charges sociales/salaires
- 62 K€ : Personnel – Charges à payer
- 72 K€ : État Impôt à payer (autres que IS).

4.5.3.5.6 Autres dettes

K€	31/12/2021	31/12/2020
Clients créditeurs*	271	4 178
Avoirs à établir (régularisation loyers variables Accor)	39	2 994
Autres dettes diverses	0	3
TOTAL	310	7 175

* Dont : créditeurs groupe pour 4 K€.

4.5.3.5.7 Instruments de trésorerie

Ce poste correspond aux primes reçues sur l'acquisition d'instruments de couverture. Ces primes reçues sont étalées en résultat sur la durée des instruments.

4.5.3.5.8 Covenants bancaires

LTV Conso	Périmètre	Seuil covenant	Ratio
130 M€ (2013) – REF I	Covivio Hotels	≤ 60 %	respecté
279 M€ (2017) – Roca	Covivio Hotels	< 60 %	respecté
400 M€ (2018) – Rocky	Covivio Hotels	≤ 60 %	respecté

ICR Conso	Périmètre	Seuil covenant	Ratio
130 M€ (2019) – REF I	Covivio Hotels	> 200 %	respecté
279 M€ (2017) – Roca	Covivio Hotels	> 200 %	respecté
400 M€ (2018) – Rocky	Covivio Hotels	≥ 200 %	respecté

Au 31 décembre 2021, les covenants bancaires ICR et LTV Crédit corporate sécurisé sont tous respectés : LTV < 60 %, ICR > 200 %.

4.5.3.5.9 Comptes de charges à payer

κ€	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts courus sur emprunts	13 343	10 960
Factures non parvenues	4 380	1 785
Autres dettes (avoirs à établir)	39	2 996
Dettes fiscales et sociales	503	877
Intérêts courus sur concours bancaires courants	0	15
TOTAL	18 265	16 633

4.5.3.5.10 Comptes de régularisation Passif

κ€	31/12/2021	31/12/2020
Écart de conversion Passif		
Diminution de dettes	16 667	9 554
Augmentation de créances	549	25
TOTAL	17 216	9 579

À la clôture de l'exercice, les créances et dettes sont converties au taux de clôture. Ces différences de conversion sont inscrites à ces comptes transitoires, en attente de régularisations ultérieures. La diminution de dettes concerne principalement le gain latent constaté sur la dette bancaire, la livre s'étant dépréciée de 6,7 % sur l'exercice 2021.

4.5.4 Notes sur le compte de résultat

Le résultat net comptable 2021 s'établit à + 29 963 K€ contre un bénéfice de 168 212 K€ en 2021.

4.5.4.1 Résultat Exploitation**4.5.4.1.1 Chiffre d'affaires**

κ€	31/12/2021	31/12/2020
Recettes locatives⁽¹⁾	26 886	27 675
Loyers du secteur hôtellerie	22 189	15 911
Loyers du secteur commerce d'exploitation	5 926	11 945
RRR loyers	- 1 055	0
Franchises accordées	0	- 2 057
Linéarisation des franchises	- 174	1 876
Prestations de services⁽²⁾	20 318	18 976
TOTAL	47 204	46 651

(1) Il n'y a pas eu de franchises de loyers d'accordées sur 2021.

(2) Les prestations de service intègrent les refacturations de taxes aux locataires et les refacturations de frais de réseau aux filiales.

4.5.4.1.2 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

Les reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation comprennent :

κ€	31/12/2021	31/12/2020
Reprises provisions pour risques et charges d'exploitation	1 034	334
Reprises de dépréciations sur immobilisations corporelles	1 982	933
Transfert de charges	2 376	1 428
Frais d'émission d'emprunt*	2 374	1 428
Charges d'exploitation	0	0
Charges de personnel	2	0
TOTAL	5 392	2 695

* Le poste transfert de charges est impacté par le transfert en charge à répartir des frais d'émission d'emprunt relatifs aux financements mis en place sur l'exercice et initialement reconnus en charge externe.

4.5.4.1.3 Charges d'exploitation

K€	31/12/2021	31/12/2020
Autres achats et charges externes	13 012	14 043
Impôts taxes et versements assimilés	5 360	5 555
Salaires ⁽¹⁾	2 880	3 117
Charges sociales ⁽¹⁾	1 025	1 408
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions ⁽²⁾	20 059	25 643
Autres charges d'exploitation	1 355	216
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	43 691	49 982

(1) La rémunération statutaire est comptabilisée en compte 653010 pour 1 203k€ soit au niveau de la ligne *Autres charges d'exploitation* ce qui explique la variation sur le poste Salaires.

(2) Détail du poste dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions :

K€	31/12/2021	31/12/2020
Amortissements immeubles d'exploitation & incorporelles	0	0
Amortissements sur immeubles locatifs	13 642	15 251
Amortissements des malis techniques	0	0
Amortissements des matériels et mobiliers	0	0
Amortissements des charges à répartir	4 285	3 408
Sous-total dotations aux amortissements	17 927	18 659
Dépréciation des comptes clients	146	3 332
Dépréciation des immobilisations	1 925	3 576
Provisions pour risques et charges	60	76
Sous-total dotations dépréciations et provisions	2 132	6 984
TOTAL	20 059	25 643

Il y a eu moins de dépréciations sur les comptes clients et les immeubles sur l'exercice 2021 par rapport à celui de 2020 ce qui explique principalement la baisse de ce poste.

4.5.4.2 Résultat Financier

K€	Note 4.5	31/12/2021	31/12/2020
Produits financiers de participations		56 575	161 327
Dividendes reçus des filiales et participations	4.2.1	56 575	161 327
Prêts et autres produits assimilés		41 560	43 033
Revenus des prêts aux filiales		41 560	43 033
Revenus des autres prêts		0	0
Autres intérêts et produits assimilés		14 369	13 892
Intérêts des comptes courants groupe		597	317
Produits sur swap		13 759	13 120
Autres produits		14	123
Bonis de Fusion		0	0
Intérêts moratoires		0	332
Reprises sur provisions et transferts de charges	4.2.2	7 129	6 258
Reprises de provisions R&C financiers		606	6 258
Reprises de provisions/immobilisations financières		6 523	0
Différences positives de change		269	66
Gain de change	4.2.3	269	66
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
Total des produits financiers		119 902	224 576
Dotations aux provisions pour risques et charges financières		40 802	39 957
Prime de remboursement des obligations		358	214
Provisions pour risques financiers		7 520	0
Provisions sur immobilisations financières	4.2.4	32 923	39 743
Intérêts et charges assimilées		68 130	68 117
Intérêts des emprunts		55 528	53 704
Intérêts des comptes courants groupe		818	1 477
Soulttes couverture		9 729	10 542
Amortissement des instruments en POI (Position ouverte isolée)		596	596
Intérêts bancaires et opérations de financements		1 459	1 798
Différences négatives de change		50	1 409
Perte de change	4.2.3	50	1 409
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
Autres charges financières		51	
Total des charges financières		109 033	109 483
RÉSULTAT FINANCIER		10 870	115 094

4.5.4.2.1 Détail des dividendes

Le détail des dividendes reçus par filiales se trouve au point 4.5.6.5

4.5.4.2.2 Détail des reprises de provisions et transferts de charges financières

K€	31/12/2021	31/12/2020
Transfert de charges financières	0	0
Intérêts sur emprunts	0	0
Reprise de provisions	7 129	6 258
Provision pour perte de change*	606	6 258
Provision pour surcouverture	0	0
Provision pour dépréciations des titres	6 523	0
TOTAL	7 129	6 258

* La perte latente sur les écarts de conversion en 2020 avait donné lieu à une dotation pour perte de change de 606 K€, reprise à hauteur de 606 K€ en 2021.

4.5.4.2.3 Différences positives et négatives de change

Les gains et pertes de changes constatés sur 2021 concernent les différences de change constatées à la clôture sur les comptes bancaires.



4.5.4.2.4 Dotations aux provisions sur immobilisations financières

Une dépréciation sur les titres est constatée dès lors que la situation nette réévaluée des filiales est inférieure à la valeur des titres comptabilisée :

K€	31/12/2021	31/12/2020
FDM M Lux	21 377	20 521
Constance	0	10 770
Bardiomar	11 546	4 730
Oteli	0	2 391
LHM Holding Lux	0	1 285
Foncière Manon	0	46
TOTAL	32 923	39 743

4.5.4.3 Résultat Exceptionnel

Produits (en k€)	31/12/2021	31/12/2020	Charges (en k€)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73	32
			Amendes – pénalités fiscales	0	1
Produits divers	0	0	Charges diverses	73	31
Produits sur opérations en capital	55 033	34 321	Charges sur opérations en capital	44 123	24 559
Produits sur cessions de constructions ⁽¹⁾	54 999	34 269	Valeur comptable des constructions cédées ⁽¹⁾	42 642	24 318
			VNC des sorties de composant	621	113
Produits sur cessions de titres	26	49	Valeur comptable des titres cédés	0	103
Produits exceptionnels divers	8	3	Charges exceptionnelles	860	25
Reprises sur provisions	417	45 219	Dotations aux amortissements et provisions	1 350	1 314
Reprise d'amortissements dérogatoires	299	480	Amortissements dérogatoires ⁽²⁾	1 231	1 239
Reprise dépréciation titres de participation	0	44 739	Dotations aux amortissements	118	75
Reprise d'amortissements	118	0			
Produits exceptionnels	55 450	79 540	Charges exceptionnelles	45 545	25 905
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	9 904	53 635			

(1) Pour le détail des cessions d'actifs, se reporter au paragraphe 4.5.1.3 « Cessions d'actifs immobiliers ».

(2) Les dotations aux amortissements dérogatoires concernent les actifs acquis en crédit-bail pour lesquels les options ont été levées (86 K€) et les frais d'acquisitions de titres des sociétés OPCI Oteli (777 K€) et SAS Kombon (369 K€). Il restera à amortir 2 863 K€ jusqu'au 31 décembre 2024.

4.5.4.4 Impôts sur les Bénéfices

Néant.

4.5.4.5 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

L'enveloppe du déficit fiscal reportable s'élève au 31 décembre 2021 à 100 163 K€.

4.5.5 Engagements hors bilan

4.5.5.1 Engagements donnés

Engagements reçus en M€	Échéance	31-déc.-21	31-déc.-20
Engagements liés au périmètre du groupe		0,0	0,0
Engagements de prise de participations ⁽¹⁾		0,0	0,0
Engagements donnés dans le cadre d'opérations spécifiques		0,0	0,0
Engagements liés au financement		698,0	1084,0
Garanties financières données (CRD des dettes gagées)		698,0	1084,0
Engagements liés aux activités opérationnelles (A+B+C)		24,4	82,0
A- Engagements donnés liés au développement de l'activité		0,7	46,2
Travaux restants à engager immeubles en développement ⁽²⁾		0,0	0,0
Engagements d'acquisition		0,0	40,5
Cautions bancaires et autres garanties données		0,7	5,7
B- Engagements liés à l'exécution des contrats d'exploitation		12,2	16,4
Autres engagements contractuels donnés liés à l'activité "loyers à verser"		10,0	10,8
Travaux restants à engager immeubles de placement ⁽³⁾		2,2	5,6
C- Engagements liés aux cessions d'actifs		11,5	19,4
Promesses de ventes d'actifs données		11,5	19,4

(1) Engagements de prise de participations après déduction des acomptes versés.

(2) Engagements relatifs aux travaux des immeubles en développement.

(3) Engagements relatifs aux travaux des immeubles de placement.

M€	Montant des budgets de travaux signés*	Montant des travaux comptabilisés	Montant des travaux restant à engager	Date de livraison
Hôtels Accor 2021-2026	4,9	2,8	2,2	2026
Total Murs d'exploitation	4,9	2,8	2,2	

* Le montant des budgets de travaux signés fait l'objet d'un suivi et d'une mise à jour régulière

4.5.5.1.1 Les instruments financiers à terme de type swap

Emprunteur à taux variable et en devises, Covivio Hotels est soumis au risque de hausse des taux d'intérêt et aux variations des taux de change dans le temps. L'exposition à ce risque est limitée par une pratique de couverture (*swaps*, *cross currency swap*, *caps* et *floors*).

L'acquisition des actifs est généralement financée par de la dette, majoritairement à taux variable. La politique suivie en matière de gestion du risque de taux consiste à couvrir systématiquement la dette à taux variable dès sa mise en place afin de sécuriser les flux financiers. La dette variable est couverte en principe sur la durée prévisionnelle de détention des actifs, durée au moins supérieure à sa maturité.

Les actifs immobiliers ne peuvent être cédés avant l'extinction de la dette associée. En cas de cession, la dette fait l'objet d'un remboursement anticipé. La politique de couverture est flexible pour limiter tout risque de sur-couverture en cas de cession d'actifs.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit de la société Covivio Hotels ont fait l'objet de contrat de *swap*.

Le tableau suivant récapitule les principales caractéristiques de ces contrats de swaps en euros :

Date de début	Date de fin	Réf	Banque	Type de taux	Notionnel (en K€)	Juste valeur (en K€)
31/03/2015	31/03/2025	swap emprunteur TF	CIC-EST	0,6925 %	70 000	- 1 980
29/05/2015	29/05/2023	swap prêteur TF	CIC-EST	0,7180 %	100 000	1 498
29/09/2017	31/12/2027	swap emprunteur TF	CIC-EST	1,1875 %	70 000	- 4 960
29/12/2017	30/06/2028	swap emprunteur TF	NATIXIS	0,9040 %	100 000	- 5 613
15/01/2021	15/04/2030	swap emprunteur TF	CIC-EST	- 0,2420 %	50 000	6 914
29/03/2018	31/03/2027	swap emprunteur TF	LCL	0,9190 %	100 000	- 4 989
29/06/2018	31/12/2027	swap emprunteur TF	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	0,9180 %	100 000	- 5 442
24/09/2018	24/09/2025	swap prêteur TF	CIC-EST	0,6210 %	150 000	3 783
24/09/2018	24/09/2025	swap prêteur TF	LCL	0,6210 %	100 000	2 522
24/09/2018	24/09/2025	swap prêteur TF	NATIXIS	0,6210 %	100 000	2 522
15/01/2019	15/01/2029	swap emprunteur TF	CIC-EST	0,8920 %	100 000	- 5 770
15/01/2020	15/01/2030	swap emprunteur TF	NATIXIS	0,6070 %	100 000	- 3 798
15/04/2020	15/01/2030	swap emprunteur TF	CIC-EST	0,4050 %	50 000	- 1 076
15/01/2021	15/01/2032	swap emprunteur TF	CIC-EST	0,7380 %	100 000	- 4 841
15/01/2021	15/01/2030	swap emprunteur TF	CACIB	0,6950 %	100 000	- 4 515
15/07/2021	15/07/2031	swap emprunteur TF	NATIXIS	- 0,1775 %	150 000	5 909
27/07/2021	27/07/2029	swap prêteur TF	NATIXIS	- 0,1870 %	260 000	- 6 572
TOTAL					1 800 000	- 26 408

Le tableau suivant récapitule les principales caractéristiques de ces contrats de swaps en Livre Sterling :

Date de début	Date de fin	Réf	Banque	Type de taux	Notionnel (en k£)	Juste valeur (en k£)
15/01/2019	17/01/2022	swap emprunteur TF	SG	1,4550 %	100 000	- 69
15/01/2019	17/01/2022	swap emprunteur TF	CIC	1,4680 %	100 000	- 70
15/01/2019	17/01/2022	swap emprunteur TF	NATIXIS	1,3500 %	100 000	- 64
15/01/2019	17/01/2022	swap emprunteur TF	SG	1,4170 %	90 000	- 61
15/01/2019	17/01/2022	swap emprunteur TF	NATIXIS	1,2120 %	90 000	- 51
17/01/2022	30/06/2026	swap emprunteur TF	SG	1,4550 %	100 000	- 1 189
17/01/2022	30/06/2026	swap emprunteur TF	SG	1,4170 %	90 000	- 894
17/01/2022	30/06/2026	swap emprunteur TF	NATIXIS	1,3500 %	100 000	- 647
17/01/2022	30/06/2026	swap emprunteur TF	NATIXIS	1,2120 %	90 000	59
17/01/2022	30/06/2026	swap emprunteur TF	CIC	1,4680 %	100 000	- 1 256
17/01/2022	30/06/2026	swap emprunteur TF	SANTANDER	1,4670 %	100 000	- 1 309
TOTAL					1 060 000	- 5 551

4.5.5.1.2 Les caps et floors

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit de la société Covivio Hotels ont fait l'objet de contrat de caps et floors.

Le tableau suivant récapitule les principales caractéristiques de ces contrats de caps et floors :

Date de début	Date de fin	Réf	Banque	Type de taux	Notionnel (en k€)	Juste valeur (en k€)
31/03/2015	31/03/2022	tunnel-cap	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	2,0000 %	26 000	0
31/03/2015	31/03/2022	tunnel-cap	HSBC	2,0000 %	16 000	0
TOTAL					42 000	0

4.5.5.1.3 Les cross currency swap

L'investissement net dans les sociétés au Royaume-Uni a fait l'objet d'un contrat de *cross currency swap*. (Emprunteur en GBP/Prêteur en EUR).

Le tableau suivant récapitule les principales caractéristiques de ces contrats de *cross currency swap* :

Date de début	Date de fin	Réf	Banque	Type de taux	Notionnel (en k€/k£)	Juste valeur (en k€)
31/07/2018	17/01/2022	CCS prêteur TF	CIC-EST	2,3000 %	141 300/125 000	- 8
20/09/2018	17/01/2022	CCS prêteur TF	NATIXIS	2,3000 %	56 427/50 000	- 1
15/02/2019	17/01/2022	CCS prêteur TF	CIC-EST	2,3000 %	85 616/75 000	- 13
17/01/2022	30/06/2026	CCS prêteur TF	CIC-EST	2,3000 %	85 616/75 000	- 3 581
17/01/2022	30/06/2026	CCS prêteur TF	NATIXIS	2,3000 %	56 427/50 000	- 2 283
17/01/2022	30/06/2026	CCS prêteur TF	CIC-EST	2,3000 %	141 300/125 000	- 6 039
TOTAL					566 686/500 000	- 11 925

4.5.5.2 Engagements reçus**4.5.5.2.1 Engagements liés aux activités opérationnelles et au financement**

Engagements reçus en M€	Échéance	31-déc.-21	31-déc.-20
Engagements liés au périmètre du groupe		0,0	0,0
Engagements liés au financement		345,8	259,8
Garanties financières reçues (lignes de crédit autorisées non utilisées)		345,8	259,8
Engagements liés aux activités opérationnelles		177,3	319,3
Autres engagements contractuels reçus liés à l'activité "loyers à percevoir"		110,4	182,1
Actifs reçus en gage, en hypothèque ou en nantissement, ainsi que les cautions reçues		53,2	71,7
Autres engagements contractuels reçus liés à l'activité		0,0	0,0
Promesses de vente d'actifs reçues = promesses de ventes d'actifs données		11,5	19,4
Travaux restants à engager (immobilisations)= (2)+(3) des engagements donnés		2,2	5,6
Engagements d'acquisition (immobilisations)		0,0	40,5

(1) Engagements de prise de participations après déduction des acomptes versés.

(2) Engagements relatifs aux travaux des immeubles en développement.

(3) Engagements relatifs aux travaux des immeubles de placement.

4.5.6 Renseignements divers

4.5.6.1 Effectif moyen employé au cours de l'exercice et effectif à la fin de l'exercice

	2021	2020
Cadres	21	23
Agents de maîtrise	0	0
TOTAL HORS APPRENTIS	21	23
Apprentis	0	0
TOTAL	21	23

L'effectif de la société au 31 décembre 2021 s'élève à 21 personnes, dont 21 contrats à durée indéterminée.

4.5.6.2 Rémunération des mandataires sociaux

4.5.6.2.1 Jetons de présence

Les jetons de présence versés au cours de l'exercice par Covivio Hotels se sont élevés à 32 K€.

4.5.6.2.2 Rémunération du Gérant et de l'associé commandité

Gérant commandité, Covivio Hotels Gestion a perçu pour l'année 2021 une rémunération au titre de ses fonctions de 1 203 K€ hors taxes. Les modalités de cette rémunération sont fixées par l'article 11 des statuts de Covivio Hotels.

En 2021, Covivio Hotels a versé 500 K€ de dividendes préciputaires à l'associé commandité, Covivio Hotels Gestion, au titre de l'exercice 2020.

4.5.6.3 Informations concernant les transactions entre les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales eu égard au marché ou sont non significatives.

Le terme de parties liées tel qu'il est présenté ici est défini à l'article R. 123-199-1 du Code de commerce. Il couvre notamment toutes les entités consolidées par Covivio Hotels et ce, quelle que soit la méthode de consolidation retenue. Il couvre également :

- les personnes ou les membres de la famille proche des personnes exerçant un contrôle conjoint, une influence notable, ou faisant partie des principaux dirigeants de Covivio Hotels
- les entités contrôlées, conjointement contrôlées, sur lesquelles il est exercé une influence notable, ou dirigées par les personnes définies au point précédent.

4.5.6.4 Informations sur les postes avec les entreprises liées

Le tableau ci-dessous comprend l'ensemble des transactions avec les parties liées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, y compris les transactions réalisées avec les filiales détenues à 100 %.

Postes	Montant
Avances et acomptes sur immobilisations	0
Participations	2 383 202
Créances rattachées à des participations	0
Prêts	1 600 785
Créances clients et comptes rattachés	4 307
Autres créances	141 403
Emprunts et dettes financières divers LT	0
Emprunts et dettes financières divers CT	75 344
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes	0
Produits de participations	56 575
Autres produits financiers	42 146
Charges financières	- 816



4.5.6.5 Filiales et participations

(Article L. 233-15 du Code de commerce)

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part de capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus	
				brute	nette
I. RENSEIGNEMENTS DETAILLES					
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)					
ACTIVITES IMMOBILIERES					
a) Locative					
SNC Foncière Otello	1	19 489	99,92	33 071	33 071
SNC Hôtel René Clair	6 761	3 377	99,99	9 833	9 833
B&B Invest Espagne	41	4 130	100,00	4 089	4 089
Investment Rocatierra FDM	11 104	106 654	100,00	111 004	111 004
Bardiomar	7 631	9 302	100,00	79 224	74 494
Trade Center Hôtel	12 020	20 195	100,00	96 585	96 585
SCI Porte Dorée	1 864	7 620	100,00	14 751	14 751
Ruhl Côte d'Azur	1	8 033	100,00	29 584	29 584
Samoens	3 461	11 394	50,10	13 766	13 766
b) Holding					
SARL Loire	2	29	100,00	86	86
Murdelux	28 977	831 816	100,00	1 122 642	1 122 642
Covivio hôtel gestion immobilière	1	32	99,90	1	1
OPCI B2 Hôtel Invest	255 233	3 027	50,20	128 142	128 142
FDM M Lux	12	135 763	100,00	390 045	369 524
SCI Rosace	1 000	3 422	100,00	13 323	13 323
Constance	16 228	94 522	100,00	157 335	146 565
LHM Holding Lux	12	4 482	100,00	20 973	19 652
B. Participation (10 à 50% du capital détenu par la société)					
ACTIVITES IMMOBILIERES					
a) Locative					
SCI Dahlia	6 038	29 912	20,00	12 076	12 076
Oteli	125 242	90 509	31,15	67 890	65 499
Kombon	4 594	33 447	33,33	31 999	31 999
b) Holding					
Iris Holding France	9 582	9 443	19,90	6 588	6 588
Iris Invest 2010	110 869	4 653	19,90	22 624	22 624
Camp Invest	88 299	8 772	19,90	17 572	17 572
II. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX					
A. Filiales non reprises au paragraphe 1					
a) Filiales Françaises (ensemble)					
b) Filiales Etrangères (ensemble)					
B. Participations non reprises au paragraphe 1					
a) Dans les Sociétés Françaises (ensemble)					
b) Dans les Sociétés Etrangères (ensemble)					
III. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES TITRES					
A. Filiales I+II					
a) Filiales Françaises (ensemble)	284 552	150 945		399 893	389 123
b) Filiales Etrangères (ensemble)	59 797	1 112 342		1 824 562	1 797 990
B. Participations I+II					
a) Dans les Sociétés Françaises	344 624	176 736		158 748	156 357
b) Dans les Sociétés Etrangères	0	0		0	0

4.5.7 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

4.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Covivio Hotels,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Covivio Hotels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation, des créances rattachées et des provisions pour risques éventuels liées aux titres de participation

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les titres de participation et les créances rattachées sont inscrits au bilan pour une valeur nette de 3 920 M€, soit 86 % du total actif. Comme indiqué dans la note 4.5.2.4 « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, ils sont évalués à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sous déduction, le cas échéant, des dépréciations nécessaires pour les ramener à leur valeur d'utilité.</p> <p>Lorsque les titres sont détenus de façon durable, la valeur d'utilité est appréciée sur la base de l'actif net et des plus-values latentes sur les actifs immobilisés.</p> <p>A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité pour votre société.</p> <p>Comme indiqué dans la note 4.5.2.8 « Provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes annuels, une provision pour risques liée aux participations est constituée pour couvrir la situation nette réévaluée des filiales lorsque celle-ci est négative et dès lors que tous les actifs rattachés à ces filiales ont été dépréciés.</p> <p>Compte tenu du poids des titres de participation et des créances rattachées au bilan et de la sensibilité de leur évaluation aux hypothèses retenues, notamment s'agissant de l'estimation des plus-values latentes, nous avons considéré leur évaluation et celle des provisions pour risques éventuelles liées comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus de détermination de la valeur d'utilité des titres de participation.</p> <p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● apprécier la pertinence des méthodes d'évaluation utilisées ainsi que les hypothèses sous-jacentes à la détermination de la valeur d'utilité des titres de participation ; ● examiner, par sondages, les éléments utilisés pour estimer les valeurs d'utilité et notamment que : <ul style="list-style-type: none"> ● les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités valorisées ayant fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques, le cas échéant ; ● les ajustements opérés sur ces capitaux propres pour calculer l'actif net réévalué, principalement liés aux plus-values latentes sur les actifs immobiliers, sont estimés à partir des valeurs d'expertise. Notre approche d'audit sur les valeurs d'expertise des actifs immobiliers est décrite dans le point clé de l'audit « Evaluation des actifs immobiliers ». ● analyser le niveau de dépréciation retenue au titre des pertes de valeur des titres de participation et des créances rattachées par rapprochement de l'actif net réévalué à la valeur nette comptable ; ● apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ; ● examiner la nécessité de comptabiliser une provision pour risques pour couvrir la situation nette réévaluée des filiales lorsque celle-ci est négative et dès que tous les actifs rattachés à ces filiales ont été dépréciés ; ● apprécier le caractère approprié des informations fournies dans les notes annexes aux comptes annuels.

Évaluation des actifs immobiliers

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les actifs immobiliers représentent au 31 décembre 2021 une valeur de 354 M€ au regard d'un total bilan de 4 554 M€. Ils sont constitués essentiellement des immeubles détenus par votre société.</p> <p>Les actifs immobiliers sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de production et amortis de manière linéaire. Comme indiqué dans la note 4.5.2.3 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels, à chaque arrêté, votre société apprécie l'existence d'indices montrant qu'un actif a pu perdre de façon notable de sa valeur. Auquel cas, une dépréciation pour perte de valeur peut être comptabilisée en résultat. Ces pertes de valeur sont déterminées en comparant la valeur vénale (hors droits), calculée sur la base d'expertises indépendantes, et la valeur nette comptable des immeubles.</p> <p>L'évaluation d'un actif immobilier est un exercice complexe qui requiert des jugements importants des experts immobiliers sur la base des données transmises par votre société.</p> <p>Nous avons considéré l'évaluation des actifs immobiliers comme un point clé de l'audit en raison des montants en jeu et du degré de jugement important relatif à la détermination des principales hypothèses utilisées dans l'évaluation de ces immobilisations.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des actifs immobiliers, mis en œuvre par votre société.</p> <p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● apprécier la compétence et l'indépendance des experts immobiliers en examinant l'application des règles en matière de rotation et de modes de rémunération définies par votre société ; ● prendre connaissance des instructions que l'entité a données par écrit aux experts immobiliers détaillant la nature de leurs diligences, l'étendue et les limites de leurs travaux, notamment s'agissant du contrôle des informations transmises par votre société ; ● examiner, par sondages, la pertinence des informations fournies par la direction financière aux experts immobiliers pour déterminer la valeur vénale des actifs immobiliers, telles que les états locatifs, les données comptables et le budget des dépenses d'investissement ; ● analyser les hypothèses retenues par les experts immobiliers, notamment les taux d'actualisation, les taux de rendement, les données locatives et les valeurs locatives de marché, en les comparant, dans le contexte de la crise liée à la Covid-19, aux données de marché disponibles ; ● nous entretenir avec certains de ces experts immobiliers en présence de la direction financière et apprécier, en faisant appel à nos experts en évaluation, la permanence et la pertinence de la méthodologie d'évaluation retenue ainsi que des principaux jugements portés ; ● contrôler, par sondages, qu'une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'expertise hors droits est inférieure à la valeur nette comptable et que les critères présentés dans la note 4.5.2.3 de l'annexe aux comptes annuels sont remplis ; ● recalculer, par sondages, les dotations et reprises de dépréciation comptabilisées dans les comptes annuels de votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la gérance.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Covivio Hotels par votre assemblée générale du 30 novembre 2004 pour le cabinet MAZARS et du 11 avril 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2021, le cabinet MAZARS était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la neuvième année.

Antérieurement, le cabinet Groupe PIA devenu ensuite le cabinet Conseil Audit & Synthèse (acquis par ERNST & YOUNG Audit en 2010) était commissaire aux comptes de 2007 à 2012.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude

significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 10 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Claire Gueydan-O'Quin

ERNST & YOUNG et Autres

Anne Herbein



4.7 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Covivio Hotels,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 226-2 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 226-2 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 226-10 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 226-2 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec la société Covivio Alexanderplatz S.A.S., filiale de la société Covivio détenant plus de 10 % du capital de votre société et membre du conseil de surveillance de cette dernière

a) Nature, objet et modalités

Convention prévoyant le versement d'une indemnité au titre du projet « Alexanderplatz »

Cette convention a été conclue le 26 avril 2019 et prévoit le versement par la société Covivio Alexanderplatz S.A.S., filiale de la société Covivio, à la société BRE/GH II Investor GmbH, filiale indirecte de votre Société, d'une indemnité de 26,5 M€ en dédommagement de la démolition intégrale de certains commerces et de la démolition partielle de Primark dont le paiement devrait intervenir dans les 30 jours à compter du début de la démolition.

2. Avec la Caisse des Dépôts et consignations, membre du conseil de surveillance de votre société détenant moins de 10 % du capital

a) Nature, objet et modalités

Pacte d'associés relatif à la société Kombon S.A.S.

Cette convention a été conclue le 1er juillet 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignations, les sociétés Sogecap, Covivio Hotels Gestion Immobilière, Kombon S.A.S. et votre société.

Ce pacte vise notamment à organiser :

- les relations entre les associés, les investisseurs, le président, les sociétés Covivio Hotels Gestion Immobilière et Kombon S.A.S. ;
- les modalités de gestion et de gouvernance de la société Kombon S.A.S. ;
- les modalités de transfert des actions.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, cette convention n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

b) Nature, objet et modalités

Pacte d'associés relatif à Otel France

Cette convention a été conclue le 1er juillet 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignations, les sociétés Sasu Fonae, Sogecap, Orientex Holdings, Covivio SGP, Covivio Hotels Gestion Immobilière, Otel France et votre société.

Ce pacte vise notamment à organiser :

- les relations entre les associés, les investisseurs, la société de gestion Covivio SGP et les sociétés Covivio Hotels Gestion Immobilière et Otel France ;
- les modalités de gestion et de gouvernance de la société Otel France et de ses filiales ;
- les modalités de transfert des actions.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, cette convention n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

c) Nature, objet et modalités

Pacte d'associés relatif à la société Jouron SPRL

Cette convention a été conclue le 1er juillet 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignations, les sociétés Simplon Belgique S.A.S., Sogecap, Murdelux, Covivio Hotels Gestion Immobilière, Jouron SPRL et votre société.

Ce pacte vise notamment à organiser :

- les relations entre les associés, les investisseurs, le gérant, et les sociétés Covivio Hotels Gestion Immobilière et Jouron SPRL ;
- les modalités de gestion et de gouvernance de la société Jouron SPRL et de ses filiales ;
- les modalités de transfert des parts sociales.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, cette convention n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

3. Avec les sociétés Predica et ACM Vie, membres du conseil de surveillance de votre société détenant plus de 10 % du capital

a) Nature, objet et modalités

Pacte d'actionnaires relatif à l'opération Angel

Cette convention a été conclue le 6 novembre 2012 entre votre société et le groupe Crédit Agricole et ses affiliés, et la société ACM Vie et ses affiliés.

Le pacte d'actionnaires régit les relations entre les actionnaires au sein des sociétés B2 Hôtel Invest et Foncière B2 Hôtel Invest et prévoit notamment :

- une interdiction de transférer les titres de l'OPCI jusqu'à l'issue du quatrième anniversaire de la date de signature du pacte ;
- un droit de premier refus des actionnaires dans l'hypothèse où l'un d'eux souhaiterait céder sa participation à l'expiration de la période d'inaliénabilité ;
- un droit de sortie conjointe, un droit de sortie forcée et une clause de rendez-vous ;
- la fixation des modalités du prix de sortie.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, cette convention n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

b) Nature, objet et modalités

Contrat de souscription

Cette convention a été conclue le 14 novembre 2012 entre votre société et les sociétés Predica, ACM Vie, Serenis Assurances, Assurances du Crédit Mutuel IARD et Aviva Vie.

Par ce contrat de souscription, votre société a procédé en 2012 à l'émission d'un emprunt obligataire d'une valeur nominale initiale de 255 M€, portant intérêts au taux de 3,682 % par an (du 1er janvier au 15 février 2015) et de 2,754 % par an (à partir du 16 février 2015) et venant à échéance le 16 novembre 2021.

La charge financière correspondant aux souscriptions des sociétés Predica et ACM Vie s'élève à 1 677 k€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

4. Avec la société Predica, membre du conseil de surveillance de votre société détenant plus de 10 % du capital

a) Nature, objet et modalités

Pacte d'actionnaires relatif à l'opération Pei

Cette convention a été conclue le 24 mai 2011 entre votre société et les sociétés Predica, Pacifica, Imefa Cent Deux et Imefa Cent Vingt-Huit.

Le pacte d'actionnaires régit les relations entre les actionnaires au sein des sociétés Camp Invest et Campeli, et prévoit notamment :

- une interdiction de transférer les titres de l'OPCI Camp Invest jusqu'à l'issue du cinquième anniversaire de la date de réalisation de l'opération ;

- un droit de premier refus des actionnaires dans l'hypothèse où l'un d'eux souhaiterait céder sa participation à l'expiration de la période d'inaliénabilité ;

- un droit de sortie conjointe et un droit de sortie forcée ;

- la fixation des modalités du prix de sortie.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, cette convention n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

b) Nature, objet et modalités

Pacte d'associés relatif à l'opération Dahlia

Cette convention a été conclue le 29 novembre 2011 entre votre société, la S.C.I. Holding Dahlia et la société Predica.

Le pacte d'associés régit les relations entre les associés au sein de la S.C.I. Holding Dahlia. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, cette convention n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

c) Nature, objet et modalités

Pacte d'associés relatif à l'opération Iris

Cette convention a été conclue le 6 décembre 2010 entre votre société et la société Predica.

Le pacte d'associés régit les relations entre les associés au sein des sociétés Iris Holding France et Iris Invest 2010 et prévoit notamment :

- une interdiction de transférer les titres de l'OPCI ou de la société Iris holding France jusqu'à l'issue du cinquième anniversaire de la date de réalisation de l'opération ;

- un droit de premier refus des actionnaires dans l'hypothèse où l'un d'eux souhaiterait céder sa participation à l'expiration de la période d'inaliénabilité ;

- un droit de sortie conjointe et un droit de sortie forcée ;

- la fixation des modalités du prix de sortie.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, cette convention n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

5. Avec la société Covivio, membre du conseil de surveillance de votre société détenant plus de 10 % de son capital

a) Nature, objet et modalités

Avenant n° 4 à la convention de frais de réseau

Cet avenant à la convention initiale du 5 juin 2009 a été conclu le 12 mai 2016 entre votre société et la société Covivio. Cet avenant a fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil de surveillance en date du 9 février 2016.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le montant pris en charges par votre société s'élève à 6 017 k€.

Paris-La Défense, le 10 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Claire Gueydan-O'Quin

ERNST & YOUNG et Autres

Anne Herbein

4.8 Résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022

4.8.1 Ordre du Jour

À titre ordinaire

- Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2021
- Approbation des comptes consolidés clos au 31 décembre 2021
- Affectation du résultat – Distribution de dividendes
- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de commerce qui y sont mentionnées
- Approbation de la politique de rémunération applicable au Gérant
- Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de Surveillance
- Approbation des informations visées à l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Christophe KULLMANN en qualité de Président du Conseil de Surveillance
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice à la société Covivio HOTELS GESTION en qualité de Gérant
- Renouvellement du mandat de la société Covivio en qualité de membre du Conseil de Surveillance
- Renouvellement du mandat de la société Predica en qualité de membre du Conseil de Surveillance
- Renouvellement du mandat de la société Cardif Assurance Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance
- Renouvellement du mandat de la société Generali Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance
- Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes titulaire du Cabinet MAZARS
- Autorisation à donner au Gérant en vue de l'achat par la société de ses propres actions.

À titre Extraordinaire

- Modification de l'article 8 (Forme et cession des actions) des statuts de la société
- Délégation de compétence au Gérant à l'effet de décider l'augmentation du capital social de la société par incorporation de réserves, bénéfices, ou primes
- Autorisation à donner au Gérant à l'effet de réduire le capital social de la société par voie d'annulation d'actions
- Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre, par voie d'offre au public, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et, pour les émissions d'actions, un délai de priorité obligatoire
- Autorisation à donner au Gérant, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre
- Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital
- Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la société
- Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la société adhérant à un plan d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Pouvoirs pour formalités.

4.8.2 Texte des projets de résolutions

À titre Ordinaire

PREMIÈRE RÉOLUTION

Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2021

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, du rapport du Gérant, du rapport du Conseil de Surveillance, et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve, dans toutes leurs parties, le rapport du Gérant, le rapport du Conseil de Surveillance, les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice de 29 962 540,36 €.

L'Assemblée Générale approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'y a pas de dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts et constate qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Approbation des comptes consolidés clos au 31 décembre 2021

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant, du rapport du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2021, comprenant le bilan et le compte de résultat consolidés et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale approuve le résultat net consolidé du groupe au 31 décembre 2021 qui s'établit à 50 288 K€.

TROISIÈME RÉOLUTION

Affectation du résultat – Distribution de dividendes

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 29 962 540,36 €, augmenté du report à nouveau de 166 597 467,25 €, porte le bénéfice distribuable à un montant de

196 560 007,61 €, décide, sur proposition du Gérant d'affecter le bénéfice distribuable de la manière suivante :

- 500 000 € au règlement du dividende précipitaire de l'associé commandité au titre de l'exercice
- 96 291 943,80 € à la distribution d'un dividende
- 99 768 063,81 € au compte report à nouveau.

Ainsi chaque action recevra un dividende de 0,65 €.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende. L'Assemblée Générale décide que le montant correspondant aux actions auto-détenues à la date de mise en paiement du dividende, ainsi que le montant auquel des actionnaires auraient éventuellement renoncé, demeureront affectés au compte « Report à nouveau ».

Le dividende sera mis en paiement le 14 avril 2022.

Sur la base du nombre total d'actions composant le capital au 31 décembre 2021, soit 148 141 452 actions, et sous réserve de l'application éventuelle des dispositions de l'article 9 des statuts de la société aux Actionnaires à Prélèvement, il sera ainsi attribué un dividende total de 96 291 943,80 €, hors dividende précipitaire. Ce dividende n'ouvre droit à l'abattement de 40%, qu'en cas d'option annuelle, expresse, globale et irrévocable pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions de l'article 200 A 2 du Code général des impôts, et, uniquement pour la partie de ce dividende prélevée, le cas échéant, sur des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés. Conformément à l'article 158 3, 3° b bis du Code général des impôts, cet abattement ne s'applique pas toutefois aux bénéfices exonérés d'impôt sur les sociétés au titre du régime SIIIC en application de l'article 208 C du Code général des impôts.

Le dividende exonéré d'impôt sur les sociétés en application de l'article 208 C du Code général des impôts, hors dividende précipitaire et non éligible à l'abattement de 40% s'élève à 45 716 635 €. Le dividende prélevé sur des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élève à 50 575 308,80 €.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende versé par action	Montant du dividende soumis à l'abattement de 40%	Montant du dividende non soumis à l'abattement de 40%
2020	132 547 616	0,26 €	0 €	0,26 €
2019	121 036 633	1,55 €	0 € ou 0,5418 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu	1,55 € ou 1,0082 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu
2018	118 057 886	1,55 €	0 € ou 0,0337 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu	1,55 € ou 1,2163 € si option pour le barème de l'impôt sur le revenu

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L 226-10 du Code de commerce qui y sont mentionnées

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions visés par l'article L. 226-10 du Code de commerce, approuve ledit rapport et lesdites conventions conclues ou exécutées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération applicable au Gérant

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce décrivant notamment les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L. 22-10-76 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable au Gérant qui y est présentée, et figurant au paragraphe 5.2.4.1.1 du document d'enregistrement universel de la société.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce décrivant notamment les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L. 22-10-76 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de Surveillance qui y est présentée, et figurant au paragraphe 5.2.4.1.2 du document d'enregistrement universel de la société.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Approbation des informations visées à l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-77 I. du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce qui y sont présentées relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux, et figurant au paragraphe 5.2.4.2 du document d'enregistrement universel de la société.

HUITIÈME RÉSOLUTION

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice à M. Christophe Kullmann en qualité de Président du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, prend acte, en application de l'article L. 22-10-77 II. du Code de commerce, que M. Christophe Kullmann en sa qualité de Président du Conseil de Surveillance, ne perçoit aucun éléments fixes, variables et exceptionnels ou d'avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice, tels que précisé dans ledit rapport, et figurant au paragraphe 5.2.4.3.1 du document d'enregistrement universel de la société.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice à la société Covivio Hotels Gestion en qualité de Gérant

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-77 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice à Covivio Hotels Gestion en sa qualité de Gérant, tels que décrits dans ledit rapport, et figurant au paragraphe 5.2.4.3.2 du document d'enregistrement universel de la société.

DIXIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat de la société Covivio en qualité de membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant, et après avoir constaté que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société Covivio arrive à son terme lors de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler, à compter de ce jour, le mandat de la société Covivio en qualité de membre du Conseil de Surveillance de la société, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

ONZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat de la société Predica en qualité de membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant, et après avoir constaté que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société Predica arrive à son terme lors de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler, à compter de ce jour, le mandat de la société Predica en qualité de membre du Conseil de Surveillance de la société, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

DOUZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat de la société Cardif Assurance Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant, et après avoir constaté que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société Cardif Assurance Vie arrive à son terme lors de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler, à compter de ce jour, le mandat de la société Cardif Assurance Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance de la société, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

TREIZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat de la société Generali Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant, et après avoir constaté que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société Generali Vie arrive à son terme lors de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler, à compter de ce jour, le mandat de la société Generali Vie en qualité de membre du Conseil de Surveillance de la société, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

QUATORZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat de Commissaire aux Comptes titulaire du Cabinet MAZARS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et après avoir constaté que le mandat de Commissaire aux comptes titulaire du cabinet Mazars arrive à son terme lors de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler, à compter de ce jour, le mandat de Commissaire aux comptes titulaire du cabinet Mazars, pour une période de six (6) exercices venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

QUINZIÈME RÉOLUTION

Autorisation à donner au Gérant en vue de l'achat par la société de ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de

commerce, du règlement européen n° 596/2014 du 16 avril 2014 et des pratiques de marché admises par l'Autorité des Marchés Financiers :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021
- autorise le Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, à acheter ou à faire acheter, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il fixera, ses propres actions, et
- décide que les achats d'actions de la société visés au paragraphe ci-dessus pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la société achèterait pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions composant le capital de la société (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée). Il est précisé (i) qu'un montant maximal de 5% des actions composant le capital de la société pourra être affecté en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou apport, (ii) qu'en cas d'acquisition dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% du montant du capital social mentionnée ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation et (iii) que les acquisitions réalisées par la société ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, à quelque moment que ce soit, plus de 10% des actions composant son capital social.

Le prix maximal d'achat par la société de ses propres actions ne devra pas excéder trente cinq euros (35 €) par action (hors frais d'acquisition). Il est précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social avant l'opération et ce nombre après l'opération. À cet effet, l'Assemblée Générale décide de déléguer au Gérant, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix maximal susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximal des fonds destinés au programme de rachat s'élève à deux cents millions d'euros (200 000 000 €).

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires alors applicables, ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, y compris par des interventions sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'intermédiaires systématiques ou de gré à gré, notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs (sur le marché ou hors marché), par voie d'offre publique d'achat ou d'échange ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré, tels des options d'achat ou de vente ou de toutes combinaisons de celles-ci, ou par le recours à des bons, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le Gérant de la société appréciera. La part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, sauf à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette autorisation est destinée à permettre à la société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables :

- remettre les actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la société, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Gérant ou la personne agissant sur la délégation du Gérant appréciera
- conserver les actions et les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport
- annuler totalement ou partiellement les actions par voie de réduction du capital social (notamment en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres ou le résultat par action), sous réserve de l'adoption par la présente Assemblée Générale de la 18^e résolution ci-dessous
- favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres de la société ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation et les pratiques de marché reconnues et conformes à une Charte

de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers, et

- également en vue de toute autre pratique qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers ou tout autre objectif qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

La présente autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment :

- passer tous ordres en bourse ou hors marché
- conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions
- établir tous documents notamment d'information
- affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis, dans les conditions légales et réglementaires applicables, et
- effectuer toutes déclarations et formalités auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tout autre organisme et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

L'Assemblée Générale prend acte que dans l'hypothèse où le Gérant viendrait à utiliser la présente autorisation, le Gérant en rendra compte dans le rapport prévu à l'article L. 225-100 du Code de commerce, conformément à l'article L. 225-211 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du Code de commerce.

À titre Extraordinaire

SEIZIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 8 (Forme et cession des actions) des statuts de la société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant, décide de modifier :

- l'article 8 des statuts de la société afin de le mettre à jour des nouvelles dispositions de l'article L. 228-2 du Code de commerce modifié par la loi n° 2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances, dite loi DDADUE II.

En conséquence, l'article 8 des statuts est désormais rédigé comme suit :

« Article 8 – Forme et cession des actions

[...]

*La société ou un tiers désigné par celle-ci est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions prévues par les articles L. 228-2 et suivants du Code de commerce en matière d'identification (i) de détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées Générales d'actionnaires (une « **Assemblée Générale** ») et (ii) de porteurs d'obligations ou de titres de créances négociables émises par la société.*

[...] »

Le reste de l'article 8 des statuts demeure inchangé.

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Gérant à l'effet de décider l'augmentation du capital social de la société par incorporation de réserves, bénéfices, ou primes

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires et après avoir pris connaissance du rapport du Gérant :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021
- délègue au Gérant, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-130 et L. 22-10-50 du Code de commerce, avec faculté de subdélégation, l'ensemble des compétences nécessaires à l'effet de décider l'augmentation du capital de la société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, à réaliser par émission d'actions nouvelles attribuées gratuitement ou par élévation de la valeur nominale des actions de la société ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant de cinquante-neuf millions d'euros (59 000 000 €), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital

conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles ; étant précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 19^e à 24^e résolutions

- décide que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente Assemblée
- décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, et
- décide que le Gérant aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :
 - (i) déterminer les modalités et conditions des opérations autorisées ci-dessus et notamment déterminer à cet égard le montant des sommes à incorporer au capital, ainsi que le ou les postes des capitaux propres sur lesquels elles seront prélevées
 - (ii) fixer les montants à émettre et fixer la date de jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre
 - (iii) procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société
 - (iv) fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles
 - (v) accomplir, soit par lui-même, soit par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la délégation faisant l'objet de la présente résolution, et
 - (vi) modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

Autorisation à donner au Gérant à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 8 avril 2021 ;
- autorise le Gérant, avec faculté de subdélégation, à annuler en une ou plusieurs fois aux époques qu'il appréciera, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale, les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la 15^{ème} résolution ou toute résolution ayant le même objet et la même base légale, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de vingt-quatre (24) mois, et réduire corrélativement le capital social, étant rappelé que ce pourcentage s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée ; et
- autorise le Gérant à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur le poste « Prime d'émission » ou sur tout poste de réserves disponibles, y

compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour procéder à cette ou ces opérations d'annulations d'actions et de réductions de capital, notamment arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts de la Société, effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 8 avril 2021 ;
- délègue au Gérant, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, en euro ou en monnaie étrangère, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières (y compris des bons de souscription d'actions nouvelles ou existantes), donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme au capital de la Société, émises à titre gratuit ou onéreux ; étant précisé que la présente délégation pourra permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce ;
- décide que le montant nominal maximal des augmentations du capital social de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant total de deux cent quatre vingt seize millions d'euros (296.000.000 €), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ; étant précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les 17^{ème} et 20^{ème} à 24^{ème} résolutions ;
- décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société, immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant total d'un milliard d'euros (1.000.000.000 €) ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies ; étant précisé que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être



émises en vertu de la présente délégation et des 20ème à 23ème résolutions ne pourra excéder le montant total d'un milliard d'euros (1.000.000.000 €), plafond global de l'ensemble des émissions de titres de créances. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Gérant conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution. Le Gérant pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions ou aux valeurs mobilières émises, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Par conséquent, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Gérant pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, tout ou partie des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions, étant précisé qu'en cas d'émission d'actions, cette limitation ne pourra être opérée par le Gérant que sous la condition que les souscriptions atteignent les trois-quarts (3/4) au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ; et
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou à l'étranger.

L'assemblée générale prend acte que, le cas échéant, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

L'assemblée générale décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes et, qu'en cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le Gérant aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- fixer les montants à émettre et fixer la date de jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre ;
- déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre le cas échéant l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois (3) mois ;
- fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi

qu'aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres ajustements ;

- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires correspondant à 10% du montant nominal de chaque émission afin de doter la réserve légale après chaque augmentation ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits attachés ;
- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

VINGTIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre, par voie d'offre au public, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et, pour les émissions d'actions, un délai de priorité obligatoire

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 22-10-51, L. 225-136, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 8 avril 2021 ;
- délègue au Gérant, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, l'émission, par offre au public (y compris les offres visées au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier), en France ou à l'étranger, en euro ou en monnaie étrangère, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société. Il est précisé que la présente délégation de compétence pourra permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce ;
- décide que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société, immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un

montant total d'un milliard d'euros (1.000.000.000 €), plafond global de l'ensemble des émissions de titres de créances prévues à la présente délégation et aux 19^{ème} et 21^{ème} à 23^{ème} résolutions ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Gérant conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce ; et

- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra excéder cinquante neuf millions d'euros (59.000.000 €). A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres titres de capital à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital. Il est précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les 17^{ème}, 19^{ème}, 21^{ème} à 24^{ème} résolutions ;

Les émissions décidées en vertu de la présente délégation seront réalisées par voie d'offre au public.

Sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

L'assemblée générale décide :

- de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres titres de capital et valeurs mobilières émis en vertu de la présente délégation ;
- pour les émissions d'actions, de prévoir au bénéfice des actionnaires un délai de priorité obligatoire de trois (3) jours de bourse minimum, sur la totalité des émissions d'actions par voie d'offre au public qui seraient mises en œuvre par le Gérant conformément aux articles L. 22-10-51 et R. 225-131 du Code de commerce ; et
- pour les émissions de titres autres que des actions, de déléguer au Gérant la faculté de conférer un tel délai de priorité.

Le délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables devra s'exercer proportionnellement à la quotité du capital possédée par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'une offre au public en France ou, le cas échéant, d'un placement à l'étranger.

Conformément à l'article L. 22-10-52 du Code de commerce, l'assemblée générale décide que :

- le prix d'émission des actions sera au moins égal au montant minimum autorisé par les lois et les règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation (soit à titre indicatif au jour de la présente assemblée générale, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse de l'action Covivio Hotels sur Euronext Paris précédant le début de l'offre au public au sens du règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %) ; et

- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société susceptibles d'être émises en application de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action ou autre titre de capital émis en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à celle qu'elle recevrait par application du prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent, après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Gérant pourra utiliser, à son choix et dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une ou les facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celle-ci atteigne les trois-quarts (3/4) au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ; et
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières et titres à créer ou leur étant associés ;
- déterminer le nombre d'actions et / ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou titres émis ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre, et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximal de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires correspondant à 10% du montant nominal de chaque émission afin de doter la réserve légale après chaque augmentation ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;



- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, dans l'affirmative, déterminer leur rang de subordination, fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché, et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

Autorisation à donner au Gérant, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 8 avril 2021 ;
- autorise le Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à décider, pour chacune des émissions décidées en application des 19ème et 20ème résolutions, d'augmenter le nombre de titres de capital et/ou de valeurs mobilières à émettre dans les conditions prévues par l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale,
- décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées par la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond applicable à l'émission initiale ;

La présente autorisation est donnée pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, et notamment de l'article L. 225-147, ainsi que de l'article L. 22-10-53 dudit Code :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 8 avril 2021 ;
- délègue au Gérant, avec faculté de subdélégation, pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, la compétence pour décider, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionné aux 1er et 2ème

alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'émission d'actions de la Société et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ou autres titres de capital de la Société, existants ou à émettre, conformément aux articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital immédiates ou à terme de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10 % du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'utilisation par le Gérant de la présente délégation) ; étant précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les 17ème, 19ème à 21ème, 23ème et 24ème résolutions ;
- décide que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société, immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant total d'un milliard d'euros (1.000.000.000 €), plafond global de l'ensemble des émissions de titres de créances prévues à la présente délégation et aux 19ème à 21ème et 23ème résolutions, ou la contre valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Gérant conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce ;
- prend acte de l'absence de droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation, celles-ci ayant exclusivement vocation à rémunérer des apports en nature ; et
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- statuer sur le rapport du ou des commissaires aux apports ;
- fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution ;
- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres émis en rémunération des apports ;
- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions ou autres titres de capitaux nouveaux et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société, et notamment évaluer les apports ainsi que l'octroi, s'il y a lieu, d'avantages particuliers et réduire l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers, si les apporteurs y consentent ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;

- à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant de la « Prime d'apport » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires correspondant à 10 % du montant nominal de chaque émission afin de doter la réserve légale après chaque augmentation ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou autres valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 22-10-54 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 8 avril 2021 ;
- délègue au Gérant, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en une ou plusieurs fois, pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, l'émission d'actions de la Société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en rémunération de titres apportés à une offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société en France ou (selon les qualifications et règles locales) à l'étranger, sur des titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ;
- décide, en tant que de besoin, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auquel ces valeurs mobilières donnent droit ;
- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder cinquante neuf millions d'euros (59.000.000 €) ; étant précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital

résultant des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières autorisées par les 17ème, 19ème à 22ème et 24ème résolution ; et

- décide que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société, immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant total d'un milliard d'euros (1.000.000.000 €), plafond global de l'ensemble des émissions de titres de créances prévues à la présente délégation et aux 19ème à 22ème résolutions ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Gérant conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution ;
- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions à émettre, ou le cas échéant, celles des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions à émettre de la Société ;
- prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant de la « Prime d'apport » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires correspondant à 10% du montant nominal de chaque émission afin de doter la réserve légale après chaque augmentation ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou autres valeurs mobilières émises, et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Gérant à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la Société adhérant à un plan d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant et du rapport spécial des commissaires aux comptes, afin de permettre la réalisation d'augmentations de capital réservées aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe à un niveau qui demeure en adéquation avec le montant du capital social, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138 et suivants du Code de commerce et L. 3331-1 et suivants du Code du travail :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 8 avril 2021 ;
- délègue au Gérant, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans la limite d'un montant nominal maximal de cinq cent mille euros (500.000 €) réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail ; étant précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 17ème, et 19ème à 23ème résolutions ;
- décide de supprimer, en faveur desdits adhérents, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en application de la présente délégation ;
- décide, conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail, que la décote offerte ne pourra excéder 30 % de la moyenne des derniers cours cotés de l'action de la Société lors des vingt jours de négociation précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions, et 40 % de la même moyenne lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans ; toutefois, l'assemblée générale autorise expressément le Gérant à supprimer ou réduire la décote susmentionnée, s'il le juge opportun, afin de tenir compte, inter alia, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement. Le Gérant pourra également substituer tout ou partie de la décote par l'attribution d'actions ou d'autres titres en application des dispositions ci-dessous ; et
- décide que le Gérant pourra prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de l'abondement, ou le cas échéant, de la décote sur le prix de souscription ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires et que les actionnaires renoncent à tout droit aux actions ou autres titres donnant accès au capital qui serait émis en vertu de la présente résolution.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- arrêter, dans les limites ci-dessus, les caractéristiques, montants et modalités de toute émission ;
- déterminer que les émissions ou les attributions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes collectifs ;
- procéder aux augmentations de capital résultant de la présente délégation, dans la limite du plafond déterminé ci-dessus ;
- fixer le prix de souscription des actions de numéraire conformément aux dispositions légales ;
- prévoir en tant que de besoin la mise en place d'un nouveau plan d'épargne d'entreprise ou de groupe ou la modification de plans existants ;
- arrêter la liste des sociétés dont les salariés seront bénéficiaires des émissions réalisées en vertu de la présente délégation, fixer le délai de libération des actions, ainsi que, le cas échéant, l'ancienneté des salariés exigée pour participer à l'opération, le tout dans les limites légales ;
- procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du pair de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ;
- le cas échéant, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires correspondant à 10% du montant nominal de chaque émission afin de doter la réserve légale après chaque augmentation ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur le marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et assurer le service financier des titres de capital émis en vertu de la présente délégation ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés ;
- accomplir, soit par lui-même, soit par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la délégation faisant l'objet de la présente résolution ; et
- modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire le nécessaire.

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

4.9 Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital

Assemblée générale mixte du 7 avril 2022

Dix-huitième résolution

A l'assemblée générale de la société Covivio Hotels,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre gérance vous propose de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Paris-La Défense, le 10 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Claire Gueydan-O'Quin

ERNST & YOUNG et Autres

Anne Herbein

4

4.10 Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 7 avril 2022

Dix-neuvième, vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions

A l'Assemblée Générale de la société Covivio Hotels,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants ainsi que par l'article L. 22-10-52 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation à la gérance de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre gérance vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six mois, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (dix-neuvième résolution) d'actions de la société et/ou de valeurs mobilières (y compris des bons de souscription d'actions nouvelles ou existantes), donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la société, émises à titre gratuit ou onéreux, étant précisé que la présente délégation pourra permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du code de commerce ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (vingtième résolution) d'actions de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la société étant précisé que la présente délégation de compétence pourra permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du code de commerce ;
 - émission, en cas d'offre publique d'échange initiée par votre société (vingt-troisième résolution) d'actions de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la société ;
- de lui déléguer avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six mois, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une émission d'actions de la société et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ou autres titres de capital de la société, existants ou à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (vingt-deuxième résolution), dans la limite de 10 % du capital.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder :

- € 296 000 000 au titre de la dix-neuvième résolution ;
- € 59 000 000 au titre de chacune des vingtième et vingt-troisième résolutions.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès au capital de la Société immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu des dix-neuvième, vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions ne pourra excéder le montant total d'un milliard d'euros (1.000.000.000 €), plafond global de l'ensemble des émissions de titres de créance

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux dix-huitième et vingtième résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la vingt et unième résolution.

Il appartient à la gérance d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport de la gérance relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport de la gérance au titre de la vingtième résolution.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des dix-neuvième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans la vingtième résolution.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établissons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre gérance en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Paris-La Défense, le 10 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Claire Gueydan-O'Quin

ERNST & YOUNG et Autres

Anne Herbein



4.11 Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de diverses valeurs mobilières réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

Assemblée générale mixte du 7 avril 2022

Vingt-quatrième résolution

A l'assemblée générale de la société Covivio Hotels,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation à la gérance de la compétence de décider une émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés de votre société et des sociétés ou groupement d'intérêt économique qui y sont liés, pour un montant maximal de € 500 000, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette opération est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre gérance vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer avec faculté de subdélégation pour une durée de vingt-six mois, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient à la gérance d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport de la gérance relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport de la gérance.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre gérance en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Paris-La Défense, le 10 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Claire Gueydan-O'Quin

ERNST & YOUNG et Autres

Anne Herbein



Kimpton London
© Covivio / DR

13,3

années de durée des baux.



5

Contrôle de la société

5.1	Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	190	5.2	Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise	192
5.1.1	Principaux faits marquants de l'année	190	5.2.1	Organes de Direction	193
5.1.2	Synthèse de l'activité et des résultats de l'exercice	190	5.2.2	Conseil de Surveillance	198
5.1.3	Perspectives 2022	191	5.2.3	Le comité spécialisé du Conseil de Surveillance	230
			5.2.4	Rémunération des mandataires sociaux	232
			5.2.5	Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales et synthèse des délégations financières en cours de validité dans le domaine des augmentations de capital	241
			5.2.6	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	243

5.1 Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022

Mesdames, Messieurs,

En application de la loi et des statuts de la société, le Conseil de Surveillance est appelé à présenter à l'Assemblée Générale un rapport rendant compte de sa mission de contrôle sur la régularité, la sincérité des comptes et des principaux documents comptables de la société.

Depuis sa mise en place, le Conseil de Surveillance de votre société a été régulièrement tenu informé par le Gérant de la marche des affaires et de l'activité de votre société et de son groupe, et a été en mesure de procéder, dans le cadre de sa mission de contrôle, aux vérifications qu'il a jugées nécessaires.

Le Gérant vous a présenté les comptes et le rapport d'activité de la société pour l'exercice 2021.

5.1.1 Principaux faits marquants de l'année

Des performances encourageantes

L'industrie hôtelière a été marquée en 2021 par deux périodes distinctes : un 1^{er} semestre encore très impacté par la crise sanitaire et les différentes restrictions gouvernementales, et un 2^e semestre particulièrement encourageant, dépassant même, parfois, les performances de 2019.

Au global, la performance du marché en 2021 est bien meilleure qu'en 2020, avec une hausse de RevPar ⁽¹⁾ de 42 %, même si elle reste encore en retrait de 54 % par rapport à 2019.

En Europe, la reprise de l'activité hôtelière a été soutenue sur le 2^e semestre 2021, passant de - 66 % en juin par rapport à 2019 à - 36 % en décembre. Les performances des mois d'été ont confirmé le fort rebond des pays bénéficiant d'une importante clientèle domestique, notamment la France et l'Allemagne, représentant 57 % des revenus de Covivio Hotels, et ont par ailleurs, témoigné des bons fondamentaux de l'hôtellerie, particulièrement du segment loisirs.

La France, et notamment Paris, a bénéficié d'une reprise forte tout au long du 2^e semestre, avec un RevPar en hausse de 110 % entre juillet et novembre 2021 démontrant qu'au-delà du segment loisirs, la clientèle business est aussi revenue rapidement. La croissance allemande a été interrompue en novembre avec la mise en place de nouvelles restrictions.

Le Royaume-Uni : un marché stratégique

Le Royaume-Uni est le pays où la reprise a été la plus importante en Europe, avec des RevPar proches des niveaux de 2019 depuis septembre 2021. Le marché britannique est l'un des plus larges d'Europe, avec une partie domestique comparable à celle de la France et de l'Allemagne, ainsi qu'une partie internationale comparable à celle de l'Espagne.

C'est dans ce contexte, qu'au début de l'année 2022, Covivio Hotels et InterContinental Hotels Group ont revu leurs accords sur le portefeuille de 12 hôtels situés dans des localisations prime au cœur des principales métropoles britanniques (Londres, Edimbourg, Glasgow, etc.). Les parties ont signé un *term-sheet* portant sur la conclusion d'avenants aux baux. Cet accord prévoit notamment un réajustement du loyer minimum garanti et la mise en place d'un loyer variable indexé sur le chiffre d'affaires, ainsi que des tests de performance. Un accord ferme devrait être signé fin mars permettant de cibler un rendement sur ce portefeuille de l'ordre de 6 %, une fois passée la phase de reprise d'activité.

5.1.2 Synthèse de l'activité et des résultats de l'exercice

Hausse des valeurs du patrimoine sur le 2^e semestre

Covivio Hotels détient à fin décembre 2021, un patrimoine unique en Europe, d'une valeur de 5 942 M€ (6 645 M€ à 100 %). Ce patrimoine stratégique est caractérisé par :

- des emplacements de qualité : la note moyenne de « situation géographique » des hôtels attribuée par les clients sur Booking.com s'élève à 8,8/10 ;
- un portefeuille diversifié, en termes de pays (12 pays, aucun ne représentant plus de 33 % du total du portefeuille) et de segment (69 % d'hôtels économiques et moyenne gamme, 31 % d'hôtels haut de gamme) ;
- des baux long terme avec les principaux opérateurs hôteliers : 16 opérateurs, avec une durée résiduelle des baux de 13,3 ans en moyenne.

Après un 1^{er} semestre en baisse de 1 % à périmètre constant, la valeur du patrimoine est en hausse de 0,7 % sur le 2^e semestre, avec notamment une hausse des actifs en loyer fixe (+ 1,3 %) et des actifs en loyers variables AccorInvest (+ 0,6 %).

Sur l'exercice, Covivio Hotels a poursuivi les cessions de ses actifs non stratégiques, pour un montant en part du groupe, de 70 M€, en ligne avec les valeurs d'expertises 2020. Covivio Hotels a par ailleurs signé de nouvelles promesses sur des actifs hôteliers, pour un montant de 71 M€, avec une marge moyenne de l'ordre de 20 % sur les valeurs à fin 2020, dont 63 M€ concernent la promesse de vente d'un Club Med situé à Samoëns.

Le taux de certification environnementale du patrimoine de Covivio Hotels s'élève à 80,4 % à fin 2021, contre 72,5 % à fin 2020, suite à la certification d'actifs en Italie, en Irlande et en Hongrie.

(1) RevPar : Revenu par chambre disponible – Source MKG

Renforcement du bilan et désendettement

En juin 2021, Covivio Hotels a réalisé avec succès une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant de 250 M€. Cette opération a permis de rembourser des dettes à échéances 2022/2023 et d'améliorer le ratio d'endettement (LTV) de près de 500 bps, à 37,1 % fin 2021 (vs 41,9 % fin 2020). La dette nette de Covivio Hotels s'établit à 2 417 M€, contre 2 690 M€ à fin décembre 2020. Le ratio d'ICR s'améliore également, à 3,08 contre 2,20 fin 2020.

Covivio Hotels a également émis en juillet et octobre 2021 pour 599 M€ d'emprunts obligataires à huit ans et 1 % de coupon.

La maturité moyenne de la dette de Covivio Hotels est de 4,9 ans, sans échéances majeures pour les 12 mois à venir, et en hausse par rapport à fin 2020 (+ 0,5 an).

Covivio Hotels dispose, à fin décembre 2021, d'une liquidité et de lignes de crédits non tirées, d'un montant de 483 M€.

Grâce au soutien de ses actionnaires, Covivio Hotels sort de cette crise majeure avec un bilan solide lui permettant d'envisager sereinement la poursuite de son développement.

Les revenus 2021 bénéficient de la reprise amorcée au second semestre

La reprise de l'activité sur le 2^e semestre permet d'afficher une hausse des revenus hôtels de 27,5 % à périmètre constant à fin 2021, après une baisse des revenus de 1,5 % au 1^{er} semestre.

Revenus Hôtels 2021 : 182,7 M€ en part du groupe

Hôtels en bail (80 % du patrimoine hôtelier)

- Hôtels en loyers variables : le portefeuille est principalement loué à AccorInvest (22 % du patrimoine total), en France et en Belgique, et constitué d'hôtels économiques (Ibis) et de moyenne gamme (Novotel, Mercure). En 2021, grâce à la reprise de l'activité hôtelière, les loyers de ce portefeuille, entièrement indexés sur le chiffre d'affaires, s'élèvent à 26,7 M€, en hausse de 69 % par rapport à l'année 2020.
- Hôtels au Royaume-Uni loués à IHG (13 % du patrimoine hôtelier) : aucun loyer n'avait été comptabilisé en 2020. En 2021, grâce à la reprise constatée sur le 2^e semestre, avec des taux d'occupation supérieurs à 60 % de septembre à novembre, les revenus de ce portefeuille s'élèvent à 12 M€.

5.1.3 Perspectives 2022

La reprise de l'activité observée dès l'été 2021 a démontré la capacité de rebond rapide des performances hôtelières lors de la levée des restrictions en Europe. Ainsi, le contexte actuel devrait permettre une reprise rapide de l'activité hôtelière. Covivio Hotels pourra alors s'appuyer sur la qualité et la diversité de son patrimoine, loué et exploité par les grands opérateurs européens et internationaux, pour afficher une croissance de ses résultats.

Le Conseil de Surveillance n'a pas d'observation particulière à formuler sur le rapport de gestion du Gérant et les résultats 2021 et vous invite à approuver les comptes de l'exercice 2021, le projet d'affectation du résultat ainsi que l'ensemble des différentes résolutions qui vous sont présentées.

- Autres hôtels en bail (45 % du patrimoine hôtelier) : il s'agit des hôtels en loyers fixes loués à B&B Hotels, NH Hotels, Motel One, Barcelo, Hotusa... dans le cadre de baux longs. La hausse de 14,7 M€ des revenus provient notamment des loyers sur les actifs acquis en 2020 (portefeuille de huit hôtels loués à NH Hotels). À périmètre constant, les loyers sont en baisse de 1,1 % en raison de l'impact des franchises accordées en 2020 et 2021.

Hôtels en murs et fonds (20 % du patrimoine hôtelier)

- Ces hôtels sont majoritairement situés en Allemagne (notamment à Berlin), à Nice et dans le nord de la France. La reprise sur ce portefeuille a été forte sur le 2^e semestre, notamment pendant les mois d'été. Les hôtels en Allemagne ont connu un ralentissement en fin d'année en raison des restrictions.

Compte tenu de la qualité et de la solidité de la base locative de Covivio Hotels, le taux de collecte des loyers 2021 reste élevé et s'établit à 96 % ⁽¹⁾.

Résultats financiers en croissance en 2021

L'ANR EPRA NDV s'élève à 3 167 M€ contre 2 819 M€ à fin décembre 2020, représentant une hausse de 12,3 % sur un an et s'établit à 21,4 €/action.

L'ANR EPRA NTA s'élève à 3 498 M€ en hausse de 9,5 % sur un an. La baisse par action de 2,0 % sur un an à 23,6 €/action, tient compte de l'augmentation de capital réalisée en juin à un prix de 16 €. L'ANR EPRA NTA par action, corrigé de l'impact de l'augmentation de capital, est en hausse de 1,6 %.

L'ANR EPRA NRV s'élève à 3 868 M€ et 26,1 €/action.

L'EPRA Earnings de 99,0 M€ (contre 39 M€ au 31 décembre 2020) affiche une hausse de 155 % sous l'effet de la hausse des revenus variables. Par action, l'EPRA Earnings atteint 0,70 € en 2021, contre 0,30 € en 2020.

Dividende

Covivio Hotels proposera au vote de l'Assemblée Générale du 7 avril prochain la distribution en numéraire, d'un dividende de 0,65 € par action (0,26 € par action en 2020).

En vertu de l'article 14 des statuts, le Conseil de Surveillance se prononce favorablement sur l'ensemble des délégations de compétence données au Gérant en matière d'augmentation et de réduction de capital.

Enfin, nous tenons à exprimer au Gérant et aux équipes nos remerciements pour le travail accompli au cours de l'année écoulée.

Le Conseil de Surveillance

(1) 85 % y compris franchise et différés de paiement accordés (73 % en 2020)

5.2 Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport, établi par le Conseil de Surveillance, en application des dispositions de l'article L. 22-10-78 du Code de commerce et joint à celui du Gérant, rend compte aux actionnaires, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-8 à L. 22-10-11 et L. 225-37-4 du Code de commerce, de la composition du Conseil de Surveillance, des conditions de préparation et d'organisation de ses travaux, des informations relatives à la politique de rémunération et la rémunération globale et individuelle des mandataires sociaux au titre de l'exercice 2021, et des éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

Le présent rapport traite également des pouvoirs de la gérance et de ses limitations, des informations relatives aux mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux, de la procédure d'évaluation des conventions courantes, des modalités relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées générales, des conventions réglementées intervenues entre un mandataire social ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote de la société et une société contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, et de la synthèse des délégations financières en cours de validité en matière d'augmentation de capital.

Enfin, il présente la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil de Surveillance, les objectifs de cette politique, ses modalités de mise en œuvre et les résultats obtenus. Cette description est également complétée des informations sur la manière dont la société recherche une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des organes de Direction de la société.

La préparation de ce rapport a été établie sur la base des délibérations du Conseil de Surveillance et a bénéficié du concours de la Direction Juridique Corporate M&A, de la Direction des Ressources Humaines et du Secrétariat Général, qui se sont notamment appuyés dans le cadre de son élaboration sur les travaux du Haut Comité de gouvernement d'entreprise et sur les diverses recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce rapport a été approuvé par le Conseil de Surveillance lors de sa séance du 18 février 2022. Il a été rendu public lors de sa publication sur le site Internet de la société et a fait l'objet d'une attestation des Commissaires aux comptes incluse dans le rapport sur les comptes annuels (cf. chapitre 4.6).

Préambule : principes de gouvernance

1. Adhésion au Code Afep-Medef

Le Conseil de Surveillance de Covivio Hotels a adopté le Code Afep-Medef comme cadre de référence en matière de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées. Cette décision a fait l'objet d'un communiqué publié par Covivio Hotels le 30 décembre 2008. La société se réfère donc au Code Afep-Medef dans sa version actualisée et publiée le 30 janvier 2020 qui peut être consulté sur le site Internet du HCGE à l'adresse suivante : <https://hcge.fr/le-code-afep-medef>.

Covivio Hotels analyse de manière continue les meilleures pratiques du gouvernement d'entreprise consolidées dans le Code Afep-Medef dernièrement révisé en janvier 2020 et s'efforce de suivre les préconisations de ce dernier.

La politique de Covivio Hotels en matière de gouvernement d'entreprise reflète les principes et recommandations du Code Afep-Medef, dans la mesure où ceux-ci sont compatibles avec l'organisation, le fonctionnement et la situation de la société. Covivio Hotels s'est attachée à se rapprocher des objectifs de gouvernance définis par ce Code et à s'y conformer notamment concernant l'évaluation des travaux du Conseil ainsi qu'une attention portée aux risques de conflits d'intérêt. Toutefois certaines dispositions du Code ne sont à ce jour pas complètement appliquées par la société. Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-10 4° du Code de commerce et celles de l'article 27.1 du Code Afep-Medef, relatives à la mise en œuvre de la règle « appliquer ou expliquer », les exceptions à l'application du Code sont réunies dans le tableau ci-dessous :

Code Afep-Medef	Pratique de Covivio Hotels
Part des membres indépendants au sein du Conseil de Surveillance d'au moins un tiers	La part des membres indépendants au sein du Conseil de Surveillance au 31 décembre 2021 est désormais, à la suite de l'arrivée à échéance du mandat de Jean Luchet, de 23 %. La structure actuelle de l'actionnariat, avec un actionnaire principal détenant 43,83 % du capital de la société et six actionnaires institutionnels détenant entre 5 et 16,5 % du capital, réunis par un pacte d'actionnaires conclu le 21 novembre 2019 prévoyant notamment une répartition des sièges au sein du Conseil de Surveillance proportionnelle à leur participation au capital de la société ainsi qu'un flottant inférieur à 3 %, explique un taux d'indépendance inférieur à la recommandation du Code Afep-Medef.
Part des membres indépendants au sein du Comité d'Audit d'au moins deux tiers	Le taux d'indépendance au sein du Comité d'Audit est de 25 %. Si ce seuil est insuffisant au regard des recommandations du Code Afep-Medef, le choix des membres du Comité d'Audit est avant tout dicté par leur compétence en matière financière et/ou comptable. L'ensemble des membres du Comité d'Audit dispose ainsi de la compétence recommandée par le Code Afep-Medef.
Absence d'un Comité des Nominations et des Rémunérations et de plan de succession	Le Gérant de Covivio Hotels est rémunéré selon des modalités fixées par les statuts.
Organisation chaque année au moins d'une réunion du Conseil ou au Comité hors la présence des dirigeants mandataires sociaux exécutifs	Il n'a pas été organisé de réunions du Conseil hors la présence du Gérant en 2021, car les membres du Conseil de Surveillance n'ont pas émis le souhait de mettre en œuvre cette possibilité au cours de l'exercice. Cependant les conditions d'une discussion libre sans la présence des dirigeants exécutifs ont toutefois été créées de telle sorte qu'elle puisse facilement avoir lieu si le besoin s'en faisait ressentir.

La démarche de gouvernement d'entreprise de Covivio Hotels s'appuie également sur les statuts de la société complétés par les dispositions du Règlement Intérieur du Conseil de Surveillance auquel est annexé le guide sur la prévention des opérations d'initiés, étant précisé que le Règlement Intérieur du Conseil fait l'objet d'une revue régulière en vue de son adaptation aux évolutions des règles et pratiques de gouvernance et a notamment été modifié lors du Conseil de Surveillance du :

- 12 février 2021 : mise à jour du Règlement Intérieur à la suite de la recodification de certains articles du Code de commerce par l'ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020
- 18 novembre 2021 : mise à jour du guide sur la prévention des opérations d'initiés annexé au Règlement Intérieur à la suite de la mise à jour de la position recommandation de l'AMF intitulé « Guide de l'information permanente et de la gestion de l'information privilégiée » modifiée le 29 avril 2021.

La version intégrale des statuts et du Règlement Intérieur du Conseil de Surveillance mis à jour peut être consultée sur le site Internet de la société à l'adresse suivante : <https://www.covivio-hotels.fr/gouvernance/conseil-de-surveillance/>.

2. Équilibre des pouvoirs

La société en commandite par actions est une société qui comprend deux catégories d'associés :

- un ou plusieurs Commandités, indéfiniment responsables du passif social sur leurs biens propres
- des Associés Commanditaires (actionnaires) qui sont dans la même situation que les actionnaires d'une société anonyme :

leurs actions sont négociables dans les mêmes conditions et leur responsabilité est limitée au montant de leur apport. Ils sont représentés par un Conseil de Surveillance.

L'organisation de la gouvernance au sein d'une SCA répond au principe de séparation des pouvoirs. Les pouvoirs exécutifs sont exercés par la gérance et les pouvoirs de contrôle par le Conseil de Surveillance.

La société en commandite par actions est dirigée par un ou plusieurs Gérants, personnes physiques ou morales, choisies parmi les Commandités ou parmi les tiers non associés.

Compte tenu de l'existence de deux catégories d'associés, les décisions collectives exigent une double consultation : celle des Commanditaires, réunis en Assemblée Générale, et celle des Commandités. Toutefois les Commanditaires procèdent seuls à la désignation des membres du Conseil de Surveillance, les Commandités, s'ils sont aussi Commanditaires, ne prenant pas part au vote.

Par ailleurs, dans les sociétés en commandite par actions, la Direction est assumée par la gérance et non par un organe collégial, Directoire ou Conseil d'Administration. Ainsi, les développements relatifs au caractère collectif des décisions du Conseil d'Administration, à la dissociation entre les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général ne peuvent pas être transposés aux sociétés en commandite par actions.

Dans les sociétés en commandite par actions, les comptes sont arrêtés par la gérance et non par le Conseil de Surveillance.

5.2.1 Organes de Direction

5.2.1.1 Composition de la gérance

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants.

La gérance de la société est exercée depuis le 30 novembre 2004 par un seul Gérant : la société Covivio Hotels Gestion.

Le mandat de Gérant de Covivio Hotels Gestion a été renouvelé, sur décisions du Conseil de Surveillance, les 9 février 2010, 9 février 2016 et 18 février 2022, pour des durées successives de six années, la dernière expirant à l'issue de la réunion du Conseil de Surveillance chargée d'entendre le rapport de la gérance sur les activités de la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 1° du Code de commerce et au point 12.1 de l'annexe 1 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par le Gérant de la société au cours de l'exercice 2021 et au cours des cinq derniers exercices ainsi que la biographie du Président de Covivio Hotels Gestion :

Covivio Hotels Gestion

30, avenue Kléber 75116 Paris
RCS Paris 450 140 298

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021 : 0

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Gérant commandité

Date de nomination : AG du 30 novembre 2004

Date de renouvellement : Conseil de Surveillance des 9 février 2010, 9 février 2016 et 18 février 2022

Date d'expiration du mandat : Réunion du Conseil de Surveillance chargée d'entendre le rapport de la gérance sur les activités de la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2027

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Gérant commandité : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Néant



Tugdual Millet

Fonction principale exercée :

**Directeur Général
de Covivio Hotels**

Né le 18 mai 1977 à Nancy (54)

Nationalité française

Adresse professionnelle :

30, avenue Kléber 75116 Paris

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0**

Biographie

Diplômé de l'ESCP Europe, Tugdual Millet débute sa carrière en tant que Portfolio Manager au sein d'une structure détenue par Morgan Stanley et Covivio en 2002. De 2004 à 2008, il poursuit sa carrière chez Covivio, en tant qu'Analyste Financier puis Responsable Corporate Développement et Financement. Après deux ans en tant que Responsable Financier – Bureaux France, il devient Directeur Financier de Covivio en 2010, avant de prendre les fonctions de Directeur Général de Covivio Hotels en 2021.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Président de Covivio Hotels Gestion

Gérant commandité de Covivio Hotels

Date de nomination : 27 mai 2011

Date de renouvellement : Conseil de Surveillance des 9 février 2010, 9 février 2016 et 18 février 2022

Date d'expiration du mandat : Réunion du Conseil de Surveillance chargée d'entendre le rapport de la gérance sur les activités de la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2027

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Président de Covivio Hotels Gestion, Gérant commandité : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Président du Conseil d'Administration : B2 Hôtel Invest (SPPICAV)

Président : Covivio Hotels Gestion (SAS), Foncière B2 Hôtel Invest SAS, Foncière B3 Hôtel Invest SAS, Foncière B4 Hôtel Invest SAS

Administrateur : RÉPUBLIQUE (SA) (jusqu'au 25/01/2022)

Président de Covivio Hotels Gestion, Gérant commandité de Covivio Hotels, Gérant : Foncière Otello (SNC), Hôtel 37 place René Clair (SNC), SCI Hôtel Porte Dorée, SCI Ruhl Côte d'Azur

Président de Covivio Hotels Gestion, Gérant commandité de Covivio Hotels, Président : SAS Samoëns, Sté Immobilière Verdun (SAS)

Gérant de Covivio Hotels Gestion Immobilière, Administrateur des sociétés belges : Foncière IGK SA, Foncière Gand Cathédrale SA, Foncière Bruxelles Sainte Catherine SA

Gérant : Loire (SARL), Covivio Hotels Gestion Immobilière (SNC), Ingrid France (SARL)

Administrateur de sociétés anonymes belges : Ulysse Belgique, Iris Trefonds, Sunparks Trefonds, Ulysse Trefonds, Foncière Vielsalm, Foncière Kempense Meren, Foncière No Bruxelles Grand-Place, Foncière IB Bruges Centre, Foncière IB Bruxelles Aéroport, Foncière IB Bruxelles Grand-Place, Foncière Gand Opéra, Foncière Gand Centre, Foncière Bruxelles Expo Atomium, Foncière Antwerp Centre, Foncière No Bruxelles Aéroport, Tulipe Holding Belgique, Narcisse Holding Belgique, Foncière Brugge Station, Foncière Bruxelles Sud, Foncière Louvain Centre, Foncière Liège, Foncière Bruxelles Aéroport, Foncière Bruxelles Tour Noire, Foncière Louvain, Foncière Malines, Foncière Bruxelles Gare Centrale, Foncière Namur, Sunparks Oostduinkerke,

Directeur Général des sociétés allemandes : Iris Berlin GmbH, Iris Essen Bochum GmbH, Iris Frankfurt GmbH, Iris General Partner GmbH, Iris Investor Holding GmbH, Iris Nürnberg GmbH, Iris Stuttgart GmbH, BRE/GH II Berlin I Investor GmbH, BRE/GH II Berlin II Investor GmbH, BRE/GH II Berlin III Investor GmbH, BRE/GH II Dresden II Investor GmbH, BRE/GH II Dresden III Investor GmbH, BRE/GH II Dresden IV Investor GmbH, BRE/GH II Dresden V Investor GmbH, BRE/GH II Erfurt I Investor GmbH, BRE/GH II Leipzig I Investor GmbH, BRE/GH II Leipzig II Investor GmbH

Gérants des sociétés espagnoles : Investment FDM Rocatierra SL, Bardiomar SL, Trade Center Hôtel SL, B&B Invest Espagne SL

Membre de Comité : Comité de Partenariat de SAS Samoëns

Administrateur : Fondation d'entreprise Covivio (Fondation d'entreprise)

Tugdual Millet

Fonction principale exercée :

**Directeur Général
de Covivio Hotels**

Né le 18 mai 1977 à Nancy (54)

Nationalité française

Adresse professionnelle :

30, avenue Kléber 75116 Paris

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0**

Mandats exercés au sein de sociétés dans lesquelles le groupe Covivio détient une participation minoritaire mais exerce la gestion opérationnelle des sociétés :

Président du Conseil d'Administration : OTELI France (SPPICAV constituée sous forme de SAS), KOMBON SAS
Administrateur : IRIS INVEST 2010 (SPPICAV), CAMP INVEST (SPPICAV)

Président : FONCIÈRE IRIS (SAS), SABLES D'OLONNE (SAS), CAMPELI (SAS)

Directeur Général : IRIS Holding France (SAS)

Gérant de Covivio Hotels Gestion Immobilière, Président : CBI ORIENT (SAS), CBI EXPRESS (SAS), KOMBON SAS

Gérant de Covivio Hotels Gestion Immobilière, Gérant unique : JOURON SPR (société belge)

Membre des comités suivants : Comité stratégique de IRIS Holding France (SAS), Conseil de gérance de SCI Dahlia

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant



5.2.1.2 Pouvoirs du Gérant et ses limitations

Pouvoirs du Gérant

Le Gérant assume la Direction de la société et est, à ce titre, investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de celle-ci.

À ce titre il a la charge notamment :

- de définir et mettre en œuvre la stratégie du groupe
- de diriger les activités du groupe
- d'établir et de mettre en œuvre les procédures de contrôle interne et de gestion des risques
- d'arrêter les comptes sociaux et consolidés de la société
- de définir la politique d'information financière
- de convoquer les Assemblée Générales et fixer leur ordre du jour
- d'établir le rapport de gestion destiné à l'Assemblée Générale.

Il peut déléguer une partie des pouvoirs lui appartenant, à une ou plusieurs personnes employées ou non par la société et ayant ou non avec celle-ci des liens contractuels. Une telle délégation n'affecte en rien ses devoirs et responsabilités en ce qui concerne l'exercice de tels pouvoirs.

Il assure également la présidence des diverses Assemblées Générales de la société et il met en œuvre les autorisations et les délégations de compétence qui lui ont été conférées par l'Assemblée Générale.

Le Gérant a la qualité d'associé commandité et est donc à ce titre responsable indéfiniment et solidairement des dettes de la société. Cette spécificité, résultant de la forme de société en Commandite par Actions, apporte aux actionnaires la garantie d'une extrême vigilance dans la gestion et l'administration de la société.

La gérance est contrôlée par un Conseil de Surveillance représentant les Associés commanditaires.

Limitations des pouvoirs du Gérant

Le Gérant agit dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou par les présents statuts aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil de Surveillance.

En application de l'article 14 des statuts, l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance, statuant à la majorité des 3/5, est requise concernant les opérations suivantes :

- (i) souscription d'emprunts bancaires
- (ii) achat d'immeubles ou de titres de participations
- (iii) désinvestissements
- (iv) octroi de toute garantie, lettre de confort ou sûreté

étant entendu que les opérations mentionnées aux paragraphes (i) à (iv) sont soumises à une telle autorisation préalable uniquement lorsque leur montant dépasse 10 M€.

Lorsque leur montant n'excède pas 50 M€, l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance pourra intervenir dans un acte unique signé par les membres du Conseil de Surveillance statuant à la majorité des 3/5.

5.2.1.3 Participation au capital du Gérant

Le Gérant, la société Covivio Hotels Gestion n'est pas actionnaire de la société.

5.2.1.4 Place du Comité Exécutif et des Comités de Direction dans le fonctionnement de la Direction Générale

La Direction Générale est structurée autour de différents comités institués au sein de la société Covivio dont notamment le Comité Exécutif au niveau européen.

Le Comité Exécutif, organe au cœur du dispositif de gouvernance d'entreprise, est une instance de réflexion, de concertation et de décision sur les grandes orientations du groupe. Composé de représentants de l'ensemble des activités « pays » et « produits » du groupe, ainsi que des fonctions *corporate*, il est en charge de la mise en œuvre de la stratégie définie par le Conseil d'Administration de Covivio, du suivi des projets transnationaux et transverses, et de la coordination des activités européennes. Il a vocation à assurer une coordination et une consultation entre ses membres à chaque fois qu'une opération ou une décision importante intéressant la marche générale de l'entreprise ou du groupe doit être envisagée ou prise. Il est notamment consulté à chaque décision ou opération importante en termes de politique de rotation des actifs, de suivi des filiales et participations et de politique financière. Il aborde également les questions d'organisation, d'outils... Il valide tous les dossiers d'investissements et de cession supérieurs à 5 M€. Par ailleurs, ses membres sont en charge, dans leurs domaines de responsabilités, de la mise en œuvre des objectifs RSE du groupe, en coordination avec la Direction du Développement durable.

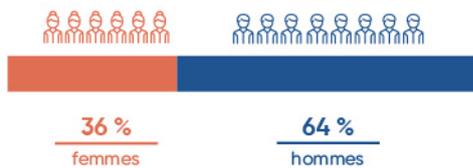


Comité exécutif : 11 membres



Âge moyen : 48 ans

- < à 40 ans : 18%
- 40 à 45 ans : 10%
- 45 à 50 ans : 36%
- > à 50 ans : 36%



Le Comité Exécutif s'appuie sur des Comités de Direction institués respectivement en France, en Allemagne et en Italie, en charge (i) de l'activité de suivi des opérations, (ii) de la mise en œuvre du budget (finances, gestion des actifs, portefeuille) et (iii) des sujets corporate.

La diversité de ces instances dirigeantes, tant en matière de mixité qu'en termes de nationalité, d'âge, d'expérience et de compétences, permet à la société d'accompagner au mieux les enjeux stratégiques du groupe.

5.2.1.5 Politique de diversité au sein des instances dirigeantes

Les équipes de Covivio Hotels font partie de l'UES de Covivio pour laquelle la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité sont des engagements forts, mis en œuvre via une politique de non-discrimination et de diversité, notamment en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes de la société.

Covivio est signataire de la Charte de la Diversité en 2010 et du Pacte Mondial en 2011. Sa Direction Générale est convaincue que la diversité, c'est-à-dire la variété des profils humains, constitue un facteur d'innovation, de performance et de qualité de vie au sein de l'entreprise. La Direction des Ressources Humaines s'attache ainsi à diversifier les profils des talents qui accompagnent la croissance du groupe. Covivio encourage aussi la féminisation de l'encadrement et garantit aux femmes des conditions d'emploi équivalentes à celles des hommes, en établissant notamment des analyses des écarts de rémunération au sein d'une même population métier, en lien avec les institutions représentatives du personnel.

Pour continuer à favoriser la progression des femmes au sein du groupe, Covivio a lancé dès 2017 le programme *ex aequo*. Celui-ci est constitué de deux principaux volets :

- des actions de sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs au sujet de l'égalité homme-femme au travers de sondages, et de réunions d'information
- un programme de *mentoring*, ayant pour vocation d'accompagner et de guider les femmes qui le souhaitent dans la conduite de leur carrière professionnelle, en bénéficiant de l'accompagnement d'un mentor, membre de l'équipe de direction européenne.

La répartition de l'effectif féminin en France est stable : 57 % à fin 2021 contre 56 % à fin 2020. Dans les fonctions managériales, l'égalité de répartition est dépassée en faveur des femmes : 53,4 % des managers sont des femmes au 31 décembre 2021, contre 50,7 % à fin 2020.

En 2021, la part des femmes au sein du Comité Exécutif de Covivio est restée stable à 36 % (27 % en 2019). Celle au sein du Comité de Direction France a augmenté à 50 %, contre 40 % en 2020. En Italie, elle est montée à 44 % et en Allemagne, elle atteint 17 % à fin 2021. La part des femmes dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité est de 45 % contre 44,7 % en 2020.

En novembre 2021, pour la 3^e année consécutive, le Comité des Rémunérations et des Nominations a proposé au Conseil d'Administration de Covivio, qui l'a accepté, qu'une partie des objectifs de performance liés à l'attribution gratuite des actions de performance aux dirigeants mandataires sociaux soit liée à la féminisation du *management*. Le Conseil a ainsi fixé un objectif chiffré de progression sur un indice composé pour l'occasion à partir de :

- la part des femmes dans le Comité Exécutif
- la part des femmes dans les Comités de Direction pays
- la part des femmes dans les managers
- l'index égalité publié annuellement.

Par ailleurs, sur proposition de la Direction Générale, et après examen par le Comité des Rémunérations et des Nominations, le Conseil d'Administration de Covivio a fixé, lors de sa séance du 16 décembre 2020, l'objectif d'augmenter progressivement le taux de féminisation du Comité Exécutif. L'objectif fixé par le Conseil consiste à le porter à 40 % ou plus à horizon 2023. De même, le Conseil a déterminé l'objectif de porter la moyenne de féminisation des trois Comités de Direction nationaux (France, Allemagne et Italie), à date de 26 %, à 40 % à horizon 2023. Pour ce faire, la Direction Générale de Covivio entend promouvoir un environnement propice à la parité femmes-hommes à tous les niveaux du groupe, notamment *via* les modalités suivantes :

- renforcer la parité dans les recrutements
- veiller à l'égalité des chances dans les parcours de carrière, *via* notamment des programmes de mentoring réservés aux femmes

- garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes à métier équivalent, pour un même niveau de compétences, de responsabilités et de résultats
- garantir l'égalité en matière d'évolution professionnelle et salariale en cas d'interruption de carrière dans le cadre d'un congé parental, de maternité ou d'adoption.

Enfin, afin de promouvoir la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de la Direction Générale et en application des dispositions de l'article L. 225-53 du Code de commerce, le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de Covivio garantit, tout au long du processus de sélection des Directeurs Généraux Délégués, la présence d'au moins une personne de chaque sexe parmi les candidats.

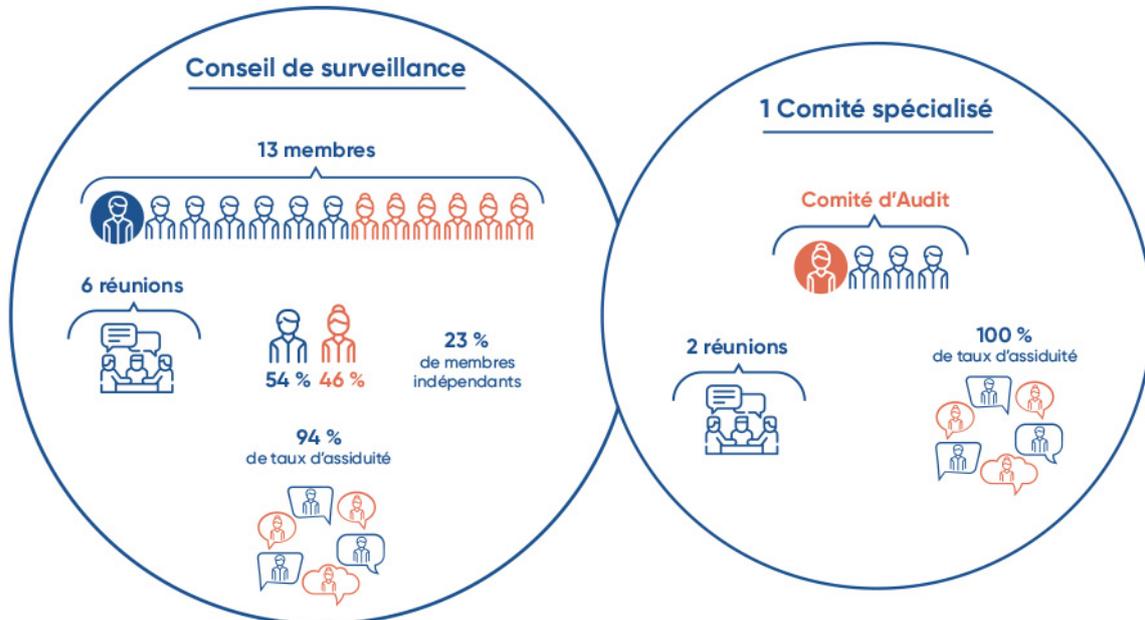
5.2.2 Conseil de Surveillance

5.2.2.1 Composition du Conseil de Surveillance en 2021

Les statuts prévoient que le Conseil de Surveillance comprend au moins trois membres, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires (voir ci-dessous la composition effective) et choisis exclusivement parmi les actionnaires n'ayant ni la qualité

de commandité ni celle de Gérant. Le Conseil de Surveillance élit parmi ses membres un Président et choisit un Secrétaire, soit parmi les membres du Conseil de Surveillance, soit en dehors d'eux.

Au 31 décembre 2021, le Conseil de Surveillance compte 13 membres.





Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Nationalité	Âge	Personne morale	Date de première nomination		Date d'échéance du mandat
				Représentant Permanent/ physique	Date du dernier renouvellement	
Christophe Kullmann		56	/	30/11/2004	08/04/2021	2024
Olivier Estève		57	/	06/04/2011	08/04/2021	2024
Najat Aasqui		40	/	07/05/2020	/	2023
Covivio Participations représentée par Joséphine Lelong-Chaussier		39	18/11/2015	26/10/2018	07/05/2020	2023
Covivio représentée par Laurie Goudallier		34	30/11/2004	18/10/2019	05/04/2019	2022
Foncière Margaux, représentée par Marielle Seegmuller		49	13/07/2018	07/04/2017*	07/05/2020	2023
Predica, représentée par Emmanuel Chabas		45	30/11/2004	17/02/2016	05/04/2019	2022
ACM Vie, représentée par François Morrisson		56	30/11/2004	22/03/2011	08/04/2021	2024
Generali Vie, représentée par Sébastien Pezet		46	30/11/2004	01/11/2008	05/04/2019	2022
Cardif Assurances Vie, représentée par Nathalie Robin		59	19/02/2008	19/02/2008	05/04/2019	2022
Sogecap représentée par Yann Briand		47	06/04/2018	06/04/2018	08/04/2021	2024
Caisse des Dépôts et Consignations représentée par Arnaud Taverne		48	06/04/2018	06/04/2018	08/04/2021	2024
Adriana Saitta		51	/	15/07/2020	08/04/2021	2023
Taux d'indépendance : 23 %	Âge moyen : 48 ans		Ancienneté moyenne			
Taux de féminisation : 46 %						

* Marielle Seegmuller était le représentant permanent de GFR Kléber qui a démissionné le 30/05/2018

Ancienneté au conseil			Indépendance	Fonction principale exercée	Comités du conseil	Assiduité aux réunions du Conseil de Surveillance	Assiduité aux réunions du Comité d'Audit	Nombre de mandats dans des sociétés cotées extérieures au groupe Covivio	Nombre d'actions détenues au 31/12/2021
Personne morale	Représentant Permanent/ Personne physique	17,2 ans							
/	17,2 ans	NON	Directeur Général de Covivio	/	100 %	/	0	2 779	
/	10,8 ans	NON	Directeur Général Délégué de Covivio	Membre du Comité d'Audit	83 %	100 %	0	842	
/	1,8 an	NON	Responsable des portefeuilles actions et foncières chez Crédit Agricole Assurances	/	100 %	/	2	6	
6,2	3,3 ans	NON	Directrice Juridique Corporate M&A du groupe Covivio	/	100 %	/	0	1	
17,2 ans	2,3 ans	NON	Chief Digital & IT Officer de Covivio	/	50 %	/	0	64 921 557	
3,6 ans	4,8 ans	NON	Directrice des Opérations France de Covivio	/	100 %	/	0	1	
17,2 ans	6 ans	NON	Responsable des investissements immobiliers de Crédit Agricole Assurances	Membre du Comité d'Audit	83 %	100 %	3	21 266 435	
17,2 ans	10,8 ans	NON	Gérant Actions ACM	/	100 %	/	0	11 473 544	
17,2 ans	13,2 ans	NON	Directeur de l'Europe de l'Ouest de Generali Real Estate SpA	/	100 %	/	1	10 854 860	
14 ans	14 ans	NON	Directeur Immobilier BNP Paribas Cardif	Présidente du Comité d'Audit	100 %	100 %	2	15 701 102	
3,8 ans	3,8 ans	OUI	Directeur Immobilier Sogecap	/	100 %	/	2	7 639 782	
3,8 ans	3,8 ans	OUI	Directeur Général de CDC Investissement Immobilier	Membre du Comité d'Audit	100 %	100 %	1	7 985 188	
/	1,6 an	OUI	Conseiller indépendant	/	100 %	/	0	10	
11,1 ans	7,2 ans		Taux de présence moyen		94 %	100 %			



5.2.2.1.1 Évolution de la composition du Conseil de Surveillance au cours de l'année 2021

Évolution de la composition des instances de gouvernance au cours de l'année 2021

Instance de gouvernance	Date	Départ	Nomination	Renouvellement
				Christophe Kullmann Olivier Estève Adriana Saitta ACM VIE représentée par François Morrisson SOGECAP représentée par Yann Briand Caisse des Dépôts et Consignations représentée par Arnaud Taverne
Assemblée Générale	8 avril 2021	Jean Luchet (arrivée à échéance du mandat)		

Instance	Nombre de membres		Taux d'indépendance		Taux de féminisation		Âge moyen	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Conseil de Surveillance	14	13	29 %	23 %	43 %	46 %	49	48
Comité d'Audit	4	4	25 %	25 %	25 %	25 %	51	52

5.2.2.1.2 Évolution de la composition du Conseil de Surveillance proposée pour l'exercice 2022

Lors de la prochaine Assemblée Générale du 7 avril 2022, il sera proposé aux actionnaires :

- de renouveler, pour une durée de trois ans, les mandats des membres du Conseil de Surveillance suivants, dont l'échéance est fixée à 2022 :
 - COVIVIO représentée par Laurie Goudalier
 - CARDIF ASSURANCE VIE représentée par Nathalie Robin
 - PREDICA représentée par Emmanuel Chabas
 - GENERALI VIE représentée par Sébastien Pezet.

Impacts de l'évolution de la composition du Conseil de Surveillance sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022 des renouvellements de mandats de membres du Conseil de Surveillance susvisés.



5.2.2.1.3 Profils, expériences et expertises des mandataires sociaux non exécutifs (information au 31 décembre 2021)

Le renouvellement des mandats de membres du Conseil qui arrivaient à échéance en 2021, ont permis au Conseil de maintenir, avec ses 13 membres, l'équilibre souhaité dans les compétences et expertises jugées nécessaires pour l'administration pertinente de la société. L'ensemble des membres du Conseil disposent collectivement des compétences nécessaires à la bonne animation du Conseil de Surveillance, telles que :

- compétences immobilières et hôtelières
- banque et finance
- environnement et RSE

- stratégie et M&A
- expérience des sociétés cotées
- expérience internationale.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 1° du Code de commerce et au point 12.1 de l'annexe 1 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société au cours de l'exercice 2021 et au cours des cinq derniers exercices ainsi que la biographie de chacun d'eux :



Christophe Kullmann

Fonction principale exercée:

Directeur Général de Covivio

Né le 15 octobre 1965 à Metz (57000)

Nationalité française

Adresse professionnelle : 30, avenue Kléber 75116 Paris

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021: 2 779

Biographie

Christophe Kullmann a effectué l'ensemble de sa carrière dans le secteur immobilier. Il a notamment assuré la Direction Financière d'Immobilier Batibail, foncière cotée, de 1992 jusqu'à sa fusion en 1999 avec Gecina, dont il prend alors la Direction Financière.

À la tête de Covivio depuis sa création en 2001, Christophe Kullmann assure les fonctions de Directeur Général et est membre du Conseil d'Administration.

Il est par ailleurs membre-fondateur de la Fondation Palladio avec Covivio et Président d'Honneur de la Fédération des Entreprises Immobilières (anciennement FSIF).

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Président du Conseil de Surveillance

Date de nomination : AG du 30 novembre 2004

Date de renouvellement : AG des 15 avril 2008, 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017, 6 avril 2018 et 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Directeur Général : Covivio (SA), société cotée

Président du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée, Covivio Immobilien SE (société européenne de droit allemand)

Président du Conseil d'Administration : Foncière Développement Logements – FDL (SA)

Administrateur : Covivio (SA), société cotée,

Représentant légal de Covivio, Président : Technical (SASU), 6, rue Fructidor (SAS)

Représentant légal de Covivio, Gérant : SCI Esplanade Belvédère II (jusqu'au 25/01/2022), SCI Le Ponant 1986, SCI Latécoère, SCI Latécoère 2, SCI Lenovilla, SCI 11 place de l'Europe, SCI Meudon Saulnier, SCI du 15, rue des Cuirassiers, SCI du 9, rue des Cuirassiers, SCI N2 Batignolles, SCCV Bobigny Le 9^e Art, Chartres Avenue de Sully (SCCV)

Représentant légal de Covivio, Co-Gérant : SNC Cœur d'Orly Promotion, Fontenay-sous-Bois Rabelais (SCCV)

Mandats extérieurs au groupe :

Président d'honneur : FEI (anciennement FSIF) (syndicat professionnel)

Administrateur : IEIF (Institut de l'Épargne Immobilière et Foncière) (association)

Président du Comité d'attribution des bourses : Fondation Palladio (Fondation)

Représentant de Covivio, membre du Comité Exécutif : Fondation Palladio (Fondation)

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Président du Conseil d'Administration : FEI (Syndicat professionnel – fin en 2019)

Administrateur délégué et membre du Comité Exécutif et d'Investissement : Beni Stabili SpA SIIQ, société cotée italienne (fin en 2018)

Président du Comité Stratégique : FDM Management SAS (fin en 2018)

Représentant légal de Covivio, Gérant : SCI du 288 rue Duguesclin (jusqu'au 30/09/2021), SCI Raphaël (fin en 2018), SCI Omega A (fin en 2018), SCI Omega C (fin en 2018), SCI Ruhl Côte d'Azur (fin en 2019)

Membre du Comité des Nominations et Rémunérations : Foncière Développement Logements (SA) (fin en 2018)

Gérant : GFR Kléber (SARL) (fin en 2018)

Administrateur : EPRA (fin en 2018)

Représentant légal de Covivio, Co-Gérant : Chartres Avenue de Sully (SCCV) (fin en 2020)

Membre du bureau exécutif : EPRA (fin 2017)



Olivier Estève

Fonction principale exercée :
Directeur Général Délégué
de Covivio

Né le 18 septembre 1964 à Alger (Algérie)

Nationalité française

Adresse professionnelle :
 30, avenue Kléber 75116 Paris

Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 842

Biographie

Olivier Estève est diplômé de l'École Spéciale des Travaux Publics (ESTP). Après une carrière de 12 ans dans le groupe Bouygues (1990-2001), où il a notamment été Directeur Développement de la filiale SCREG Bâtiment, il rejoint Covivio en septembre 2002.

Après avoir été Directeur Immobilier en charge des Grands Projets de Développement Tertiaire, il supervise aujourd'hui l'ensemble des activités Bureaux de Covivio (développement, Asset Management, Property Management). Olivier Estève est Directeur Général Délégué, en charge de la stratégie Bureaux, de Covivio.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Membre du Comité d'Audit

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 6 avril 2011

Date de renouvellement : AG du 16 avril 2014, 7 avril 2017, 6 avril 2018 et 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Directeur Général Délégué : Covivio (SA), société cotée

Président : Covivio 2 (SAS), Société du Parc Trinité d'Estienne d'Orves (SAS) (depuis le 05/11/2021), Hotel N2 (SASU) (depuis le 06/12/2021)

Président Directeur Général : République (SA) (jusqu'au 25/01/2022)

Représentant permanent de Covivio, Administrateur : Foncière Développement Logements – FDL (SA)

Membre du Comité d'Audit : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Vice-Président du Conseil de Surveillance : Covivio Immobilier SE (société Européenne de droit allemand)

Président du Conseil d'Administration : Central Societa Di Investimento Per Azioni a Capitale Fisso (société par actions de droit italien)

Gérant : SNC Jean Jacques Bosc, SCI Terre Neuves, SCI Rue de la Louisiane, Covivio Développement (SNC), Covivio Ravinelle (SARL), EuroMarseille Invest (EURL), Covivio 4 (EURL), Covivio 7 (EURL), Fédération (EURL), BGA Transaction (SARL), Foncière Margaux (SARL), SARL du 106-110, rue des Troènes, Telimob Paris SARL, Imefa 127 (SCI), SCI Atlantis, SCI Pompidou Metz, SNC Palmer Plage, SCI Dual Center, Lenopromo (SNC), SCI Charenton, Latepromo (SNC), Promomurs (SNC), Covivio Participations (EURL), SCI Avenue de la Marne, Omega B (SARL), SCI Rueil B2, Wellio SNC, SNC Le Clos Chanteloup, SNC Bordeaux Lac, SNC Sucy Parc, SNC Gambetta Le Raincy, Orly Promo (SNC), Silexpromo (SNC), SCI du 21, rue Jean Goujon, SNC La Marina Fréjus, SNC Villouvette Saint Germain, SNC Gauguin St-Ouen-l'Aumône, SNC Le Printemps Sartrouville, SNC Normandie Niemen Bobigny, SCI Cité Numérique, SCI Danton Malakoff, SNC Meudon Bellevue, SNC Tours Coty, SNC Valence Victor HUGO, SNC Nantes Talensac, SNC Marignane St Pierre, Fructipromo, SNC André Lavignolle, SNC Saint Germain Hennemont, SNC Antony Avenue De Gaulle, SNC Aix en Provence Cezanne, Covivio Alexanderplatz S.à.r.l (société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois)

Co-Gérant : SCI EuroMarseille 1, SCI EuroMarseille 2

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Représentant légal de République, Président : Société du Parc Trinité d'Estienne d'Orves (jusqu'au 05/11/2021)

Président du Conseil d'Administration : Office CB 21 (SPPICAV) (fin en 2018)

Président du Comité d'Investissement : République (SA) (fin en 2017), Covivio Hotels (SCA), société cotée (fin en 2018)

Représentant légal de Covivio 2, Gérant de SCI Holding Bureaux Cœur d'Orly, elle-même Gérant : SCI Cœur d'Orly Bureaux (fin en 2018)

Représentant légal de Covivio 2, Gérant de SNC Holding Commerces Cœur d'Orly, elle-même Gérant : SNC Cœur d'Orly Commerces (fin en 2018)

Représentant légal de Covivio 2, Gérant : SNC Cœur d'Orly Commerces (fin en 2019), SCI Holding Bureaux Cœur d'Orly (fin en 2018), SNC Holding Commerces Cœur d'Orly (fin en 2018)

Représentant légal de Covivio, Gérant : SCI du 288, rue Duguesclin (jusqu'au 30/09/2021), SCI Ruhl Côte d'Azur (fin en 2019), SCI Omega A (fin en 2018), SCI Omega C (fin en 2018), SCI Raphaël (fin en 2018)

Membre du Comité d'Investissement : Foncière Développement Logements – FDL (SA) (fin en 2017)

Représentant permanent de Covivio 2, Administrateur : Foncière Développement Logements – FDL (SA), société cotée (fin en 2017)

Gérant : SARL du 2, rue Saint Charles (jusqu'au 30/09/2021), SNC Sully Chartres (jusqu'au 30/09/2021), SCI Rueil B3 B4 (fin en 2019), SCI Palmer Montpellier (fin en 2019), SARL du 25-27 Quai Félix Faure (fin en 2019), SNC Foncière Palmer (fin en 2017), EURL Languedoc 34 (fin en 2017), SNC Palmer Transactions (fin en 2017), SCI EuroMarseille 3 (fin en 2017), SARL du 11, rue Victor Leroy (fin en 2017),

Représentant légal de Foncière Margaux, Gérant : SCI du 2, rue de l'Il (jusqu'au 30/09/2021), SCI du 35/37, rue Louis Guérin (fin en 2020), SCI du 8 rue M. Paul (fin en 2020), SCI du 682, cours de la Libération (fin en 2019), SCI du 11, avenue de Sully (fin en 2017), SNC du 9, rue des Cuirassiers (fin en 2017),

Représentant légal de Telimob Paris SARL, Gérant : Telimob EST SNC (jusqu'au 30/11/2021),

Représentant légal de SCI EuroMarseille 1, Gérant : SCI EuroMarseille BH (jusqu'au 30/04/2021) SCI EuroMarseille BL (fin en 2018), SCI EuroMarseille BH2 (fin en 2018)

Représentant légal de SCI EuroMarseille 2, Gérant : SCI EuroMarseille M (fin en 2017)

Représentant légal de Covivio, Co-Gérant : Chartres Avenue de Sully (SCCV) (fin en 2020)

Olivier Estève

Fonction principale exercée :

Directeur Général Délégué de Covivio

Né le 18 septembre 1964 à Alger (Algérie)

Nationalité française

Adresse professionnelle :
30, avenue Kléber 75116 Paris

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021 : 842

Mandats exercés au sein du groupe Covivio (suite) :

Représentant légal de Fédération, Gérant : Federimmo (SCI)

Représentant légal de Telimob Paris SARL, Gérant : Telimob Nord SNC, Telimob Ouest SNC, Telimob PACA SNC, Telimob Paris SNC, Telimob Rhône-Alpes SNC, Telimob Sud-Ouest SNC

Représentant légal de Foncière Margaux, Gérant : SCI du 1, rue de Châteaudun, SCI du 3, place A. Chaussy, SCI du 10 bis et 11 à 13, allée des Tanneurs, SCI du 20, avenue Victor Hugo, SCI du 32, avenue P. Grenier, SCI du 40, rue Jean-Jacques Rousseau, SCI du 125, avenue du Brancolar, SCI du 1630, avenue de la Croix Rouge

Représentant légal de SCI EuroMarseille 1, Gérant : SCI EuroMarseille B1,

Représentant légal de SCI EuroMarseille 2, Gérant : SCI EuroMarseille PK, SCI EuroMarseille H

Représentant légal de Covivio 2, Gérant : SCI Cœur d'Orly Bureaux,

Représentant légal de République, Gérant : Gespar (SC) (jusqu'au 25/01/2022), Parking de la Comédie (SNC) (jusqu'au 25/01/2022), Parking de la Gare Charles de Gaulle (SNC) (jusqu'au 25/01/2022)

Représentant légal de Covivio, Gérant : SCI Lenovilla, SCI Latécoère, SCI Esplanade Belvédère II (jusqu'au 25/01/2022), SCI Le Ponant 1986, SCI 11, place de l'Europe, SCI Latécoère 2, SCI Meudon Saulnier, SCI du 15, rue des Cuirassiers, SNC du 9, rue des Cuirassiers, SCI N2 Batignolles, SCCV Bobigny Le 9e Art, Chartres Avenue de Sully (SCCV)

Représentant légal de Covivio, Président : Technical (SAS), 6, rue Fructidor (SAS)

Représentant légal de Covivio, Co-Gérant : Fontenay-sous-Bois Rabelais (SCCV), SNC Cœur d'Orly Promotion

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant



Najat Aasqui

Fonction principale exercée :

Responsable des Portefeuilles actions et foncières chez Crédit Agricole Assurances

Née le 30 janvier 1982 à Lille

Nationalité française

Adresse professionnelle :
16/18, boulevard de Vaugirard
75015 Paris

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021 : 6 (dont 1 en prêt de titres)

Biographie

Najat Aasqui est titulaire d'un DESS en Banque et Finance (Paris X) et d'une maîtrise d'Économie (Lille I). Elle a rejoint Crédit Agricole Assurances en 2017 en tant que chargée d'investissements (*Private Equity* et actions cotées). En mars 2019, elle a été nommée Responsable des Portefeuilles de Placements actions cotées & foncières chez CAA. Au préalable, Najat a exercé plusieurs fonctions en banque d'entreprise notamment en financement d'acquisition au sein du groupe Crédit Agricole.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : Assemblée Générale du 7 mai 2020

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Néant

Mandats exercés en dehors du groupe :

Représentant permanent de PREDICA : Membre du Conseil de Surveillance Altarea COGEDIM, Membre du Conseil de Surveillance ARGAN (SA cotée), Membre du Conseil d'Administration de SFL (jusqu'en août 2021), Membre du Conseil d'Edison Renewables SPA (depuis décembre 2021)

Membre du Comité d'Audit ARGAN (SA cotée)

Membre du Comité des Rémunérations et des Nominations ARGAN (SA cotée)

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Néant

Covivio

18, avenue François Mitterrand
57000 Metz

RCS Metz 364 800 060

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 64 921 557**

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : AG du 30 novembre 2004

Date de renouvellement : AG des 15 avril 2008, 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017 et 5 avril 2019

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Administrateur : Foncière Développement Logements – FDL (SA), République (SA) (jusqu'au 25/01/2022)

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Président : Technical (SAS), 6, rue Fructidor

Gérant : SCI Esplanade Belvédère II (jusqu'au 25/01/2022), SCI Le Ponant 1986, SCI Lenovilla, SCI Latécoère, SCI Latécoère 2, SCI Meudon Saulnier, SCI 11, place de l'Europe, SCI du 15, rue des Cuirassiers, SCI du 9, rue des Cuirassiers, SCI N2 Batignolles, SCCV Bobigny Le 9^e Art, Chartres Avenue de Sully

Co-Gérant : SNC Cœur d'Orly Promotions, Fontenay-sous-Bois Rabelais (SCCV)

Mandats exercés en dehors du groupe :

Membre du Comité Exécutif : Fondation Palladio (Fondation)

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Gérant : SCI du 288, rue Duguesclin (jusqu'au 30/09/2021), SCI Ruhl Côte d'Azur (fin en 2019), SCI Omega A (fin en 2018), SCI Omega C (fin en 2018), SCI Raphaël (fin en 2018)

Co-Gérant : Chartres Avenue de Sully (SCCV) (fin en 2020)



Laurie Goudallier

Fonction principale exercée :

Chief Transformation & IT Officer

Née le 15 mars 1987 à Versailles

Nationalité française

Adresse professionnelle :
30, avenue Kléber 75116 Paris

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0**

Biographie

Laurie Goudallier est *Chief Digital & IT Officer* de Covivio depuis 2018, et à ce titre membre de l'*Executive Committee*. Elle a pour mission de piloter la transformation digitale et informatique du groupe en Europe, au service d'une organisation centrée sur le Client. Diplômée d'HEC en 2011, elle a démarré sa carrière à la Direction du Corporate Développement et de la Communication de Covivio, comme Analyste Capital Markets (M&A). Elle a ensuite occupé le poste d'Attachée de Direction auprès du Directeur Général avant d'être promue, fin 2015, Responsable Administratif et Financier du pôle Bureaux France.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Représentant permanent de Covivio, membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : 18 octobre 2019

Date de renouvellement : n/a

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Représentant permanent de Covivio, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Néant

Covivio Participations

30, avenue Kléber
75116 Paris

RCS Paris 813 753 613

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 1**

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 18 novembre 2015

Date de renouvellement : AG des 7 avril 2017 et 7 mai 2020

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur : Foncière Développement Logements – FDL (SA) (fin en 2017)



Joséphine Lelong-Chaussier

Fonction principale exercée :

Directrice Juridique Corporate M&A du groupe Covivio

Née le 7 janvier 1983
à Neuilly-sur-Seine

Nationalité française

Adresse professionnelle :
8, avenue Kléber 75116 Paris

Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0

Biographie

Diplômée de l'ESSEC, de Paris I – La Sorbonne et du Barreau de Paris, Joséphine Lelong-Chaussier a exercé pendant près de 10 ans en tant qu'avocate au sein du cabinet Freshfields Bruckhaus Deringer puis du cabinet De Pardieu Brocas Maffei, avant de rejoindre Covivio en 2015. Elle est aujourd'hui Directrice Juridique Corporate M&A du groupe Covivio.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Représentant permanent de Covivio Participations, membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : 26 octobre 2018

Date de renouvellement : AG du 7 mai 2020

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Représentant permanent de Covivio Participations, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Administrateur : B2 Hotel Invest (SPICCAV) (depuis le 16 novembre 2021), Office CB 21 (SPICCAV) (depuis le 17 novembre 2021)

Mandats exercés en dehors du groupe :

Membre du Comité d'attribution des bourses : Fondation Palladio (Fondation)

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Néant

Foncière Margaux

30, avenue Kléber
75116 Paris

RCS Paris 439 434 309

Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 1

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 13 juillet 2018

Date de renouvellement : AG du 7 mai 2020

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Gérant : SCI du 1, rue de Châteaudun, SCI du 3, place A. Chaussy, SCI du 10 bis et 11 à 13, allée des Tanneurs, SCI du 20, avenue Victor Hugo, SCI du 32, avenue P. Grenier, SCI du 40, rue Jean-Jacques Rousseau, SCI du 125, avenue du Brancolar, SCI du 1630, avenue de la Croix Rouge

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Gérant : SCI du 2, rue de l'III (jusqu'au 30/06/2021), SCI du 8, rue M. Paul (fin en 2020), SCI du 35/37 Rue Louis Guérin (fin en 2020), SCI du 682, cours de la Libération (fin en 2019), SCI du 11, avenue de Sully (fin en 2017), SCI du 9, rue des Cuirassiers (fin en 2017),



Marielle Seegmuller

Fonction principale exercée :

Directrice des Opérations de Covivio

Née le 17 octobre 1972 à Saint-Brieuc

Nationalité française

Adresse professionnelle : 30, avenue Kléber 75116 Paris

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021 : 0

Biographie

Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Reims, Marielle Seegmuller détient également un *Executive MBA* de HEC et est titulaire du DESCF.

Dotée de près de 20 ans d'expérience dans le secteur immobilier, Marielle Seegmuller était en poste chez GE Real Estate depuis 1997, où elle a notamment été responsable de différentes activités en France et en Europe (Participations, Business Développement, Arbitrages...) puis en charge de la Direction de la plateforme française.

Depuis septembre 2016, Marielle Seegmuller occupe le poste de Directrice des Opérations chez Covivio. À ce titre, elle pilote notamment les activités d'*asset* et de *Property Management* en France.

Marielle Seegmuller est membre du Cercle des Femmes de l'Immobilier.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Représentant permanent de Foncière MARGAUX, membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : 7 avril 2017

Date de renouvellement : AG du 7 mai 2020

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Représentant permanent de Foncière MARGAUX, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Président du Conseil d'Administration : Office CB 21 SPPICAV,

Directeur Général et Administrateur : Foncière Développement Logements – FDL SA

Gérant : Covivio Property SNC

Membre du Comité de Partenariat : 6 Rue Fructidor (SAS), SCI Du 15 Rue Des Cuirassiers, SCI Du 9 Rue Des Cuirassiers, SCI Latécoère, SCI Latécoère 2, SCI Euromarseille 1, SCI Euromarseille 2, Federimmo (SCI), SCI 11 Place De L'europe

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Représentant légal de Foncière Développement Logements – FDL, Gérant : Société Civile Immobilière du 26/28, rue Jacques Dulud à Neuilly-sur-Seine (SCI) (jusqu'au 31/03/2021) IMEFA Quarante Six SCI (fin en 2019), Société Civile Immobilière Suresnes 2 SCI (fin en 2019), IMEFA Quatre Vingt Quinze SCI (fin en 2020), 25, rue Gutenberg (SCI) (fin en 2019)

Représentant permanent de GFR Kleber, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée (fin en 2018)

Représentant permanent de Covivio, Administrateur : Foncière Développement Logements (SA) (fin en 2017)

Predica

16/18, boulevard de Vaugirard 75015 Paris

RCS Paris 334 028 123

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021 : 21 266 435

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : AG du 30 novembre 2004

Date de renouvellement : AG des 15 avril 2008, 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017 et 5 avril 2019

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Administrateur : Covivio (SA), société cotée, B2 Hôtel Invest OPPCI

Mandats exercés en dehors du groupe :

Administrateur : AEW Immo commercial (OPCI), Fonds Nouvel Investissement 1 SICAV, Fonds Nouvel Investissement 2 SICAV, Aéroport de Paris SA (société cotée), Gecina (SA, société cotée), Messidor OPCI, Frey (SA, société cotée), la Médicale de France (SA), CAAM Mone Cash (SICAV), Korian (SA, société cotée), CAA Commerces 2 OPCI, Patrimoine et Commerce SCA, Carmila (société cotée), Previsio Obsèques SA, Lesica, Semmaris, Fonds Stratégique de Participations SICAV, Argan (société cotée), Française des Jeux (société cotée)

Membre du Conseil de Surveillance : Altarea (SCA, société cotée), Effi Invest II SCA, Interfimo (SA), Sopresa SA, CA Grands Crus SAS, PREIM Healthcare

Co-Gérant : Predicare (SARL)

Censeur : Siparex Associés SA, Tivana France Holding (SAS)

Président : Predi Rungis, Predica Bureaux (OPCI)

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Membre du Conseil de Surveillance : Effi Invest I SCA (fin en 2018),

Administrateur : Eurosic (SA, société cotée) (fin en 2017), Sanef (SA, société cotée) (fin en 2018), Louvresses Development I SAS (fin en 2018), République (SA) (fin en 2017), CA Life Greece SA (société étrangère – fin en 2018), Ramsay Générale de Santé (SA, société cotée fin en 2018), Foncière Développement Logements (SA, société cotée) (fin en 2017), River Ouest OPCI (fin en 2019)

Président : Citadel SAS, Citadel Holding SAS



Emmanuel Chabas

Fonction principale exercée :

Responsable des investissements immobiliers de Crédit Agricole Assurances

Né le 8 décembre 1976 à Boulogne-Billancourt (92100)

Nationalité française

Adresse professionnelle : 16/18, boulevard de Vaugirard 75015 Paris

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021 : 0

Biographie

Emmanuel Chabas est diplômé de l'ESSEC. Il a débuté sa carrière en contrôle de gestion et audit interne au sein du groupe BNP PARIBAS en 2001. Il a ensuite rejoint BNP Paribas Cardif en 2006 en tant que responsable des acquisitions immobilières.

Depuis septembre 2015, il occupe le poste de Responsable des investissements Immobiliers de Crédit Agricole Assurances.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Représentant permanent de Predica, membre du Conseil de Surveillance

Membre du Comité d'Audit

Date de nomination : 17 février 2016

Date de renouvellement : AG du 7 avril 2017 et 5 avril 2019

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Représentant permanent de Predica, Administrateur : B2 Hôtel Invest (OPPCI)

Représentant permanent de Predica, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA, société cotée)

Membre du Comité d'Audit : Covivio Hotels (SCA, société cotée)

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Immobilien SE (société Européenne de droit allemand)

Membre du Comité de Partenariat : SCI Latécoère, SCI Latécoère 2, SCI 11, place de l'Europe.

Mandats exercés en dehors du groupe :

Représentant Permanent de Predica, Administrateur : OPCI CAA Commerces 2, OPCI Predica Bureaux, SCI Frey Retail Villebon

Président du Conseil d'Administration : Camp Invest OPPCI, Iris Invest 2010 OPPCI

Représentant Permanent de Predica, membre du Conseil de Surveillance : SCPI Unipierre Assurance, PREIM Healthcare

Représentant Permanent de Predica et Spirica : SCI Académie Montrouge

Représentant de la SCI Imefa 34, Administrateur : OPCI Predica Habitation

Président du Conseil d'Administration : OPCI Messidor, OPCI Eco Campus, OPCI Predica Commerces, OPCI Massy Bureaux

Membre de l'Advisory Board : OPCI ALTA COMMERCES EUROPE

Administrateur, Président Directeur Général : SA Foncière Hypersud

Représentant de Predica : SCI Tour Merle, SCI Distripole Porte de France, SAS Fonds Eurooffice

Membre du Comité Stratégique : Heart of La Défense

Membre du Conseil d'Administration et du Comité des Nominations et Rémunérations : Icade SA

Membre du Comité de Supervision : Icade Santé SAS

Représentant de Predica, membre : Advisory Committee du fonds Ardian

Co-Gérant : CAA Stern GmbH (société autrichienne)



Emmanuel Chabas

Fonction principale exercée :

Responsable des investissements immobiliers de Crédit Agricole Assurances

Né le 8 décembre 1976 à
Boulogne-Billancourt (92100)

Nationalité française

Adresse professionnelle :
16/18, boulevard de Vaugirard
75015 Paris

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0**

Mandats exercés en dehors du groupe (suite) :

Gérant : SCI Montparnasse Cotentin, Lux Leudelange SARL (société luxembourgeoise), L2A SA (société luxembourgeoise), L2B SA (société luxembourgeoise), SCI AEV CA, SCI Dahlia, SCI DS Campus, SCI New Vélizy, SCI Imefa 1, SCI Imefa 2, SCI Imefa 3, SCI Imefa 4, SCI Imefa 5, SCI Imefa 6, SCI Imefa 8, SCI Imefa 9, SCI Imefa 10, SCI Imefa 11, SCI Imefa 12, SCI Imefa 13, SCI Imefa 16, SCI Imefa 17, SCI Imefa 18, SCI Imefa 20, SCI Imefa 22, SCI Imefa 25, SCI Imefa 32, SCI Imefa 33, SCI Imefa 34, SCI Imefa 35, SCI Imefa 36, SCI Imefa 37, SCI Imefa 38, SCI Imefa 39, SCI Imefa 42, SCI Imefa 43, SCI Imefa 44, SCI Imefa 45, SCI Imefa 47, SCI Imefa 48, SCI Imefa 49, SCI Imefa 50, SCI Imefa 51, SCI Imefa 52, SCI Imefa 53, SCI Imefa 54, SCI Imefa 57, SCI Imefa 58, SCI Imefa 60, SCI Imefa 61, SCI Imefa 62, SCI Imefa 63, SCI Imefa 64, SCI Imefa 66, SCI Imefa 67, SCI Imefa 68, SCI Imefa 69, SCI Imefa 72, SCI Imefa 73, SCI Imefa 74, SCI Imefa 76, SCI Imefa 77, SCI Imefa 78, SCI Imefa 79, SCI Imefa 80, SCI Imefa 81, SCI Imefa 82, SCI Imefa 83, SCI Imefa 84, SCI Imefa 85, SCI Imefa 89, SCI Imefa 91, SCI Imefa 92, SCI Imefa 96, SCI 100, SCI Imefa 101, SCI Imefa 102, SCI Imefa 103, SCI Imefa 104, SCI Imefa 105, SCI Imefa 107, SCI Imefa 108, SCI Imefa 109, SCI Imefa 110, SCI Imefa 112, SCI Imefa 113, SCI Imefa 115, SCI Imefa 116, SCI Imefa 117, SCI Imefa 118, SCI Imefa 120, SCI Imefa 121, SCI Imefa 122, SCI Imefa 123, SCI Imefa 126, SCI Imefa 128, SCI Imefa 129, SCI Imefa 131, SCI Imefa 132, SCI Imefa 140, SCI Imefa 148, SCI Imefa 149, SCI Imefa 150, SCI Imefa 155, SCI Lyon Tony Garnier (ex-Imefa 156), SCI Villeurbanne-La Soie Îlot H (ex-Imefa 157), SCI Imefa 158, SCI Imefa 159, SCI Imefa 161, SCI Imefa 162, SCI Imefa 163, SCI Imefa 164, SCI Imefa 165, SCI HDP Bureaux (ex-Imefa 166), SCI HDP Hôtel (ex-Imefa 167), SCI HDP la Halle (ex-Imefa 168), SCI Imefa 169, SCI Imefa 170, SCI Imefa 171, SCI Imefa 172, SCI Imefa 173, SCI Imefa 174, SCI Imefa 175, SCI Imefa 176, SCI Imefa 177, SCI Imefa 178, SCI Imefa 179, SCI Imefa 180, SCI Imefa 181, SCI Imefa 182, SCI Imefa 183, SCI Imefa 184, SCI Imefa 185, SCI Imefa 186, SCI Imefa 187, SCI Imefa 188, SCI Imefa 189, SCI Imefa 190, SCI Imefa 192, SCI Imefa 193, SCI Imefa 194, SCI Imefa 195, SCI Imefa 196, SCI Spirica Boisseau, SCI Imefa 198, SCI Imefa 199, SCI Imefa 201, SCI Imefa 202, SCI Imefa 203, SCI Imefa 204, SCI Imefa 205, SCI Imefa 206, SCI Imefa 207, SCI Imefa 208, SCI Imefa 209, SCI Imefa 210, SCI Imefa 211, SCI Imefa 212, SCI Fédérale Péreire Victoire, SCI Federlog, SCI Feder Londres, SCI Fédérale Villiers, SCI Grenier Vellefaux, SCI Médibureaux, SCI Medic Habitation, SCI Vicq d'Azir-Vellefaux, SCI Vicq Neuilly, SCI Féderpierre, SCI 1-3, place Valhubert, SCI Village Victor Hugo

Gérant de Féderpierre, Gérant : SCI Longchamp Montevideo, SCI Féderpierre MichaL, SCI Féderpierre Caulaincourt, SCI Féderpierre Université, SCI Féderpierre Capucines

Gérant de Vicq d'Azir Vellefaux, Gérant : SCI Vicq Neuilly, Président : IRIS Holding France SAS, SAS Holding EuroMarseille, SAS Resico, SAS CA Résidence Seniors, SAS 59-61, rue Lafayette, SAS 81-91, rue Falguière

Membre du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit : Patrimoine et Commerce,

Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit : AccorInvest Group SA (société luxembourgeoise)

Censeur au Conseil de Surveillance : Argan

Membre du Comité Immobilier : FFA

Administrateur et membre du Comité de Rémunération : SICAF Central (société italienne)

Administrateur : OPC I Lapillus 1, SAS Cristal, Météore Italy Srl, Météore Alcalá, Carmila SA, Alta Blue opci Icade Healthcare Europe

Président du Comité de Partenariat : SCI Dahlia, IRIS Holding France SAS, SCI Holding Dahlia

ACM Vie SA

4, rue Frédéric-Guillaume
Raiffeisen
67000 Strasbourg
RCS Strasbourg 332 377 597

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 11 473 544**

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : AG du 30 novembre 2004

Date de renouvellement : AG des 15 avril 2008, 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017, 6 avril 2018 et 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Administrateur : Covivio (SA), société cotée.

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

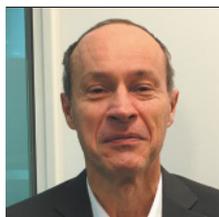
Administrateur : Serenis Assurances SA, ACM GIE, ACM Services SA, Foncière Masséna SA, Agrupacio ACMI de Seguros y Reaseguros SA, GACM Seguros Generales, Compania de Seguros y Reasuraguros SAU, GACM Espagne SA, Valinvest Gestion

Membre du Conseil de Surveillance : SCPI CMCIC Pierre Investissement, SCPI Crédit Mutuel Pierre 1, SCPI Selectipierre 1, SCPI Logipierre 1, SCPI Logipierre 3

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Membre du Conseil de Surveillance : SCPI Ouest Pierre Investissement (fin en 2017)

Administrateur : Partners Assurances SA (société étrangère) (fin en 2017),



François Morisson

Fonction principale exercée :
Gérant Actions ACM

Né le 22 juin 1965 à
Levallois-Perret (92300)

Nationalité Française

Adresse : 96, boulevard
Haussmann 75008 Paris

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0**

Biographie

François Morisson est titulaire d'un DESS de finance de l'université Paris-IX, Dauphine et d'un diplôme d'analyste financier (Chartered Financial Analyst). Il exerce depuis 2001 en tant que Gérant actions au sein des Assurances du Crédit Mutuel. Auparavant, François Morisson a exercé les fonctions de Gérant obligataire chez Invesco (1997-2000) et au Crédit Lyonnais (1994-1996).

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Représentant permanent d'ACM Vie, membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 6 avril 2011

Date de renouvellement : AG du 16 avril 2014, 7 avril 2017, 6 avril 2018 et 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Représentant permanent d'ACM Vie, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Administrateur : B2 Hôtel Invest SPPICAV

Mandats exercés en dehors du groupe :

Néant

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur : Eurosic SA, société cotée

Generali Vie

2, rue Pillet Will 75009 Paris
RCS Paris 602 062 481

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 10 854 860**

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : AG du 30 novembre 2004

Date de renouvellement : AG des 15 avril 2008, 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017 et 5 avril 2019

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Administrateur : Generali IARD SA, Generali Luxembourg SA, société de droit étranger, GFA Caraïbes, Association The Human Safety Net France (THSN France), Objectif Sélection (Lazard Frères Gestion), Fonds Nouvel Investissement 1, Fonds Nouvel Investissement 2, Risque et Sérénité, Reconnaissance Europe, Covivio Immobilien SE (société européenne), Carte Blanche, Comgest Monde, Fonds de dotation The Human Safety Net France, Mercialys (société cotée), Advize Group

Censeur de : Fonds Logement Intermédiaire SICAV

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Président : Haussmann Investissement SAS (fin en 2017)

Membre du Conseil de Surveillance : SCPI Fonia Pierre Rendement (fin en 2018)

Administrateur : Europ Assistance Holding SA (fin en 2017), Expert et Finance SA (fin en 2017), Foncière Développement Logements (SA), (fin en 2017) ASSOCIATION POUR LA LOCATION DU MONCEY – BEEOTOP (fin en 2019), VIGEO (fin en 2019), SICAV PALATINE MEDITERRANEA (fin en 2019)



Sébastien Pezet

Fonction principale exercée :

**Directeur de l'Europe de l'Ouest
de Generali Real Estate SpA**

Né le 19 août 1975
à Rodez (12000)

Nationalité française

Adresse professionnelle :
2, rue Pillet Will 75009 Paris

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0**

Biographie

Sébastien Pezet est titulaire d'une maîtrise d'économie appliquée à l'audit financier et à la stratégie d'entreprise de l'université de Dauphine, d'un DESS d'ingénierie immobilière et d'un DECF. Il a débuté sa carrière en 2000 chez Archon Group. Il a ensuite rejoint Generali en 2002. Depuis juillet 2015, il occupe le poste de Responsable en France de Generali Real Estate SpA ainsi que le Royaume-Uni et la Belgique depuis 2018.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

**Représentant permanent de Generali Vie, membre du
Conseil de Surveillance**

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 18 novembre 2008

Date de renouvellement : AG des 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017 et 5 avril 2019

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

**Représentant permanent de Generali Vie, membre du
Conseil de Surveillance :** Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Responsable en France de : Generali Real Estate SpA

Président du Conseil d'Administration et Administrateur : OFI GRI, OFI GB 1 (SPPICAV SAS)

**Représentant permanent de Generali Vie, membre du
Conseil d'Administration :** Mercialys (SA) (société cotée)

**Représentant permanent de Generali Real Estate,
membre du Conseil d'Administration :** Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Président du Conseil d'Administration et Administrateur : SPPICAV Generali Résidentiel (fin en 2018), SPPICAV Generali Bureaux (fin en 2018), Immobilière Commerciale des Indes Orientales « ImmoCIO » (fin en 2018)

Membre du Conseil de Surveillance : SA ANF Immobilier (fin en 2018)

**Représentant permanent de Generali IARD, membre et
Administrateur de :** Association pour la location du Moncey – Beeotop (fin en 2019)

**Représentant de Generali Real Estate, Administrateur
de :** Fédération des Sociétés Immobilière et Foncière

Représentant de Generali à la FFA : Comité Immobilier Économique et Financier

Représentant permanent de Generali Vie, Gérant : SCI Generali Pierre, SCI Parcolog Orchies, SCI Parcolog Gondreville Fontenoy 2 (fin en 2017)

**Représentant permanent de Generali Vie, membre du
Conseil de Surveillance de :** Immeo AG (société européenne), Foncière Développement Logements SA (société cotée)

Cardif

Assurance Vie

1, boulevard Haussmann

75009 Paris

RCS Paris 732 028 154

Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 15 701 102

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Président du Comité d'Audit

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 19 février 2008

Date de renouvellement : AG des 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017 et 5 avril 2019

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée,

Président du Comité d'Audit : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Administrateur : Icade Santé SA, AEW Immo commercial SPPICAV, BNP Paribas Diversipierre SPPICAV, Carmila SA, société cotée, Frey SA, société cotée, Powerhouse Habitat SAS, Shopping Property Fund 1 SPPICAV, Health Property Fund 1 SPPICAV, Cardif El Djazair (société par action de droit algérien), Assu-Vie Société Française d'Assurance sur la Vie SA, Icade Healthcare Europes SPPICAV SAS

Membre du Conseil de Surveillance : BNP Paribas REIM France SA, Opéra Rendement SCPI, Primonial, Capimmo SCI, Dauchez SA, CFH SA, Placement Ciloger 3 SCPI, FLI SCI, Accès Valeur Pierre SCPI, Korian & Partenaires Immobilier 1 SCI, Korian & Partenaires Immobilier 1.2 SAS

Membre du Comité de Surveillance : PREIM Healthcare SAS, PWH Sppicav SAS, Hemisphere SCI, Certivia 2 SICAV

Membre du Comité d'Investissement : FREY SA, société cotée

Membre du Comité d'Audit : Frey SA, société cotée

Membre du Comité de Pilotage : Forey (Frey société cotée)

Membre du Comité RSE : Carmila SA, société cotée

Gérant : SCI Cardif Logements, SCI BNP Paribas Pierre I, SCI BNP Paribas Pierre II, SC Cardimmo, SC Corosa, SCI Défense Étoile, SCI Défense Vendôme, SCI Étoile du Nord, SCI rue Maussorgski, SCI Odyssée, SCI Paris Cours de Vincennes, SCI Pantin Les Moulins, SCI Reuil Caudron, SCI Rueil Ariane, SCI Valeur Pierre Épargne, SCI 68/70, rue de Lagny Montreuil, SCI Bobigny Jean Rostand, SCI Saint Denis Jade, SCI Saint Denis Landy, SCI Fontenay Plaisance, SCI Nanterre Guillaeraies, SCI Nantes Carnot, SCI Citylight Boulogne, SCI Saint Denis Mitterrand, SCI Villeurbanne Stalingrad, SCI Le Mans Gare, SCI Paris Batignolles, SNC Les Résidences, SCI Turennes, SCI Bouléragny, SCI Vendôme Athènes, SECAR (Société Civile pour l'Étude et l'Aménagement du Centre d'Affaires Régional de Rungis), SCI Paris Grande Armée

Président : SAS FDI Poncelet

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur : Foncière Développement Logement (SA), société cotée (fin en 2017), Office Français de Prévoyance Funéraire,

Membre du Comité des Rémunérations : Foncière Développement Logement (SA), société cotée (fin en 2017)

Membre du Comité d'Investissements : Foncière Développement Logement (SA), société cotée (fin en 2017)

Membre du Comité Stratégique : FDM Management SAS (fin en 2018)

Membre du Comité d'Investissement : Covivio Hotels SCA, société cotée (fin en 2018)

Gérant : SCI Clichy Nuovo (fin en 2018)

Censeur : BNP Paribas REPM France SAS

Membre du Conseil de Surveillance : France Investipierre SCPI

Membre du Comité de Surveillance : Plein Air Property Fund SPPICAV

Membre du Comité de Supervision : Icade Santé SAS



Nathalie Robin

Fonction principale exercée :

**Directeur Immobilier
BNP Paribas Cardif**

Née le 19 novembre 1962
à Paris (75012)

Nationalité française

Adresse professionnelle :
8, rue du Port
92728 Nanterre Cedex

**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 0**

Biographie

Nathalie Robin est titulaire d'un DESS de Droit Immobilier et exerce les fonctions de Directeur Immobilier de BNP Paribas Cardif (suite au rapprochement de BNP et de Paribas) depuis 2001. Auparavant elle exerçait les fonctions de Directeur Immobilier de Natio Vie (groupe BNP) entre 1989 et 2001.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Conseil de Surveillance

Président du Comité d'Audit

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 19 février 2008

Date de renouvellement : AG des 4 avril 2011, 16 avril 2014, 7 avril 2017 et 5 avril 2019

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée,

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Immobilier SE (société européenne de droit allemand)

Président du Comité d'Audit : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, Administrateur : AEW Immocommercial SPPICAV, Powerhouse Habitat SAS, Carmila SA, BNP Paribas Diversipierre SPPICAV, Frey SA, société cotée, Icade Healthcareurope SPPICAV SAS

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Conseil de Surveillance : BNP Paribas REIM France SA, Opéra Rendement SCPI, Primonial Capimmo SCI, Dauchez SA, CFH SA, Placement Ciloger 3 SCPI, FLI SCI, Accès Valeur Pierre SCPI, Korian & Partenaires Immobilier 1 SCI, Korian & Partenaires Immobilier 1.2 SAS

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Comité de Surveillance : PREIM Healthcare SAS, PWH SPPICAV SAS, Hemisphere SCI, Certivia 2 SICAV

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Comité d'Investissement : Frey SA, société cotée

Représentant permanent de Cardif ASSURANCE Vie, membre du Comité d'Audit : Frey SA, société cotée

Représentant permanent de Cardimmo, Administrateur : HIGH Street Retail SAS SPPICAV

Président du Comité Stratégique des Investissements : Carmila

Membre du Conseil d'Investissement : Botipart Participations SAS

Membre du Conseil Consultatif : Fonds de Logement Intermédiaire II (FLI II) SAS SPPICAV, Hestia Holding SAS SPPICAV

Membre du Conseil des Associés : Société Civile pour l'Étude et l'Aménagement du Centre d'Affaires Régional de Rungis (SECAR)

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, Membre du Comité de Pilotage : Forey (Frey société cotée)

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie Membre du Comité RSE : Carmila SA, société cotée

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, Administrateur : Foncière Développement Logements (SA), société cotée (fin en 2017)

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Comité des Rémunérations : Foncière Développement Logements (SA), société cotée (fin en 2017)

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Comité d'Investissements : Foncière Développement Logements (SA), société cotée (fin en 2017)

Membre du Comité Stratégique : FDM Management SAS (fin en 2018)

Membre du Comité d'Investissement : Covivio Hotels SCA, société cotée (fin en 2018)

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, Censeur au Conseil d'Administration : BNP Paribas REPM France SAS

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Conseil de Surveillance : France Investipierre SCPI

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Comité de Supervision : Icade Santé SAS

Représentant permanent de Cardif Assurance Vie, membre du Comité de Surveillance : Plein Air Property Fund SPPICAV



Adriana Saitta

Fonction principale exercée :
Conseiller indépendant

Née le 9 juin 1970 à Rome
Nationalité italienne
Adresse professionnelle :
18, rue du Quatre-Septembre
75002 Paris
**Nombre d'actions détenues
au 31 décembre 2021 : 10**

Biographie

Diplômée en Business Administration auprès de l'université Bocconi, Adriana Saitta est titulaire d'un MBA obtenu à l'Insead de Fontainebleau. Elle a débuté sa carrière chez McKinsey & Company, où elle a travaillé pendant neuf ans dans le domaine bancaire et les services financiers ; pendant cette période, elle a assisté plusieurs Institutions Financières italiennes et Européennes de standing et elle a été membre du European leadership Group of Banking and Securities Practice.

Adriana a rejoint Banca Intesa en 2003, où elle a d'abord occupé les fonctions de Head of Consumers' Banking de la Division Banque de Détail italienne puis celles de Head of Retail Banking de la Division Banques étrangères. Fondatrice et Présidente de Intesa Sanpaolo Card d.o.o, elle a été aussi membre de plusieurs Conseils d'Administration au sein du groupe Intesa Sanpaolo dans les pays de l'Europe de l'Est.

Depuis 2015, elle a été Directrice Générale d'Intesa Sanpaolo à Paris et a intégré le Conseil d'Administration de Beni Stabili, groupe Covivio, en 2016. Depuis Avril 2019 elle est aussi membre du Conseil d'Administration et du Comex de Intesa Sanpaolo Luxembourg.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : Conseil de Surveillance du 15 juillet 2020

Date de renouvellement : AG du 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Mandats exercés en dehors du groupe :

Conseiller indépendant : Intesa Sanpaolo Luxembourg

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Conseiller indépendant : Beni Stabili

Sogecap

Tour D2 17 bis, place des Reflets
92919 Paris-La Défense 2

RCS Nanterre 086 380 730

**Nombre d'actions détenues au
31 décembre 2021 : 7 639 782**

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : AG du 6 avril 2018

Date de renouvellement : AG du 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA)

Mandats exercés en dehors du groupe :

Administrateur : Sogelife (société Luxembourgeoise non cotée), SA Carmila, SAS Orientex Holdings, SA BG1 (société luxembourgeoise), SA la Marocaine Vie (société marocaine), SA Frey (société cotée), SPICCAV Oteli France, Fonds Stratégique de Participations, UIB Assurance, Icade Santé, Icade Healthcare Europe, Powerhouse habitat, PREIM Healthcare, Selectirente

Président : SAS SGI Holding SIS

Gérant SCI : Sogevimmo, Pierre Patrimoine, Sogepierre, SGI Immo 1, SGI Healthcare, SGI Immo 3, SGA Immo 5, SGA 45-56 Desmoulins, SGI 1-5 Astorg, SGI 10-16 Ville-l'Évêque, SGI Caen, SGI Vilette, SGI Visitation, SGI Kosmo, 89 Grande Armée, Massy 30, avenue Carnot, 83-85 Grande Armée

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur : Sogecap Liban (société libanaise), Château Mazeyres Pomerol, SA Oradea Vie, Carmila SAS


Yann Briand
Fonction principale exercée :
Directeur Immobilier de Sogecap

Né le 31 mai 1974 à Carhaix-Plouguer (29)

Nationalité française

 Adresse professionnelle :
 17 bis, place des Reflets
 92919 Paris-La Défense 2

**Nombre d'actions détenues
 au 31 décembre 2021 : 0**
Biographie

Yann Briand est titulaire d'un Magistère de Gestion et Aménagement de l'Espace et des Collectivités Locales (Paris IV) et d'un 3^e cycle en Immobilier d'Entreprise (Paris I). Depuis 1999, il a effectué son parcours au sein d'Arthur Andersen, General Electric, Catella et Société Générale en investissement, expertise et conseil immobilier. Depuis 2014, il est Directeur Immobilier de Sogecap en charge des activités d'investissement et d'Asset Management.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :
Membre du Conseil de Surveillance
Date de nomination : AG du 6 avril 2018
Date de renouvellement : AG du 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :
Représentant permanent de Sogecap, membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA), société cotée

Représentant permanent de SOGECAP, Administrateur : OTELI France

Administrateur : KOMBON SAS

Mandats exercés en dehors du groupe :
Représentant permanent de Sogecap, Administrateur : BG1 SA, Carmila, Frey, Icade Santé, Icade Healthcare Europe, Powerhouse habitat, PREIM Healthcare,

Représentant permanent de Sogecap, membre du Comité d'Audit : Carmila

Représentant permanent de Sogecap, membre du Comité des nominations et rémunérations et membre du Comité d'Investissement : Frey

Autre mandat en nom propre : Sogecap Real Estate

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :
Carmila SAS, SGA Resiparis

Caisse des Dépôts et Consignations

56, rue de Lille 75007 Paris

Établissement à statut spécial créé par la loi sur les finances du 28 avril 1816, codifié aux articles L. 518-24 et R. 518-1 à R. 518-42 du Code monétaire et financier

Répertoire SIRENE 180 020 026

**Nombre d'actions détenues
 au 31 décembre 2021 : 7 985 188**
Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :
Membre du Conseil de Surveillance
Date de nomination : AG du 6 avril 2018
Date de renouvellement : AG du 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :
Membre du Conseil de Surveillance : Covivio Hotels (SCA)

Mandats exercés en dehors du groupe :
Administrateur : la Compagnie des Alpes (société cotée), Icade (société cotée), Veolia Environnement (société cotée)

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :
Administrateur : CNP Assurances (société cotée)



Arnaud Taverne

Fonction principale exercée :

Directeur Général de CDC Investissement Immobilier

Né le 18 mai 1973 à Paris

Nationalité française

Adresse professionnelle :
56, rue de Lille 75007 Paris

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2021 : 0

Biographie

Arnaud Taverne est diplômé de l'université Paris IX Dauphine d'un Magistère Banque Finance Assurance (Licence, master 1 et master 2) et d'un master 2 (DEA) en Économie et Finance internationale. Il a débuté sa carrière chez PWC en 1997 (Auditeur Senior Banques et Assurance) avant de rejoindre Arthur Andersen en 2000 (Restructuring Transaction Advisory Services Paris, Senior Manager). En 2006, il a intégré la Direction Financière de Veolia Transport en tant que Responsable acquisitions.

Il a rejoint la Direction Financière du groupe Caisse des Dépôts fin 2007 au sein du département immobilier compte propre et a pris la Direction Générale de CDC Investissement Immobilier en juillet 2014, société d'Asset Management détenue à 100 % par la CDC.

Mandat exercé au sein de Covivio Hotels :

Membre du Conseil de Surveillance

Date de nomination : AG du 6 avril 2018

Date de renouvellement : AG du 8 avril 2021

Date d'expiration du mandat : AG statuant en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mandats exercés au sein du groupe Covivio :

Représentant permanent de Caisse des Dépôts et Consignations, membre du Conseil de Surveillance :
Covivio Hotels (SCA), société cotée

Administrateur : OPCI OTELI France, KOMBON SAS

Mandats exercés en dehors du groupe :

Représentant permanent de la CDC, membre du Conseil d'Administration : OPCI AEW Immocommercial

Représentant permanent de la SASU Logistis 2, membre du Conseil d'Administration : OPCI Foncière Franklin

Membre du Conseil d'Administration : AIH France SA, Compagnie des Alpes (société cotée), Immobilière de la Laine SA (société étrangère)

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

Représentant permanent de la CDC, membre du Conseil d'Administration : OPCI River Ouest, Le Marquis SA

Membre du Conseil d'Administration : OteLi Europe SARL

5.2.2.1.4 Participation au capital des membres du Conseil de Surveillance

La participation au capital des membres du Conseil de Surveillance est présentée dans le rapport de gestion au 1.6.7.

5.2.2.2 Modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil de Surveillance

5.2.2.2.1 Missions du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance assume le contrôle permanent de la gestion de la société tel qu'il est prévu par les articles L. 226-9 et suivants du Code de commerce.

Il établit un rapport à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, qui statue sur les comptes de la société ainsi que lors de toute augmentation ou réduction de capital proposée aux actionnaires.

Toute opération significative doit faire l'objet d'une approbation préalable par le Conseil de Surveillance, étant précisé que les statuts et le Règlement Intérieur liste aussi des opérations spécifiques nécessitant également l'autorisation préalable du Conseil. Elles sont détaillées au point 5.2.1.2 relatif à la limitation des pouvoirs du Gérant.

Il peut en outre, dans la limite d'un certain montant annuel qu'il déterminera, autoriser le Gérant à donner des garanties au nom de la société. Il examine, en outre, la nomination ou la reconduction du Président du Comité d'Audit.

L'accord préalable du Conseil de Surveillance est également requis pour la nomination ou le renouvellement de tout Gérant à l'exception de la nomination du premier Gérant.

Dans ce cadre, le Conseil de Surveillance dispose d'un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la notification qui lui est faite par les associés commandités du projet de nomination ou de renouvellement, pour donner ou refuser son accord.

Dans le cas où, à deux reprises successives à l'intérieur d'une période de deux mois, le Conseil de Surveillance aurait refusé cet accord pour deux candidats successifs, alors que la société est dépourvue de Gérant et que la gérance est exercée provisoirement par les associés commandités, l'accord pourra être donné par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires statuant à la majorité, convoquée par le ou les associés commandités lui soumettant un seul de ces deux candidats.

Au cas où l'accord du Conseil de Surveillance ou de l'Assemblée n'aurait pas été obtenu en application des paragraphes ci-dessus, le ou les commandités nommeront une troisième personne. À défaut d'accord du Conseil de Surveillance sur cette nouvelle personne, sa nomination sera soumise à l'Assemblée Générale Ordinaire qui ne pourra refuser son accord qu'à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

Lorsqu'il est envisagé une cession d'actifs significatifs, le Conseil et le Gérant apprécient l'intérêt stratégique de cette opération et s'assurent que le processus se déroule dans le respect de l'intérêt social. À ce titre le Conseil peut instituer un comité *ad hoc*. Par ailleurs, toute opération significative se situant hors de la stratégie annoncée de la société doit faire l'objet d'une approbation préalable par le Conseil.

Il statue sur l'approbation des conventions réglementées qui lui sont soumises et met en place une procédure permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales remplissent bien ces conditions.

En outre, le Conseil de Surveillance s'attache à promouvoir la création de valeur par la société à long terme en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de ses activités.

Il examine régulièrement, en lien avec la stratégie qu'il a définie, les opportunités et les risques tels que les risques financiers, juridiques, opérationnels, sociaux et environnementaux ainsi que les mesures prises en conséquence. Il s'assure, le cas échéant, de la mise en place d'un dispositif de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence. Il s'assure également que le Gérant met en œuvre une politique de non-discrimination et de diversité en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes.

À ce titre le Conseil de Surveillance a examiné lors de sa séance du 12 février 2021, via le compte rendu du Comité d'Audit du 9 février 2021, la cartographie des risques faisant apparaître notamment les risques financiers, juridiques, opérationnels, sociaux et environnementaux ainsi que les plans d'action associés, la politique du groupe en matière de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence ainsi que les enjeux sociaux et environnementaux de la société.

Le Conseil de Surveillance, lors de sa séance du 18 février 2022, a par ailleurs validé le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise qui présente notamment la politique de diversité appliqué aux membres du Conseil et à la Direction de la société.

Par ailleurs, le Conseil de Surveillance du 27 avril 2021 a examiné la politique RSE du groupe qui fait partie d'une politique européenne pour toutes les activités du groupe Covivio et qui a fait l'objet d'un certain nombre d'études dont notamment une cartographie des risques RSE, une analyse de la trajectoire carbone et la préparation de la déclaration de performance énergétique réalisée à l'échelle européenne. le Conseil a également étudié et validé lors de cette séance la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale, la politique de non-discrimination ainsi que la politique de diversité mise en place au sein du Conseil qui lui ont été présentées.

En outre un Comité RSE au sein de la société Covivio a été créé en juillet 2021, afin d'assister le Conseil d'Administration de la société Covivio dans la conduite de ses travaux en matière de responsabilité environnementale, sociétale, sociale, et en matière de gouvernance et de s'assurer de la prise en compte des sujets relevant de la RSE dans la stratégie du groupe dont Covivio Hotels fait partie et dans sa mise en œuvre au sein du groupe.

5.2.2.2.2 Conventions soumises au Conseil de Surveillance

5.2.2.2.1 Conventions visées à l'article L. 225-37-4 du Code de commerce

Conformément à l'article L. 225-37-4 2° du Code de commerce, nous vous précisons qu'aucune convention n'est intervenue au cours de l'exercice 2021, directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires détenant plus de 10 % des droits de vote de la société, et d'autre part une société contrôlée par la société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

5.2.2.2.2 Procédure d'évaluation des conventions courantes conclues à des conditions normales

En application de l'article L. 22-10-12 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance réuni le 15 novembre 2019 a mis en place une procédure de revue annuelle des conventions courantes conclues à des conditions normales par un Comité instauré au sein de la société.

La procédure prévoit l'instauration d'un Comité interne amené à se réunir annuellement et qui a pour mission :

- d'effectuer une revue des critères de détermination des conventions courantes conclues à des conditions normales définis dans la Charte interne du groupe Covivio sur les

conventions réglementées afin de s'assurer qu'ils sont toujours adaptés et sont conformes aux pratiques de marché

- d'analyser plus particulièrement le caractère normal des conditions financières
- de soumettre à l'autorisation du Conseil les conventions ne répondant plus auxdits critères.

La liste de l'ensemble des conventions revues par le Comité ainsi que les résultats de l'évaluation réalisée et le cas échéant les propositions de révision des critères de ces conventions sont présentés chaque année au Conseil de Surveillance qui se réunit à l'occasion de l'examen des comptes annuels.

Ainsi :

- si le Comité d'Évaluation considère qu'une convention signée entre deux sociétés du groupe Covivio Hotels revêt le caractère de convention réglementée, elle devient soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées visée à l'article L. 226-10 du Code de commerce
- si le Comité d'Évaluation identifie une incertitude sur la qualification d'une convention, il la soumet à l'évaluation du Conseil de Surveillance, étant précisé que les personnes directement ou indirectement intéressées à la convention ne participent pas à son évaluation.

À l'issue de la mise en place de cette procédure, le Conseil de Surveillance a mis à jour la Charte Interne du groupe Covivio sur les conventions réglementées publiée sur le site Internet de la société pour y intégrer ces dispositions.

Faisant application de la procédure, le Conseil de Surveillance réuni le 18 février 2022 a été informé de la liste de l'ensemble des conventions courantes conclues à des conditions normales en vigueur au sein du groupe Covivio Hotels qui ont fait l'objet d'une revue par le Comité ainsi que des résultats de l'évaluation réalisée par ce dernier concluant sur le caractère courant et les conditions normales de l'ensemble de ces conventions.

5.2.2.2.3 Règles relatives à la composition du Conseil de Surveillance

5.2.2.2.3.1 Règles générales relatives à la composition du Conseil de Surveillance et à la nomination des membres du Conseil

Président

Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres un Président qui doit être une personne physique.

Le Conseil fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat de membre du Conseil de Surveillance. Les réunions du Conseil de Surveillance sont présidées par le Président, en cas d'absence de celui-ci, le Conseil nomme un Président de séance.

Secrétaire du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance choisit également un secrétaire, qui peut être choisi soit parmi les membres du Conseil, soit en dehors. Le Secrétaire assure le respect des procédures relatives au

fonctionnement du Conseil et dresse le procès-verbal de ses séances.

Représentants des salariés

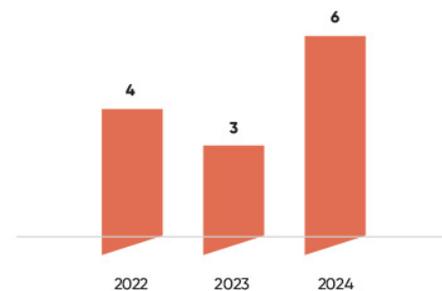
Le Conseil de Surveillance ne comprend aucun membre représentant les salariés : cette absence de représentation au Conseil tient au fait que Covivio Hotels n'entre pas conformément à l'article L. 226-5-1 du Code de commerce dans le champ d'application de l'article L. 225-79-2 du Code de commerce.

5.2.2.2.3.2 Durée et échelonnement des mandats

La durée des mandats des membres du Conseil de Surveillance est de trois ans au plus conformément à l'article 12 des statuts de la société, de sorte que les actionnaires puissent se prononcer avec une fréquence suffisante sur leur élection et respectant ainsi les recommandations du Code Afep-Medef.

Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2017 appelée à statuer sur le renouvellement simultané de 10 mandats de membres du Conseil de Surveillance, les actionnaires ont approuvé le renouvellement de l'ensemble des membres du Conseil de Surveillance, et ce pour des durées de mandats allant de un an à trois ans afin de permettre un échelonnement harmonieux des mandats.

Situation de l'échelonnement des mandats arrivant à échéance



5.2.2.2.3.3 Procédure de recrutement

À l'occasion du recrutement de nouveaux membres du Conseil, le Gérant établit une cartographie des compétences en place et définit les compétences additionnelles recherchées chez le futur membre du Conseil de Surveillance. En plus des compétences techniques recherchées, les candidats doivent avoir une bonne expérience de la participation à des Comités de Direction ou des Comités Exécutifs, être disponibles et avoir la capacité à la fois d'apporter un point de vue constructif aux débats et de contribuer à une synthèse et une prise de décision. Les candidats présélectionnés, le cas échéant avec l'aide d'un cabinet spécialisé, sont rencontrés par le Président du Conseil et le Gérant et, ensuite présentés au Conseil de Surveillance, qui choisit le candidat qui sera proposé au vote de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Déclaration des mandataires sociaux en application des points 12.1 et 12.2 de l'annexe 1 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019

Les mandataires sociaux de la société actuellement en fonction ont indiqué à la société :

- qu'aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée au cours des cinq dernières années au moins à leur rencontre
- qu'aucun d'eux n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprises sous administration judiciaire au cours des cinq dernières années au moins
- qu'aucune mise en cause et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée contre eux par des autorités statutaires ou réglementaires, y compris des organismes professionnels désignés au cours des cinq dernières années ⁽¹⁾
- ne pas avoir été déchu par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'Administration, de Direction ou de Surveillance ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'une société au cours des cinq dernières années au moins
- ne pas avoir de lien familial avec un mandataire social de la société

- ne pas avoir connaissance de conflits d'intérêts potentiels entre ses devoirs à l'égard de la société et ses intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

5.2.2.2.4 Politique de diversité du Conseil de Surveillance
5.2.2.2.4.1 Principes

Le Conseil de Surveillance s'attache à réunir des compétences diversifiées, susceptibles de lui apporter une expertise immobilière et hôtelière, ainsi qu'une expertise financière suffisante pour permettre de statuer de manière éclairée et indépendante sur les états financiers et sur le respect des normes comptables. Une attention particulière est également apportée à la qualité et à la complémentarité des parcours professionnels des membres du Conseil de Surveillance.

Dans sa composition actuelle, le Conseil dispose d'un bon équilibre des compétences et expertises jugées nécessaires pour la bonne administration de la société.

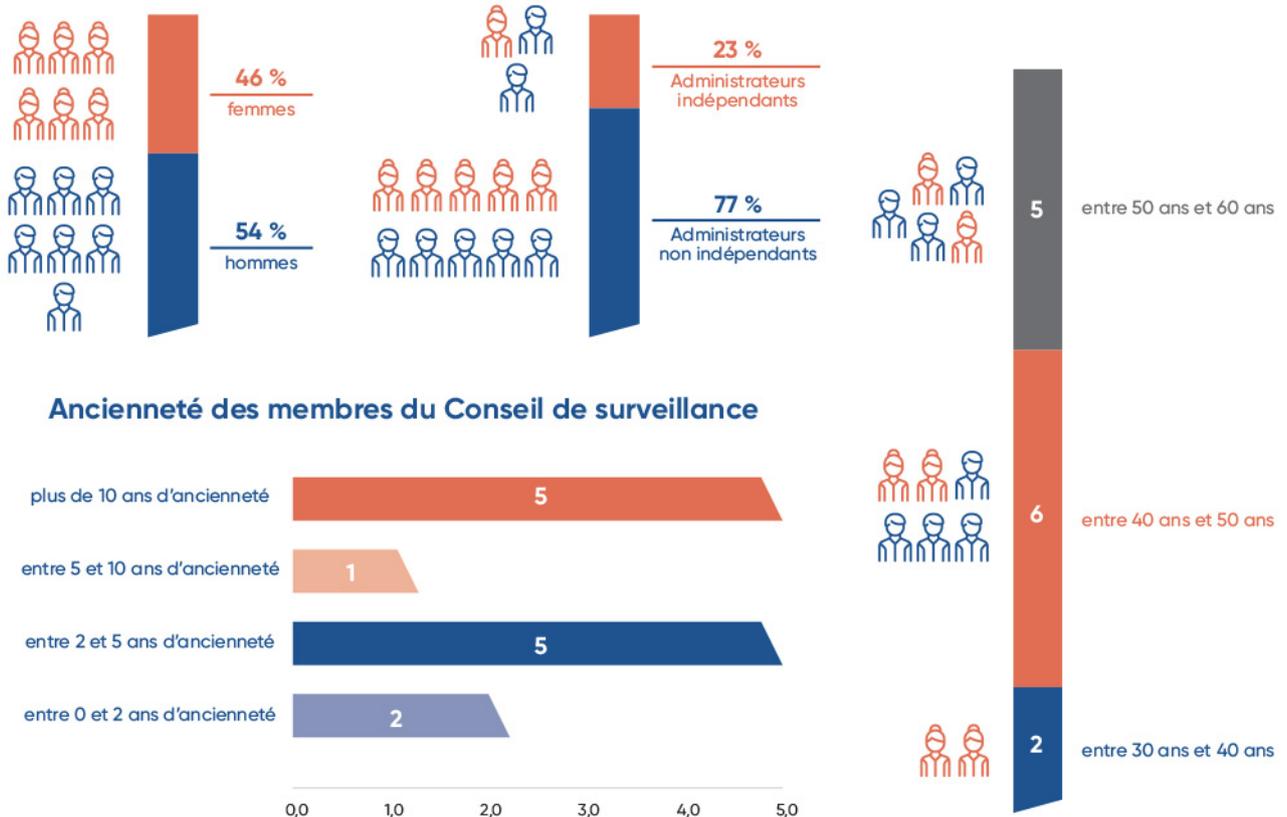
Le Conseil de Surveillance porte une attention particulière à sa composition, notamment afin d'assurer la promotion de sa diversité. Cette diversité est essentielle pour le Conseil car elle est source de dynamisme et de performance, et permet ainsi d'assurer la qualité des débats et des décisions du Conseil.

Pour y parvenir, le Conseil de Surveillance a mis en place une politique de composition des organes de gouvernance :

Critères	Objectifs visés	Mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice 2021
Représentation des hommes et des femmes	<input type="checkbox"/> Recherche d'une représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil et du Comités d'audit → la proportion de femmes a sensiblement évolué depuis 2015 pour atteindre progressivement 40% au terme de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2017.	<input type="checkbox"/> Le taux de féminisation au sein du Conseil de surveillance est en hausse et s'établit à 46%, supérieur au minimum légal, à la suite de l'arrivée à échéance du mandat de Jean Luchet.
Durée et échelonnement des mandats	<input type="checkbox"/> Sécuriser la continuité du Conseil, au travers de l'échelonnement régulier dans le temps des mandats des membres du Conseil limités à trois ans.	<input type="checkbox"/> La durée des mandats des membres du Conseil, fixé par les statuts, permet aux actionnaires de se prononcer avec une fréquence suffisante <input type="checkbox"/> Les mandats s'échelonnent dans le temps depuis 2017, permettant aux actionnaires de se prononcer chaque année sur plusieurs mandats.
Compétences et des expériences	<input type="checkbox"/> Associer les compétences nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de la société et à ses objectifs de développement <input type="checkbox"/> Assurer la promotion d'une diversité des compétences et des expériences	<input type="checkbox"/> Le Conseil de surveillance, s'assure que les compétences de ses membres sont variées, complémentaires et équilibrées, permettant ainsi une compréhension approfondie des enjeux de développement de la société et une prise de décision éclairée, indépendante et de qualité <input type="checkbox"/> Le Conseil a renforcé ses compétences internationales avec la nomination d'Adriana Saitta <input type="checkbox"/> Ces compétences sont détaillées au paragraphe 5.2.2.1.3, ainsi que dans les biographies des membres du Conseil qui retracent également l'expérience et l'expertise de chacun d'eux.
Âge et ancienneté	<input type="checkbox"/> Recherche d'un équilibre entre les âges, sachant que la composition du Conseil doit être conforme aux statuts qui prévoient que la proportion des membres du Conseil de surveillance âgés de plus de 75 ans ne doit pas dépasser le tiers des membres <input type="checkbox"/> Recherche d'une répartition équilibrée en termes d'anciennetés dans le Conseil	<input type="checkbox"/> Les membres du Conseil ont entre 34 ans et 59 ans <input type="checkbox"/> La moyenne d'âge est de 48 ans <input type="checkbox"/> Le Conseil estime que sa composition est équilibrée avec d'une part des membres en fonction depuis déjà plusieurs années et ayant une connaissance approfondie du groupe et, d'autre part, des membres qui apportent une nouvelle expérience pouvant servir les intérêts du groupe et notamment son développement.
Nationalités	<input type="checkbox"/> Favoriser le recrutement de profils offrant une diversité de provenances géographiques et permettant la connaissance des principaux marchés de la société (Membres du Conseil de nationalité étrangère ou de culture internationale et/ou ayant une expérience à l'international des marchés stratégiques de la société)	<input type="checkbox"/> Le Conseil a bénéficié de l'arrivée en 2020 d'un nouveau membre de nationalité italienne <input type="checkbox"/> La majorité des membres bénéficie d'une expérience à l'internationale

(1) La société Generali Vie a déclaré avoir fait l'objet le 11 mars 2020 d'une sanction de la part de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) faisant suite au contrôle sur les activités Retraite (blâme et sanction pécuniaire de 10 M€). La société Cardif Assurance Vie a déclaré avoir été sanctionnée le 29 avril 2021 par l'ACPR suite à une inspection de 2018-2019 sur le dispositif en place de 2016 à 2018, de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ainsi que le gel des avoirs : les griefs reprochés à Cardif Assurance Vie portent notamment sur les conséquences de la mise en place de l'outil de surveillance des opérations (UGO) dont les tests préalables n'avaient pas permis de déceler certains dysfonctionnements et sur le dispositif de gel des avoirs. Cardif Assurance Vie n'est en aucun cas responsable de cas avérés de blanchiment ou de financement du terrorisme. Tous les griefs ont fait l'objet de remédiation, parfois dès avant le début de la mission de contrôle de l'ACPR.

Le Conseil de Surveillance veille à ce que chaque évolution dans sa composition et, dans la mesure du possible, dans celle de son Comité, soit conforme à cette politique.



Compte tenu des éléments exposés ci-dessus et au regard de la politique de diversité mise en œuvre par la société, le Conseil de Surveillance considère que sa composition sur l'exercice 2021 est pertinente.



5.2.2.4.2 Indépendance

Chaque année, le Conseil de Surveillance consacre un point de son ordre du jour à l'évaluation de l'indépendance de ses membres au regard des critères d'indépendance mis en œuvre par

la société. Dans son appréciation de l'indépendance de chacun des membres du Conseil, le Conseil de Surveillance retient, dans un premier temps, comme clé d'analyse, les critères retenus par le Code Afep-Medef, détaillé ci-dessous :

Critère 1	Salarié mandataire social au cours des cinq années précédentes Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes : <ul style="list-style-type: none"> ● salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société ● salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou Administrateur d'une société que la société consolide ● salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou Administrateur de la société mère de la société ou d'une société consolidée par cette société mère.
Critère 2	Mandats croisés Ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'Administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire exécutif social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'Administrateur.
Critère 3	Relations d'affaires significatives Ne pas être un client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil : <ul style="list-style-type: none"> ● significatif de la société ou de son groupe ● ou pour lequel, la société ou son groupe représente une part significative de l'activité. L'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue avec la société ou son groupe est débattue par le Conseil et les critères quantitatifs et qualitatifs ayant conduit à cette appréciation (continuité, dépendance économique, exclusivité, etc.) explicités dans le rapport annuel.
Critère 4	Lien familial Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social.
Critère 5	Commissaire aux comptes Ne pas avoir été Commissaire aux comptes de la société au cours des cinq années précédentes.
Critère 6	Durée de mandat supérieure à 12 ans Ne pas être Administrateur de la société depuis plus de 12 ans. La perte de la qualité d'Administrateur indépendant intervient à la date anniversaire des douze ans.
Critère 7	Statut du dirigeant mandataire social non-exécutif Un dirigeant mandataire social non exécutif ne peut être considéré comme indépendant s'il perçoit une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la société ou du groupe.
Critère 8	Statut de l'actionnaire important Des Administrateurs représentant des actionnaires importants de la société ou sa société mère peuvent être considérés comme indépendants dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de la société. Toutefois, au-delà d'un seuil de 10 % en capital ou en droits de vote, le Conseil, sur rapport du Comité des Nominations, s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant en tenant compte de la composition du capital de la société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.

Dans un second temps, et conformément à l'article 9.4 du Code Afep-Medef, au-delà de la simple constatation de la conformité ou non à ces critères, le Conseil analyse, au cas par cas, si le membre du Conseil répond à la définition générale figurant dans le Code Afep-Medef qui prévoit qu'un membre du Conseil est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Ainsi par membre du Conseil Indépendant, il faut entendre, non pas seulement Administrateur non exécutif c'est-à-dire n'exerçant pas de fonction de Direction de la société ou de son groupe, mais encore dépourvu de lien d'intérêt particulier (actionnaire significatif, salarié, autre) avec ceux-ci.

Il cherche en particulier à établir si un membre du Conseil, qui pourrait être présumé indépendant au regard du Code Afep-Medef, n'entretient pas d'autres liens (relations professionnelles ou personnelles) susceptibles d'entraver sa liberté d'analyse et de décision. À l'inverse, le Conseil cherche aussi à établir si un membre du Conseil, bien que pouvant être présumé

non indépendant au regard d'un des critères établis par le Code, pourrait pour autant être considéré comme libre de contraintes, le critère en question ne générant en l'espèce aucune perte d'indépendance au regard de la situation particulière de la société. Cette analyse au cas par cas est notamment justifiée par les spécificités du secteur immobilier, qui se concentre autour d'un nombre identifié d'acteurs et est animé par des personnalités dont la notoriété est reconnue.

Lors de sa séance du 18 février 2022, le Conseil de Surveillance a procédé à l'examen annuel des critères d'indépendance de chacun des membres du Conseil de Surveillance au regard de ceux retenus par le Code Afep-Medef. Prenant en compte les préconisations de l'Autorité des Marchés Financiers et du Haut Comité de gouvernement d'entreprise, le Conseil a également apprécié, le cas échéant, le caractère significatif ou non des relations d'affaires entre les membres du Conseil de Surveillance et la société ou son groupe, au regard notamment de la nature et des montants engagés dans le cadre de ces relations.

Le Conseil a ainsi adopté une approche multicritère du caractère significatif d'une relation d'affaires, en privilégiant une analyse qualitative. À cet effet il a pris en compte l'ensemble des critères suivants :

Critère qualitatif

- importance de la relation d'affaires pour le membre du Conseil et la société (éventuelle dépendance économique, exclusivité ou prépondérance dans le secteur objet de la relation d'affaires, etc.).
- organisation de la relation, et notamment position du membre concerné dans la société contractante (ancienneté du mandat, existence d'une fonction opérationnelle dans l'entité concernée, pouvoir décisionnel direct sur les contrats constitutifs de la relation d'affaires, intérêt direct du membre du Conseil ou perception par celui-ci d'une rémunération liée aux contrats, etc.).
- durée et continuité de la relation d'affaires.

Critère quantitatif

- part du chiffre d'affaires réalisé, dans le cadre de la relation d'affaires, par la société auprès des entités auxquelles le membre du Conseil est lié.

À la suite de cet examen, le Conseil de Surveillance a décidé de maintenir en 2021 la qualification d'indépendance de Adriana Saitta, Sogecap représentée par Yann Briand et la Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par Arnaud Taverne, au vu des constats suivants :

- Adriana Saitta, est membre du Conseil de Surveillance depuis le 15 juillet 2020, elle n'a jamais été en relation d'affaires avec la société, et ne représente aucun actionnaire. Elle a été administratrice de la société Beni Stabili, société consolidée par Covivio jusqu'à son absorption par Covivio le 31 décembre 2018 mais n'a jamais occupé une quelconque fonction exécutive au sein de Covivio Hotels ou d'une société de son groupe ou de sa Direction. Cette fonction non exécutive lui a permis de disposer d'une bonne connaissance du groupe. Elle satisfait par ailleurs à l'ensemble des autres critères Afep-Medef précités
- la société SOGECAP, représentée par Yann Briand, est membre du Conseil de Surveillance depuis le 6 avril 2018. La situation de la société SOGECAP et notamment le caractère significatif ou non des relations d'affaires existant entre la société et le groupe Société Générale a notamment été analysée. À la suite de cette analyse, il a été conclu par le Conseil de Surveillance que la relation d'affaire qu'entretient le groupe Covivio Hotels avec la compagnie d'assurance ne soit pas considérée comme significative pour l'une ou l'autre des parties conformément aux critères qualitatifs et quantitatifs définis ci-dessus. Il a été relevé qu'en 2021, le courant d'affaires avec cette banque qui fait partie des banques de financement et est également un partenaire du groupe Covivio Hotels a représenté une faible part de l'endettement bancaire du groupe, s'agissant d'un

volume extrêmement bas au regard des autres établissements bancaires avec lesquels le groupe travaille. En conséquence, le Conseil de Surveillance considère que cette relation d'affaires n'est significative pour aucune des parties et que la société SOGECAP satisfait à l'ensemble des critères Afep-Medef précités et demeure éligible à la qualification de membre indépendant

- la Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par Arnaud Taverne, est membre du Conseil de Surveillance depuis le 6 avril 2018. La situation de Caisse des Dépôts et Consignations et notamment le caractère significatif ou non des relations d'affaires existant entre la société et Caisse des Dépôts et Consignations a notamment été analysé. À la suite de cette analyse, il a été conclu par le Conseil de Surveillance que la relation d'affaire qu'entretient le groupe Covivio Hotels avec la Caisse des Dépôts et Consignations ne soit pas considérée comme significative pour l'une ou l'autre des parties conformément aux critères qualitatifs et quantitatifs définis ci-dessus. Il a été relevé qu'en 2021, le courant d'affaires avec cet établissement qui fait partie des partenaires du groupe Covivio Hotels a représenté une faible part des investissements du groupe, s'agissant d'un volume extrêmement bas au regard des autres investissements et partenariat avec lesquels le groupe travaille. En conséquence, le Conseil de Surveillance considère que cette relation d'affaires n'est significative pour aucune des parties et que Caisse des Dépôts et Consignations satisfait à l'ensemble des critères Afep-Medef précités et demeure éligible à la qualification de membre indépendant.



Conformément à la recommandation de l'AMF n° 2012-02 modifiée le 3 décembre 2019, le tableau ci-après présente la situation de l'ensemble des membres du Conseil de Surveillance et leur qualification d'indépendant ou non au regard des critères d'indépendance définis par le Code Afep-Medef :

	Critère 1 Salarié mandataire au cours des cinq années précédentes	Critère 2 Mandats croisés	Critère 3 Relations d'affaires significatives	Critère 4 Lien familial	Critère 5 Commissaires aux comptes	Critère 6 Durée de mandat supérieure à 12 ans	Critère 7 Statut du dirigeant mandataire social non-exécutif	Critère 8 Statut de l'actionnaire important	Qualification retenue par le Conseil de Surveillance
Cardif Assurance Vie représentée par Nathalie Robin	X	✓	✓	✓	✓	X	N/A	X	Non Indépendante
Adriana Saitta	X	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	✓	Indépendante
Sogecap représentée par Yann Briand	✓	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	✓	Indépendant
Caisse des Dépôts et Consignations représentée par Arnaud Taverne	✓	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	✓	Indépendant
Christophe Kullmann	X	X	✓	✓	✓	X	X	X	Non Indépendant
Olivier Estève	X	X	✓	✓	✓	✓	N/A	X	Non Indépendant
Covivio représentée par Laurie Goudallier	X	✓	✓	✓	✓	X	N/A	X	Non Indépendante
Covivio Participations représentée par Joséphine Lelong-Chaussier	X	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	✓	Non Indépendante
Foncière Margaux représentée par Marielle Seegmuller	X	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	✓	Non Indépendante
Najat Aasqui	✓	✓	X	✓	✓	✓	N/A	✓	Non Indépendante
Predica représentée par Emmanuel Chabas	X	✓	X	✓	✓	X	N/A	X	Non Indépendant
ACM Vie représentée par François Morrison	X	✓	X	✓	✓	X	N/A	✓	Non Indépendant
Generali Vie représentée par Sébastien Pezet	X	✓	✓	✓	✓	X	N/A	✓	Non Indépendant

✓ Représente un critère d'indépendance satisfait et X représente un critère d'indépendance non satisfait.

Les critères 1 à 8 renvoient aux critères retenus par le Code Afep-Medef définis ci-dessus.

Avec une proportion d'Administrateurs indépendants au Conseil de Surveillance de 23 %, la société n'est pas conforme aux recommandations du Code Afep-Medef qui est d'un tiers pour les sociétés contrôlées dont les explications sont données au 1.

5.2.2.2.4.3 Féminisation

La mixité et l'égalité professionnelle homme-femme sont des facteurs d'efficacité et de performance économique et sociale que Covivio Hotels place au cœur de ses préoccupations. Le Conseil de Surveillance a ainsi la volonté d'assurer une représentation équilibrée au sein de ses membres.

Avec une proportion de femmes au Conseil de Surveillance de 46 %, la société satisfait à l'obligation légale instaurée depuis 2017.

À la suite de l'arrivée à échéance du mandat de Monsieur Jean Luchet à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021, le taux de féminisation est en hausse par rapport à l'exercice 2020.

Il est proposé à l'Assemblée Générale Mixte de renouveler les mandats de certaines administratrices (Covivio représentée par Laurie Goudallier et Cardif Assurance Vie représentée par Nathalie Robin). Le taux de féminisation restera ainsi inchangé à hauteur de 46 % des membres, soit un taux significativement supérieur au minimum légal.

5.2.2.2.4.4 Nationalités

Le Conseil comprend depuis le 15 juillet 2020 un membre du Conseil de Surveillance de nationalité italienne, permettant d'étendre la diversité au sein du Conseil et ainsi d'élargir l'angle d'analyse des sujets examinés en séance. Cette nomination a notamment permis de répondre à la volonté exprimée des membres du Conseil de Surveillance à l'occasion de la dernière évaluation interne des travaux du Conseil de diversifier sa composition et de renforcer les compétences du Conseil en matière d'expériences internationales.

5.2.2.2.4.5 Formation

Au cours de l'exercice, la société a poursuivi le parcours d'intégration des nouveaux membres afin de leur permettre de mieux connaître la société et son secteur. Ainsi, les membres qui n'étaient pas familiers avec le secteur d'activité ou l'entreprise ont notamment eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises le Gérant de la société et peuvent également bénéficier, s'ils le jugent nécessaire, d'une formation complémentaire sur les spécificités de la société, ses métiers et son secteur d'activité.

5.2.2.2.5 Règles de fonctionnement et d'organisation du Conseil de Surveillance

5.2.2.2.5.1 Dispositif de prévention des conflits d'intérêts

Le Règlement Intérieur du Conseil de Surveillance prévoit, en son article 1.6.5, une procédure de prévention des conflits d'intérêts, même potentiels, dans le cadre de la présentation des dossiers soumis au Conseil.

Préalablement à l'envoi des dossiers du Conseil, et s'il existe des motifs sérieux de penser qu'un membre du Conseil est en situation de conflit d'intérêts, le Secrétaire Général de la société s'assure auprès de ce dernier de la prévention de tout conflit d'intérêts, en lui communiquant quelques éléments d'information sur chacun des dossiers présentés, lui permettant de déterminer de bonne foi l'existence ou non d'un conflit d'intérêts, étant précisé par ailleurs que chaque membre du Conseil est tenu d'informer à tout moment le Secrétaire Général de la société s'il entend, directement ou indirectement, se positionner sur tout dossier dont il considère de bonne foi qu'il est susceptible d'intéresser et d'être examiné par la société.

À défaut de confirmation par le membre du Conseil concerné de l'absence de conflit d'intérêts, ce dernier ne sera pas rendu destinataire des dossiers de présentation des opérations en cause et ne pourra pas participer à la séance du Conseil lors de l'examen des points correspondants de l'ordre du jour.

Dans l'hypothèse où, malgré ces précautions, les membres du Conseil rendus destinataires des dossiers du Conseil viendraient à considérer, à la lecture de ces derniers, qu'ils sont en situation de conflit d'intérêts, ils devront en faire part dans les meilleurs délais au Secrétaire Général préalablement à la réunion de gouvernance. À ce titre, ils ne pourront pas participer à la séance du Conseil lors de l'examen des points à l'ordre du jour faisant l'objet du conflit d'intérêts. Il en sera également fait part au Président du Conseil.

En cas de survenance d'une situation de conflit d'intérêts au cours de l'examen d'un dossier, le membre concerné devra, dès qu'il en a connaissance, en avertir le Président. Il ne pourra plus participer aux séances du Conseil consacrées à l'examen des points de l'ordre du jour concernant ce projet, et devra plus généralement respecter un strict devoir de confidentialité.

Dans l'hypothèse où une situation de conflit d'intérêts viendrait à ne plus exister, le membre du Conseil pourra à nouveau prendre part aux débats et délibérations du Conseil à compter de la date de réception par le Président de la notification par le membre concerné de la disparition du conflit d'intérêts.

Toute décision du Conseil en matière de conflit d'intérêts sera consignée dans le procès-verbal du Conseil.



5.2.2.5.2 Déontologie des membres du Conseil de Surveillance

Les dispositions relatives aux règles déontologiques et devoirs des membres du Conseil de Surveillance sont exposées à l'article 1.6 du Règlement Intérieur de la société. Cet article fixe notamment les règles qui s'imposent aux membres en matière de déclaration et de gestion des conflits d'intérêts au travers de leur devoir de

loyauté. Un exemplaire du Règlement Intérieur de la société est tenu à disposition des actionnaires au siège social de la société et sur son site Internet (<https://www.covivio-hotels.fr/gouvernance/conseil-de-surveillance/>).

Compétence	Avant d'accepter ses fonctions, chaque membre du Conseil doit prendre connaissance des textes légaux ou réglementaires liés à ses fonctions, des statuts de la société, ainsi que des règles de fonctionnement interne au Conseil. Chaque membre du Conseil s'assure en particulier qu'il respecte les dispositions légales en vigueur en matière de cumul de mandats.
Détention d'actions	Les actions de la société détenues par chacun des membres du Conseil au moment où celui-ci accède à cette fonction doivent être inscrites sous forme nominative (pure ou administrée). Il en sera de même de toutes actions acquises ultérieurement.
Transparence	Conformément aux dispositions de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et des dispositions applicables du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, chaque membre du Conseil est tenu de déclarer à la société et à l'Autorité des Marchés Financiers les opérations notamment d'acquisition, de cession, de souscription, de conversion, d'emprunt, de prêt ou d'échange qu'il a réalisées sur les actions ou les titres de créance de la société ainsi que sur des instruments dérivés ou d'autres instruments financiers qui leur sont liés, dans les trois jours ouvrés qui suivent la réalisation de ladite transaction, dès lors que le montant global des opérations effectuées au cours de l'année civile est supérieur à 20 000 €. Par ailleurs, toute convention visée par les dispositions de l'article L. 226-10 du Code de commerce est soumise aux formalités de communication, d'autorisation et de contrôle prescrites par les articles L. 225-38 à L. 225-42 du même Code.
Devoir de loyauté	Chacune des personnes participant aux travaux du Conseil, qu'elle soit membre du Conseil ou qu'elle soit le représentant permanent d'une personne morale membre du Conseil, a l'obligation de faire ses meilleurs efforts pour déterminer de bonne foi l'existence ou non d'un conflit d'intérêts et a l'obligation de faire part au Président du Conseil, dès qu'elle en a connaissance, de toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêt entre, d'une part, elle-même ou la société dont elle est le représentant permanent, ou toute société dont elle serait salariée ou mandataire social, ou toute société du même groupe, et, d'autre part, la société ou toute société de son groupe. Ces dispositions s'appliqueront notamment lorsque, au titre de toute opération étudiée ou engagée par la société ou toute société de son groupe, un membre du Conseil ou une société dont un membre du Conseil serait salarié ou mandataire social (ainsi que toute société du même groupe) aurait des intérêts concurrents ou opposés de ceux de la société ou des sociétés de son groupe. Dans une telle hypothèse, le membre du Conseil concerné (ou le représentant permanent de la personne morale membre du Conseil concernée) devra s'abstenir de participer aux délibérations du Conseil (ou de tout comité) relatif à ladite opération, et plus généralement respecter un strict devoir de confidentialité. En cas de conflit d'intérêt permanent le membre du Conseil concerné (ou le représentant permanent de la personne morale membre du Conseil concernée) devra présenter sa démission.
Devoir de diligence	Chaque membre du Conseil est tenu de consacrer le temps et l'attention nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Il doit être assidu et participer, dans la mesure du possible, à toutes les réunions du Conseil et, le cas échéant, du Comité d'Audit ainsi qu'aux Assemblées Générales d'actionnaires.
Devoir de confidentialité	S'agissant des informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions, lesquelles sont réputées présenter un caractère confidentiel, chaque personne assistant au Conseil sera astreint au secret professionnel, dépassant la simple obligation de discrétion prévue par l'article L. 225-37 du Code de commerce, et devra en préserver strictement la confidentialité. Il devra également s'abstenir d'intervenir sur les titres de la société en application des règles relatives aux opérations d'initiés et d'intervenir sur les titres de sociétés à propos desquelles il dispose, en raison de ses fonctions, d'informations privilégiées et ce, conformément aux principes prévus par le Guide de prévention des délits d'initiés.
Devoir d'abstention sur les titres	Chaque membre du Conseil doit s'abstenir d'intervenir sur les titres de la société en application des règles relatives aux opérations d'initiés et d'intervenir sur les titres de sociétés à propos desquelles il dispose, en raison de ses fonctions, d'informations privilégiées et ce conformément aux principes prévus par le guide de prévention des délits d'initiés figurant en Annexe du Règlement Intérieur.

5.2.2.5.3 Évaluation des travaux du Conseil de Surveillance

Le Conseil procède à l'évaluation de sa capacité à répondre aux attentes des actionnaires qui lui ont donné mandat d'administrer la société, en passant en revue périodiquement sa composition, son organisation et son fonctionnement, qui implique également une revue de son Comité d'Audit.

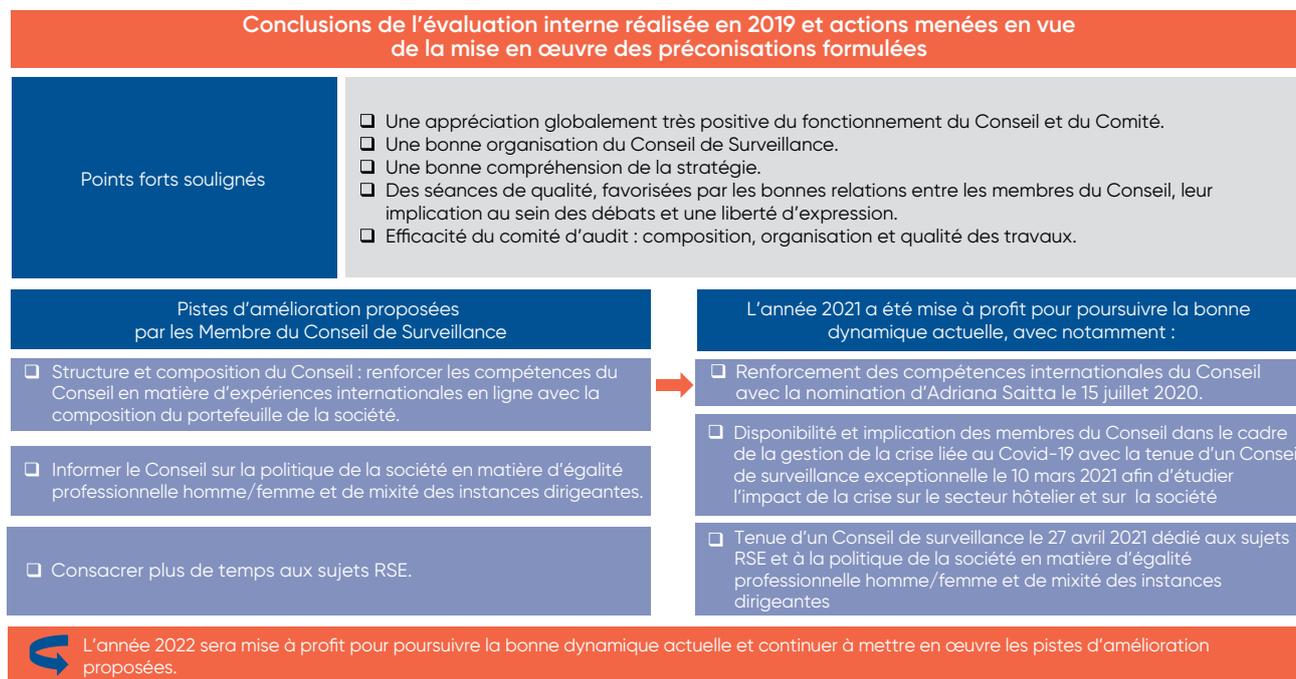
Aux termes des dispositions du Code Afep-Medef, le Conseil débat annuellement sur son fonctionnement et celui de son Comité d'Audit et procède à une évaluation formalisée tous les trois ans au moins, le cas échéant avec l'aide d'un conseil externe.

L'évaluation des travaux du Conseil vise à faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil de Surveillance (et le cas

échéant sur la pertinence du mode de gouvernance de la société), à vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues, et peut permettre également de se prononcer sur la mesure de la contribution effective de chaque membre du Conseil aux travaux du Conseil.

Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, la société a procédé à la fin de l'exercice 2019, à l'évaluation formelle de la capacité du Conseil de Surveillance à répondre aux attentes des actionnaires qui lui ont donné mandat d'administrer la société, en passant en revue sa composition, son organisation et les modalités de son fonctionnement, sur la base d'un questionnaire adressé à chaque membre du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit.

Les résultats de cette évaluation ont été présentés au Conseil du 11 février 2020.



5.2.2.2.5.4 Organisation du Conseil de Surveillance

● Calendrier de gouvernance

L'agenda prévisionnel de gouvernance de l'année N+ 1 est communiqué aux membres ainsi qu'aux commissaires aux comptes lors du Conseil de Surveillance d'examen des comptes semestriels.

● Tenue des réunions

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre fois par an, à raison d'une fois par trimestre, le Gérant devant communiquer au Conseil de Surveillance les informations suivantes prenant en compte, le cas échéant, de manière consolidée les activités de la société et de ses filiales :

- lors de la réunion du Conseil de Surveillance tenue durant le deuxième trimestre d'un exercice, le projet de bilan consolidé, de compte de résultat consolidé, le projet de tableau des flux financiers consolidés, le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés
- lors de la réunion du Conseil de Surveillance tenue le quatrième trimestre de chaque exercice, un budget annuel consolidé ainsi que les prévisions annuelles de trésorerie de la société ainsi que la trésorerie consolidée de la société et de ses filiales
- lors de chacune des réunions trimestrielles, un rapport d'activité, comprenant l'ensemble des éléments définis par le Conseil de Surveillance, et un descriptif des événements majeurs survenus au cours du trimestre écoulé.

Plus généralement, le Gérant devra communiquer au Conseil de Surveillance les mêmes documents que ceux mis à disposition des Commissaires aux comptes ainsi que tout document ou information que le Conseil de Surveillance pourrait raisonnablement demander.

● Forme des convocations

Sauf cas d'urgence, la convocation des membres du Conseil doit intervenir au moins une semaine avant la date de tenue du Conseil. Les réunions du Conseil de Surveillance se déroulent au

siège social de la société ou en tout autre endroit spécifié dans la convocation.

● Autres participants

Le représentant du Gérant, le Secrétaire Général et la Directrice Générale Adjointe assistent, en tant qu'invité aux réunions du Conseil.

Les Commissaires aux comptes sont convoqués aux réunions au cours desquelles les comptes annuels et semestriels, sociaux ou consolidés, sont examinés, en même temps que les membres du Conseil de Surveillance.

En fonction des questions inscrites à l'ordre du jour, le Président peut décider de convier toute personne qu'il jugerait utile, collaborateur ou non de la société.

● Information des membres du Conseil de Surveillance

La société fournit aux membres l'information utile à une participation efficace aux travaux du Conseil, de manière à les mettre en mesure d'exercer leur mandat dans des conditions appropriées. Cette information permanente doit comprendre toute information pertinente concernant la société, et notamment les communiqués de presse diffusés par la société, ainsi que les principaux articles de presse et rapports d'analyse financière la concernant.

Lors de chaque séance du Conseil, le Président porte à la connaissance des membres les principaux faits et événements significatifs portant sur la vie de la société et intervenus depuis la précédente séance du Conseil. Par ailleurs, des dossiers comportant les informations et documents nécessaires sont préparés avant chaque réunion et remis avec un préavis raisonnable aux membres assistant au Conseil pour leur permettre de remplir leur mission (en ce compris tous documents relatifs aux opérations qui doivent être examinées par le Conseil et permettant à celui-ci d'en apprécier la portée). Chaque participant peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Enfin, le Conseil est par ailleurs régulièrement informé par l'intermédiaire du Comité d'Audit, de la situation financière, de la situation de trésorerie et des engagements du groupe.

Il a été décidé lors du Conseil de Surveillance du 18 décembre 2018 d'utiliser une plateforme digitale permettant une mise à disposition sécurisée et dématérialisée de l'ensemble des dossiers de gouvernance à compter de 2019, et assurant une gestion historique de la documentation du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit (dossiers, procès-verbaux, Règlement Intérieur, calendrier de gouvernance, etc.) en toute confidentialité.

● **Délibérations du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Sous réserve des dispositions légales et réglementaires, les réunions du Conseil de Surveillance peuvent intervenir par des moyens de visioconférence ou de télécommunication ou tout autre moyen prévu par la loi ou les règlements dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur adopté par le Conseil de Surveillance.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Les délibérations du Conseil de Surveillance sont constatées par des procès-verbaux de réunion établis par le Secrétaire du Conseil à l'issue de chaque réunion. Ils sont retranscrits, après approbation, dans le registre des procès-verbaux des réunions du Conseil.

5.2.2.3 Activité du Conseil de Surveillance en 2021

5.2.2.3.1 Assiduité des membres du Conseil de Surveillance

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil de Surveillance s'est réuni à six reprises sur convocation de son Président. Le taux moyen de présence des membres est de 94 %, étant précisé que le taux d'assiduité de chacun des membres est de :

Nombre de réunions	1	2	3	4	5	6	Taux d'assiduité
Christophe Kullmann							100 %
Olivier Estève							83 %
Najat Aasqui							100 %
Joséphine Lelong-Chaussier, représentant permanent de la société Covivio Participations							100 %
Laurie Goudallier, représentant permanent de la société Covivio							50 %
Marielle Seegmuller, représentant permanent de la société Foncière Margaux							100 %
Emmanuel Chabas, représentant permanent de la société Predica							83 %
François Morisson, représentant permanent de la société Acm Vie							100 %
Sébastien Pezet, représentant permanent de la société Generali Vie							100 %
Nathalie Robin, représentant permanent de la société Cardif Assurance Vie							100 %
Adriana Saitta							100 %
Yann Briand, représentant permanent de Sogecap							100 %
Arnaud Taverne, représentant permanent de Caisse des Dépôts et Consignations							100 %
Jean Luchet (jusqu'au 8 avril 2021)							100 %
Taux d'assiduité moyen							94 %

Nombre total de séances
 Présence en séance

5.2.2.3.2 Principaux travaux du Conseil de Surveillance

Outre les questions relevant de ses attributions légales ou réglementaires, le Conseil de Surveillance se prononce régulièrement sur les orientations stratégiques de la société et sur les principales décisions affectant son activité (tant les opérations externes d'acquisition ou de cession que les opérations de restructurations internes).

Par ailleurs, un Conseil de Surveillance exceptionnel s'est tenu le 10 mars 2021 dans le cadre de la gestion de la crise liée au Covid-19.

En outre un séminaire stratégique s'est déroulé sur deux jours à Lille, où les membres du Conseil de Surveillance ont eu l'occasion de partager sur la stratégie de la société au travers de l'analyse du portefeuille actuel et des tendances de marché et de définir une stratégie sur cinq ans.

Les travaux du Conseil ont notamment porté sur l'examen des points suivants.

Suivi des orientations stratégiques du groupe et de ses activités	<ul style="list-style-type: none"> ● poursuite de la mise en œuvre de la stratégie et revue régulière des orientations stratégiques du groupe au regard de la situation sanitaire ● étude de l'impact de la crise sanitaire sur le secteur hôtelier et sur la société ● autorisation sur les principales décisions affectant son activité, s'agissant notamment des opérations d'investissement et de cession d'actifs ● point d'avancement régulier des différents projets précédemment autorisés ● information régulière de l'évolution de l'activité du groupe, de son patrimoine, de sa situation financière, des indicateurs financiers, des performances boursières, de sa trésorerie et de l'impact de la crise sanitaire sur l'ensemble des performances de la société ● point d'avancement régulier sur les accords et négociations menés avec l'ensemble des locataires et leurs impacts sur les revenus de la société
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ● examen de l'indépendance des membres du Conseil de Surveillance au regard des critères définis par le Code Afep-Medef ● débat sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance dans le cadre des recommandations émises à l'issue de l'évaluation interne du Conseil de Surveillance réalisée en 2019 ● débat sur l'évolution de la composition du Conseil de Surveillance et de son Comité d'Audit au regard des mandats arrivant à échéance en avril 2021 ● présentation à l'approbation de l'Assemblée Générale du renouvellement des mandats des membres du Conseil qui arrivaient à échéance en avril 2021 à l'exception du mandat de Jean Luchet ● revue et arrêté de la composition du Comité d'Audit institué au sein du Conseil de Surveillance au regard des mandats arrivant à échéance en avril 2021 ● nomination de Tugdual Millet en qualité de nouveau représentant du Gérant de la société ; ● mise à jour régulière du Règlement Intérieur du Conseil et de son annexe relative au guide sur la prévention des opérations d'initiés ● arrêté de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit ● examen de la composition du Conseil de Surveillance au regard des mandats arrivant à échéance en avril 2022.
Assemblée Générale	<ul style="list-style-type: none"> ● approbation du rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et du rapport du Conseil de Surveillance ; ● présentation de l'ordre du jour et des projets de résolutions à l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021.
Rémunérations	<ul style="list-style-type: none"> ● avis favorable sur la politique de rémunération du Gérant, établi par l'associé commandité, et soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 8 avril 2021 ● approbation et arrêté de la politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance qui a été soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 8 avril 2021.
Gestion financière	<ul style="list-style-type: none"> ● examen des comptes consolidés du groupe Covivio Hotels ainsi que des comptes sociaux de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ● approbation de l'affectation du résultat 2020 décidé par le Gérant et proposée à l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021 et distribution du dividende ● examen des comptes consolidés du premier semestre 2021 ● suivi de la réalisation du budget 2021 et adoption du budget de l'année 2022 ● approbation des communiqués financiers ● autorisation des garanties consenties au cours de l'exercice au nom de la société et renouvellement de l'autorisation annuelle consenties au Gérant, de délivrer des cautions, avals et garantis ● examen et approbation des différentes opérations de (re)financement ● examen et approbation d'un projet d'augmentation de capital ● examen et approbation d'un projet d'émission obligataire
Gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> ● validation de la cartographie des risques financiers, juridiques, opérationnels, sociaux et environnementaux attachés à l'activité de la société, qui a été présentée au Comité d'Audit ● examen des résultats de l'évaluation interne de la revue des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ● rappel aux membres des obligations incombant aux personnes exerçant des responsabilités dirigeantes (et aux personnes qui leur sont étroitement liées) au titre de la réglementation sur les abus de marché, dont notamment les règles d'abstention (i) de communication d'une information privilégiée et (ii) l'interdiction d'effectuer des transactions sur les titres en cas de détention d'une information privilégiée.
Responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> ● arrêté de la politique de non-discrimination et de diversité notamment en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes présentée dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise ● approbation de la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale ● approbation de la politique de diversité mise en place au sein du Conseil de Surveillance ● examen de la politique de développement durable et des objectifs de verdissement du patrimoine de la société.
Conventions réglementées	<ul style="list-style-type: none"> ● autorisation de la poursuite des conventions réglementées conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie en 2021.



5.2.3 Le comité spécialisé du Conseil de Surveillance

Dans le cadre de l'application des principes de gouvernement d'entreprise et afin d'améliorer la qualité de ses travaux, le Conseil de Surveillance s'appuie sur un Comité d'Audit qui est en charge du suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle de l'information comptable et financière, en lui soumettant un avis, des propositions et des recommandations.

Covivio Hotels étant une filiale contrôlée par Covivio, laquelle définit et met en œuvre une politique de rémunération globale pour le groupe, le Conseil de Surveillance n'a pas jugé utile, au niveau de la société, de mettre en place de Comité des Nominations, ni de Comité des Rémunérations.

En outre la rémunération du Gérant dans la SCA est définie statutairement.

Le Règlement Intérieur du Conseil de Surveillance détermine les attributions et modalités de fonctionnement du Comité d'Audit qui rend compte au Conseil (via son Président) de ses travaux, avis, propositions ou recommandations.

Une description de l'activité de ce Comité est insérée chaque année dans le présent rapport.

5.2.3.1 Le Comité d'Audit

La Réglementation de ses missions, de sa composition et de son organisation est régie par les articles L. 823-19 et suivants du Code de commerce. Le Règlement Intérieur de la société est par ailleurs conforme aux dispositions sur le Comité d'Audit prévues par les articles précités.

5.2.3.1.1 Composition

Le Conseil de Surveillance réuni le 7 mai 2020 a décidé de faire évoluer la composition du Comité d'Audit et de nommer pour la durée de leur mandat de membre du Conseil de Surveillance :

- Nathalie Robin représentant permanent de Cardiff Assurance Vie en qualité de Présidente en remplacement de Françoise Debrus dont le mandat de membre du Conseil de Surveillance est arrivé à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale du 7 mai 2020
- Arnaud Taverne représentant permanent de Caisse des Dépôts et Consignations et Emmanuel Chabas représentant permanent de Predica en qualité de nouveaux membres.

Faisant passer ainsi sa composition à quatre membres, contre trois membres précédemment, dont un membre indépendant (25 %) : Arnaud Taverne.

Le Conseil de Surveillance du 20 avril 2021 a renouvelé les mandats de Messieurs Oliver Esteve et Arnaud Taverne pour la durée de leur mandat de membre du Conseil de Surveillance.

La composition du Comité d'Audit est la suivante :



* Membre indépendant

Les membres du Comité d'Audit disposent d'une compétence comptable ou financière, appréciées au regard de leur formation et de leur expérience professionnelle.

Le Comité d'Audit ne comprend aucun dirigeant mandataire social.

Fonctionnement

Le Comité d'Audit se réunit à l'initiative de son Président ou à la demande du Président du Conseil ou de la gérance. Il se réunit au moins deux fois par an pour examiner les comptes semestriels et annuels.

La présence de la moitié au moins des membres du Comité d'Audit est nécessaire pour la validité des réunions.

Le Comité d'Audit rend compte de ses travaux à la plus prochaine réunion du Conseil.

Le délai d'examen des comptes par le Comité d'Audit est en moyenne de deux jours avant l'examen par le Conseil.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Comité d'Audit peut entendre, lorsqu'il l'estime nécessaire, les commissaires aux comptes, la gérance, la Direction Financière, comptable et la trésorerie, l'Audit Interne ou tout autre personne du management, le cas échéant, hors la présence du Gérant. Il peut également recourir à des experts extérieurs en tant que de besoin.

Les avis du Comité d'Audit sont adoptés à la majorité simple des membres présents ou représentés.

5.2.3.1.2 Missions

Les missions du Comité sont conformes aux dispositions de l'article L. 823-19 du Code de commerce.

Aux termes de l'article 2.3 du Règlement Intérieur, le Comité d'Audit doit assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle de l'information comptable et financière. Il est chargé plus particulièrement :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et le cas échéant, de formuler des recommandations pour en garantir l'intégrité
- d'examiner les méthodes comptables et les modalités d'évaluation des actifs du groupe
- d'examiner les projets de comptes sociaux et consolidés, préparés par la gérance, avant leur présentation au Conseil : cet examen doit être accompagné d'une présentation par le Gérant décrivant l'exposition aux risques, y compris ceux de nature sociale et environnementale et les engagements hors-bilan significatifs de la société
- de préparer les décisions du Conseil en matière de suivi de l'audit interne
- d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques. Il assure également le suivi de l'audit interne, notamment sur les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable, financière et extra-financière, à ce titre, il donne son avis sur l'organisation du service de l'audit interne et du contrôle interne
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les Commissaires aux comptes
- de s'assurer de l'indépendance des Commissaires aux comptes
- d'examiner les conventions de prestations de services conclues entre la société et les personnes détenant une participation directe ou indirecte dans la société

- d'examiner les propositions de nomination des Commissaires aux comptes de la société et émettre une recommandation sur ces Commissaires aux comptes dont la désignation est proposée à l'Assemblée Générale
- d'assurer le contrôle de la gestion et la vérification et la clarté des informations qui seront fournies aux actionnaires et au marché
- d'approuver préalablement à leur conclusion les services autres que la certification des comptes fournis par les Commissaires aux comptes à la société
- d'examiner le rapport complémentaire des Commissaires aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article 11 du règlement 537/2014.

Le Comité d'Audit rend compte au Conseil de ses travaux, exprime tous avis ou toutes suggestions qui lui sembleraient opportuns et porte à sa connaissance les points qui nécessitent une décision du Conseil.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Comité d'Audit peut examiner le périmètre des sociétés consolidées et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles des sociétés n'y seraient pas incluses. Il peut recourir à des experts extérieurs en tant que de besoin.

Par ailleurs, une ou plusieurs réunions entre les Commissaires aux comptes et le Directeur Financier et les seuls membres du Comité d'Audit, hors la présence du Gérant de la société peuvent être tenues mais aucune demande de la part des membres du Comité n'a été faite en 2021.

5.2.3.1.3 Travaux du Comité d'Audit en 2021

Le Comité d'Audit s'est réuni à deux reprises, avec un taux de participation des membres de 100 %.

Membres du Comité d'Audit	Taux d'assiduité aux séances du Comité d'Audit
Nathalie Robin	100%
Olivier Estève	100%
Arnaud Taverne	100%
Emmanuel Chabas	100%
Taux moyen	100%

L'examen des comptes par le Comité d'Audit a été accompagné d'une présentation des Commissaires aux comptes soulignant les points essentiels non seulement des résultats, mais aussi des options comptables retenues, ainsi que d'une présentation du Secrétaire Général décrivant l'exposition aux risques y compris ceux de nature sociale et environnementale et les engagements hors-bilan significatifs de l'entreprise. Le Comité d'Audit travaille en interaction avec la Direction des Risques, Compliance, Audit et Contrôle Internes de Covivio qui assiste à toutes ses réunions. Il échange notamment avec elle sur la perception opérationnelle des risques et sur leur évolution.

Au cours de ces séances, le Comité d'Audit a notamment examiné les thèmes suivants.

Séance du 9 février 2021

Présentation des faits marquants de l'année 2020 – Focus particulier sur le bilan et les relations clients – Examen des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2020 – Présentation des travaux menés par la Direction Risque Compliance Audit et Contrôle Internes.

Séance du 12 juillet 2021

Présentation des faits marquants du 1^{er} semestre 2021 – Point sur la valorisation du patrimoine – Examen des comptes consolidés au 30 juin 2021 – Point sur les travaux menés par la Direction Risque Compliance Audit et Contrôle Internes sur la période.



5.2.4 Rémunération des mandataires sociaux

5.2.4.1 Politique de rémunération des mandataires sociaux (« vote *ex-ante* »)

Dans le cadre du vote *ex-ante* prévu à l'article L. 22-10-76 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable au Gérant et aux membres du Conseil de Surveillance fait l'objet de projets de résolution (5^e et 6^e résolutions) soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022 et à l'accord des commandités statuant à l'unanimité. Cette politique sera soumise chaque année et lors de chaque modification importante dans la politique de rémunération au vote de l'Assemblée Générale et à l'accord des commandités statuant à l'unanimité.

5.2.4.1.1 Politique de rémunération applicable au Gérant, Covivio Hotels Gestion

5.2.4.1.1.1 Composition de la rémunération du Gérant

Conformément à l'article 11 des statuts de la société, le Gérant, dirigeant mandataire social exécutif selon le Code Afep-Medef, a droit à une rémunération annuelle au titre de ses fonctions s'élevant à 1 M€, ladite rémunération étant indexée annuellement sur la base de l'évolution de l'indice SYNTEC constaté au 31 décembre de l'année précédente. L'indice de référence est l'indice au 31 décembre 2008.

Le Gérant a le droit, en outre, au remboursement de toutes les dépenses et frais de toute nature découlant du recours, effectué dans l'intérêt de la société ou des sociétés qu'elle contrôle, directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, à des prestataires de services extérieurs.

Le Gérant, personne morale, ne bénéficie d'aucune rémunération variable ou exceptionnelle ou autre avantage. Dès lors, la partie fixe de la rémunération du Gérant est prépondérante, puisqu'elle représente 100 % de la rémunération.

La politique de rémunération applicable au Gérant ne prévoit pas la possibilité de déroger à son application en cas de survenance de circonstances exceptionnelles.

Par ailleurs, il est précisé, en application de l'article R. 22-10-40 du Code de commerce, que le Gérant ne bénéficie :

- d'aucune rémunération en actions
- d'aucun élément de rémunération, indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou d'un changement de fonctions, ou postérieurement à celle-ci, ou droits conditionnels octroyés au titre d'engagements de retraite
- d'aucun engagement ou droit conditionnel
- d'aucun engagement relatif à l'octroi d'une indemnité de non-concurrence.

Le Gérant est nommé pour une durée de six ans expirant à l'issue de la réunion du Conseil de Surveillance chargé d'entendre le rapport de la gérance sur les activités de la société tenue dans l'année au cours de laquelle expirera son mandat. Il est renouvelable de plein droit pour de nouvelles périodes de six ans sauf décision contraire du ou des commandités et sous réserve de l'accord du Conseil de Surveillance.

Le Gérant peut être révoqué à tout moment pour incapacité ou pour toute autre cause par décision unanime des commandités. Chaque Gérant peut également être révoqué pour cause légitime par décision de justice.

Le Gérant perçoit une rémunération restée identique depuis plus de 10 ans, période pendant laquelle la société a connu un développement important. Cette rémunération respecte l'intérêt social de la société et a contribué ainsi à sa pérennité.

5.2.4.1.1.2 Processus de décision pour la détermination, la révision et la mise en œuvre de la rémunération du Gérant

La rémunération du Gérant a été initialement fixée lors de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 8 avril 2009, elle a été appliquée de façon constante et n'a pas fait l'objet de modification depuis 2009.

Les statuts prévoient qu'aucune autre rémunération ne peut être attribuée au Gérant, en raison de ses fonctions, sans avoir été préalablement décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire après accord unanime des commandités.

Cette modification devra faire l'objet d'un avis consultatif du Conseil de Surveillance.

En application de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce, les éléments de cette politique de rémunération s'appliquant au Gérant ont été approuvés par l'associé commandité, après avis consultatif favorable du Conseil de Surveillance qui s'est tenu le 18 février 2022, étant précisé que cette politique de rémunération n'a pas fait l'objet de modification par rapport à celle précédemment validée par le Conseil de Surveillance du 12 février 2021.

Par ailleurs, il est précisé, en application de l'article R. 22-10-40 du Code de commerce, que :

- Covivio Hotels n'est pas dotée d'un Comité des Rémunérations compte tenu de la rémunération statutaire du Gérant, cependant toute évolution de cette rémunération doit faire l'objet d'un avis préalable du Conseil de Surveillance
- le processus de décision mis en place au sein de la société impliquant un double niveau d'approbation, après avis préalable du Conseil de Surveillance comme mentionné ci-dessus, par les associés commandités et l'Assemblée Générale, permet d'éviter les conflits d'intérêts
- compte tenu de la structure de la rémunération du Gérant, personne morale, la prise en compte des conditions de rémunération et d'emploi des salariés de la société n'est pas applicable.

5.2.4.1.2 Politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de Surveillance

5.2.4.1.2.1 Composition de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance, mandataires sociaux non exécutifs selon le Code Afep-Medef, est composée d'une partie fixe et d'une partie variable. La somme fixée par l'Assemblée Générale correspondant au montant global alloué à la rémunération des membres du Conseil de Surveillance est de 57 000 €.

Les critères de répartition de la rémunération sont les suivants :

- la partie fixe est allouée à chaque membre du Conseil de Surveillance selon la fonction exercée au sein du Conseil et, le cas échéant, du Comité d'Audit, et
- la partie variable est calculée à partir de montants forfaitaires par réunion, permettant de tenir compte de la participation effective de chaque membre du Conseil aux travaux du Conseil et de son Comité.

Participation aux réunions du Conseil

Part fixe annuelle attribuée au Président	3 000 €
Part fixe annuelle attribuée à chaque membre	1 500 €
Part variable attribuée au Président et à chaque membre	400 €

Participation aux réunions du Comité d'Audit

Part fixe annuelle attribuée au Président	1 000 €
Part variable attribuée au Président et à chaque membre	300 €

La part variable de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance est prépondérante car elle représente 60 % du total de la rémunération qui leur est allouée.

Il est précisé les éléments suivants :

- la part variable est versée même en cas de participation à une réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication
- à la suite de sa nomination et/ou de sa démission, le membre du Conseil perçoit la part fixe de sa rémunération au *pro rata temporis* sur l'exercice
- le montant versé à chaque membre du Conseil est, le cas échéant, rabaisé d'un même pourcentage de telle façon que le montant global effectivement versé reste dans l'enveloppe maximale fixée par l'Assemblée Générale
- les prélèvements fiscaux et sociaux sont acquittés directement par la société auprès de l'administration fiscale.

Conformément aux dispositions du Règlement Intérieur, les membres du Conseil ont droit au remboursement, sur justificatifs, des frais de déplacements engagés en vue d'assister aux réunions desdits Conseils et Comité.

La politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de Surveillance ne prévoit pas la possibilité de déroger à son application en cas de survenance de circonstances exceptionnelles ou, pour la société, de demander la restitution de la rémunération variable. Elle ne prévoit pas non plus de périodes de report éventuelles ni de critères de performance.

Par ailleurs, il est précisé, en application de l'article R. 22-10-40 du Code de commerce, que les membres du Conseil de Surveillance ne bénéficient :

- d'aucune rémunération en actions
- d'aucun élément de rémunération, indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou d'un changement de fonctions, ou postérieurement à celle-ci, ou droits conditionnels octroyés au titre d'engagements de retraite
- d'aucun engagement ou droit conditionnel
- d'aucun engagement relatif à l'octroi d'une indemnité de non-concurrence.

La rémunération allouée aux membres du Conseil rétribue leur participation aux travaux du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit institué en son sein, ainsi que leur responsabilité encourue dans le contrôle de la société. Elle a pour objectif d'attirer et de fidéliser des professionnels de qualité, capables de maintenir l'équilibre souhaité dans les compétences et expertises jugées nécessaires pour exercer un contrôle pertinent sur la société et conforme à la politique de diversité arrêtée par le Conseil de Surveillance.

La durée de leurs fonctions est de trois années au plus. Elle prend fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat ; les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles. Les membres du Conseil de Surveillance sont révocables dans les conditions prévues par la loi.

5.2.4.1.2.2 Processus de décision pour la détermination, la révision et la mise en œuvre de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance

La politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance, y compris les modalités de répartition de la rémunération, sont définies à l'article 1.9 du Règlement Intérieur du Conseil. Elle est arrêtée par le Conseil de Surveillance qui détermine le montant global maximum de la rémunération à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le montant annuel maximal de l'enveloppe est autorisé par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale Ordinaire et extraordinaire du 24 avril 2007 a alloué au Conseil de Surveillance une somme totale annuelle brute maximale de 57 000 € pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs et ce, jusqu'à une nouvelle décision de sa part. Les modalités de répartition de cette rémunération aux membres du Conseil ont été adoptées par le Conseil de Surveillance du 15 décembre 2005.

En application de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce, les éléments de cette politique de rémunération s'appliquant aux membres du Conseil de Surveillance ont été approuvés par le Conseil de Surveillance qui s'est tenu le 18 février 2022, étant précisé que cette politique de rémunération n'a pas fait l'objet de modification par rapport à celle précédemment arrêtée par le Conseil de Surveillance du 12 février 2021.

Par ailleurs, il est précisé, en application de l'article R. 22-10-40 du Code de commerce, que :

- le processus de décision mis en place au sein de la société impliquant un double niveau d'approbation par les associés commandités et l'Assemblée Générale, permet d'éviter les conflits d'intérêts
- compte tenu de la structure de la rémunération des membres du Conseil, la prise en compte des conditions de rémunération et d'emploi des salariés de la société n'est pas applicable.

5.2.4.2 Mise en œuvre de la politique de rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (« vote ex-post global »)

Dans le cadre du vote *ex-post* « global » prévu à l'article L. 22-10-77 I. du Code de commerce, les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce font l'objet d'un projet de résolution (7^e résolution) soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022 et à l'accord des commandités statuant à l'unanimité.



5.2.4.2.1 Rémunération versée et/ou attribuée au Gérant sur un périmètre consolidé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021

5.2.4.2.1.1 Informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce (excepté 5°)

Conformément à la politique de rémunération applicable au Gérant présentée ci-dessus, il a été versé par la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 à Covivio Hotels Gestion, à raison de son mandat de Gérant exercé au sein de la société, une rémunération totale fixe d'un montant de 1 202 766,19 €. Aucune autre rémunération ne lui a été attribuée à raison de son mandat au titre de cet exercice.

Il est précisé que Covivio Hotels Gestion n'a bénéficié au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- d'aucun élément variable ou exceptionnel ou autre avantage de quelque nature que ce soit
- d'aucun élément de rémunération, d'indemnité ou d'avantage à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci, notamment d'engagement de retraite ou autre avantage viager.

La proportion relative de la rémunération fixe représente donc 100 % de la rémunération totale.

Les ratios entre le niveau de la rémunération du Gérant et (i) d'une part, la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés de la société autres que les mandataires sociaux, et (ii) d'autre part, la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des salariés de la société (autres que les mandataires sociaux), s'avèrent non pertinents au niveau de Covivio Hotels, le Gérant étant une personne morale. En conséquence, il convient de se référer pour les informations requises au titre des 6° et 7° de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce à la partie rémunération du Document d'enregistrement universel de Covivio.

Tableau 1*

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées au Gérant (seul dirigeant mandataire social exécutif)

Covivio Hotels Gestion : Gérant	2020	2021
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	1 206 411,95 €	1 202 766,19 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	Néant	Néant
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	Néant	Néant
TOTAL	1 206 411,95 €	1 202 766,19 €

Tableau 2

Tableau récapitulatif des rémunérations du Gérant (seul dirigeant mandataire social exécutif)

Nom et fonction du dirigeant mandataire social Covivio Hotels Gestion : Gérant	2020		2021	
	Montants attribués	Montants versés	Montants attribués	Montants versés
Rémunération fixe	1 206 411,95 €	1 206 411,95 €	1 202 766,19 €	1 202 766,19 €
Rémunération variable annuelle	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération allouée à raison du mandat d'Administrateur	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature	Néant	Néant	Néant	Néant
TOTAL	1 206 411,95 €	1 206 411,95 €	1 202 766,19 €	1 202 766,19 €

5.2.4.2.1.2 Rémunération versée ou attribuée au Gérant par une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce (5° de l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce)

Covivio Hotels Gestion ne perçoit pas de rémunération de la part d'une entreprise comprise dans son périmètre de consolidation au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Il est précisé que Covivio Hotels Gestion est représentée depuis le 21 juin 2021 par Tugdual MILLET, Président, qui ne perçoit pas de rémunération de la part de Covivio Hotels. Sa rémunération est versée par Covivio, société mère de Covivio Hotels, au titre d'un contrat de travail. Covivio Hotels fait partie du périmètre de consolidation de Covivio.

5.2.4.2.1.3 Tableaux récapitulatifs sur la rémunération du dirigeant mandataire social exécutif établis conformément à l'annexe 4 du Code Afep-Medef

Les informations et les tableaux ci-dessous :

- présentent de manière synthétique les éléments de la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés ou attribués durant l'exercice clos le 31 décembre 2021 à Covivio Hotels Gestion, Gérant, en sa qualité de seul dirigeant mandataire social exécutif
- ont été établis conformément au Code Afep-Medef dans sa version révisée de janvier 2020
- respectent les recommandations de l'AMF n° 2012-02 (modifiée le 5 janvier 2022), sur le « gouvernement d'entreprise et rémunération des dirigeants des sociétés référant au Code Afep-Medef – Présentation consolidée des recommandations contenues dans les rapports annuels de l'AMF » et n° 2021-02 relatif au guide d'élaboration des documents d'enregistrements universels (modifiée le 5 janvier 2022) (« Recommandations AMF »).

Tableau 4

Options de souscriptions ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice au Gérant (seul dirigeant mandataire social exécutif) par l'émetteur et par toute société du groupe

(liste nominative)	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Covivio Hotels Gestion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Tableau 5

Options de souscriptions ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par le Gérant (seul dirigeant mandataire social exécutif)

(liste nominative)	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Covivio Hotels Gestion	Néant	Néant	Néant

Tableau 6

Actions de performance attribuées durant l'exercice au Gérant (seul dirigeant mandataire social exécutif) par l'émetteur et par toute société du groupe

(liste nominative)	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Covivio Hotels Gestion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Tableau 7

Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour la Gérant (seul dirigeant mandataire social exécutif)

(liste nominative)	N° et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice
Covivio Hotels Gestion	Néant	Néant

5.2.4.2.2 Rémunération versée et/ou attribuée aux membres du Conseil de Surveillance sur un périmètre consolidé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021

5.2.4.2.2.1 Informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce (excepté 5°)

Conformément à la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de Surveillance présentée ci-dessus, il a été versé par la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 aux membres du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit institué en son sein, une rémunération totale brute de 37 475 € dont la répartition est indiquée au paragraphe 5.2.4.2.2.3. ci-dessous. Le montant brut moyen de la rémunération par membre du Conseil de Surveillance est de 3 748 €.

La rémunération versée à un membre du Conseil de Surveillance personne physique donne lieu à l'application d'un prélèvement forfaitaire unique de 12,8 % et à des prélèvements sociaux de 17,2 %, soit un prélèvement total de 30 %, représentant une somme totale de 1 522 €. Ces prélèvements sont acquittés directement par la société auprès de l'administration fiscale.

Il est précisé que les membres du Conseil de Surveillance suivants ont renoncé à l'intégralité de leur rémunération au titre de leur mandat de membres de Conseil de Surveillance et, le cas échéant, de membre du Comité d'Audit :

- Christophe Kullmann et Olivier Estève, depuis le 1^{er} janvier 2015, et

- Najat Aasqui et la société Generali Vie représentée par Sébastien Pezet depuis le 1^{er} janvier 2019.

Il est précisé que les membres du Conseil de Surveillance n'ont bénéficié au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- d'aucun élément exceptionnel ou autre avantage de quelque nature que ce soit
- d'aucun élément de rémunération, d'indemnité ou d'avantage à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci, notamment d'engagement de retraite ou autre avantage viager.

La proportion relative de la rémunération fixe représente donc 40 % de la rémunération totale.

Le Conseil de Surveillance de la société bénéficiant d'une proportion de femmes de 46 % est conforme aux dispositions de l'article L. 22-10-3 du Code de commerce.

5.2.4.2.2.2 Rémunération versée ou attribuée aux membres du Conseil de Surveillance par une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce (5° de l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce)

Parmi les membres du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels :

- Christophe Kullmann, Président du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels, assume par ailleurs les fonctions de Directeur Général et d'Administrateur de la société Covivio, société mère de Covivio Hotels, et perçoit à ce titre une rémunération



- Olivier Estève assume par ailleurs les fonctions de Directeur Général Délégué de la société Covivio et perçoit à ce titre une rémunération.

Covivio Hotels fait partie du périmètre de consolidation de Covivio. Il est précisé que les éléments de rémunération perçus par Christophe Kullmann et Olivier Estève au titre des mandats visés ci-dessus sont versés par Covivio.

Tableau 1*

	2020		2021	
	Montants attribués au titre de l'année 2020	Montants versés en 2020	Montants attribués au titre de l'année 2021	Montants versés en 2021
Christophe Kullmann : Directeur Général de Covivio, Président du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels				
Rémunérations (détaillées au tableau 2)	1 238 376	1 610 376	1 635 457	1 235 457
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles	0	0	0	0
Valorisation des options attribuées	0	0	0	0
Valorisation des actions attribuées (détaillées au tableau 6)**	930 000	930 000	930 000	930 000
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	0	0	0	0
TOTAL	2 168 376	2 540 376	2 565 457	2 165 457

* L'attribution des actions de performance au titre de l'exercice N étant décalée en N +1, le tableau 1 distingue, à des fins de précision et d'exhaustivité des informations fournies, les attributions versées et celles attribuées au titre de chaque exercice

** La valorisation des actions n'intègre pas la partie du bonus versé en actions gratuites, déjà incluse, le cas échéant, dans le tableau 2

Note : la valorisation des actions est calculée par un expert indépendant

Tableau 2

	2020		2021	
	Montants attribués au titre de l'année 2020	Montants versés en 2020	Montants attribués au titre de l'année 2021	Montants versés en 2021
Christophe Kullmann : Directeur Général de Covivio, Président du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels				
rémunération fixe	700 000	700 000	700 000	700 000
rémunération variable annuelle ⁽¹⁾	498 000	870 000	898 000	498 000
rémunération variable pluri-annuelle	0	0	0	0
rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
rémunération allouée à raison du mandat d'Administrateur	0	0	0	0
avantages en nature (véhicule de fonction, assurance GSC)	40 376	40 376	37 457	37 457
TOTAL	1 238 376	1 610 376	1 635 457	1 235 457

(1) Le variable dû au titre de 2020, de 498 K€ a été versé en cash sur 2021. Le variable dû au titre de 2021, de 898 K€, est constitué de 700 K€ versés en cash et de 4 016 actions gratuites. Il sera versé sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 21 avril 2022.

Tableau 1*

	2020		2021	
	Montants attribués au titre de l'année 2020	Montants versés en 2020	Montants attribués au titre de l'année 2021	Montants versés en 2021
Olivier Estève : Directeur Général Délégué de Covivio, Membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels				
Rémunérations (détaillées au tableau 2)	683 926	939 926	977 976	680 976
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles	0	0	0	0
Valorisation des options	0	0	0	0
Valorisation des actions de performance (détaillées au tableau 6)**	400 000	400 000	400 000	400 000
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	0	0	0	0
TOTAL	1 083 926	1 339 926	1 377 976	1 080 976

* L'attribution des actions de performance au titre de l'exercice N étant décalée en N +1, le tableau 1 distingue, à des fins de précision et d'exhaustivité des informations fournies, les attributions versées et celles attribuées au titre de chaque exercice

** La valorisation des actions n'intègre pas la partie du bonus versé en actions gratuites, déjà incluse, le cas échéant, dans le tableau 2

Note : la valorisation des actions est calculée par un expert indépendant

Tableau 2

	2020		2021	
	Montants attribués au titre de l'année 2020	Montants versés en 2020	Montants attribués au titre de l'année 2021	Montants versés en 2021
Olivier Estève : Directeur Général Délégué de Covivio, Membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels				
rémunération fixe	400 000	400 000	400 000	400 000
rémunération variable annuelle ⁽¹⁾	242 000	498 000	539 000	242 000
rémunération variable pluri-annuelle	0	0	0	0
rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
rémunération allouée à raison du mandat d'Administrateur	0	0	0	0
avantages en nature (véhicule de fonction & assurance GSC)	41 926	41 926	38 976	38 976
TOTAL	683 926	939 926	977 976	680 976

(1) Le variable dû au titre de 2020, de 242 K€, a été versé en cash. Le variable dû au titre de 2021, de 539 K€, est constitué de 400 K€ versés en cash et de 2 819 actions gratuites. Il sera versé sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 21 avril 2022.

Tableau 4

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social exécutif par l'émetteur et par toute société du groupe

Nom du dirigeant mandataire social exécutif	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Christophe Kullmann	néant	néant	néant	néant		
Olivier Estève	néant	néant	néant	néant		

Tableau 5

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social exécutif

Nom du dirigeant mandataire social exécutif	N° et date du plan	Nature des options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Christophe Kullmann	néant	néant	néant
Olivier Estève	néant	néant	néant

Tableau 6

Actions de performance attribuées gratuitement à chaque dirigeant mandataire social exécutif par l'émetteur et par toute société du groupe

Nom du dirigeant mandataire social exécutif	Date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice *	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés ⁽¹⁾	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Christophe Kullmann	17/02/2021	30 333	30,66 €	17/02/2024	17/02/2024	- 50% = performance boursière relative par rapport à l'EPRA - 30% = critères économiques relatifs (évolution EPRA Earnings et ANR) vs EPRA - 20% = critères RSE
Olivier Estève	17/02/2021	13 046	30,66 €	17/02/2024	17/02/2024	

* au titre de l'année N-1

(1) Valeur de l'action calculée par un expert indépendant.

Tableau 7
Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social exécutif

Nom du dirigeant mandataire social exécutif	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition	Date d'acquisition
Christophe Kullmann	14/02/2018	14 823	Condition de présence + de performance boursière relative (1/2) et de réalisation des objectifs (1/2)	14/02/2021
Olivier Estève	14/02/2018	7 687		14/02/2021

Par ailleurs, les sociétés ACM Vie et Predica, membres du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels, sont également Administrateurs de la société Covivio et perçoivent une rémunération au titre de leur mandat présentée dans le tableau paragraphe 5.2.4.2.2.3 ci-dessous.

L'ensemble des renseignements détaillés sur la politique de rémunération des mandataires sociaux de Covivio figure dans le Document d'information universel de Covivio, disponible sur www.covivio.fr.

5.2.4.2.2.3 Tableau récapitulatif sur la rémunération des mandataires sociaux non exécutifs établis conformément à l'annexe 4 du Code Afep-Medef

Les informations et le tableau ci-dessous :

- présentent de manière synthétique les éléments de la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés ou attribués durant l'exercice clos le 31 décembre 2021 à chaque membre du Conseil de Surveillance, en leur qualité de mandataire sociaux non exécutifs
- ont été établis conformément au Code Afep-Medef dans sa version révisée de janvier 2020 et à la Recommandation AMF.

Tableau sur les rémunérations des mandataires sociaux non exécutifs versées et/ou attribuées par Covivio Hotels et les entreprises comprises dans le périmètre de consolidation de Covivio – Nomenclature du Code Afep-Medef

	Exercice clos le 31/12/2020		Exercice clos le 31/12/2021	
	Montants attribués	Montants versés	Montant attribués	Montants versés
Mandataires sociaux non exécutifs				
Christophe Kullmann, Président du Conseil de Surveillance				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de Président du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	0	0	0	0
Autres rémunérations au titre de son mandat de Directeur Général de Covivio	2 168 376 €	2 540 376 €	2 565 457 €	2 165 457 €
Autres rémunérations au titre de son mandat d'Administrateur de Covivio	0	0	0	0
Total	2 168 376 €	2 540 376 €	2 565 457 €	2 165 457 €
Olivier Estève				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	0	0	0	0
Autres rémunérations au titre de son mandat de Directeur Général Délégué de Covivio	1 083 926 €	1 339 926 €	1 377 976 €	1 080 976 €
Total	1 083 926 €	1 339 926 €	1 377 976 €	1 080 976 €
Covivio représentée par Laurie Goudallier ⁽¹⁾				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	3 500 €	3 500 €	2 700 €	2 700 €
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	3 500 €	3 500 €	2 700 €	2 700 €
Foncière Margaux représentée par Marielle Seegmuller ⁽¹⁾				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	3 500 €	3 500 €	3 900 €	3 900 €
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	3 500 €	3 500 €	3 900 €	3 900 €
Covivio Participations représentée par Joséphine Lelong-Chaussier ⁽¹⁾				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	3 500 €	3 500 €	3 900 €	3 900 €
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	3 500 €	3 500 €	3 900 €	3 900 €
Predica représentée par Emmanuel Chabas (1)				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	0	0	4 100 €	4 100 €
Autres rémunérations au titre de son mandat d'Administrateur de Covivio	0	0	46 000 €	46 000 €
Total	0	0	50 100 €	50 100 €

Mandataires sociaux non exécutifs	Exercice clos le 31/12/2020		Exercice clos le 31/12/2021	
	Montants attribués	Montants versés	Montant attribués	Montants versés
Najat Aasqui				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	0	0	0	0
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Acm Vie représentée par François Morrisson ⁽¹⁾				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	3 500 €	3 500 €	3 900 €	3 900 €
Autres rémunérations au titre de son mandat d'Administrateur de Covivio	43 000 €	43 000 €	42 250 €	42 250 €
Total	46 500 €	46 500 €	46 150 €	46 150 €
Generali Vie représentée par Sébastien Pezet				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	0	0	0	0
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Cardif Assurance Vie représentée par Nathalie Robin ⁽¹⁾				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	4 767 €	4 767 €	5 500 €	5 500 €
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	4 767 €	4 767 €	5 500 €	5 500 €
Sogecap représentée par Yann Briand ⁽¹⁾				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	3 500 €	3 500 €	3 900 €	3 900 €
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	3 500 €	3 500 €	3 900 €	3 900 €
Caisse des Dépôts et Consignations représentée par Arnaud Taverne ⁽¹⁾				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	3 800 €	3 800 €	4 500 €	4 500 €
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	3 800 €	3 800 €	4 500 €	4 500 €
Adriana Saitta				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	1 150 € ⁽²⁾	1 150 € ⁽²⁾	3 900 € ⁽²⁾	3 900 € ⁽²⁾
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	1 150 €	1 150 €	3 900 €	3 900 €
Jean Luchet (jusqu'au 8 avril 2021)				
Rémunérations (fixe, variable) au titre de son mandat de membre du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels	3 500 € ⁽²⁾	3 500 € ⁽²⁾	1 175 € ⁽²⁾	1 175 € ⁽²⁾
Autres rémunérations	0	0	0	0
Total	3 500 €	3 500 €	1 175 €	1 175 €
TOTAL	3 327 444 €	3 955 444 €	4 069 158 €	3 372 158 €

(1) La rémunération a été versée à la société, membre du Conseil de Surveillance et non à son représentant permanent.

(2) Cette rémunération a donné lieu à l'application de prélèvements fiscaux (prélèvement forfaitaire unique de 12,8 % et prélèvements sociaux de 17,2 % soit un prélèvement total de 30 %).

5.2.4.3 Rémunération versée et/ou attribuée au Président du Conseil de Surveillance et au Gérant par la société (« vote ex-post individuel »)

Dans le cadre du vote *ex-post* « individuel » prévu à l'article L. 22-10-77 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ou attribués au titre du même exercice, au Président du Conseil de Surveillance et au Gérant de la société font l'objet de projets de résolution distincts (8^e et 9^e résolutions) soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022 et à l'accord des commandités statuant à l'unanimité.

5.2.4.3.1 Rémunération versée et/ou attribuée par la société au Président du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, il n'a été versé ou attribué à Christophe Kullmann, en sa qualité de Président du Conseil de Surveillance aucun élément fixe, variable ou exceptionnel ni aucun avantage de quelque nature que ce soit. Il sera donc demandé à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022 d'en prendre acte.

5.2.4.3.2 Rémunération versée et/ou attribuée par la société au Gérant au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Conformément à la politique de rémunération applicable au Gérant présentée ci-dessus, il a été versé par la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 à Covivio Hotels Gestion, à raison de son mandat de Gérant exercé au sein de la société, une rémunération totale fixe d'un montant de 1 202 766,19 €. Aucune autre rémunération ne lui a été attribuée à raison de son mandat au titre de cet exercice.

Il est précisé que Covivio Hotels Gestion n'a bénéficié au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- d'aucun élément variable ou exceptionnel ou autre avantage de quelque nature que ce soit
- d'aucun élément de rémunération, d'indemnité ou d'avantage à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci, notamment d'engagement de retraite ou autre avantage viager.

5.2.5 Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales et synthèse des délégations financières en cours de validité dans le domaine des augmentations de capital

5.2.5.1 Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales

La participation des actionnaires aux Assemblées Générales est régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et applicables aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé. Ces modalités sont décrites aux articles 19 à 22 des statuts de la société.

Convocation – admission – quorum – majorité

Les Assemblées Générales d'actionnaires sont convoquées soit par la gérance, soit par le Conseil de Surveillance, ou par toute autre personne disposant de ce droit en vertu de la loi ou des statuts. Les convocations sont faites dans les formes et délais prévus par la loi et les règlements.

Les Assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et de l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou d'un intermédiaire inscrit pour son compte.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, les actionnaires doivent justifier de la propriété de leurs titres au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris :

- pour l'actionnaire au nominatif, par l'inscription de ses actions sur les registres de la société à cette date
- pour l'actionnaire au porteur, par l'inscription en compte de ses actions, à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au plus tard à cette date, dans son compte titres tenu par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier. L'inscription en compte des titres doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité. Cette attestation doit être jointe au formulaire de vote par correspondance ou par procuration, ou à la demande de carte d'admission, adressés par l'intermédiaire habilité, à la société.

Les Assemblées Générales sont présidées par le Gérant ou par l'un des Gérants, s'ils sont plusieurs, sauf si l'Assemblée est convoquée par le Conseil de Surveillance, auquel cas elle est présidée par le Président de ce Conseil, ou l'un de ses membres désigné à cet effet. En cas de convocation par une autre personne spécialement habilitée par la loi, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'Assemblée, celle-ci élit son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

À chaque Assemblée, est tenue une feuille de présence contenant les mentions prévues par la loi.

Toute copie ou extrait d'un procès-verbal devra être certifié par l'un des Gérants, par le Président du Conseil de Surveillance ou par le secrétaire de l'Assemblée.

Aucune délibération ne peut être adoptée lors d'une Assemblée Générale Ordinaire sans l'accord unanime et préalable du ou des commandités à l'exception des délibérations relatives à l'élection, à la démission ou à la révocation des membres du Conseil de Surveillance. Les délibérations des Assemblées Générales Ordinaires sont adoptées à la majorité des voix des actionnaires présents, représentés, ou ayant voté par correspondance à cette Assemblée.

Une délibération ne peut être adoptée, lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire, qu'avec l'accord unanime et préalable du ou des commandités. Par exception, en cas de pluralité de commandités, les délibérations requises pour décider la transformation de la société en société d'une autre forme ne nécessiteront l'accord préalable que de la majorité des voix commandités. Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont adoptées, dans tous les cas, à la majorité des deux tiers des actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Les actionnaires peuvent voter par correspondance ou donner pouvoir dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

En application des nouvelles dispositions légales et réglementaires, les abstentions ne sont plus comptabilisées comme des votes opposés aux résolutions mises en voix. Elles sont désormais, au même titre que les votes blancs ou nuls, exclues du décompte des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés.

Le formulaire de vote unique par correspondance ou par procuration, mis à jour de ces nouvelles dispositions légales et réglementaires, est également disponible sur le site Internet de la société.

À l'issue de chaque Assemblée Générale, la société publie sur son site Internet un compte rendu de celle-ci comprenant notamment les résultats de vote de chacune des résolutions présentées aux actionnaires.

Droit de vote

Chaque actionnaire a un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il possède ou représente.

La société a maintenu, au terme de son Assemblée Générale du 10 avril 2015, sur proposition de la gérance, le principe « une action = une voix » approuvé par les actionnaires en renonçant à l'attribution automatique du droit de vote double conformément à l'article L. 22-10-46 du Code de commerce instaurée par la loi Florange du 29 mars 2014 et a ainsi modifié l'article 9 des statuts.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres donnés en gage, par l'usufruitier dans les Assemblées Ordinaires et par le nu-propriétaire dans les Assemblées Extraordinaires.

L'actionnaire dispose de deux moyens pour exercer son droit de vote :

- assister personnellement à l'Assemblée Générale en demandant une carte d'admission



- utiliser un formulaire de vote par correspondance ou par procuration, qui offre à l'actionnaire la possibilité de choisir l'une des trois options suivantes :
 - donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale : celui-ci émettra alors au nom de l'actionnaire un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Gérant et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets
 - voter par correspondance en suivant les instructions de vote mentionnées
 - donner procuration à toute autre personne physique ou morale au choix de l'actionnaire assistant à l'Assemblée Générale en inscrivant les coordonnées de cette personne.

Le formulaire de vote est accessible, dans les délais requis, sur le site Internet de la société (www.covivio-hotels.fr), et peut être demandé par voie électronique ou postale à la société ou à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres de l'actionnaire, six jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale.

La date ultime de réception des formulaires est de trois jours calendaires précédant l'Assemblée Générale pour le vote par correspondance et pour les pouvoirs sous format papier.

5.2.5.2 Synthèse des délégations financières en cours de validité dans le domaine des augmentations de capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 3° du Code de commerce, est présentée ci-dessous la synthèse des délégations en cours accordées par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires en date du 8 avril 2021 relatives aux augmentations de capital :

Délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021	Validité de la délégation	Utilisation de la délégation
Autorisation donnée au Gérant pour décider l'augmentation du capital social de la société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes pour un montant nominal maximal de 53 000 000 €. (19 ^e résolution)	26 mois soit jusqu'au 7 juin 2023	Néant
Autorisation donnée au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant nominal maximal de 265 000 000 €. Plafond nominal d'émission des valeurs mobilières représentatives de créances fixé à 1 000 000 000 € (correspondant au plafond global de l'ensemble des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu de ladite délégation et de celles conférées au titre des 22 ^e à 25 ^e résolution). (21 ^e résolution)	26 mois soit jusqu'au 7 juin 2023	Le 14 juin 2021 : augmentation de capital d'un montant nominal de 62 375 344 €
Autorisation donnée au Gérant à l'effet d'émettre, par voie d'offre au public, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et, pour les émissions d'actions, un délai de priorité obligatoire, pour un montant nominal maximal de 53 000 000 €. Plafond nominal d'émission des titres de créances fixé à 1 000 000 000 € (s'impute sur le plafond global de l'ensemble des titres de créances fixé à la 21 ^e résolution). (22 ^e résolution)	26 mois soit jusqu'au 7 juin 2023	Néant
Autorisation donnée au Gérant à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, dans la limite de 10 % du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Plafond nominal d'émission des titres de créances fixé à 1 000 000 000 € (s'impute sur le plafond global de l'ensemble des titres de créances fixé à la 21 ^e résolution). (24 ^e résolution)	26 mois soit jusqu'au 7 juin 2023	Néant
Autorisation donnée au Gérant à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant nominal maximal de 53 000 000 €. Plafond nominal d'émission des titres de créances fixé à 1 000 000 000 € (s'impute sur le plafond global de l'ensemble des titres de créances fixé à la 21 ^e résolution). (25 ^e résolution)	26 mois soit jusqu'au 7 juin 2023	Néant
Autorisation donnée au Gérant à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la société adhérant à un plan d'épargne avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant nominal maximal de 500 000 €. (26 ^e résolution)	26 mois soit jusqu'au 7 juin 2023	Néant

5.2.6 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

- Structure du capital :

Les renseignements relatifs à la structure du capital de Covivio Hotels sont présentés dans le rapport de gestion de la société.

- Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote :

L'article 8 des statuts de la société prévoit (i) pour les personnes morales détenant directement ou indirectement plus de 10 % du capital social et (ii) pour les actionnaires détenant indirectement, par l'intermédiaire de la société, un pourcentage du capital social ou des droits à dividendes de sociétés anonymes cotées d'investissement immobilier en Espagne (les « SOCIMI ») au moins égal à celui visé à l'article 9.3 de la Loi du Royaume d'Espagne 11/2009, du 26 octobre 2009, et dont les titres ne seraient pas inscrits au nominatif au plus tard le deuxième jour ouvré précédant la date de toute Assemblée Générale des actionnaires de la société, un plafonnement des droits de vote au nombre d'actions inscrites sous la forme nominative à cette date. La régularisation pourra intervenir par inscription de l'intégralité des actions détenues directement ou indirectement, sous la forme nominative, au plus tard le deuxième jour ouvré précédent cette Assemblée Générale.

En outre, l'article 9bis des statuts prévoit également une obligation de déclaration à la société de tout franchissement de seuil de 1 % du capital et des droits de vote de celle-ci ou d'un quelconque multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils légaux et réglementaires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans le délai prévu à l'article R. 233-1 du Code de commerce.

À défaut d'avoir été régulièrement déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée Générale d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la déclaration, à la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5 % du capital social.

L'article L. 233-14 al. 1 du Code de commerce dispose que l'actionnaire qui n'aurait pas procédé régulièrement aux déclarations prévues aux I, II, VI et VII de l'article L. 233-7 est privé des droits de vote attachés à ces actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

- Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce :

Ces éléments sont exposés au 1.9 du rapport de gestion.

- Titres comportant des droits de contrôle spéciaux :

Néant.

- Mécanisme de contrôle prévu dans un éventuel système d'actionariat salarié :

Néant.

- Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote :

Les sociétés Covivio, ACM Vie SA – Assurances du Crédit Mutuel Vie, Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole – Predica, Pacifica, Spirica, Generali Vie, Generali Iard, L'Équité Compagnie d'Assurances et de Réassurances Contre les Risques de toute Nature (étant précisé que Generali Vie, Generali Iard et L'Équité Compagnie d'Assurances et de Réassurances Contre les Risques de toute Nature sont considérées comme une seule et même partie pour l'application du pacte), Cardif Assurance Vie, Sogecap et la Caisse des Dépôts et Consignations, ont conclu le 21 novembre 2019 un pacte d'actionnaires, lequel annule et remplace le pacte d'actionnaires qui avait été conclu, le 29 novembre 2004, entre Covivio, ACM Vie SA, Predica, Pacifica et Generali Vie pour une durée de 5 ans, renouvelable tacitement par périodes successives de même durée sauf dénonciation par l'une des parties sous réserve de respecter un préavis de 6 mois avant chaque période successive de renouvellement.

Le pacte prévoit un droit de première offre dans le cas où une partie souhaiterait transférer à tout tiers des titres représentant plus de 1,5 % du capital de la société sur une période de 12 mois glissants. Dans cette hypothèse, les autres investisseurs pourront, seul ou conjointement avec d'autres bénéficiaires adresser à la partie cédante une offre inconditionnelle d'acquiescer le bloc d'actions à un prix déterminé.

Le pacte prévoit également dans l'hypothèse où une partie au pacte souhaite céder sur le marché tout ou partie de ses titres représentant moins de 1,5 % du capital de la société sur une période de 12 mois glissants et n'entrant donc pas dans le champ d'application du droit de première offre, elle devra en informer préalablement les autres parties et éviter toutes démarches de nature à perturber le bon fonctionnement du marché. Ces stipulations ne s'appliquent pas aux opérations réalisées de gré et gré hors marché.

- Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil de Surveillance ainsi qu'à la modification des statuts :

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société en commandite par actions.

- Pouvoirs du Gérant en matière d'émission ou de rachat d'actions :

La synthèse des délégations en cours accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en date du 8 avril 2021 relatives aux augmentations de capital est présentée au 5.2.5.2.

L'Assemblée Générale Mixte du 8 avril 2021 a autorisé le Gérant (17^e résolution) en vue de l'achat par la société de ses propres actions : il est proposé à l'Assemblée Générale Mixte convoquée pour le 7 avril 2022 de remplacer cette autorisation par une nouvelle autorisation ayant le même objet.

- Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société :

Les contrats de financement de Covivio Hotels, en tant qu'emprunteur, sont généralement assortis de clauses de changement de contrôle, lequel est défini comme la perte du contrôle de Covivio Hotels par Covivio. Ces clauses permettent aux établissements prêteurs d'exiger le remboursement de la dette en cas d'occurrence d'un changement de contrôle.

- Accords prévoyant des indemnités par les membres du Conseil de Surveillance ou les salariés en cas de démission ou de licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si l'emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange :

Néant



Barceló Torre de Madrid
© Covivio / DR

16

opérateurs et partenaires
hôtelières, leaders en Europe
et à l'international.



6

Renseignements et gestion

6.1 Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital	246	6.4 Responsable du document	256
6.1.1 Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	246	6.4.1 Responsable du document	256
6.1.2 Renseignements de caractère général concernant le capital	247	6.4.2 Attestation du responsable incluant le rapport financier annuel	256
6.1.3 Actionnariat de la société	249	6.4.3 Informations financières historiques	256
6.2 Présentation de la société	250	6.5 Document d'information annuel (art. 221-1-1 du règlement général de l'AMF)	257
6.2.1 Historique	250	6.5.1 Communication au titre de l'information réglementée publiée sur le site Internet de l'AMF et sur le site Internet de Covivio Hotels	257
6.2.2 Organigramme du groupe au 31 décembre 2021	251	6.5.2 Publications au BALO (bulletin des annonces légales obligatoires)	257
6.3 Administration, Direction et Conseil de Surveillance	253	6.6 Rapport condensé des experts	258
6.3.1 Direction (article 10 des statuts)	253	6.6.1 Contexte général de la mission	258
6.3.2 Pouvoirs et rémunération du Gérant (articles 10, 11 et 14 des statuts)	253	6.6.2 Conditions de réalisation	258
6.3.3 Conseil de Surveillance (articles 12 à 15 des statuts)	254	6.6.3 Juste valeur globale	259
6.3.4 Commissaires aux comptes	255	6.6.4 Observations générales	262

6.1 Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital

6.1.1 Renseignements de caractère général concernant l'émetteur

6.1.1.1 Dénomination sociale (article 2 des statuts)

Covivio Hotels

6.1.1.2 Forme juridique (article 1 des statuts)

Constituée sous la forme d'une société anonyme à Conseil d'Administration, Covivio Hotels a été transformée en société en commandite par actions lors de l'Assemblée Générale Mixte réunie le 30 novembre 2004.

6.1.1.3 Siège social (article 4 des statuts)

Le siège social de la société est fixé au 30, avenue Kléber – 75116 Paris.

6.1.1.4 Registre du commerce et des sociétés

La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 955515895.

Le code APE de la société est : 6820B.

Son numéro Siret est le 955 515 895 00071.

Son LEI est 969500N2QX5LGFZ0I67.

6.1.1.5 Marché de cotation des actions

Les actions Covivio Hotels (Code ISIN : FR0000060303) sont admises aux négociations sur le marché Euronext Paris – Compartiment A.

Les obligations Covivio Hotels émises en mai 2015 (Code ISIN : FR0012741072), en septembre 2018 (Code ISIN : FR0013367422) et en juillet 2021 (Code ISIN : FR0014004Q15) sont admises aux négociations sur le marché Euronext Paris.

6.1.1.6 Nationalité

La société est soumise au droit français.

6.1.1.7 Durée de la société (article 5 des statuts)

La société a été constituée en 1900. La durée de la société, qui devait expirer le 31 décembre 1949, a été prorogée de 90 ans, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 8 mai 1941, elle prendra donc fin le 31 décembre 2039, sauf liquidation anticipée ou prorogation.

6.1.1.8 Objet social (article 3 des statuts)

Covivio Hotels a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, pour elle-même ou en participation avec des tiers :

- à titre principal :
 - l'acquisition de tous terrains, droits immobiliers ou immeubles, y compris par voie de bail à construction, affectés notamment au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large, ainsi que tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire ou l'annexe desdits biens immobiliers ou concourir à leur développement
 - la construction d'immeubles affectés au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large et toutes opérations ayant un rapport direct ou indirect avec la construction de ces immeubles
 - l'exploitation et la mise en valeur par voie de location de ces biens immobiliers
 - l'acquisition ou la conclusion de tout contrat de crédit-bail immobilier en qualité de crédit-preneur en vue de la location ou de la mise à disposition à titre onéreux des immeubles objets desdits contrats de crédit-bail
 - directement ou indirectement, la détention de participations dans des personnes visées à l'article 8 et aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 206 du Code général des impôts, et plus généralement la prise de participation dans toutes sociétés dont l'objet principal est l'exploitation d'un patrimoine immobilier locatif affecté au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large ainsi que l'animation, la gestion et l'assistance de telles personnes et sociétés.
- à titre accessoire :
 - directement ou indirectement la prise à bail de tous biens immobiliers affectés au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large y compris par voie de crédit-bail ou de location financière
 - la gestion, l'administration, la négociation et la vente de tous biens et droits immobiliers pour le compte de tiers et de filiales directes et indirectes, affectés au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large
 - indirectement l'acquisition, la détention, la cession et l'exploitation de fonds de commerce dans le secteur de la santé, des loisirs et l'hébergement au sens large.
- à titre exceptionnel, l'aliénation notamment par voie de cession, d'apport et de fusion des actifs de la société
- et plus généralement :
 - la participation en qualité d'emprunteur et de prêteur à toute opération de prêt ou de trésorerie intragroupe et la possibilité de consentir à cet effet toutes garanties réelles ou personnelles mobilières ou immobilières, hypothécaires ou autres
 - et toutes opérations civiles, financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières jugées utiles pour le développement de l'un des objets précités de la société.

6.1.1.9 Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

Au siège social : 30, avenue Kléber – 75116 Paris (téléphone : 01 58 97 50 00)

Sur le site Internet : www.Covivio-hotels.fr

Sur le site de l'AMF : www.amf-france.org

6.1.1.10 Droits des commanditaires

Les droits des actionnaires commanditaires sont régis par le droit commun.

6.1.1.11 Droits et statut des associés commandités (article 18 des statuts)

L'unique associé commandité de la société, également Gérant de la société, est la société Covivio Hotels Gestion, société par actions simplifiée au capital de 37 000 euros dont le siège social est situé 30, avenue Kléber 75016 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le n° 450140298.

Les droits des commandités sont régis par le droit commun et par les dispositions statutaires suivantes. Aux termes de l'article 20 4) des statuts : « À l'exception des délibérations relatives à l'élection, à la démission ou à la révocation des membres du Conseil de Surveillance, aucune délibération ne peut être adoptée lors d'une Assemblée Générale Ordinaire, sans l'accord unanime et préalable du ou des commandités. Ledit accord doit être recueilli par la gérance, préalablement à la réunion de ladite Assemblée Générale Ordinaire. »

Aux termes de l'article 21 3) des statuts : « Une délibération ne peut être adoptée, lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire, qu'avec l'accord unanime et préalable du ou des commandités ; toutefois, en cas de pluralité de commandités, les délibérations requises pour décider la transformation de la société en société d'une autre forme ne nécessiteront l'accord préalable que de la majorité de ceux-ci ».

Le statut d'associé commandité se perd dans les cas prévus par la loi.

L'associé commanditaire et Gérant est indéfiniment et solidairement responsable du passif social.

6.1.1.12 Exercice social (article 23 des statuts)

Chaque exercice social a une durée de 12 mois qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

6.1.2 Renseignements de caractère général concernant le capital

6.1.2.1 Forme des actions – identification des actionnaires (article 8 des statuts)

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Toutefois :

- tout actionnaire autre qu'une personne physique venant à détenir, directement ou par l'intermédiaire d'entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, un pourcentage des droits à dividendes de la société au moins égal à celui visé à l'article 208 C II ter du Code général des impôts
- tout actionnaire qui détient indirectement, par l'intermédiaire de la société, un pourcentage du capital social ou des droits à dividendes de sociétés anonymes cotées d'investissement immobilier en Espagne (les « SOCIMI ») au moins égal à celui visé à l'article 9.3 de la Loi du Royaume d'Espagne 11/2009, du 26 octobre 2009 (la « Loi 11/2009 »).

6.1.1.13 Répartition statutaire des bénéfices (article 25 des statuts)

Sur le bénéfice distribuable de chaque exercice, il est d'abord prélevé une somme égale à 500 000 euros qui est versée à l'associé commandité. Ce dividende préciputaire est cumulatif. Le solde du bénéfice distribuable au titre de chaque exercice est réparti entre les actionnaires commanditaires, étant précisé que, conformément au régime fiscal applicable aux sociétés d'investissements immobiliers cotée (« SIIC ») pour lequel la société Covivio Hotels a opté, les bénéfices exonérés provenant de la location d'immeubles et de dividendes de sociétés ayant opté pour le régime SIIC sont obligatoirement distribués avant la fin de l'exercice qui suit celui de leur réalisation à hauteur, respectivement, de 95 % et 100 % et ceux provenant de la cession d'immeubles ou de participations dans des sociétés ayant opté pour le régime SIIC à hauteur de 70 % avant la fin du deuxième exercice qui suit celui de leur réalisation.

6.1.1.14 Assemblées Générales

Ces éléments sont détaillés dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, chapitre 5.2 du présent Document.

Franchissement de seuils statutaires (article 9 bis des statuts)

Outre l'obligation légale d'informer la société de la détention de certaines fractions du capital et d'effectuer toute déclaration d'intention en conséquence, toute personne physique ou morale, agissant seul ou de concert, venant à détenir ou cessant de détenir, directement ou indirectement, au moins un pour cent (1 %) du capital ou des droits de vote de la société, ou tout multiple de ce pourcentage doit en informer la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans le délai prévu à l'article R. 233-1 du Code de commerce, en indiquant également le nombre de titres donnant accès à terme au capital social qu'elle détient, le nombre de droits de vote qui y sont attachés ainsi que l'ensemble des informations mentionnées à l'article L. 233-7 I du Code de commerce. Les sociétés de gestion de fonds communs de placement sont tenues de procéder à cette information pour l'ensemble des actions de la société détenues par les fonds qu'elles gèrent.

À défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions ci-dessus exposées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée Générale qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux (2) ans suivant la date de régularisation de la déclaration, à la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5 % du capital social.

(un « Actionnaire Concerné ») devra impérativement inscrire l'intégralité des actions dont il est lui-même propriétaire au nominatif et faire en sorte que les entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce inscrivent l'intégralité des actions de la société dont elles sont propriétaires au nominatif. Tout Actionnaire Concerné qui ne se conformerait pas à cette obligation, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant la date de toute Assemblée Générale, verrait les droits de vote qu'il détient, directement et par l'intermédiaire d'entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, plafonnés, lors de l'Assemblée Générale concernée, au nombre d'actions inscrites sous la forme nominative à cette date.

L'Actionnaire Concerné susvisé retrouvera l'intégralité des droits de vote attachés aux actions qu'ils détient, directement et par l'intermédiaire d'entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, lors de la plus prochaine

Assemblée Générale, sous réserve de la régularisation de sa situation par inscription de l'intégralité des actions qu'il détient, directement ou par l'intermédiaire d'entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous la forme nominative, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant cette Assemblée Générale.

Le registre des titres nominatifs est détenu par CIC Market Solutions.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte au nom de leur propriétaire selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

La société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions prévues par les articles L. 228-2 et suivants du Code de commerce en matière d'identification (i) de détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées Générales d'actionnaires (une « Assemblée Générale ») et (ii) de porteurs d'obligations émises par la société.

6.1.2.2 Cession des actions (article 8 des statuts)

Les actions sont librement cessibles et transmissibles selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur. La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement de compte à compte.

6.1.2.3 Droits et obligations attribués aux actions (article 9 des statuts)

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le *boni* de liquidation revenant aux actionnaires en application des statuts, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne répondent des dettes sociales que dans la limite de leur apport, soit à concurrence de la valeur nominale des actions qu'ils possèdent.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Il n'est pas conféré de droit de vote double en application de l'article L. 22-10-46 du Code de commerce.

Chaque action donne droit de participer aux Assemblées d'actionnaires, avec voix délibérative, dans les conditions et sous les réserves prévues par la loi, les règlements et les statuts.

Toute personne possédant une ou plusieurs actions est tenue par les statuts et par toutes les décisions prises par les Assemblées Générales.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actionnaires devront faire leur affaire personnelle du regroupement d'actions nécessaires sans pouvoir rien prétendre de la société.

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. En conséquence, les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux.

Chacune des actions donne droit, en cas de répartition ou de remboursement, à la même somme nette. Il sera, en conséquence, fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société auxquelles cette répartition ou ce remboursement pourrait donner lieu.

Tout Actionnaire Concerné dont la situation propre ou celle de ses associés rend :

- (i) la société redevable du prélèvement (le « Prélèvement ») visé à l'article 208 C II ter du Code général des impôts ; ou
- (ii) les SOCIMI, dont le capital est détenu directement ou indirectement par la société, redevables du prélèvement espagnol (le « Prélèvement Espagnol ») visé à l'article 9.3 de la Loi 11/2009.

(un « Actionnaire à Prélèvement ») sera tenu d'indemniser la société du Prélèvement et/ou du Prélèvement Espagnol dû(s) en conséquence de la distribution par la société ou les SOCIMI, dont le capital est détenu directement ou indirectement par la société, de dividendes, réserves, primes ou « produits réputés distribués » au sens du Code général des impôts ou de la Loi du Royaume d'Espagne 27/2014, du 27 novembre 2014, sur l'impôt sur les sociétés, respectivement, dans les conditions de l'article 9.3 ci-dessous.

Tout Actionnaire Concerné est présumé être un Actionnaire à Prélèvement. S'il déclare ne pas être un Actionnaire à Prélèvement, il devra fournir à la société sur demande de cette dernière :

- (i) pour les besoins du Prélèvement, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la mise en paiement des distributions un avis juridique satisfaisant et sans réserve émanant d'un cabinet d'avocats de réputation internationale et ayant une compétence reconnue en matière de droit fiscal français ou du pays de résidence de l'Actionnaire Concerné attestant qu'il n'est pas un Actionnaire à Prélèvement, qu'il est bénéficiaire effectif des dividendes et que les distributions mises en paiement à son bénéfice ne rendent pas la société redevable du Prélèvement
- (ii) pour les besoins du Prélèvement Espagnol, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la mise en paiement des distributions par les SOCIMI dont le capital est détenu directement ou indirectement par la société un certificat de résidence fiscale délivré par l'autorité compétente du pays dans lequel l'Actionnaire Concerné déclare être résident et, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la mise en paiement des distributions un avis satisfaisant et sans réserve attestant qu'il n'est pas un Actionnaire à Prélèvement Espagnol et que les distributions mises en paiement par les SOCIMI, dont le capital est détenu directement ou indirectement par la société, ne donnent pas lieu au paiement du Prélèvement Espagnol à raison de leur participation dans la société.

Dans l'hypothèse où (a) la société détiendrait, directement ou indirectement, un pourcentage des droits à dividendes au moins égal à celui visé à l'article 208 C II ter du Code général des impôts ou plus d'une ou plusieurs sociétés d'investissements immobiliers cotées visées à l'article 208 C du Code général des impôts (une « SIIC Fille ») ou (b) la société détiendrait, directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits à dividende au moins égal à celui visé à l'article 9.3 de la Loi 11/2009 d'une ou plusieurs SOCIMI, et, où la SIIC Fille ou ladite SOCIMI, du fait de la situation de l'Actionnaire à Prélèvement, aurait acquitté le Prélèvement ou le Prélèvement Espagnol, l'Actionnaire à Prélèvement devra, selon le cas, indemniser la société soit, pour le montant versé à titre d'indemnisation par la société à la SIIC Fille ou à la SOCIMI concernée au titre du paiement du Prélèvement par la SIIC Fille ou du Prélèvement Espagnol par la SOCIMI soit, en l'absence d'indemnisation de la SIIC Fille ou de la SOCIMI par la société, pour un montant égal au Prélèvement acquitté par la SIIC Fille ou au Prélèvement Espagnol acquitté par la SOCIMI concernée, de telle manière que les autres actionnaires de la société ne supportent pas économiquement une part quelconque du Prélèvement ou du Prélèvement Espagnol payé respectivement par l'une quelconque des SIIC ou des SOCIMI dans la chaîne des participations à raison de l'Actionnaire à

Prélèvement (l'« Indemnisation Complémentaire »). Le montant de l'Indemnisation Complémentaire sera supporté par chacun des Actionnaires à Prélèvement en proportion de leurs droits à dividendes respectifs divisé par les droits à dividendes totaux des Actionnaires à Prélèvement.

La société sera en droit d'effectuer une compensation entre sa créance indemnitaire à l'encontre de tout Actionnaire à Prélèvement, d'une part, et les sommes devant être mises en paiement par la société à son profit, d'autre part. Ainsi, les sommes distribuées par la société devant, au titre de chaque action détenue par ledit Actionnaire à Prélèvement, être mises en paiement en sa faveur en application de la décision de distribution susvisée ou d'un rachat d'actions, seront réduites à concurrence du montant du Prélèvement ou Prélèvement Espagnol dû par la société ou les SOCIMI au titre de la distribution de ces sommes et/ou de l'Indemnisation Complémentaire.

Le montant de toute indemnisation due par un Actionnaire à Prélèvement sera calculé de telle manière que la société soit placée, après paiement de celle-ci et compte tenu de la fiscalité qui lui serait éventuellement applicable, dans la même situation que si le Prélèvement ou Prélèvement Espagnol n'avait pas été rendu exigible. En particulier, l'indemnisation devra inclure tout impôt dû par la société au titre de l'indemnisation.

La société et les Actionnaires Concernés coopéreront de bonne foi en sorte de quoi soient prises toutes mesures raisonnables pour limiter le montant du Prélèvement ou du Prélèvement Espagnol dû ou à devoir et de l'indemnisation qui en a résulté ou qui en résulterait.

6.1.2.4 Conditions de modification du capital social (article 7 des statuts)

Les autorisations de modification du capital social sont exposées dans le rapport de gestion.

6.1.3 Actionnariat de la société

La répartition du capital et des droits de vote sur les trois derniers exercices est présentée dans le rapport de gestion au paragraphe 1.6.2.

6.1.3.1 Informations sur les principaux actionnaires au 31 décembre 2021

Les principaux actionnaires ou groupe d'actionnaires sont présentés dans le rapport de gestion au paragraphe 1.6.

6.1.3.2 Contrats importants

Au cours des deux derniers exercices :

- Covivio Hotels n'a pas conclu de contrats importants auxquels l'émetteur ou tout autre membre du groupe est partie
- aucun contrat n'a été souscrit par un membre quelconque du groupe contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du groupe une obligation ou un droit important pour l'ensemble du groupe autres que ceux conclus dans le cadre normal de ses activités à l'exception des contrats financiers en cours au 31 décembre 2021 présentés ci-dessous.

Le capital social peut être augmenté ou réduit, par tout mode et de toute manière autorisés par la loi.

Toute augmentation ou réduction du capital doit être décidée en Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, après avoir reçu l'accord unanime des commandités.

Le Conseil de Surveillance fait un rapport sur toute proposition d'augmentation ou de réduction du capital social proposé par la gérance aux actionnaires.

L'Assemblée des Actionnaires peut, conformément à la loi, déléguer à la gérance tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'augmentation ou la réduction du capital proposée, en déterminer le montant, les conditions et prendre toute mesure nécessaire à la bonne réalisation de l'opération.

6.1.2.5 Instruments financiers non représentatifs du capital

Néant.

6.1.2.6 Autres titres donnant accès au capital

Néant.

6.1.2.7 Autorisation d'augmentation du capital

Le tableau des délégations en cours en matière d'augmentation du capital social de la société accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires du 8 avril 2021 figure dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, au paragraphe 5.2.5.2.

6.1.2.8 Évolution du capital au cours des cinq dernières années

Le tableau d'évolution du capital social au cours des cinq derniers exercices figure dans le rapport de gestion, au paragraphe 1.6.4.

Émission d'un emprunt obligataire par placement privé de 200 M€

La société a émis le 29 mai 2015 un emprunt obligataire par placement privé de 200 M€ auprès d'investisseurs institutionnels. Cette émission de 2 000 obligations d'une valeur nominale de 100 000 €, à échéance le 29 mai 2023, offre un coupon de 2,218 %.

Émission d'un emprunt obligataire de 350 M€

La société a émis en septembre 2018 un emprunt obligataire à 7 ans de 350 M€ (échéance au 24 septembre 2025). Cette émission, qui faisait suite à l'obtention d'un rating S&P BBB perspective positive, offre un coupon de 1,875 %.

Emission d'un emprunt obligataire de 599 M€

La société a émis en juillet et octobre 2021 un emprunt obligataire à 8 ans d'un montant de 599 M€. Cette émission offre un coupon de 1%.

Les principaux contrats financiers sont détaillés dans les annexes comptables figurant en partie 4 du présent document d'enregistrement universel.

6.2 Présentation de la société

6.2.1 Historique

Créée en 1900, puis introduite en Bourse dès 1903, la société Établissements Ferrand et Renaud avait pour activité la fabrication de pâtes alimentaires et tous autres produits se rattachant à cette industrie.

En 1961, la société a apporté son fonds industriel et commercial aux sociétés nouvelles Régia-Scaramelli et Semoulerie de Bellevue, et l'ensemble immobilier constituant l'usine de Lyon à une société nouvelle. Suite à ces apports, elle est devenue une société holding.

Depuis 2001, date de la cession du dernier actif immobilier significatif, l'activité de Ferrand et Renaud se limitait à la détention d'une participation de 35 % dans Oralia Investissements, société d'administration de biens et d'un portefeuille de valeurs mobilières.

L'exercice 2004 de Ferrand et Renaud a été marqué par la cession de quelques actifs représentant une faible valeur unitaire mais surtout par la cession le 29 novembre 2004, de l'intégralité de la participation dans Oralia à son actionnaire majoritaire actuel pour une valeur de 11 480 433 euros et de sa filiale immobilière Foch à Christian Baverey.

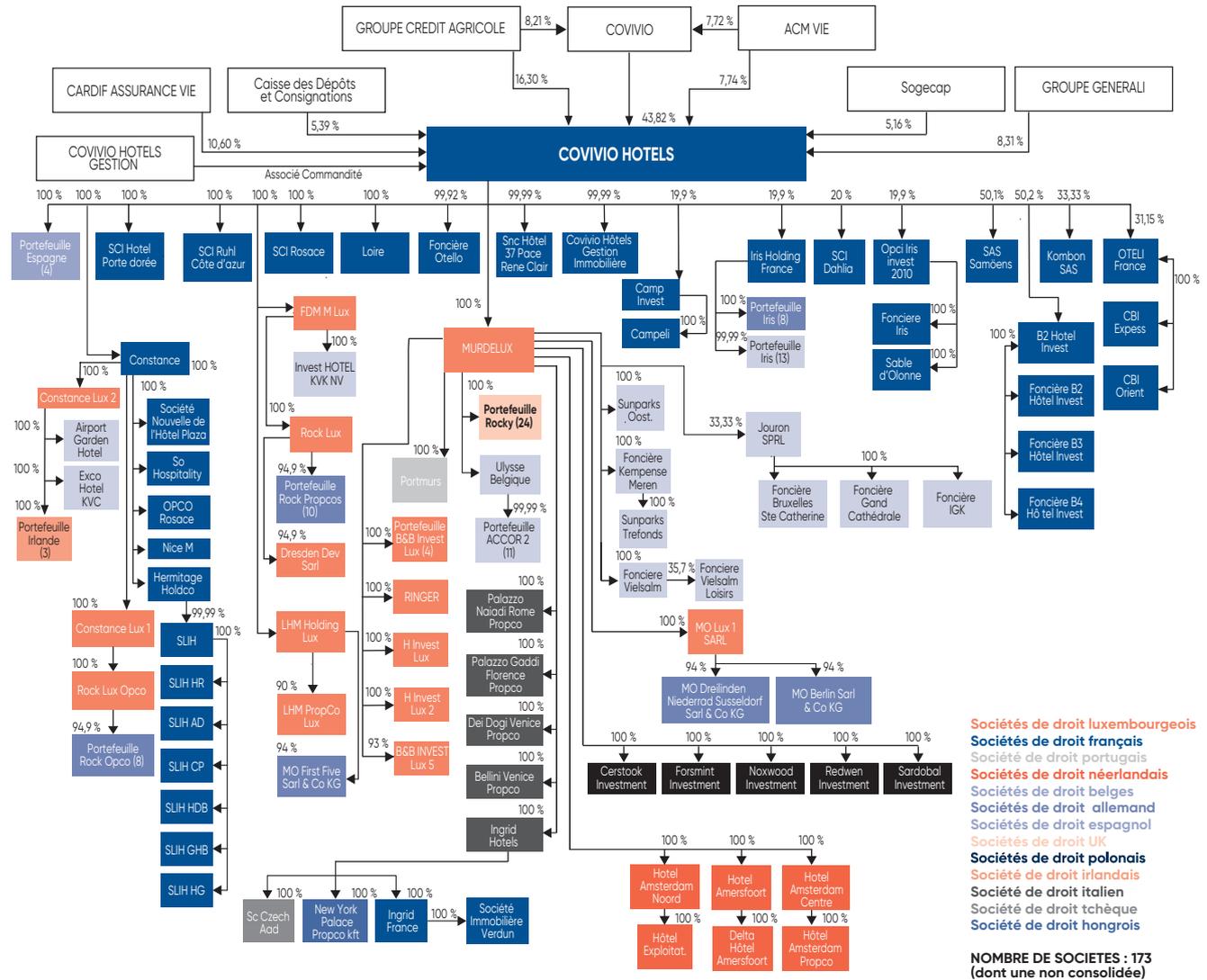
Le 30 novembre 2004, Ferrand et Renaud, devenu Foncière des Murs, a procédé à l'acquisition de la SCI Foncière des Murs. Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet de redéploiement de la société vers une activité de société foncière spécialisée dans la détention longue durée de Murs d'exploitation dans les secteurs de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large.

Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 14 septembre 2018, la société a choisi de faire évoluer son identité et sa marque, en cohérence avec le changement opéré au niveau de Covivio. Afin de mettre en cohérence cette nouvelle identité et la dénomination sociale, il a été décidé d'adopter « Covivio Hotels » comme nouvelle dénomination sociale de la société.

Au 31 décembre 2021, Covivio Hotels détient un patrimoine de 373 actifs (dont 325 hôtels) d'une valeur d'expertise totale de 5 942 M€ hors droits en part du groupe (soit 6 645 M€ en part totale), répartis en France et en Europe.

6.2.2 Organigramme du groupe au 31 décembre 2021

L'organigramme de Covivio Hotels et ses filiales au 31 décembre 2021 est détaillé ci-dessous :



Le pourcentage de détention et de droit de vote de Covivio Hotels envers ses filiales est identique. Seule la répartition du capital et des droits de vote des actionnaires de la société peut varier en fonction du nombre d'actions autodétenues (qui ne donnent pas droit de vote).

- Nous vous précisons par ailleurs que :
- le détail des transactions entre parties liées sont détaillées au 4.2.7.4
- le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au sein de la société figure au chapitre 4.7

Actionnaire majoritaire

Covivio détient 43,82 % du capital de Covivio Hotels. Le tableau de répartition du capital de Covivio au 31 décembre 2021, est détaillé ci-dessous :

Dénomination des actionnaires	Nombre d'actions	%
Groupe Delfin	25 765 290	27,22
Groupe Covea	6 797 240	7,18
Blackrock	6 662 926	7,04
Groupe Crédit Agricole Assurances	7 750 975	8,19
Groupe CM-CIC	8 114 538	8,57
Groupe BPCE	969 128	1,02
BNP Paribas	149 581	0,16
Generali	264 235	0,28
Flottant, nominatifs et autres porteurs	37 814 480	39,95
Autodétention	360 298	0,38
TOTAL	94 648 691	100,00

6.3 Administration, Direction et Conseil de Surveillance

6.3.1 Direction (article 10 des statuts)

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants. Le premier Gérant, nommé pour une durée de six années est la société Covivio Hotels Gestion, société par actions simplifiée au capital de 37 000 euros dont le siège social est situé 30, avenue Kléber – 75116 Paris immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 450 140 298.

Au cours de l'existence de la société, tout nouveau Gérant est désigné à l'unanimité des commandités, avec l'accord du Conseil de Surveillance ou, le cas échéant, de l'Assemblée.

La société Covivio Hotels Gestion, nommée en qualité de premier Gérant de la société sera réputée démissionnaire d'office de ses fonctions de Gérant dans le cas où elle cesserait d'être contrôlée directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce par la société Covivio, sauf si le nouvel actionnaire de contrôle dudit Gérant a été agréé par le Conseil de Surveillance.

Lorsque les fonctions d'un Gérant prennent fin, la gérance est exercée par le ou les Gérants restant en fonction, sans préjudice du droit des commandités de nommer un nouveau Gérant en remplacement, ou de renouveler le Gérant sortant.

En cas de cessation des fonctions d'un Gérant unique, il est procédé à la nomination d'un ou plusieurs nouveaux Gérants, ou au renouvellement du Gérant unique. Toutefois, dans l'attente de cette ou ces nominations, la gérance est assurée par le ou les commandités qui peuvent alors déléguer tous pouvoirs nécessaires pour la direction des affaires sociales jusqu'à nomination du ou des nouveaux Gérants.

Chaque Gérant peut être révoqué à tout moment pour incapacité (qu'elle soit la conséquence d'une procédure collective ou non) ou pour toute autre cause par décision unanime des commandités ; chaque Gérant peut également être révoqué pour cause légitime par une décision de justice.

6.3.2 Pouvoirs et rémunération du Gérant (articles 10, 11 et 14 des statuts)

Pouvoirs du Gérant (articles 10 et 14 des statuts)

Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou par les statuts aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil de Surveillance.

Il est à cet égard précisé que le Gérant de la société devra, aux termes de l'article 14 des statuts, obtenir l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance, statuant à la majorité des trois cinquièmes, sur les opérations de souscription d'emprunts bancaires, d'achat d'immeubles ou de titres de participations, de désinvestissements et d'octroi de toute garantie, lettre de confort ou sûreté lorsque leur montant dépassera 10 millions d'euros.

Rémunération du Gérant (article 11 des statuts)

Le ou les Gérants auront droit collectivement à une rémunération annuelle au titre de leurs fonctions s'élevant à 1 million d'euros, ladite rémunération étant indexée annuellement sur la base de l'évolution de l'indice Syntec constatée au 31 décembre de l'année précédente. L'indice de référence est l'indice au 31 décembre 2008.

Aucune autre rémunération ne peut être attribuée aux Gérants, en raison de leur fonction, sans avoir été préalablement décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire après accord unanime des commandités.

Le ou les Gérants ont droit, en outre, au remboursement de toutes les dépenses et frais de toute nature découlant du recours, effectué dans l'intérêt de la société ou des sociétés qu'elle contrôle, directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, à des prestataires de services extérieurs.

La rémunération du Gérant est plus amplement détaillée dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

6.3.3 Conseil de Surveillance (articles 12 à 15 des statuts)

La société est pourvue d'un Conseil de Surveillance de trois membres au moins choisis exclusivement parmi les actionnaires n'ayant ni la qualité de commandité ni celle de Gérant.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, les actionnaires ayant la qualité de commandité ne pouvant participer au vote des résolutions correspondantes.

La durée des fonctions des membres du Conseil de Surveillance est de trois années au plus et chaque membre doit être propriétaire d'au moins une action de la société.

Il peut être alloué aux membres du Conseil de Surveillance une rémunération annuelle dont le montant, porté dans les frais généraux est déterminé par l'Assemblée Générale Ordinaire et demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette Assemblée.

6.3.3.1 Composition du Conseil de Surveillance de Covivio Hotels

Le Conseil de Surveillance est composé de 13 membres, personnes physiques ou personnes morales, choisis parmi les actionnaires. La composition du Conseil de Surveillance ainsi que les curriculums vitae et les mandats et fonctions exercés par chacune de ces personnes figurent dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

6.3.3.2 Fonctionnement du Conseil de Surveillance

6.3.3.2.1 Pouvoirs du Conseil (article 14 des statuts)

Le Conseil de Surveillance assume le contrôle permanent de la gestion de la société tel qu'il est prévu par la loi.

Il établit un rapport à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, qui statue sur les comptes de la société ainsi que lors de toute augmentation ou réduction de capital proposée aux actionnaires. L'autorisation préalable du Conseil de Surveillance, statuant à la majorité des trois cinquièmes, est requise préalablement à la mise en œuvre par le Gérant des opérations suivantes :

- souscription d'emprunts bancaires
- achat d'immeubles ou de titres de participations
- désinvestissements
- octroi de toute garantie, lettre de confort ou sûreté.

lorsque leur montant dépassera 10 000 000 d'euros.

Lorsque leur montant n'excédera pas 50 000 000 d'euros, l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance pourra intervenir dans un acte unique signé par les membres du Conseil de Surveillance statuant à la majorité des trois cinquièmes.

Il peut en outre, dans la limite d'un certain montant annuel qu'il déterminera, autoriser le Gérant à donner des garanties au nom de la société.

Le Conseil de Surveillance se réunit au moins quatre fois par an, à raison d'une fois par trimestre, le Gérant devant communiquer au Conseil de Surveillance les informations suivantes prenant en compte, le cas échéant, de manière consolidée les activités de la société et de ses filiales :

- lors de la réunion du Conseil de Surveillance tenue durant le deuxième trimestre d'un exercice, le projet de bilan consolidé, de compte de résultat consolidé, le projet de tableau des flux financiers consolidés, le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés
- lors de la réunion du Conseil de Surveillance tenue le quatrième trimestre de chaque exercice, un budget annuel consolidé ainsi que les prévisions annuelles de trésorerie de la société ainsi que la trésorerie consolidée de la société et de ses filiales
- lors de chacune des réunions trimestrielles, un rapport d'activité, comprenant l'ensemble des éléments définis par le Conseil de Surveillance, et un descriptif des événements majeurs survenus au cours du trimestre écoulé.

Plus généralement, le Gérant devra communiquer au Conseil de Surveillance les mêmes documents que ceux mis à disposition des Commissaires aux comptes ainsi que tout document ou information que le Conseil de Surveillance pourrait raisonnablement demander.

L'accord préalable du Conseil de Surveillance est également requis pour la nomination ou le renouvellement de tout Gérant à l'exception de la nomination du premier Gérant.

Dans ce cadre, le Conseil de Surveillance dispose d'un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la notification qui lui est faite par les associés commandités du projet de nomination ou de renouvellement, pour donner ou refuser son accord.

Dans le cas où, à deux reprises successives à l'intérieur d'une période de deux mois, le Conseil de Surveillance aurait refusé cet accord pour deux candidats successifs, alors que la société est dépourvue de Gérant et que la gérance est exercée provisoirement par les associés commandités, l'accord pourra être donné par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires statuant à la majorité, convoquée par le ou les associés commandités lui soumettant un seul de ces deux candidats.

Au cas où l'accord du Conseil de Surveillance ou de l'Assemblée n'aurait pas été obtenu en application des paragraphes ci-dessus, le ou les commandités nommeront une troisième personne. À défaut d'accord du Conseil de Surveillance sur cette nouvelle personne, sa nomination sera soumise à l'Assemblée Générale Ordinaire qui ne pourra refuser son accord qu'à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

6.3.3.2 Réunions du Conseil (articles 13 et 14 des statuts)

Le Conseil se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent et, en tout état de cause, au moins quatre fois par an afin, notamment, d'entendre le rapport de la gérance sur les activités de la société. Sauf cas d'urgence, la convocation des membres du Conseil de Surveillance doit intervenir au moins une semaine avant la date de tenue du Conseil.

Les réunions peuvent être convoquées par le Président du Conseil, ainsi que par la moitié au moins de ses membres, ou par chacun des Gérants et commandités de la société. Le ou les Gérants doivent être convoqués aux réunions auxquelles ils assistent à titre simplement consultatif.

La présence de la moitié au moins des membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et pouvant prendre part au vote. Tout membre du Conseil de Surveillance peut se faire représenter par un autre membre du Conseil sur présentation d'un pouvoir exprès étant précisé qu'un membre du Conseil pourra représenter plusieurs membres. En cas de partage des voix, la voix du Président sera prépondérante.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du Conseil qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence.

Les Commissaires aux comptes sont convoqués aux réunions du Conseil de Surveillance qui examinent les comptes annuels ou intermédiaires.

6.3.3.3 Devoirs des membres du Conseil de Surveillance (article 1.6 du Règlement Intérieur)

Les devoirs des membres du Conseil sont détaillés dans le Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise au paragraphe 5.2.2.2.6.2.

6.3.3.4 Déclarations relatives aux informations requises au titre des points 12.1 et 12.2 de l'annexe 1 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019

Ces éléments sont présentés dans le Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise au paragraphe 5.2.2.3.3.

6.3.3.5 Conflits d'intérêts – liens familiaux

Il n'existe pas de liens familiaux entre les membres composant le Conseil de Surveillance de Covivio Hotels.

En l'état actuel nous ne disposons pas d'informations permettant de conclure à d'autres conflits d'intérêts potentiels.

Le Règlement Intérieur du Conseil de Surveillance prévoit, dans son article 1.6.5, une procédure de prévention des conflits d'intérêts à l'occasion d'une réunion du Conseil ou d'un Comité.

6.3.3.6 Faits exceptionnels et litiges

À notre connaissance, au cours des douze derniers mois, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage n'a eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Covivio Hotels et de ses filiales.

6.3.4 Commissaires aux comptes

6.3.4.1 Commissaires aux comptes

	Commissaires aux comptes	Date de nomination	Échéance du mandat
Titulaires	Cabinet Mazars Tour Exaltis 61, rue Henri Regnault 92400 COURBEVOIE	30 novembre 2004 Renouvellement le 8 avril 2010 et le 8 avril 2016	AGO statuant sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2021
	Ernst & Young et Autres 1/2, place des Saisons Paris – La Défense 1 92400 COURBEVOIE	11 avril 2013 Renouvellement le 5 avril 2019	AGO statuant sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2024
Suppléant	Cyrille Brouard Tour Exaltis 61, rue Henri-Regnault 92400 COURBEVOIE	6 avril 2005 Renouvellement le 8 avril 2010 et le 8 avril 2016	AGO statuant sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2021

6.3.4.2 Rémunération des Commissaires aux comptes

La rémunération des Commissaires aux comptes est présentée au paragraphe 4.2.7.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

6.4 Responsable du document

6.4.1 Responsable du document

Tugdual MILLET-TAUNAY

Président de Covivio Hotels Gestion

Gérant commandité

6.4.2 Attestation du responsable incluant le rapport financier annuel

J'atteste, que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 5 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble

des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 14 mars 2022

Tugdual MILLET-TAUNAY

Président de Covivio Hotels Gestion

Gérant commandité

Personne responsable de l'information financière

6.4.3 Informations financières historiques

En application de l'article 19 du règlement (UE) 2017/1129 du 14 juin 2017, les informations suivantes sont incorporées par référence dans le présent document d'enregistrement universel :

- les comptes consolidés et annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 et les rapports d'audit correspondants figurant aux pages 79 à 168 du document de référence de l'exercice 2020 déposé auprès de l'AMF en date du 15 mars 2021 sous le numéro D.21-0123.
- les comptes consolidés et annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 et les rapports d'audit correspondants figurant aux pages 67 à 152 du document de référence de l'exercice 2019 déposé auprès de l'AMF en date du 6 mars 2020 sous le numéro D.20-0110.

- les comptes consolidés et annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 et les rapports d'audit correspondants figurant aux pages 63 à 143 du document de référence de l'exercice 2018 déposé auprès de l'AMF en date du 8 mars 2019 sous le numéro D.19-0126.

Ces documents sont disponibles au siège de la société au 30, avenue Kléber – 75116 Paris, ainsi que sur son site Internet (www.covivio-hotels.fr) et sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers.

6.5 Document d'information annuel (art. 221-1-1 du règlement général de l'AMF)

6.5.1 Communication au titre de l'information réglementée publiée sur le site Internet de l'AMF et sur le site Internet de Covivio Hotels

12 janvier 2021	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31 décembre 2020
12 février 2021	Résultats annuels 2020
15 mars 2021	Document d'Enregistrement Universel 2020
15 mars 2021	Modalités de mise à disposition du Document d'Enregistrement Universel 2020
16 mars 2021	Convocation à l'assemblée générale mixte de Covivio hotels du 8 avril 2021
16 mars 2021	Modalités de convocation à l'AGM du 8 avril 2021
22 mars 2021	Modalités de mise à disposition des documents préparatoires à l'AGM du 8 avril 2021
29 mars 2021	Modalités de participation à l'AGM du 8 avril 2021 et composition du bureau
8 avril 2021	Descriptif du programme de rachat d'actions 2021
20 avril 2021	Activité à fin mars 2021
20 avril 2021	Nominations au sein du management de Covivio Hotels
27 avril 2021	Covivio Hotels envisage une augmentation de capital d'environ 250 M€
20 mai 2021	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020
20 mai 2021	Lancement d'une augmentation de capital d'environ 250 millions d'euros
10 juin 2021	Succès de l'augmentation de capital d'un montant de 250 millions d'euros
14 juin 2021	Publication des informations relatives au nombre total de droits de votes et d'actions composant le capital social
12 juillet 2021	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 30 juin 2021
15 juillet 2021	Résultats semestriels 2021
20 juillet 2021	Placement avec succès de 500 M€ d'obligations à 8 ans et 1,0%
3 septembre 2021	Rapport financier semestriel 2021
21 octobre 2021	Activité à fin septembre 2021 : la reprise se confirme
12 janvier 2022	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31 décembre 2021
21 février 2022	Résultats annuels 2021

6.5.2 Publications au BALO (bulletin des annonces légales obligatoires)

1er mars 2021	Publication de l'avis de réunion à l'Assemblée Générale Mixte du 08/04/2021
22 mars 2021	Publication de l'avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 08/04/2021
23 avril 2021	Publication des comptes définitifs au 31/12/2020

6.6 Rapport condensé des experts

Tugdual Millet-Taunay

Covivio Hotels 10, avenue Kléber 75116 Paris

Paris, le 23 février 2022

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous remettre, ci-joint, notre rapport condensé concernant l'estimation au 31 décembre 2021 de la juste valeur des actifs de Covivio Hotels.

6.6.1 Contexte général de la mission

Cadre général

La société Covivio Hotels nous a demandé de procéder à l'estimation de la juste valeur des actifs composant son patrimoine en Europe. Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'évaluation semestrielle de son patrimoine.

Nos missions sont réalisées en toute indépendance.

Les sociétés d'expertises BNP Paribas Real Estate Valuation, CBRE Valuation, Cushman & Wakefield Valuation, BPCE Expertises Immobilières, HVS, et MKG n'ont aucun lien capitalistique avec la société Covivio Hotels.

Les sociétés d'expertises BNP Paribas Real Estate Valuation, CBRE Valuation, Cushman & Wakefield Valuation, BPCE Expertises Immobilières, HVS, et MKG confirment que les évaluations ont été réalisées par et sous la responsabilité d'évaluateurs qualifiés.

Les honoraires annuels facturés à la société Covivio Hotels sont déterminés avant la campagne d'évaluation. Ils représentent moins de 10 % du chiffre d'affaires de chaque société d'expertise.

La rotation des experts est organisée par Covivio Hotels. A noter qu'exceptionnellement, par souci de simplification et compte tenu des négociations avec le locataire du portefeuille de 12 actifs au Royaume-Uni, Covivio Hotels a décidé, en accord avec ses Commissaires aux comptes, de reporter au 30 juin 2022 la rotation d'expert qui aurait normalement dû être réalisée au 31 décembre 2021 pour 9 des 12 actifs.

Nous n'avons pas identifié de conflit d'intérêts sur cette mission.

La mission est en conformité avec la recommandation de l'AMF sur la représentation des éléments d'évaluation et des risques du patrimoine immobilier des sociétés cotées publiées le 8 février 2010.

6.6.2 Conditions de réalisation

Éléments d'étude

La présente mission a été conduite sur la base des pièces et renseignements qui nous ont été communiqués au cours du mois d'octobre 2021 et les années précédentes pour les sites en actualisation, et qui sont supposés sincères et correspondre à l'ensemble des informations et documents en possession ou à la connaissance du client, susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur du portefeuille. Ainsi, nous ne consultons pas les titres de propriété et les actes d'urbanisme.

Référentiels

Les diligences d'expertise et les évaluations ont été réalisées en conformité avec :

Mission actuelle

Notre mission a porté sur l'évaluation de la juste valeur de 238 actifs en France, de 63 actifs en Allemagne, de 3 actifs aux Pays-Bas, de 16 actifs en Belgique, de 1 actif au Portugal, de 12 actifs au Royaume-Uni, de 20 actifs en Espagne, de 4 actifs en Italie, de 3 actifs en Pologne, de 1 actif en Irlande, de 2 actifs en Hongrie et de 1 actif en République Tchèque. Pour cette mission, Covivio nous a demandé de réaliser des expertises initiales ou des actualisations sur pièces.

Notre mission a porté sur l'estimation de la juste valeur en l'état d'occupation annoncé au 31 décembre 2021.

Les actifs expertisés sont situés en Europe. Il s'agit principalement d'actifs détenus en pleine propriété, par la société Covivio Hotels ou par ses filiales.

Il est rappelé ici que lorsque le client est preneur aux termes d'un contrat de crédit-bail, l'Expert effectue exclusivement l'évaluation des biens sous-jacents au contrat et non le contrat de crédit-bail. De la même façon, lorsqu'un bien immobilier est détenu par une société *ad hoc*, la valeur de ce dernier a été estimée selon l'hypothèse de la vente de l'actif immobilier sous-jacent et non pas celle de la société.

- les recommandations du rapport Barthès de Ruyter sur l'évaluation du patrimoine immobilier des sociétés cotées faisant appel public à l'épargne, publié en février 2000
- la Charte de l'expertise en évaluation immobilière
- les recommandations énoncées par les normes d'évaluation RICS publiées par la Royal Institution of Chartered Surveyors
- les principes posés par le code de déontologie des SIIC.

Méthodologie retenue

- Pour les actifs constitutifs des différents portefeuilles, s'agissant de biens d'investissement, nous avons retenu la méthode par capitalisation du revenu brut ainsi que par Discounted Cash Flow.

6.6.3 Juste valeur globale

Covivio Hotels détient 373 actifs (dont 325 hôtels). 364 actifs sont comptabilisés à la valeur d'expertise et 9 actifs sont valorisés à la valeur de promesse.

6.6.3.1 Juste valeur expertisée par les sociétés d'expertises BPCE Expertises Immobilières

La juste valeur globale correspond à la somme des valeurs unitaires de chaque actif.

Juste valeur en 100 % : 466 350 000 euros Hors Frais et Droits de mutation.

L'ensemble des actifs ont fait l'objet d'une actualisation sur pièce et ont été valorisés en date du 31.12.2021.

Sur les 68 actifs, 65 sont détenus en pleine propriété et 3 via des baux spéciaux (BAC, AOT...).

Présentation des valeurs d'expertises par classe d'actifs :

Répartition sectorielle	Valorisation	Nombre d'actifs
Actifs AccorInvest	206 800 000	17
Actifs Murs et fonds	201 100 000	8
Actifs Commerces d'exploitation	58 450 000	43
TOTAL	466 350 000	68

6.6.3.2 Juste valeur expertisée par la société d'expertise BNP Paribas Real Estate Valuation

La juste valeur globale correspond à la somme des valeurs unitaires de chaque actif.

Juste valeur en 100 % : 1 014 480 000 euros Hors Frais et Droits de mutation.

L'ensemble des actifs ont fait l'objet d'une actualisation sur pièce et ont été valorisés en date du 31.12.2021.

Sur les 19 actifs expertisés, 16 sont détenus en pleine propriété et 3 via des baux spéciaux (BAC, AOT...).

Présentation des valeurs d'expertises par classe d'actifs :

Répartition sectorielle	Valorisation	Nombre d'actifs
Actifs AccorInvest	217 220 000	4
Actifs B&B	23 760 000	3
Actif Meininger	63 020 000	1
Actifs Motel One	51 600 000	1
Actifs en Espagne	491 480 000	7
Actifs NH	61 340 000	1
Actifs Loisirs	106 060 000	2
TOTAL	1 014 480 000	19

6.6.3.3 Juste valeur expertisée par la société d'expertise Cushman & Wakefield Valuation France

La juste valeur globale correspond à la somme des valeurs unitaires de chaque actif.

Juste valeur en 100 % : 1 010 960 000 euros Hors Frais et Droits de mutation.

L'ensemble des actifs ont été valorisés en date du 31.12.2021. 3 actifs Accor ont fait l'objet de visites les 3 novembre 2021 (Ibis Cambronne) et 4 novembre 2021 (Mercure Tour Eiffel et Ibis Styles Bercy). Les autres actifs ont fait l'objet d'actualisation sur pièce.

Sur les 69 actifs expertisés, 59 sont détenus en pleine propriété et 10 via des baux spéciaux (BAC, AOT...).

Présentation des valeurs d'expertises par classe d'actifs :

Répartition sectorielle	Valorisation	Nombre d'actifs
Actifs AccorInvest	490 700 00	36
Actifs B&B	134 960 000	14
Actifs NH Hotel Group	144 200 000	7
Actifs Espagne	124 900 000	9
Actifs Motel One	53 900 000	2
Actifs Murs et fonds	62 300 000	1
TOTAL	1 010 960 000	69

6.6.3.4 Juste valeur expertisée par la société d'expertise HVS

La juste valeur globale correspond à la somme des valeurs unitaires de chaque actif.

Juste valeur en 100 % : 785 247 260 euros Hors Frais et Droits de mutation (valorisation en livre britannique convertie au taux de 1,1851 €).

L'ensemble des actifs ont fait l'objet d'une actualisation sur pièce et ont été valorisés en date du 31.12.2021.

Sur les 23 actifs expertisés, 3 sont détenus en pleine propriété (freehold) et 9 via des baux spéciaux (leasehold).

Présentation des valeurs d'expertises par classe d'actifs :

Répartition sectorielle	Valorisation	Nombre d'actifs
Actifs UK	785 247 260	12
TOTAL	785 247 260	12

6.6.3.5 Juste valeur expertisée par la société d'expertise CBRE Hotels Valuation

La juste valeur globale correspond à la somme des valeurs unitaires de chaque actif.

Juste valeur en 100 % : 2 210 207 121 euros Hors Frais et Droits de mutation.

L'ensemble des actifs ont été valorisés en date du 31.12.2021. 26 actifs du portefeuille Oteli (AccorInvest) ont fait l'objet de visites sur le S2 2021. Egalement, 4 actifs B&B en Espagne ont été visités les 26/10, 28/10 (2 actifs) et 05/11 2021. Finalement, le Club Med Da Balaia a été visité le 18 novembre 2021. Les autres actifs ont fait l'objet d'actualisations sur pièce.

Sur les 152 actifs expertisés, 141 sont détenus en pleine propriété et 11 via des baux spéciaux (BAC, AOT...).

Présentation des valeurs d'expertises par classe d'actifs :

Répartition Sectorielle	Valorisation	Nombre d'actifs
Actifs AccorInvest	713 537 121	45
Actifs B&B	514 890 000	96
Actifs Murs et fonds	880 744 000	9
Actifs Loisirs	80 500 000	1
Actifs MEININGER	20 536 000	1
TOTAL	2 210 207 121	152

6.6.3.6 Juste valeur expertisée par la société d'expertise MKG

La juste valeur globale correspond à la somme des valeurs unitaires de chaque actif.

Juste valeur en 100 % : 994 833 301 euros Hors Frais et Droits de mutation (valorisation des actifs hongrois convertie au taux de 0.00271 € et des actifs tchèques au taux de 0.040225 €).

L'ensemble des actifs ont fait l'objet d'une actualisation sur pièce et ont été valorisés en date du 31.12.2021.

Sur les 44 actifs expertisés, 36 sont détenus en pleine propriété et 8 via des baux spéciaux (BAC, AOT...).

Présentation des valeurs d'expertises par classe d'actifs :

Répartition Sectorielle	Valorisation	Nombre d'actifs
Actifs B&B	219 528 139	31
Actifs MEININGER	48 462 411	1
Actifs NH	656 000 013	10
Actifs Murs et fonds	70 842 739	2
TOTAL	994 833 301	44

6.6.3.7 Synthèse par expert et réconciliation avec les comptes consolidés

Le patrimoine communication financière de Covivo Hotels s'élève donc à 5 942 M€ en PdG. Un tableau de réconciliation entre ce montant et les comptes consolidés IFRS se trouve au paragraphe 1.4 du présent URD.

La ligne terrains allemands correspond à deux terrains situés à Leipzig et à Dresden et détenus à 94,9% par Covivo Hotels. Ces terrains sont expertisés par une équipe locale de BNP Paribas Real Estate en Allemagne.

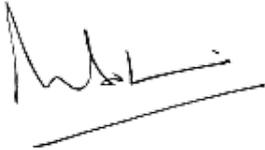
Expert	Valorisation 100%	Valorisation PdG	Nombre d'actifs
BPCE	466 350 000	466 350 000	68
BNP	1 014 480 000	1 014 480 000	19
CUSHMAN	1 010 960 000	1 001 085 800	69
HVS	785 247 260	785 247 260	12
CBRE	2 210 207 121	1 592 730 518	152
MKG	994 833 301	987 840 061	44
Total	6 482 077 682	5 847 733 639	364
Actifs sous promesse	144 741 500	76 550 283	9
Terrains allemands	18 600 000	17 651 400	0
TOTAL	6 645 419 182	5 941 935 322	373

6.6.4 Observations générales

Ces valeurs s'entendent sous réserve de stabilité du marché et de l'absence de modifications notables des immeubles entre la date des expertises et la date de valeur.

Ce rapport condensé est un élément indissociable de l'ensemble des travaux réalisés par chacun des experts dans leur mission.

Cushman & Wakefield Valuation france
Philippe Dorion
Directeur Général Adjoint



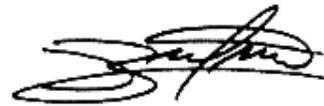
BNP Paribas Real Estate Valuation
Jean-Claude Dubois
Président



BPCE Expertises Immobilières
Philippe Taravella
Directeur Général



CBRE Hotel Valuation
Benjamin Deljurie
Director, Head of Hotels Valuation France & Belux



HVS London
Sophie Perret
Director



MKG
Vanguélis Panayotis
Président





Motel One Paris porte dorée
© Covivio / DR

37,1%

LTV à fin
décembre 2021.





Tables de concordance

Table de concordance de référence	266
Table de concordance du rapport financier annuel	268
Table de concordance du rapport à l'Assemblée Générale annuelle	268

Table de concordance de référence

Afin de faciliter la lecture du rapport annuel enregistré comme document d'enregistrement universel, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations requises en application des rubriques de l'annexe 1 du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission européenne du 14 mars 2019.

Nature de l'information	Paragraphe et n° de la page
1. Personnes responsables, informations provenant de tiers, rapports d'experts et approbation de l'autorité compétente	
1.1 Personnes responsables des informations	§ 6.4.1 p. 256
1.2 Déclarations des personnes responsables	§ 6.4.2 p. 256
1.3 Déclarations ou rapports d'expert	§ 6.6 p. 258
1.4 Information provenant de tiers	N/A
2. Contrôleurs légaux des comptes	
2.1 Noms et adresses	§ 6.3.4.1 p. 255
2.2 Démissions/non renouvellements	N/A
2.3 Rémunérations	§ 4.2.7.6 p. 125
3. Facteurs de risques	
3.1 Risques de marché	§ 2.1.2.V p. 68
3.2 Risques liés à l'exploitation de la société	§ 2.1.2.III p. 65
3.3 Risques liés à l'environnement	§ 2.1.2.I p. 61
3.4 Autres risques	§ 2.1.2.II p. 64 et 2.1.2.IV p. 67 et 2.1.2.VI p. 69
4. Informations concernant l'émetteur	
4.1 Histoire de la société	§ 6.2.1 p. 250
4.1.1 Raison et nom de la société	§ 6.1.1.1 p. 246
4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la société	§ 6.1.1.4 p. 246
4.1.3 Date de constitution et durée de vie de la société	§ 6.1.1.7 p. 246
4.1.4 Siège social et forme juridique de la société	§ 6.1.1.2 et 6.1.1.3 p. 246
4.1.5 Développements de l'activité de la société	§ 1.2.1 p. 6 ; § 4.2.4 p. 98
4.2 Investissements	
4.2.1 Principaux investissements réalisés durant l'exercice	§ 1.2.1 p. 6 ; § 4.2.4 p. 98
4.2.2 Principaux investissements en cours	§ 1.2.1 p. 6 ; § 4.2.4 p. 98
5. Aperçu des activités	
5.1 Principales activités	
5.1.1 Opérations effectuées par la société durant l'exercice	§ 1.2.1 p. 6
5.1.2 Nouveau produit ou service important lancé sur le marché	N/A
5.2 Principaux Marchés	§ 1.2.2.1 p. 8 ; § 1.2.3.1 p. 16
5.3 Événements significatifs pour le développement de l'activité	§ 1.2.1 p. 6
5.4 Stratégie et objectifs	§ 1.1 p. 6
5.5 Dépendance éventuelle (brevets/licences/contrats industriels et commerciaux)	N/A
5.6 Position concurrentielle	§ 1.8.8 p. 48
5.7 Investissements	§ 1.2.1 p. 6 ; § 4.2.4 p. 98
6. Organigramme	
6.1 Description du groupe	§ 1.8.1 p. 47 et § 6.2.2 p. 251
6.2 Liste des filiales importantes	§ 4.5.6.5 p. 164 ; § 1.8.1 p. 47
7. Examen de la situation financière et du résultat	
7.1 Situation financière	§ 1.5 p. 31 ; § 4.1.1 p. 84
7.2 Résultat d'exploitation	§ 1.5.1.3 p. 31 ; § 4.1.2 p. 86 ; § 4.2.6 p. 114
8. Trésorerie et capitaux	
8.1 Capitaux de l'émetteur	§ 4.1.4 p. 87 ; § 4.2.5.11 p. 106
8.2 Sources et montants des flux de trésorerie	§ 4.1.5 p. 88 ; § 1.5.1.7 p. 34 ; § 4.2.5.10 p. 106
8.3 Conditions d'emprunt et structure financière	§ 1.5.1.7 p. 34 ; § 4.2.5.12 p. 107

Nature de l'information	Paragraphe et n° de la page
8.4 Restriction à l'utilisation des capitaux	N/A
8.5 Sources de financement nécessaires pour honorer les engagements relatifs aux décisions d'investissement	§ 4.2.5.12 p. 107
9. Cadre réglementaire	§ 2.1 p. 58
10. Information sur les tendances	
10.1 Principales tendances	§ 1.1 p. 6 ; § 18.6 p. 48
10.2 Événements susceptibles d'influencer sur les tendances	§ 1.2.1 p. 6 ; § 4.2.5 p. 98 ; § 1.5.1 p. 31
11. Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A
12. Organes d'Administration, de Direction et de Surveillance et Direction Générale	
12.1 Informations concernant les membres des organes d'Administration, de Direction ou de Surveillance	§ 5.2.1 p. 193 ; § 5.2.4 p. 232
12.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance et de la Direction Générale	§ 5.2.2.5.2 p. 226 ; § 6.3.3.2.5 p. 255
13. Rémunération et avantages	
13.1 Montant de la rémunération versée et avantages en nature	§ 5.2.4.1 p. 232 ; § 5.2.4.2 p. 233 ; § 1.6.7 p. 44 ; § 6.3.2 p. 253
13.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	§ 4.2.5.13 p. 112 ; § 4.5.3.4.2 p. 149
14. Fonctionnement des organes d'Administration et de Direction	
14.1 Date d'expiration des mandats actuels	§ 5.2.2.1 p. 198
14.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'Administration, de Direction ou de Surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales	§ 1.8.7 p. 48 ; § 4.5.6.3 p. 162
14.3 Informations sur le Comité d'Audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	§ 5.2.3.1 p. 230
14.4 Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	§ 5.2 p. 192
14.5 Évolutions susceptibles d'affecter la gouvernance d'entreprise	§ 5.2.2.1 p. 198
15. Salariés	
15.1 Nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques	§ 4.2.7.1 p. 119 ; § 4.5.6.1 p. 162
15.2 Participations et stock-options	§ 1.6.6 p. 44
15.3 Accord de participation des salariés dans le capital de l'émetteur	N/A
16. Principaux actionnaires	
16.1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	§ 1.6.2 p. 41
16.2 Existence de droits de vote différents	§ 1.6.2 p. 41
16.3 Contrôle de l'émetteur	§ 1.6.2 p. 41
16.4 Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	N/A
17. Opérations avec des apparentés	§ 1.8.7 p. 48 ; § 4.2.7.4 p. 125
18. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	
18.1 Informations financières historiques	§ 1.5.2.6 p. 39 ; § 6.4.3 p. 256
18.2 Informations financières <i>pro forma</i>	N/A
18.3 Vérification des informations financières historiques annuelles	N/A
18.4 Informations financières intermédiaires et autres	N/A
18.5 Politique de distribution de dividendes	§ 1.7.2 p. 46 ; § 1.5.2.5 p. 38
18.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	§ 6.3.3.2.4 p. 255 ; § 6.3.3.2.6 p. 255
18.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	N/A
19. Informations complémentaires	
19.1 Capital social	§ 6.1.2 p. 247
19.2 Actes constitutifs et statuts	§ 6.1.1 p. 246 ; § 6.1.2 p. 247
20. Contrats importants	§ 1.2.2.3 à § 1.2.2.5 p. 16 ; § 1.2.3.3 p. 19 ; § 6.1.3.2 p. 249
21. Documents accessibles au public	§ 6.5 p. 257





Table de concordance du rapport financier annuel

Nature de l'information

1.	Rapport de gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2021	p. 5
2.	Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	p. 39
3.	Comptes consolidés au 31 décembre 2021	p. 83
4.	Honoraires des Commissaires aux comptes	p. 125
5.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	p. 130
6.	Comptes individuels au 31 décembre 2021	p. 135
7.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	p. 166
8.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les informations financières <i>pro forma</i>	N/A
9.	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	p. 170
10.	Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise	p. 192
11.	Attestation du responsable du document	p. 256

Table de concordance du rapport à l'Assemblée Générale annuelle

Nature de l'information

1.	Rapport de gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2021	p. 5
2.	Rapport complémentaire du Gérant à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	p. 49
3.	Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	p. 190
4.	Rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise	p. 192
5.	Organisation du contrôle interne	p. 70
6.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	p. 130
7.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	p. 166
8.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les informations financières <i>pro forma</i>	N/A
9.	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	p. 170
10.	Résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 7 avril 2022	p. 172

COVIVIO

HOTELS

30 avenue Kléber - 75116 Paris
Tél. : +33 (0)1 58 97 50 00

www.covivio-hotels.fr

Suivez-nous sur Twitter @covivio_
et sur les réseaux sociaux

